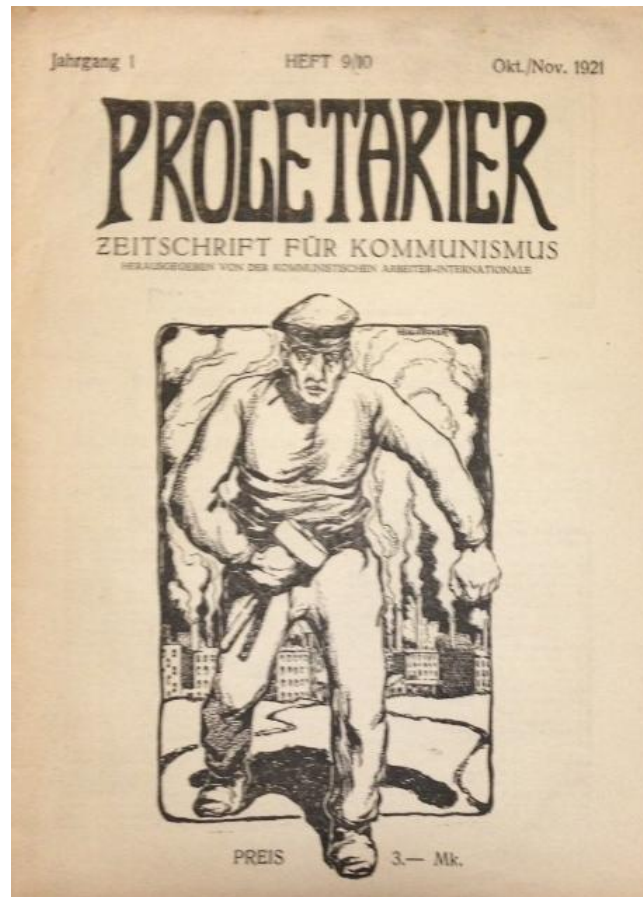


**«TROISIÈME», «QUATRIÈME», N<sup>ième</sup>  
INTERNATIONALE ?  
OU PARTI COMMUNISTE MONDIAL ?**



**STÉNOGRAMME DU CONGRÈS PUBLIC EXTRAORDINAIRE  
DU KAPD, TENU À BERLIN DU 11 AU 14 SEPTEMBRE 1921, DRESDNER  
GARTEN**

*Traduction : Jean-Pierre Laffitte  
Révision, édition et notes : Philippe Bourrinet*

*Édition moto proprio, février 2017.*

En hommage à Serge BRICIANER (1923-1997),  
communiste internationaliste, traducteur et  
éditeur d'Anton PANNEKOEK

En souvenir de Jan APPEL (1890-1945) et Henk  
CANNE MEIJER (1890-1962)

# Avant-propos

Le manuscrit dactylographié du IV<sup>e</sup> Congrès du KAPD, qui est essentiellement consacré à la nécessité de fonder une IV<sup>e</sup> Internationale (KAI) se trouve aux Archives d'État de Brême (Clemens Klockner (Hrsg): *Protokoll des aussenordentlichen Parteitage der KAPD vom 11. bis 14.9.1921 in Berlin*, Darmstadt, 1986).

Un autre manuscrit se trouve en possession de la BDIC (Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine, Nanterre, France), anciennement «Musée et Bibliothèque de la Guerre», qui fut fondé en juillet 1917. Plus tard le jeune historien Pierre Renouvin, grand mutilé, amputé d'un bras et de plusieurs doigts, en prend la direction. Le manuscrit de ce congrès du KAPD fut saisi en 1921 par les Services secrets de l'armée de terre française et remis par la suite au «Musée et Bibliothèque de la guerre».

C'est sur ce manuscrit que travailla Serge BRICIANER, militant communiste des conseils, dans ses recherches pour exhumer tout un pan du communisme de gauche internationaliste (*Linkskommunismus*).

Des militants comme Jan Appel (*Arndt*), et le délégué hollandais Henk Canne-Meijer (*Maer*) interviennent à plusieurs reprises dans le congrès du KAPD, où Herman Gorter fait une longue intervention paradoxale. Soulignant le recul de la révolution mondiale, il pousse à la formation d'une Internationale communiste-ouvrière.

Ce sont finalement Jan Appel et Henk Canne Meijer qui reprendront dès 1924-27 le flambeau du communisme des conseils, alors que le KAPD se décomposait. Tous deux joueront dans les années 30 un rôle essentiel dans la formation et l'élaboration théorique du GIK (Groupe des communistes internationalistes).

On notera enfin la brève intervention du jeune camarade Paul, sans doute Paul Mattick, installé à Cologne, qui fait ici une romantique apologie de l'illégalisme et initie son long itinéraire communiste des conseils.

Ce sténogramme très brut a été vraisemblablement élaboré par un éditeur parlementaire professionnel, étranger au KAPD, sans qu'il y ait eu la moindre révision d'un texte de fait historique, par la rupture avec le Komintern et la fondation d'une Internationale communiste-ouvrière. D'où les fréquentes coquilles relevées dans le sténogramme et souvent la transcription grossièrement phonétique des intervenants.

P. B.,

31 janvier 2017.

# Ordre du jour

## DISCOURS DE BIENVENUE

1. LA SITUATION POLITIQUE
2. RAPPORT DE LA DÉLÉGATION AU III<sup>E</sup> CONGRÈS MONDIAL
3. L'ÉVOLUTION ET LES PERSPECTIVES DE LA RÉVOLUTION RUSSE
4. LA III<sup>E</sup> INTERNATIONALE ET LA NÉCESSITÉ DE LA CRÉATION D'UNE INTERNATIONALE COMMUNISTE OUVRIÈRE (KAI)
5. RAPPORT DU CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE
6. KAPD ET AAU, LE CARTEL DES UNIONS EN ALLEMAGNE, L'INTERNATIONALE DES UNIONS
7. LA QUESTION DES CHÔMEURS
8. LA QUESTION DES JEUNES
9. LA QUESTION AGRAIRE
10. L'ORGANISATION (RÉUNION INTERNE)
11. LES ÉLECTIONS

## **Discours de salutations du cam. Erdmann (Emil Sach)<sup>1</sup> :**

Au nom du Comité directeur du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne, je salue les invités des partis frères étrangers, les invités venant du Reich qui n'ont pas regardé à la dépense et à la peine pour être présents ici à notre Congrès, et je salue l'ensemble des délégués en espérant et en souhaitant que ce Congrès du KAPD soit une étape décisive de la révolution prolétarienne, de la révolution mondiale. C'est dans ce sens que nous pensons que ce Congrès produira un travail fructueux.

## **Cam. Mühle<sup>2</sup> :**

Camarades,

Au nom du District économique (*Wirtschaftsbezirk*) du Grand Berlin nous vous souhaitons une cordiale bienvenue. Tout d'abord, nous voulons rendre hommage aux victimes tombées en combattant pour la révolution prolétarienne. Tant de camarades, que nous avons eus jusqu'à présent dans nos rangs, ne le sont plus en raison du déchaînement de la réaction ; aussi voulons-nous rendre particulièrement hommage aux camarades qui se sont montrés à la hauteur, et nous nous réjouissons que certains camarades qui se sont montrés particulièrement engagés dans ce combat soient aujourd'hui parmi nous.

Camarades, le KAPD a, en tant que jeune parti, un difficile combat derrière lui. Lors du putsch de Kapp, alors que nous n'étions pas encore un parti solidement structuré, nous avons essayé de profiter de notre base politique pour déboucher sur la révolution prolétarienne. Cela n'a pas été possible à cause de la trahison des autres partis politiques. Nous devons toujours avoir conscience - et nous aurons toujours conscience - que le KAPD n'existe pour rien d'autre que l'accomplissement de la révolution prolétarienne en Allemagne afin d'atteindre son grand but. Nous avons aussi un dur combat à mener à l'intérieur du parti, dans nos propres rangs. Nous avons mené le combat contre WOLFFHEIM et LAUFENBERG, ainsi que contre les théories de RÜHLE. Notre parti est venu à bout de ces problèmes épineux, et il viendra aussi, à l'avenir, à bout de tout ce genre d'affaires s'il reste ferme et uni. La

---

<sup>1</sup> Emil Erdmann Sach (alias *Erdmann* ou *Erd*) (1890-1959), originaire de Prusse orientale, voyageur de commerce, membre fondateur du KAPD, l'un des promoteurs de la KAI ; après 1924, il quitta le KAPD d'Essen et fut actif dans des groupuscules dissidents (*Vulkan*, *Brand*) de la KAI jusqu'en 1927. Il survécut au nazisme et resta fidèle à ses idéaux de jeunesse. À partir de 1952, il publia son propre périodique à Leverkusen (Cologne), *Stirn und Faust, Vervielfältigte Manuskripte Werktätiger Menschen*, n° 1 (mai) et n° 2 (juin) ["la tête et les poings, Manuscrits ronéotés de travailleurs]. Voir : IISG, Archiv Cajo Brendel.

<sup>2</sup> Mühle, ou Müller (pseudonyme), parfois Miller, Berlin-Neukölln, membre du GHA [Comité directeur du district économique de Berlin.

situation économique commence à se dessiner de façon plus concrète. Une grève suit l'autre, tandis qu'un lock-out suit l'autre.

Dans nos propos préliminaires, nous n'avons pas non plus le droit d'oublier la Russie soviétique. Elle se trouve dans une situation très difficile. La Russie soviétique ne peut trouver une aide que dans la révolution prolétarienne en Allemagne. C'est là notre premier devoir. Le Congrès du Parti est appelé à donner un souffle nouveau à la révolution prolétarienne en Allemagne, il est destiné à donner de nouvelles armes à la révolution prolétarienne et à lui forger de nouvelles armes. Le Congrès travaillera et nous souhaitons qu'il y travaille, ce qui a été le cas jusqu'à présent, dans le sens que, dans ce combat, une volonté unitaire électrise le Parti. Si vous considérez l'ordre du jour, vous reconnaîtrez que nous avons un dur travail devant nous et aussi que ce travail a été effectué. Nos camarades nous demandent de mettre en œuvre ce travail. Nous sommes tous conscients de notre volonté d'accomplir un tel travail : nous l'effectuerons.

La *Kommunistische Arbeiter-Zeitung (KAZ)*, notre organe de presse prolétarien, a lui aussi été victime du déchaînement de la réaction. Il a plu à un petit ministre social-démocrate d'interdire<sup>3</sup> notre KAZ. Nous ne cédon pas à la colère, car, quand le combat devient difficile, nos camarades restent sur leur garde. Cette pression déclenchera aussi une contre-pression dont le ministre social-démocrate devra vraiment commencer à s'inquiéter.

*(L'orateur donne lecture de la lettre du ministre [de l'intérieur Georg Gradnauer])*

Camarades, le coup dur qui nous est asséné a été suscité par l'offensive du jeune prolétariat et je crois, nous pouvons le dire : nous sommes fiers que ce jeune prolétariat qui veuille agir ainsi.

Camarades, je voudrais dire en conclusion que, si nous voulons être conscients de toutes ces choses que nous avons à effectuer, alors nous contribuerons aussi pour beaucoup à l'exigence de la révolution en Allemagne et dans le monde !

### **Cam. Gorter (Hollande) :**

Je voudrais tout d'abord vous saluer au nom du Parti Communiste-Ouvrier hollandais<sup>4</sup>. Vous avez probablement lu que nous avons réussi à fonder un

---

<sup>3</sup> Le 29 août 1921, en réaction à l'assassinat de Mathias Erzberger (1875-1921), ministre des finances du Reich, par l'extrême-droite (en particulier l'Organisation Consul), le président de l'Empire, Friedrich Ebert, décrète l'état d'urgence. Par application de l'article 48 de la Constitution de l'Empire, la liberté de la presse et la liberté de réunion sont restreintes. Cela concerna particulièrement la presse communiste. Le ministre de l'intérieur Georg Gradnauer (1866-1946), SPD, fut membre du Reichstag (MdR) et pour peu de temps ministre du Reich en 1921. Gradnauer avait été successivement ministre de la justice, ministre de l'intérieur et chef du gouvernement de Saxe en mars 1919. Contre-révolutionnaire totalement décomplexé, il s'était appuyé en mai 1919 sur l'armée et les corps francs pour briser par la force à Leipzig l'opposition des communistes et Indépendants stimulés par les insurrections de janvier et mars 1919 à Berlin.

<sup>4</sup> Le KAPN venait juste d'être fondé par Gorter début septembre.

KAP. Nous sommes quatre délégués présents. Nous vous saluons très chaleureusement. Nous avons tout appris de vous, non seulement les simples membres, les combattants, mais aussi les théoriciens hollandais. Il est vrai que l'on dit que les théoriciens enseignent au prolétariat, mais l'inverse est encore plus vrai. Le prolétariat lutte, trouve ses propres voies, et ensuite le théoricien n'a pratiquement rien d'autre à faire que de couler cela dans une formule générale. C'est facile. Ce qui est difficile, c'est l'action. La théorie est quelque chose de tout à fait facile lorsque l'on a une bonne tête. Nous sommes heureux de vous avoir un peu aidé dans ce domaine, mais le principal, c'est vous qui l'avez fait, c'est vous qui avez trouvé le nouveau chemin. Il y a deux grandes conquêtes de la révolution européenne. Après la Commune, nous n'avons eu aucune grande conquête. Ce fut une période de regroupement, d'organisation, mais l'on n'a pas fait de nouvelle conquête. Nous avons un grand théoricien, plus grand que les autres : c'est Karl Marx. Et après la Commune, Marx n'a pourtant pu écrire rien d'autre que ceci : la Commune nous a appris que le prolétariat ne peut pas prendre en main le mécanisme de l'État aussi simplement que cela. C'est la seule chose positive qu'il put en tirer, tant il est vrai que, si le prolétariat ne trouve pas sa voie tout seul, le meilleur théoricien ne peut pas dire : « Voici la voie ».

La Révolution russe a montré encore davantage que l'on ne peut pas prendre en main la machine de l'État aussi simplement que cela. La Révolution russe a transformé cette observation négative en une observation positive. La Révolution de 1917 a affirmé la nécessité des conseils ouvriers. La création des conseils ouvriers a été la leçon que la Commune ne nous avait pas encore transmise. Cela a été trouvé cinquante ans plus tard.

Nous avons maintenant deux grandes conquêtes de la révolution européenne : premièrement que, pour renverser le capitalisme, nous avons besoin de conseils ouvriers qui doivent se former à partir des entreprises. C'est un grand bénéfice dont nous sommes redevables à la Révolution russe. Ce sont les révolutionnaires russes qui ont trouvé cet instrument. Mais la seconde conquête, c'est vous qui l'avez trouvée, elle a été trouvée par le KAPD. En effet, ce que Moscou a dit pour le monde entier, à savoir que des soviets doivent être instaurés et que c'est grâce à eux que les travailleurs reçoivent le pouvoir entre leurs mains, vous l'avez amélioré.

Vous avez dit : en Europe occidentale, non seulement l'action des soviets est indispensable lors de la révolution, mais auparavant la classe ouvrière doit s'organiser d'une autre façon que jusqu'à présent. Elle doit s'organiser dans les entreprises, en unions, et ensuite elle ne doit plus non plus se servir du parlementarisme. Vous avez donc consolidé ce que les Russes avaient trouvé et vous l'avez coulé pour l'Europe occidentale dans une autre forme. C'est là la seconde chose que la révolution a apportée jusqu'à maintenant du point de vue théorique. Sans théorie, il ne peut pas y avoir d'action. Quand du temps se sera un peu écoulé, quand l'histoire aura été écrite un jour par la révolution après la guerre mondiale, les historiens vous rendront hommage, et l'on dira : deux grandes choses ont été trouvées ; la première provient des Russes et la seconde des Allemands. Les prolétaires allemands ont trouvé la voie pour l'Europe occidentale. Bien que Moscou dise que vous êtes sur une voie erronée, j'ose prétendre que ce sont les Moscovites qui sont sur une voie

erronée. Le prolétariat allemand a fait beaucoup de sacrifices, il a perdu de nombreux camarades dans les prisons, mais, en dehors de cela, vous avez produit quelque chose de grand en matière de théorie. Cela éclatera. Et cela éclate déjà maintenant. En effet, tous les partis de l'Internationale de Moscou sont déjà devenus sociaux-démocrates, il suffit de lire les journaux pour le constater, et ils ne sont plus communistes. C'est en particulier après le Congrès de Moscou que la situation s'est modifiée dans un sens social-démocrate. Avant le Congrès, l'on pouvait encore y lire au moins des paroles révolutionnaires. L'on pouvait se demander : qu'est-ce qui se cache derrière.

Après le Congrès de Moscou, tous les journaux sont devenus complètement sociaux-démocrates, et il ne faudra pas beaucoup de temps pour que l'on voit se former le front uni, mais nous ne voulons pas être réintégrés, nous voulons rester fidèles à ce que la Russie a trouvé, à savoir que seuls les conseils ouvriers peuvent faire la révolution. Et nous voulons être fidèles à ce que le KAPD a trouvé, à savoir que seules les organisations d'entreprise peuvent faire la révolution, ainsi que seul un parti antiparlementaire. C'est sur cette base-là que nous avons fondé notre parti. Il est naturellement encore petit. Chez nous, la situation n'est pas encore révolutionnaire.

Nous avons à l'heure actuelle dix groupes en dix endroits. Nous avons – *ne riez pas !* – 200 membres, mais nous en aurons d'ici la fin de l'année de 500 à 600.

C'est au nom de notre parti que je vous salue de la manière la plus chaleureuse. Je veux ajouter encore quelque chose de général à propos de la situation dans son ensemble. À propos de la situation politique mondiale, dans la mesure où elle est favorable à la révolution. La situation reste encore aussi révolutionnaire qu'elle l'est depuis quelques années, depuis la guerre mondiale, car le capital ne sait pas comment s'en sortir. L'on essaie de s'en tirer par la planche à billets et par les compromis ; l'Angleterre essaie de s'en tirer par de grands compromis, mais personne ne voit d'issue. Malgré tout, le capital est devenu un peu plus fort, doit-on dire, et la situation politique s'est un peu améliorée. L'Angleterre a vu sa situation politique s'améliorer quelque peu. Le traité avec l'Irlande qui se fera probablement a renforcé la situation de l'Angleterre. La situation du pouvoir est également devenue meilleure sur le continent. Il y a quelque temps, le soulèvement turc menaçait de devenir dangereux pour l'Angleterre. Il l'est devenu moins. La situation est devenue plus favorable pour l'Angleterre dans la mesure où elle peut maintenant faire quelques concessions à la Turquie.

Il faut ajouter à cela que la grande menace de la Russie est devenue moindre, beaucoup moindre. L'on dit que nous sommes des antibolcheviks, et cela est dit même dans vos rangs par quelques rédacteurs du parti. Camarades, d'après ce que j'ai lu dans le *Proletarier* et dans le *KAZ*, je dois dire qu'il n'y a aucune trace d'antibolchevisme. Nous y tentons uniquement de dire la vérité que personne n'ose dire. Il est possible que l'on aille un peu trop loin, et dans d'autres cas pas assez loin. Mais le KAPD essaie de dire la vérité sur la Russie. Et que c'est la vérité, je peux vous le démontrer avec quelques jugements indubitables. Il ne faut pas tabler sur les jugements capitalistes, mais il y a quelques jugements capitalistes sur la Russie que l'on devrait



prendre en considération. L'assistance américaine de Hoover, qui veut aider les enfants russes, veut vraiment du bien à la Russie. Elle essaie vraiment d'aider. Nansen lui aussi essaie vraiment d'aider. Quel sont leurs jugements ? Ils n'ont en réalité pas d'autres jugements que ceux du KAPD. J'ai lu cela abondamment. Et que dit Nansen dont les Soviets veulent faire leur commissaire à l'assistance ? Il dit qu'il y a en Russie 25 à 35 millions de personnes affamées qui ont besoin d'aide : et en outre 10 millions d'enfants. Cela fait entre 35 et 45 millions d'êtres humains. Donc 40 millions d'êtres humains qui ont besoin d'aide. Croyez-vous, camarades, qu'un État qui est dans cette situation (la Russie a 120 millions d'habitants dont 40 millions d'affamés qui habitent tous en Russie européenne), que cet État peut intervenir dans la révolution européenne ? C'est exclu, ils ont trop besoin d'aide. Ce sont là les simples chiffres que nos camarades du KAPD ont correctement interprétés pour la théorie de la révolution. Ils ont dit : la Russie est perdue pour la révolution.

Ce que dit Nansen, ce que dit Hoover, est-ce vrai, oui ou non ? Ils donnent les mêmes chiffres et ils disent que la situation ne bougera pas car l'on n'a pas de semences pour les années suivantes. Et donc l'année prochaine sera à nouveau une année de famine, et l'année suivante elle aussi. En effet, de nombreuses régions sont délaissées en Russie. Ce ne sera pas beaucoup mieux l'an prochain. Un pays qui ne peut pas se nourrir par lui-même, dont un tiers de la population souffre de la faim, est obligé de s'occuper de cette population. Camarades, sitôt que par exemple la Révolution éclaterait, nos amis russes voudraient venir nous porter immédiatement secours. Mais qu'est-ce qui s'ensuivrait ? Le blocus. Tout de suite. Tous les ports seraient bloqués ; la Russie ne peut être aidée que par voie de mer, ou bien par la mer Baltique, ou bien par la mer Noire. Il y a six ports. Mais si un jour la révolution se produisait ici et que les Russes voulaient courir à notre secours, tout serait bloqué immédiatement. Les Russes ne peuvent plus assumer ce risque. Nos camarades ont eu un jugement tout à fait juste lorsqu'ils disent que la Russie est perdue pour la révolution. Elle ne reste plus qu'un exemple. Et c'est celui dont nous voulons parler ouvertement et que nous voulons crier de par le monde, à savoir que la Russie n'est plus ce qu'elle était auparavant.

Or, camarades, je disais que c'est la vérité que nous devons exprimer et ce n'est en rien contre le bolchevisme, car c'est quelque chose dont le bolchevisme n'est pas responsable. Mais nous devons tirer les conséquences du fait que la Russie doit maintenant suivre une autre politique, la politique du compromis. Si le matérialisme historique est vrai, alors les hommes et les États sont forcément déterminés par les nécessités économiques. Ils le sont nécessairement, et s'ils font la révolution, c'est qu'ils la font contraints par la nécessité économique. Et s'ils font la contre-révolution ou bien s'ils ne suivent pas l'allure de la révolution, c'est qu'ils font cela contraints par la nécessité économique, et si nous examinons correctement la nécessité économique, nous devons formuler le jugement que nous avons à l'heure actuelle et dire : la Russie doit être progressivement de plus en plus contre-révolutionnaire et nos camarades allemands, pour qui c'est si infiniment important, beaucoup plus important que pour les Anglais et les Hollandais,

que pour le monde entier, nos camarades allemands doivent se dire que la révolution est à présent uniquement leur affaire. Elle est votre affaire. Et maintenant Moscou vous forcera-t-elle à être l'ennemi dans ce qui est votre affaire ? Je crois, camarades, que le plus grand bienfait que le KAPD peut nous apporter, à nous prolétaires européens, c'est celui de dire impitoyablement la vérité sur la Russie. Naturellement, sans hostilité. Comment se fait-il que des expressions agressives nous parviennent ? Du fait que la Russie tente de vous détourner du juste chemin. Je dois dire que, pour ce qui concerne la rédaction du KAZ, cela est tout simplement brillamment écrit. Cela ne se passe ainsi nulle part ailleurs. Partout, l'on ment au sujet de la Russie. Mais la vérité, à savoir que la Russie devient nécessairement contre-révolutionnaire, n'est dite que par vous, et si la nouvelle Internationale est créée, comme je l'espère, cela doit être dit par nous les anciens.

En ce qui concerne la situation mondiale, je dois par conséquent dire : l'aspect politique s'est quelque peu stabilisé pour le capital. En particulier en Angleterre. L'Angleterre cherche à jouer partout la médiatrice, à ne pas trop affaiblir la France et à maintenir l'Allemagne à flot. La Pologne ne bouge plus autant. Les frontières étatiques sont également quelque peu apaisées. Les Allemands ne pensent plus à la guerre, on essaie de trouver un équilibre dans l'affaire qui concerne l'Autriche et la Hongrie. La France a dû céder dans la question du Rhin, de la Ruhr, de la Pologne, de la Haute-Silésie, et l'Angleterre a gagné sur tous les tableaux. L'Angleterre sait que la situation économique est toujours effroyable. Elle peut à tout moment provoquer la révolution dans de nombreux pays. Mais l'Angleterre sait que si la situation économique s'améliore quelque peu, nous aurons éteint une partie du dangereux incendie. C'est ce que l'Angleterre tente de faire et beaucoup a été réalisé dans cette direction. Mais la situation économique est encore mauvaise partout. La crise s'est aggravée de manière effrayante au cours de ces dernières années. En Amérique, au dire du gouvernement, il y a 6 millions de chômeurs. Mais vraisemblablement ils sont beaucoup plus. La situation économique nous donne toujours la plus grande audace. L'on peut par exemple lire à ce sujet le discours de Trotski<sup>5</sup> ; il y est dit de manière détaillée : la situation politique est assez bonne pour le capital, et je veux encore ajouter que l'Angleterre essaie d'en arriver à un compromis dans l'océan Pacifique. La Conférence de Washington doit tenter elle aussi de surmonter les contradictions entre le Japon, les États-Unis et l'Angleterre. La situation politique est un peu meilleure, mais la situation économique est très mauvaise, et cela nous donne toujours de très, très grands espoirs. C'est ce qu'admettent également les gens eux-mêmes, si l'on lit les grands économistes de la bourgeoisie.

Mais il y a aussi encore autre chose qui a pour nous une grande importance. Nous l'avons appris. Au temps de la prospérité du capitalisme, nous avons seulement ou bien trop regardé les causes économiques. Lorsque l'on lit ses propres documents, l'on se dit : quel idiot étais-je de ne pas avoir pris

---

<sup>5</sup> Discours publié en français sous le titre *Nouvelle étape. Rapport sur la crise économique mondiale et les nouvelles tâches de l'Internationale communiste* (19 août 1921), Éditions de l'Humanité, Paris, 1922. Transcription Marxists.org : <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1921/08/lt19210819.htm>.

suffisamment en considération les facteurs psychiques. Nous l'avons vu le 4 août 1914, car là la situation était révolutionnaire. Le peuple laborieux du monde entier était conduit à l'abattoir. Il avait les armes, le prolétariat du monde entier était armé. Mais il ne bougea pas. La situation fut terriblement révolutionnaire dans tous les pays durant toute la guerre, parce que la situation économique était aussi révolutionnaire qu'elle pouvait l'être. Le prolétariat ne bougea pas. En 1918, la situation fut aussi révolutionnaire que jamais dans le monde entier. Le prolétariat avait la possibilité comme jamais, jamais, de se libérer de l'emprise du capital. Il bougea, mais uniquement pour redonner le pouvoir à la bourgeoisie. Et maintenant il en est de nouveau ainsi. Le prolétariat se laisse duper en permanence. La situation dans son ensemble est devenue très révolutionnaire même en Angleterre, car il y a des millions de chômeurs. Dans d'autres pays également, le prolétariat se trouve dans une situation effroyable. Mais le prolétariat n'en devient toujours pas pour autant conscient. Nous voyons par conséquent qu'il y faut encore quelque chose, et que c'est aussi votre mérite d'avoir vu et exprimé que nous ne tablons pas seulement sur ce qui est matériel, mais que nous devons favoriser le développement de la conscience de soi du prolétariat, car nous ne pouvons pas faire grand-chose en ce qui concerne les causes matérielles. Nous n'y pouvons changer que peu de choses, même pas au moyen du sabotage. Mais, dans le domaine psychologique, l'on peut changer beaucoup de choses. C'est pour cela qu'il faut dire adieu au parlementarisme. Il rend en effet les masses dépendantes et non pas autonomes. C'est aussi la raison pour laquelle il faut dire adieu aux anciens syndicats.

Tout ceci est parfaitement juste et c'est votre plus grand mérite. Je vous suis reconnaissant de l'avoir fait. Un véritable marxiste a eu des heures difficiles au cours de ces dernières années et vous êtes arrivés comme une nouvelle lumière. Et aussi pour moi personnellement, je peux le dire. Camarades, la situation morale et intellectuelle, c'est là-dessus que nous allons nous étendre quelque peu, car je viens de pays qui ne sont peut-être pas très connus des travailleurs allemands. La situation spirituelle du prolétariat est toujours mauvaise dans le monde. Lorsque nous pensons à la fondation d'une nouvelle Internationale, il nous faut avoir en tête en tout premier lieu le fait que nous affirmons que nous avons devant nous un combat infiniment difficile étant donné que jusqu'à présent nous sommes peu soutenus. La notion que le développement de la conscience de soi du prolétariat ne pourra être amélioré que si le parlementarisme n'est pas utilisé dans la révolution, que si les syndicats sont détruits, est très rare, et nous ne trouverons au début que peu de soutien. Dans tous les pays que l'on examine, c'est précisément cours de ces dernières années que ce mouvement en faveur de la destruction des syndicats est devenu plus faible. En 1919 et 1920, le mouvement pour les unions en Angleterre était beaucoup plus fort que maintenant. L'on essaie bien sûr tout ce qui est possible, en particulier en Écosse, mais le mouvement est faible, et les travailleurs restent dans les trade-unions. Le Parti communiste s'est déclaré en faveur des shop-stewards, pour que l'on s'organise dans les entreprises, mais les communistes anglais ne le font pas. Ce qui se passe en Angleterre en faveur de l'union n'est pas réalisé par des communistes, mais par des

gens extérieurs, par les syndicalistes, etc. Et l'Angleterre est le pays sur lequel nous devons avoir les yeux fixés en priorité. Il n'y a pas de pays où nos idées ont déjà trouvé une majorité ou un nombre important de partisans. Il faut se battre pour cela. Si nous créons cette nouvelle Internationale, nous avons devant nous un immense travail dans tous les pays car toute la tendance officielle de Moscou, de la III<sup>e</sup> Internationale, est contre nous.

Quand je réfléchis maintenant à la manière dont cela s'est déroulé depuis notre plus grande défaite au début de 1919, comment tout s'est passé dans la politique internationale, comment tout a changé depuis février, mars et avril 1919, alors cela devient pour le coup progressivement clair pour moi. Pendant longtemps, je n'ai pas compris comment cela se faisait que Moscou ait préconisé ces solutions, c'est-à-dire que Moscou ait voulu le maintien des syndicats et du parlementarisme. Je n'ai pas pu pendant longtemps comprendre cela de la part de Lénine et des bolcheviks. J'étais étonné et ce n'est qu'au cours de cette dernière année que j'ai commencé à comprendre. Moscou espéra d'abord, et c'était parfaitement juste, que, du fait de l'assaut du prolétariat allemand sous la direction de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, le capitalisme allemand deviendrait si faible qu'il ne pourrait pas résister à cette attaque. Le prolétariat allemand a essayé de le faire. Il a échoué. Ensuite, Moscou est venue avec sa nouvelle Internationale. Elle essaya d'unir le prolétariat révolutionnaire au moyen de l'organisation. Cela était également juste. Lorsque l'assaut soudain échoue, il faut trouver un autre moyen. Le prolétariat s'était laissé partout désarmer. La question pour Moscou, à partir du début ou du milieu de 1919, était : comment peut-on vaincre le capital quand le prolétariat est désarmé et que l'assaut a échoué. Ici, c'est vous qui avez donné la réponse : antiparlamentarisme, destruction des syndicats et création des unions. Apprenant de vous, nous avons donné la même réponse. Je me souviens très bien de cela, car j'avais apporté moi-même la réponse de la Hollande à Radek à Berlin et, étant donné que je connaissais les bolcheviks depuis des années, j'avais l'absolue confiance qu'ils l'accepteraient. Et quand Radek a dit le lendemain : tout ça, c'est de la bêtise, c'est un moyen erroné, cela ne donne que de petites sectes, nous avons besoin de masses, j'ai pensé : ça c'est du Radek. Nous le connaissions depuis longtemps, et de près. C'est un très bon combattant qui ne s'y entend pas beaucoup en théorie. Lorsque, plus tard, j'ai reçu l'information que cela n'était pas non plus accepté par Lénine à Moscou, je n'ai pas compris. Comment est-il possible de donner dans la révolution la direction à un groupe qui n'est pas constitué de purs communistes. Il n'en a jamais été ainsi. L'on n'a donné la direction ni dans la Commune, ni jamais, à un groupe qui n'était pas en réalité absolument solide. Je ne le comprenais pas. Mais je le comprends maintenant. Déjà à l'époque, en 1919, les Russes comprenaient que si les masses ne venaient pas très rapidement à la rescousse, alors la révolution serait très vite perdue et pour longtemps. La situation était déjà en 1919 si précaire, si dangereuse, que les Russes ne voyaient qu'un seul moyen pour sauver la révolution ; c'est-à-dire avoir aussi vite que possible de grandes masses qui s'opposeraient à l'assaut du capital européen contre la Russie. Cette tactique a vraisemblablement été conçue en Russie par un petit groupe. Lénine est la seule véritable grosse tête. Je crois que, quand on relira un jour ce récit, historiquement, Lénine dira lui-même :

pour moi, c'est la Révolution russe qui était la chose la plus importante. Je considère que toute cette politique, et non pas la révolution mondiale, constitue pour Moscou la retraite stratégique-politique de la Russie à partir de 1919. Ils doivent sauver ce qui peut être sauvé, et c'est la raison pour laquelle ils avaient besoin des masses du prolétariat. Mais ce faisant, la Révolution allemande était perdue. Ce qui était planifié comme étant le sauvetage de la Russie était en même temps la perte de la Révolution allemande.

Bien que la situation soit difficile pour nous, nous devons dire que nous ne pouvons faire autrement que d'essayer à nouveau d'aller à contre-courant. À contre-courant de la III<sup>e</sup> Internationale avec tous ses nombreux membres. La II<sup>e</sup> Internationale, la II<sup>e</sup> 1/2 Internationale, les syndicats, les partis sont tous contre nous. Malgré tout, nous ne pouvons pas agir autrement.

Nous devons favoriser le développement de la conscience de soi du prolétariat et unir tous les prolétaires dans une véritable Internationale, contrairement à ce qu'est l'Internationale de Moscou.

C'est pourquoi, camarades, puisque le KAPD est le dirigeant de la révolution mondiale, les délégués hollandais sont venus ici en ayant pour mission de lui conseiller d'assumer ce rôle, de ne pas reculer devant l'utilisation de la violence ainsi que devant les pertes, de donner au prolétariat du monde entier un signal, celui de fonder une nouvelle Internationale face à Moscou. Je souhaite à ce Congrès le plus grand succès.

**Le président de séance** donne lecture des lettres de salutations qui lui sont parvenues :

I. De la **forteresse de Gollnow**<sup>6</sup> :

Très chers camarades,

Les camarades du KAP qui se trouvent en ce moment enfermés à la forteresse de Gollnow envoient au Congrès du "Parti Communiste Ouvrier" leurs saluts révolutionnaires.

Vive la solidarité internationale du prolétariat combattant !

Gollnow,

(Signature)<sup>7</sup>.

---

<sup>6</sup> Goleniów/Gollnow : prison- forteresse située en Poméranie occidentale.

<sup>7</sup> Vraisemblablement : Franz (Hans) Peter Utzelmann (1895-1972) (pseudonyme : *Kempin*), né et mort à Berlin, il était l'un des prisonniers de la célèbre forteresse de Gollnow (Poméranie). Lors de la grève générale et de l'insurrection aux usines de Leuna (Leunawerke), représentant du KAPD, avec Max Prenzlów (1890- ?), au Comité d'action avec le KPD. Condamné à la prison à perpétuité. Libéré grâce à une amnistie générale du Reich, il travaille comme ouvrier sur machines en Allemagne centrale. À partir de 1923 à Berlin. Quitte le KAPD, politiquement indifférent jusqu'en 1927. Ensuite membre du SPD, comme couverture, il s'occupe de la mise sur pied de l'organisation du groupe conspirateur communiste des conseils "Rote Kämpfer" (Combattants Rouges).

## II. **Camarade Prodanov**, groupes communistes de gauche de Bulgarie :

*Chers camarades !*

Je suis très heureux de pouvoir être présent aujourd'hui à votre Congrès et je vous salue, et à travers vous les travailleurs d'Allemagne qui sont organisés dans le KAPD, au nom de la Gauche du Parti Communiste de Bulgarie.

Nous considérons votre Congrès comme un congrès historique et c'est pour cela que nous comptons qu'il reste sérieux et objectif. Il est historique parce qu'il est obligé de sonner le combat général contre, et de donner une réponse au, III<sup>e</sup> Congrès de la III<sup>e</sup> Internationale qui vient de se terminer, qui ne nous pas fourni la possibilité d'y apparaître librement et d'y défendre nos positions, et qui a confirmé encore une fois son visage opportuniste.

Jusqu'à présent, nous avons cru, nous les éléments révolutionnaires de gauche, que nous pourrions organiser une forte opposition dans la III<sup>e</sup> Internationale afin, de cette manière, de la révolutionner et d'en faire réellement l'état-major de la révolution mondiale. Nous nous sommes trompés.

Lors du III<sup>e</sup> Congrès, nous avons compris que nous ne pourrions pas révolutionner cette Internationale-là et qu'elle apparaîtra comme de plus en plus opportuniste.

Nous avons vu qu'elle a besoin des grandes masses, y compris des masses non communistes, et qu'elle ne juge pas nécessaire d'avoir avec elle des éléments de gauche qui se présentent vraiment comme des révolutionnaires. Lors de ce III<sup>e</sup> Congrès des chefs de la III<sup>e</sup> Internationale, c'est la politique du gouvernement soviétique russe qui fut appliquée et cela fut la preuve que l'Internationale a cessé d'être l'organisation du prolétariat mondial en tant que tel. Elle ne représente plus que l'organisation nationale russe.

Ils nous ont dit de façon claire et nette que nous, les communistes de gauche, nous qui voulons appliquer une tactique révolutionnaire qui devrait hâter la révolution mondiale, nous ne pouvons plus être dans les rangs de leur Internationale, et qu'ils nous préparent des places dans les prisons.

Et en réalité, il ne peut figurer dans leurs rangs que des gens tels que Brandler<sup>8</sup>, Šmeral<sup>9</sup>, Clara Zetkin et Schablin<sup>10</sup>, lequel fit fonction de personne de confiance du tsar bulgare Ferdinand<sup>11</sup>.

---

Membre du syndicat des travailleurs du bois. En décembre 1932, exclusion du SPD en raison de la découverte de son appartenance aux RK. Puis, arrestation et condamnation fin 1937 à quatre ans et demi de réclusion.

<sup>8</sup> Heinrich Brandler (1881-1967), maçon, cofondateur du KPD en décembre 1918, prend la tête du KPD en février 1921, succédant à Paul Levi démissionnaire; il est chargé des questions politiques, tandis qu'August Thalheimer est responsable des questions idéologiques. Peu après son accession à la direction du parti, Brandler et ses alliés sont poussés par le Béla Kun, envoyé du Komintern, à tenter une insurrection : l'action de mars, dont le piteux échec affaiblit considérablement le KPD et vaut à Brandler d'être arrêté et condamné à cinq ans de prison. Il est cependant libéré en novembre de la même année. Membre du Présidium du Komintern à partir de 1922, il se rend à Moscou en septembre 1923 pour participer à la préparation d'une

C'est lors de ce Congrès que nos yeux s'ouvrirent pour constater qu'il était nécessaire au prolétariat mondial de penser de nouveau à la fondation de son Association internationale. Il est absolument indispensable pour ce faire d'avoir une énorme force et de recourir à la lutte, sur plusieurs fronts.

L'on doit disposer d'un noyau sain pour mener ce combat, pour pouvoir rassembler ensuite toutes les forces dispersées du prolétariat du monde.

Nous, communistes de gauche bulgares, nous sommes heureux que ce noyau se soit déjà créé sous la forme du KAPD, car celui-ci a déjà montré suffisamment durant son existence d'un an et demi qu'il mène une tactique révolutionnaire pure grâce à laquelle il conduit le prolétariat allemand dans des combats décisifs qui ont abouti à des défaites en raison de la trahison du VKPD, la section de la III<sup>e</sup> Internationale. Le jeune Parti Communiste Ouvrier de Hollande<sup>12</sup> s'est joint à ce noyau.

C'est pourquoi vous devez, lors de ce congrès historique, examiner et renforcer vos positions, puis passer à la fondation d'une nouvelle Association internationale.

---

insurrection nationale en Allemagne, destinée à devenir l'octobre allemand, qui tourne à la débâcle quand les sociaux-démocrates de gauche, refusent de lancer l'appel à la grève générale. Brandler et le reste de la direction du KPD, annulent l'insurrection. Brandler est évincé de la direction du KPD en 1924, au profit de la tendance de Ruth Fischer et Arkadi Maslow; lui et Thalheimer sont convoqués à Moscou, puis retenus de force pendant quatre ans. Brandler rentre en Allemagne en 1928. Opposé au stalinisme, il conteste la direction d'Ernst Thälmann. Brandler et Thalheimer sont exclus du KPD et cofonde le Parti communiste d'Allemagne - opposition (KPD-O). À partir de 1930, Brandler est également membre du bureau de l'Opposition communiste internationale. Contraint à l'exil en 1933, il peut rentrer en Allemagne en 1949. Il fonde alors à Hambourg le groupe et la revue *Arbeiterpolitik*, qui continue toujours de paraître.

<sup>9</sup> Bohumír Šmeral (1880-1941), né à Třebíč/Trebitsch, mort à Moscou. Social-démocrate de Bohême et Moravie, il refusa de participer à l'Assemblée nationale révolutionnaire et de collaborer avec le gouvernement de Masaryk. Au printemps 1920, il visita l'Union soviétique et participa aux négociations avec Lénine. Après son retour, il s'affirma comme le leader de la gauche marxiste. En mai 1921, il participa activement à la fondation du Parti Communiste de Tchécoslovaquie qui naquit le 14 mai 1921 par le simple changement de nom d'une aile gauche de la social-démocratie tchécoslovaque qui avait fait sécession. Il fut l'orateur principal lors de la réunion constitutive. L'année 1929 le trouva comme délégué du Komintern en Palestine. Il y fut envoyé pour faire un rapport sur les pogroms anti-juifs d'août 1929 avec 133 morts et environ 300 blessés qui étaient en majorité des juifs orthodoxes, non-sionistes. Le Komintern voulait se faire une opinion pour savoir s'il s'agissait d'une révolte "anticoloniale", "anti-impérialiste", ou bien d'une émeute antisémite. Après que lui-même se trouva en danger et qu'il ne fut sauvé, avec d'autres membres du CC, que par l'intervention de la Haganah sioniste (et anticommuniste !), son opinion fut faite. Mais c'est en vain qu'il essaya d'en convaincre le Komintern. La ligne de Moscou, consistant à soutenir le mufti de Jérusalem, fut appliquée dans tous les PC. La *Rote Fahne* allemand titra sur le pogrom : « *Des Arabes indigènes abattent des fascistes* ». L'on désignait les sionistes par ce qualificatif. Le KPD envoya même ses chaleureuses félicitations aux islamistes.

<sup>10</sup> Н. И Недяков, alias Шаблин (Иван) (Радмир, 4 ян. 1881 – София, 18 япр. 1925). Nicolaï Ivan Nedelkov (1881-1925), alias *Schablin*, fut l'un des représentants du PC de Bulgarie – avec Christo Kabaktchiev et Nikolaï Maksimov – lors du II<sup>e</sup> Congrès du Komintern. Il fut assassiné par la police en avril 1925. Nikolaï Maksimov (1875-1937), un docteur, fut membre du Parti Social-démocrate Bulgare à partir de 1885, puis du PCB. Après la répression de l'émeute du PCB en septembre 1923, il fut arrêté. Il put s'enfuir en Turquie où le Komintern l'exclut. Il se rendit pourtant en URSS en décembre 1927 où il put travailler comme médecin à Odessa ; arrêté durant la Grande Terreur, il fut condamné à mort le 16 novembre 1937 et fusillé par une troïka de du NKVD.

<sup>11</sup> Ferdinand I<sup>er</sup> (1861-1948), tsar de Bulgarie, prince de Saxe-Cobourg et Gotha. Il abdiqua et abandonna le trône à son fils Boris le 3 octobre 1918. La veille, le 2 octobre, après avoir réuni l'ensemble des représentants des partis politiques, dont le Parti social-démocrate, il dut affronter la pression de son premier ministre, Aleksandar Malinov, et se résoudre à l'abdication et à l'exil en Allemagne.

<sup>12</sup> KAPN.

Dans ce moment historique, les regards de tous les éléments révolutionnaires de tous les pays se tournent vers vous, et vous devez vous acquitter de cette tâche historique. Notre avis est : plus tôt cela aura lieu, le mieux sera.

Nous déclarons que nous suivrons dans un très proche avenir l'exemple des camarades hollandais et que nous constituerons un Parti Communiste Ouvrier chez nous.

Et donc, un travail sérieux et objectif, camarades, délégués, montera que nous ne sommes pas des phraseurs.

*Nous voulons dire ensemble avec vous : vive la nouvelle Association ouvrière internationale !*

*Vive le prolétariat révolutionnaire du monde entier !*

En conclusion, je vous demande encore une fois de saluer les travailleurs du KAPD et de leur annoncer que bientôt ils ne seront plus seuls.

Avec mes salutations communistes,

(signé : ) PRODANOV<sup>13</sup>.

### III. **Groupe de gauche** du Parti Communiste de Yougoslavie :

Chers camarades !

C'est avec joie que je saisis la possibilité de saluer le Congrès du Parti Communiste Ouvrier et, à travers lui, les délégués réunis, ainsi que l'ensemble du prolétariat révolutionnaire d'Allemagne qui est rassemblé autour de lui, de la part de la fraction du Parti Communiste de Yougoslavie qui s'est associée dans un groupe d'opposition nommé "Organisation Révolutionnaire des Communistes". Notre espoir de former ensemble, avec tous les partis et les groupes de gauche, et aussi avec le KAPD, un noyau oppositionnel homogène dans la III<sup>e</sup> Internationale Communiste et de donner ainsi l'orientation révolutionnaire nécessaire, s'est brisé.

Le III<sup>e</sup> Congrès de la III<sup>e</sup> Internationale non seulement ne nous a pas donné la possibilité d'y participer, mais il a déclaré que la politique opportuniste de nos chefs était la sienne et, de ce fait, la III<sup>e</sup> Internationale devenait elle-même opportuniste.

Le III<sup>e</sup> Congrès fut dominé par la politique d'État russe et par les rapports des chefs opportunistes des partis communistes de tous les pays.

Après les décisions complètement opportunistes de la III<sup>e</sup> Internationale, les partis ouvriers révolutionnaires n'ont pu trouver d'autre issue que la fondation de son centre, l'état-major du prolétariat révolutionnaire mondial, la fondation de son Internationale Ouvrière Communiste.

---

<sup>13</sup> Des groupes communistes de gauche furent formés dans les centres les plus industriels de Bulgarie, et, en septembre 1920, ils élirent un Exécutif provisoire dont Prodanov (pseudonyme d'Ivan Popov) était membre.



Et le moment dans lequel la réunion de votre Congrès a lieu est déjà important pour la raison qu'il doit trouver le moyen de parler de manière unitaire, avec le langage de l'ensemble du prolétariat mondial.

Permettez-moi encore une fois de vous saluer et, à travers vous, le prolétariat organisé du KAPD et dites-lui qu'il ne sera pas seul car dans un très proche avenir les travailleurs de la Yougoslavie se joindront à lui.

Et avec vous, nous crions :

Vive le Parti Communiste Ouvrier ! Vive les travailleurs révolutionnaires du monde ! Vive la révolution sociale mondiale !

Avec notre salut communiste,

Grulovitch<sup>14</sup>.

*(Le deuxième jour du Congrès, parvient le télégramme suivant) :*

Soyez francs, rejetez la dictature de Moscou, le prolétariat du monde est avec vous, saluts fraternels du groupe des révolutionnaires de Haute-Silésie se situant à l'extérieur au KPD.

Kattowitz<sup>15</sup>.

#### IV. **IWW (Angleterre) :**

Travailleurs, camarades !

Nous avons reçu votre lettre relative à votre Congrès extraordinaire. En ce qui concerne la III<sup>e</sup> Internationale, la direction britannique des IWW n'est pas d'accord avec elle, parce qu'elle veut diriger par en haut, et nous ne voulons pas nous associer à elle parce qu'elle a une attitude hostile vis-à-vis de toutes les organisations révolutionnaires qui ne la suivent pas jusqu'en enfer. Nous nous excusons, mais il nous est impossible à tous points de vue d'envoyer un délégué en Allemagne. Nous travaillerons de toutes nos forces dans votre sens et nous espérons qu'il en sortira quelque chose pour la cause des travailleurs. Nous vous envoyons nos saluts fraternels et nous

---

<sup>14</sup> Cette fraction yougoslave était dirigée par Grulović.

<sup>15</sup> En polonais : Katowice ; en haut-silézien : Katowicy, aujourd'hui capitale de la voïvodie de Silésie en Pologne. Le 20 mars 1921, le référendum en Haute-Silésie, sous le contrôle d'une Commission interalliée et avec la présence de troupes des puissances victorieuses, fut mis à exécution et il donna une majorité de 59,42% pour l'Allemagne. Dans la circonscription électorale de Kattowitz, 51,9% des électeurs se prononcèrent en faveur de l'Allemagne. Des conflits d'intérêts entre les puissances victorieuses (France contre Angleterre/Italie) conduisirent le 3 mai 1921 au déclenchement d'un soulèvement polonais. En conséquence de cela, la Commission internationale de la Société des Nations attribua grosso modo – le 12 octobre 1921 – les deux tiers de la Haute-Silésie à l'Allemagne et un tiers, y inclus Kattowitz, à la Pologne.

attendons que vous nous fassiez savoir à quelles décisions la Conférence est parvenue<sup>16</sup>.

## V. **Exécutif des communistes de gauche de Bulgarie :**

Très chers camarades,

Nous ne répondons pas à votre invitation fraternelle pour participer avec un de nos représentants à votre Congrès extraordinaire du 11 de ce mois. Mais nous attendons avec un vif intérêt vos résolutions. Nous voyons dans votre Parti le pionnier courageux, ferme sur les principes et intelligent, ainsi que le défenseur, du communisme révolutionnaire sans compromis. Dans les circonstances actuelles, le KAPD est appelé à rassembler sur une base internationale les groupes et les courants communistes qui sont dans l'opposition dans la III<sup>e</sup> Internationale opportuniste et ainsi de poser les fondations d'une nouvelle Internationale communiste ouvrière, révolutionnaire et apte au combat. Nous pouvons faire pleinement confiance au Congrès du KAPD pour qu'il examine de manière approfondie toutes les conditions préalables à la solution de cette grande tâche actuelle et pour qu'il adopte les mesures nécessaires à la réalisation pratique du rassemblement international des communistes révolutionnaires de tous les pays.

Nous les communistes bulgares "de gauche", nous menons notre combat contre le légalisme, l'opportunisme et le centralisme, du PC bulgare (socialistes "étroits"-tesniki)<sup>17</sup> avec toute notre détermination et nous avons déjà enregistré des succès considérables. La crise idéologique et organisationnelle de ce parti petit-bourgeois et petit-paysan, politiquement en faillite, s'accroît de plus en plus. Et c'est principalement dans les centres industriels (comme Sliven, le centre des industries textiles, Pernik, le plus grand bassin houiller de Bulgarie, Haskovo<sup>18</sup>, un centre de l'industrie du tabac, Burgas et Varna, nos ports sur la mer Noire, etc.) que les ouvriers se rebellent ouvertement contre la clique d'avocats carriériste, opportuniste et traître, qui domine complètement les tesniki, qui opprime et réduit au silence les travailleurs et qui paralyse totalement notre mouvement communiste depuis un an et demi et le conduit jusqu'à la transformation complète en marais.

L'intelligentsia bureaucratique et arriviste cherche à affirmer sa domination dans le Parti et les syndicats par une terreur scandaleuse et une persécution impitoyable des travailleurs qui s'éveillent. Ce n'est pas seulement par douzaines que les prolétaires révolutionnaires sont exclus du Parti et des

---

<sup>16</sup> Les IWW de Grande-Bretagne publiaient *Industrial Pioneer*.

<sup>17</sup> Le Parti Ouvrier Social-démocrate de Bulgarie [Tesniki – Étroits] de Dimitar Blagoev (1856-1924) [Димитър Благоев]. Le Parti Socialiste Bulgare fut fondé en 1891 sous le nom de Parti Ouvrier Social-démocrate Bulgare. Il porta le nom de Parti Communiste bulgare de 1919 à 1924 et de 1948 au 1<sup>er</sup> avril 1990.

<sup>18</sup> Haskovo (en bulgare Хасково, en turc Hasköy) est une ville d'environ 70 000 habitants, située dans une cuvette vallonnée. La ville était et reste un important nœud routier.

syndicats, mais des sections entières qui s'opposent à l'opportunisme et au régime de corruption sont jetées dehors de but en blanc : il en est ainsi des sections des ouvriers du tabac et de la chaussure à Haskovo, de la section de la jeunesse de Sliven, de la section des dockers et des sections des employés des postes et des télégraphes à Varna, etc. C'est sous cette dictature et ce bureaucratisme de l'intelligentsia petite-bourgeoise que plusieurs syndicats ont déjà été pulvérisés et anéantis.

Le déclin général de notre mouvement est momentané. Ce déclin a été provoqué par cet "exemplaire", ce "courageux" PCB, très loué et dorloté par l'IC, et sous la direction de nos serratistes et de nos levistes à la Kolarov, Khr. Kabaktchiev<sup>19</sup>, etc. L'IC, sur l'instigation des représentants des socialistes "étroits", n'a pas admis nos délégués lors du III<sup>e</sup> Congrès mondial de Moscou ; l'Exécutif ne voulut pas prêter une oreille attentive à leur exposé des rapports dans le Parti bulgare, et au contraire, sur le souhait de la délégation des socialistes "étroits" à Moscou, il commit l'attentat suivant :

« Le PCB a exploité toutes les situations et l'ensemble des luttes spontanées pour renforcer (!) la force du prolétariat et pour affaiblir (!) le pouvoir de la bourgeoisie. L'afflux ininterrompu et la croissance (!) constante et vigoureuse du PCB démontre que celui-ci dirige énergiquement et courageusement la lutte de classe du prolétariat bulgare. ».

Ce certificat totalement mensonger qui porte les signatures de Radek, de Kuusinen et de Bela Kun, fut publié dans l'organe central du PCB – *Rabotnitcheski Vestnik*<sup>20</sup> – dans une polémique contre nous et il fut accueilli par tous les travailleurs bulgares qui pensent et qui voient avec un sourire ironique et comme une édulcoration. En raison de cette "constatation" commandée par le côté intéressé et naturellement complètement contraire à la vérité, l'IC a approfondi la méfiance des travailleurs bulgares à son égard. Elle ébranle ainsi encore davantage sa considération et sa confiance dans la classe ouvrière bulgare.

Nos ouvriers jugent l'IC en fonction de ses actes, et ils disent : si l'IC prend la défense d'un parti opportuniste jusqu'à la moelle comme le PCB et que de plus elle lui tresse des louanges, il faut en conclure qu'il existe une parenté entre ce Parti et l'IC, et que l'IC se situe nécessairement sur le terrain de l'opportunisme. Cette déduction qui correspond à la vérité sert complètement la révolution parce que si elle provoque chez les prolétaires combattants de la désillusion, elle les amène à une plus juste conception.

L'influence du communisme révolutionnaire en Bulgarie s'élargit. Nous gagnons du terrain dans la lutte contre le Parti des socialistes "étroits", un parti social-démocrate, inapte au combat et se trouvant en décomposition progressive, qui se dénomme faussement communiste. Nous allons continuer cette lutte avec énergie jusqu'à ce que tous les véritables combattants de classe prolétariens de notre pays soient regroupés en un

---

<sup>19</sup> Khristo Kabaktchiev (1878-1940), délégué au II<sup>e</sup> Congrès du Komintern, fut l'un des fondateurs du Parti tesniki en 1907, avec Blagoev et Vassili Kolarov (1877-1950), qui fut plus tard transformé en PCB (Parti Communiste Bulgare).

<sup>20</sup> *Работнически вестник*.

front commun de la révolution sociale nationale et internationale, et que la voie de la conquête de la dictature du prolétariat devienne libre.

Nous comptons dans ce combat sur le soutien intellectuel et moral du KAPD, de l'avant-garde clairvoyante et qui lutte courageusement de la Révolution allemande et donc aussi mondiale.

Nous terminons maintenant en souhaitant à votre Congrès le meilleur succès en nous exclamant : vive la révolution mondiale !

*Vive l'Internationale Communiste Ouvrière révolutionnaire !*

Sofia, le 5/09/1921.

Exécutif des groupes communistes de gauche de Bulgarie.

Par délégation : GANTCHEV<sup>21</sup>.

*Suite à quoi, le Bureau est désigné.*

*Le président commémore nos frères tombés au combat et assassinés; il invite les présents à se lever pour leur rendre hommage.*

---

<sup>21</sup> Гаицев, Нваи Николов (X. 1877 – Видин – IV. 1925 – София). Ivan N. Gantchev – né à Vidin en octobre 1877 – a été membre de la Démocratie Sociale Bulgare à partir de 1898. Il avait étudié la chimie en Allemagne. À partir de 1907, il fut journaliste socialiste à Sofia pour la *Rabotnitcheski Vestnik*. Il fut un leader important du mouvement syndical en Bulgarie ; en 1911, avec Kolarov (1877-1950) et Dimitrov (1882-1949), il fut délégué à la VII<sup>e</sup> Conférence Internationale des Syndicats Sociaux-démocrates à Budapest ; en 1913, il fut délégué à la Conférence des Syndicats Balkaniques à Vienne. Il dut participer à la Guerre des Balkans de 1912-13 en tant qu'officier. En 1919, il dirigeait la tendance de gauche du PCB, le Parti Communiste nouvellement formé. À Sofia – avec Georgi Petrov (Barzev) – il fonda le journal *Искра (Iskra)* (1920-21), organe des Communistes de Gauche (*Levite Komunisti*). À partir de mi-1922, il publia le périodique “gauchiste” *Революционната Истина [Revoliutsionnata Istina (“Vérité Révolutionnaire”)]*. Néanmoins, il fut réintégré dans le PCB après juin 1923, à la suite du putsch contre Stambolijski, et il devint rédacteur en chef du journal légal du Parti, *Лъч [Lach (“Rayons”)]* (1923-25). Son périodique gravita rapidement autour de l'opposition et il fut exclu. En 1924, il avait probablement aussi rejoint le groupe culturel indépendant “de gauche” qui publiait *Нашн Дни [Nachi Dni (“Nos jours”)]*. En avril 1925, il fut tué dans un commissariat de police de Sofia. Voir Arabadzhiev 1964, et Blagoev 1963, et son article dans la *Entsiklopediya Bulgariya* 1978-88.

## Point 1 : La situation politique

**Cam. Seemann** (Bernhard Reichenbach)<sup>22</sup> :

Camarades ! Si un résultat - à savoir le bilan de la situation politico-économique - doit être obtenu lors d'un congrès, cela se passe en général sous cette forme : l'intervenant étale un énorme matériel de travail de grande valeur et il démontre dans tous les détails quelles sont les différentes situations des différents pays. La ligne fondamentale est généralement la suivante : nous trouvons-nous dans une époque de croissance du capitalisme, dans une époque de convalescence, ou bien est-ce le contraire ? Cette attitude fondamentale est le fil rouge qui parcourt cet exposé.

Je voudrais faire remarquer d'emblée que je dois vous demander la permission de ne pas vous submerger avec un énorme matériel détaillé de chiffres, etc., et ceci parce que l'attitude fondamentale que doit adopter le congrès d'un parti communiste, tirant le bilan, pour s'attaquer à ce problème doit être différente. La question de savoir si nous nous trouvons dans une période de prospérité croissante du capitalisme ou non n'est pas pour nous la question actuelle. Cela ressemble il est vrai à un paradoxe. Mais, la

---

<sup>22</sup> Bernhard Reichenbach (1888-1975). Né à Berlin. Il a grandi à Hambourg et a d'abord travaillé comme comédien pour ensuite étudier de 1912 à 1914 les lettres, l'histoire de l'art et la sociologie, à Berlin ; de plus, il était à cette époque actif dans le mouvement de la jeunesse et au comité directeur des "Etudiants libres", et il fonda comme coéditeur la revue *Der Aufbruch* [Renouveau]. De 1915 à 1917, soldat, puis il travailla jusqu'en 1919 au service de presse du ministère des Affaires étrangères. En 1917, Reichenbach fut un membre fondateur de l'USPD et il participa en 1920, sans avoir été membre du KPD auparavant, à la création du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne (KAPD), dont il dirigea par intermittence l'organe *Kommunistische Arbeiter-Zeitung* (KAZ). En 1921, il représenta le KAPD au Comité Exécutif du Komintern (CEIC) et au III<sup>e</sup> Congrès du Komintern lors de la même année ; il y négocia aussi avec Lénine à propos de l'admission du KAPD comme membre à part entière. En 1922, avec Karl Schröder, il fut exclu du KAPD en tant qu'élément de la Tendance d'Essen et il rejoignit en 1925 – sans renoncer à ses convictions politiques antérieures – le SPD où il travailla comme organisateur de manifestations chez les jeunes socialistes et dans la Jeunesse Ouvrière Socialiste. Professionnellement, il travaillait comme fondé de pouvoir dans une entreprise chimique à Krefeld.

De façon curieuse, Reichenbach revint au KAPD (tendance d'Essen) en 1927-1928. En 1930-31, Reichenbach joua un rôle central dans le processus de fondation des Rote Kämpfer communistes des conseils en établissant les contacts entre les groupes d'opposition de gauche dans la Jeunesse Ouvrière Socialiste et le cercle qui gravitait autour de Karl Schröder, d'Alexander Schwab et d'Arthur Goldstein, à Berlin. De 1931 jusqu'à son exclusion en août 1932, il travailla de façon *entriste* à l'intérieur du SAPD [Parti Socialiste Ouvrier d'Allemagne] et il put même y gagner des membres pour les Rote Kämpfer. En 1932-33, il fut un responsable de premier plan pour la reconversion du travail d'organisation aux conditions de l'illégalité. Après qu'en 1934 il eut reçu son interdiction de travailler en tant que journaliste et eut été soumis à deux perquisitions par la Gestapo, il émigra en 1935 en Grande-Bretagne via les Pays-Bas, et il s'installa à Londres. Là, il adhéra au Labour Party et collabora avec les sociaux-démocrates exilés. Il fut néanmoins interné dans un camp de 1940 à 1941. Il travailla tout d'abord comme rédacteur pour *Die Wochenpost*, un journal de prisonniers édité par le Foreign Office. A la fin de la guerre, il devint entre autres correspondant à Londres pour la *Süddeutsche Rundfunk* et le *Westfälische Rundschau*. Il est mort à Londres le 19 février 1975. (Voir également : <http://libcom.org/library/meetings-kremlin-1921-reichenbach-kapd>).

question de la prospérité n'est pas pour nous le point décisif à partir duquel nous devons considérer la situation économique. Et je vais le démontrer.

L'évolution que l'économie capitaliste a connue après un tournant décisif dans l'histoire tout entière, après la Grande Guerre, manifeste un symptôme essentiel. Cela s'exprime principalement par le fait qu'avant la réponse à la question : nous trouvons-nous dans une tendance de prospérité croissante du capitalisme ?, c'est une autre question qui est en discussion. Et c'est la question actuelle de la révolution prolétarienne. L'évolution a eu pour résultat que, pour le capitalisme, l'enjeu est avant tout le suivant.

Le capitalisme doit tout d'abord répondre à et s'acquitter de la tâche de rentrer en possession de ses moyens de force, c'est-à-dire de s'organiser sur la base du principe et du point de vue de l'exercice du pouvoir, de la violence. Ce n'est que lorsqu'il y est parvenu, ce n'est que lorsque le capitalisme s'est consolidé sur le terrain d'une nouvelle organisation du pouvoir, d'un appareil technique de guerre, ce n'est que lorsque le capitalisme y est parvenu qu'il peut passer à sa seconde tâche, c'est-à-dire celle de se frayer un chemin économique vers la prospérité.

Ces deux questions ne doivent pas être séparées schématiquement de telle sorte que *a)* devrait être terminée complètement avant que *b)* n'apparaisse. Naturellement, les interactions des deux problèmes sont dans un flux, et cela va être mis immédiatement en évidence. Je crois pouvoir en donner les bases par la simple considération que le problème actuel : « Comment le capital se crée-t-il son appareil de guerre ? », est en fait celui de la révolution prolétarienne. C'est en considérant de manière approfondie cette question que nous aurons déjà une réponse sur ce à quoi ressemble la convalescence du capital.

J'ai dit : la convalescence du capitalisme, sa restauration, son rétablissement, en vue d'une nouvelle domination épanouie comme celle qu'il avait avant la guerre, c'est le but final. Le moyen pour y arriver, c'est l'appareil de pouvoir avec lequel il se dirige vers ce but incroyablement difficile. Nous voyons que c'est cela l'état d'esprit avec lequel on aborde l'étude de la situation si on le fait du point de vue de la lutte de classe. Je crois que c'est de cela qu'il faut s'occuper lors d'un congrès communiste. Ce n'est pas si important que cela d'analyser des tableaux et des chiffres pour savoir si l'Angleterre s'en tire mieux que la France, ou bien si l'Amérique est rentrée dans ses droits ou non<sup>23</sup>. Ce sont là des choses qui sont toutes intéressantes, mais, du point de vue communiste, du point de vue à partir duquel montrer quelle est la ligne qu'il faut tracer pour la révolution prolétarienne, le centre de gravité doit être placé sur une autre question : comment le capital se crée-t-il son monstrueux appareil de pouvoir pour se relever, et comment le prolétariat se défend-il ?

Si l'on considère les choses ainsi, nous devons alors prendre ici aussi comme point de départ ce qui est une vérité de La Palice. Quand une nouvelle situation, une nouvelle configuration économique ou politique qui signifie un

---

<sup>23</sup> C'est-à-dire si les pays vainqueurs (en particulier la Grande-Bretagne) devaient rembourser les USA de Wilson pour les dettes de guerre.

changement économique, se présente, nous devons toujours avoir recours aux vérités fondamentales qui sont reconnues, qui de ce fait ne sont pas nouvelles, mais qui ne font que recevoir sans cesse un nouvel éclairage. Ce qui doit se passer, ce sont seulement de nouvelles dérivations des vieilles vérités qui sont établies a priori comme des faits intangibles. Une telle vérité est le fait que le principe qui traverse la forme économique capitaliste à l'échelle nationale n'est pas l'intérêt de l'économie du pays, mais, l'intérêt privé.

*Que devons-nous en déduire ?*

À cette époque-là, longtemps avant la guerre, la relation entre les travailleurs et le capitalisme était d'abord intéressé objectivement par le processus de production, c'est-à-dire que le capital était intéressé à une production en croissance. Le prolétariat qui, dans sa relation avec le capital, était l'ombre du corps de celui-ci, avait, avec un retard considérable naturellement, les avantages de cette production croissante, les avantages d'un capitalisme en pleine prospérité. Nous savons que, lorsque nous disons cela, cela doit être considéré très précisément. Nous devons nous demander précisément qu'est-ce que l'intérêt des travailleurs.

Tout d'abord, voici ce qui demeure irréfutable : c'est grâce à la prospérité du capital qu'il était possible d'apporter peu à peu aux travailleurs une meilleure situation par des réformes sociales. On en vit l'expression sous différentes formes : de part de l'État, de la part du chef d'entreprise, par exemple les habitations ouvrières chez Krupp. Ces avantages attachaient en même temps ce dernier pratiquement, matériellement, idéologiquement, à l'État existant. Il devait pouvoir profiter de ses assurances sociales, et il ne le pouvait que si l'État était à même, au bout de trente années, de lui verser une pension après qu'il eut bien exploité le prolétaire.

Des changements essentiels sont ici provoqués par la guerre. La guerre a signifié, du point de vue économique, une période de plusieurs années de travail de destruction, de travail de démolition, et elle a fait un grand trou dans la ligne la continuité permanente de la production. Il s'est produit un vide, une baisse de la production, un vide de travail non exécuté, et ce vide a trouvé son expression dans les dettes. Les dettes actuelles sont le prix à payer pour la production non réalisée. Si nous nous représentons les choses comme si elles se passaient de la même manière qu'avant la guerre, c'est-à-dire avec la croissance de la production, nous devons reconnaître que le capital ne se sort de cette situation que si la plus-value, si le profit de la production en cours permet de combler, pour ainsi dire par la méthode de l'amortissement, ce grand vide. Or l'économie ne fonctionne pas en tenant compte de l'intérêt de la communauté, ni de l'État, ni du peuple, mais cet intérêt passe par la comptabilité des entreprises et des entrepreneurs qui sont intéressés par l'économie privée, et ces entreprises se gardent bien naturellement d'utiliser ce profit pour l'élimination naturelle de l'endettement dû à ce vide. Les choses vont maintenant plus loin : l'État, qui a intérêt à éliminer ses dettes, ne perçoit pas le remboursement des entrepreneurs, qui sont pourtant les supports et les encaisseurs de l'appareil économique. Il va donc chercher ce remboursement au moyen de l'impôt,

c'est-à-dire qu'il accable et charge la population qui consomme, l'immense majorité d'un peuple; il accable le prolétariat. L'État devient ainsi l'organe exécutif du capital pour appliquer encore une fois une pression sur le prolétariat. Cela a naturellement pour conséquence que le prolétariat, de plus en plus accablé, ne sort pas de son processus de paupérisation, et qu'au contraire il tombe dans un processus de paupérisation plus profond, car le pouvoir d'achat de la population ne s'élève pas, mais au contraire continue de plonger. Il y a suffisamment de réserves dans le monde, mais on ne peut pas les acheter.

Cela signifie que le capital n'est pas intéressé par l'organisation de la production comme auparavant, mais que le capital cherche de nouveaux moyens pour faire du profit. Cela ne se fait que sur la base du rétrécissement de la production, c'est-à-dire que le taux de profit doit augmenter pour assurer le même profit aux capitalistes. Ce n'est naturellement possible que si j'élimine tous les facteurs qui perturbent l'échelle des profits, c'est-à-dire que je suis obligé de m'harmoniser avec mon concurrent pour que le profit me soit encore garanti dans l'organisation de la production. C'est le développement des trusts qui ramène au front intérieur, à une forteresse. C'est à l'intérieur de cette forteresse que les prix de marché sont stabilisés, sont dictés, et l'on met un terme à la valeur naturelle, disponible sur la terre entière.

Nous voyons bien que les choses sont grotesques. L'on doit dire que, si un jour, dans des décennies ou dans des siècles, une économie communiste est mise sur pied et si des historiens futurs peuvent embrasser du regard cette époque, ils ne pourront pas qualifier la situation actuelle d'autre chose que de maison de fous. Ils verront un monde qui est complètement déchiré, qui est complètement affamé, et ils constateront que tout ce qui doit se faire, c'est d'empêcher d'améliorer le processus de production.

L'interdépendance internationale est tout d'abord palpable par le fait que le capital pris comme un tout a perdu la guerre. Ce qui n'était pas possible au temps de la prospérité, à savoir parvenir à un front uni international, se produit maintenant bon gré mal gré parce que tous se trouvent dans le même pétrin.

L'Europe, comme chacun le sait, est endettée par rapport à l'Amérique à hauteur de 45 millions de marks-or. Ces dettes que l'Amérique comptabilise positivement sont en réalité une pure fiction. La réalité correspondant à cette fiction, c'est l'acquittement de ces dettes par des valeurs réelles. Les avoirs que l'Amérique a sont des titres de créance sur une production qui devra être livrée. Tant que cela n'est pas arrivé, l'Amérique est liée pour le meilleur et pour le pire au capitalisme ouest-européen, et la question de la prospérité du capitalisme ouest-européen, la question de la révolution en Europe occidentale, est une question qui est intimement liée au remboursement des dettes. Trotski, en tant que grand connaisseur en matière économique, partit lors du Congrès de Moscou, dans un rapport sur la situation économique, du point de vue que je rejette et il en arriva à l'idée naïve que la guerre entre l'Angleterre et l'Amérique pourrait bien se produire lorsque l'on arracherait la



page de calendrier de 1922<sup>24</sup>. Mais ces choses-là sont trop incroyablement naïves parce qu'un coup d'œil nous enseigne qu'un tel conflit est pour un temps prévisible invraisemblable pendant une longue période. Entre l'Amérique et l'Europe exactement aussi invraisemblable qu'en 1914 entre la Russie et la France. Le parallèle entre l'Angleterre et l'Amérique, et entre l'Amérique et le monde entier est aussi exact. Quelles conséquences cela a-t-il ? Dans l'intégration du capital, dans son front déployé contre le prolétariat. Cela a pour conséquence que la base économique se refonde selon de toutes nouvelles lois, selon une toute nouvelle superstructure qui a transféré les choses à l'éthique pour fixer de nouvelles lois, etc. L'ancienne économie, qui était fondée sur le principe de la concurrence entre les capitalistes et les États, avait créé sa superstructure nationale dont nous avons vécu les dernières convulsions dans l'après-guerre avec l'assassinat d'Erzberger<sup>25</sup>, etc. Le capital est déjà en train de se créer la superstructure qui correspond au processus économique international. Il en a trouvé l'expression : la Société des Nations. Ce lien éthique et moral est nécessaire parce que c'est à l'aide de cette superstructure, c'est-à-dire grâce à la communauté internationale, que l'endormissement des masses doit se produire comme auparavant dans la superstructure antérieure.

Il s'avère que, malgré la volonté commune de trouver un terrain d'entente, malgré cet amalgame international nécessaire, la prospérité, la guérison de l'économie, ne peut pas s'accomplir. Il s'avère que l'État capitaliste se trouve objectivement de plus en plus en contradiction avec ses capitalistes qui l'ont pourtant créé, dont il est l'expression judicieuse et dont il représente l'incarnation du pouvoir. Nous avons vu précédemment que, étant donné son endettement, l'État a intérêt à ce que les dettes soient apurées. Mais ses soutiens capitalistes, en raison de leurs intérêts individuels, n'effectuent pas cet apurement et ils contraignent l'État à les délester de cette charge en la transférant sur les épaules des travailleurs. D'où l'impossibilité pour l'État d'aller vers la guérison car il n'y a pas grand-chose à tirer des travailleurs. On ne pourrait en tirer quelque chose que si l'ouvrier pouvait, en tant que consommateur, fournir un nouveau sang à l'État. Nous constatons donc que l'État est en contradiction avec les détenteurs de son pouvoir.

Ce qui compte tout d'abord pour l'État, c'est le profit. Le capital prend la forme du trust, il se replie de plus en plus sur son front intérieur et il pousse toujours et davantage son action contre le prolétariat. Le profit ne peut être sauvegardé que si l'on exploite le prolétariat jusqu'à l'os. C'est la situation de la lutte de classe. Dans ces conditions capitalistes qui sont modifiées de façon complètement nouvelle, il faut naturellement opposer des méthodes de

---

<sup>24</sup> Trotsky envisageait la guerre entre les USA et la Grande-Bretagne soit en 1923 soit en 1924.

<sup>25</sup> Matthias Erzberger (1875-1921), député catholique du Zentrum de 1903 à 1918. En juillet 1917, après un séjour à Rome auprès du pape Benoît XV, il propose au Reichstag une motion de paix qui est adoptée par la majorité des députés. À la tête de la délégation allemande, il mène les négociations de paix et signe, en forêt de Compiègne, le 11 novembre 1918, l'Armistice mettant fin à la guerre. Il entre au gouvernement social-démocrate de Philipp Scheidemann comme ministre sans portefeuille (13 février-20 juin 1919) et devient, dans celui du social-démocrate Gustav Bauer (14 août 1919-26 mars 1920), vice-chancelier et ministre des Finances. C'est le gouvernement Bauer qui signa le traité de Versailles. Après une campagne de dénigrement par la droite nationaliste, Erzberger démissionne le 12 mars 1920. Il est assassiné dans la Forêt Noire le 26 août 1921 par des membres de l'Organisation terroriste d'extrême droite Consul ainsi que du Corps franc Oberland.

lutte du prolétariat qui soient modifiées par rapport au passé. Au moment où le capital passe du couteau ou de l'arc et des flèches à la mitrailleuse, à ce moment-là le prolétariat doit naturellement ranger ses armes préhistoriques et créer une nouvelle organisation.

Qui s'oppose maintenant à cette idée ? Qui entrave en général la reconnaissance de cette nécessité ? C'est naturellement d'abord l'État qui y fait obstacle, l'État qui est l'obligé des capitalistes, c'est tout à fait évident. Mais malheureusement, et ce n'est ni ignoble, ni une gaminerie, ni infâme, mais évidemment nécessaire économiquement, ce sont les vieux leaders des ouvriers qui empêchent de mettre en œuvre ces nouvelles tâches. Et en effet les vieux leaders des ouvriers sont les soutiens de l'ancienne forme d'organisation, c'est-à-dire qu'ils sont les bénéficiaires de l'ancienne forme d'organisation, des places et des fonctions qui s'y sont constituées. Et donc l'ensemble des chefs de la classe ouvrière, ces rédacteurs des journaux, secrétaires des syndicats, parlementaires, qui sont en outre objectivement achetés par l'État, étant donné qu'il fait d'eux des préfets et des ministres, ces chefs s'opposent naturellement de toutes leurs forces à toute idée d'une quelconque nouvelle forme d'organisation. C'est là le fond du problème : le prolétariat est ici objectivement trompé sur le rythme de sa ligne de développement par ses propres chefs, parce qu'ils ne sont pas décidés à mettre fin à leur existence. Ils ne peuvent absolument pas entendre raison et se forcer à une prise de conscience des conditions qui sont totalement contraires à leur existence. C'est là la situation funeste dans laquelle se trouvent les travailleurs. Le front de lutte des entrepreneurs contre les travailleurs se manifeste plus clairement que jamais, et les ouvriers sont plus embrouillés que jamais vis-à-vis de lui. Et dans une époque où les ouvriers auraient donc plus que jamais besoin d'imposer un front de lutte, les vieux chefs des travailleurs sont contre. Les ouvriers se sont armés internationalement ; mais nous avons vu comment la II<sup>e</sup> Internationale a saisi la situation – ou bien était-ce l'Internationale II <sup>1/2</sup>. Je lis ici une très récente déclaration de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam concernant la question des réparations :

« La Conférence du Comité Exécutif de l'Internationale et des fractions parlementaires des pays concernés s'est réunie à la suite de l'échec des négociations de Londres et de ses conséquences.

« Elle prend connaissance de la déclaration des représentants allemands selon lesquels, en accord avec les décisions du Congrès international de Genève<sup>26</sup>, ils sont disposés à assumer la responsabilité de toutes les exigences de réparations justifiées. ».

Et donc la II<sup>e</sup> Internationale se charge de répondre aux demandes de réparation par l'exploitation du prolétariat allemand. Un mot de plus sur cette Internationale est superflu.

---

<sup>26</sup> Congrès tenu en mai 1921.

Mais il y a aussi beaucoup à dire sur la III<sup>e</sup> Internationale. La III<sup>e</sup> Internationale n'a pas elle non plus saisi cette posture de combat contre le capital. Elle n'a pas compris que les travailleurs réclament de nouvelles formes d'organisation. Elle s'est installée dans les vieilles méthodes. Je veux dire seulement que les méthodes de la III<sup>e</sup> Internationale et de ses sections, c'est la même méthode que celle du crétin qui croit que l'on peut se sauver d'un marais en se tirant soi-même par les cheveux pour s'en sortir, tandis que les ouvriers ne se sauvent qu'en cherchant le sol en dehors des formes existantes. C'est là le sens des moyens illicites, c'est là le sens de l'affirmation selon laquelle la lutte de classe ne peut être menée que par des moyens illégaux. Nous ne pouvons employer que des formes qui nous amènent hors de ce sol existant et qui nous créent un point d'appui.

Nous constatons chez les ouvriers confusion, fatigue, manque de clarté et nous disons malgré tout que nous nous accrochons à une ligne de combat tout à fait claire de la révolution prolétarienne, de la lutte de classe inconditionnelle. L'on pourrait se demander si, en ce moment, ceux qui nous traitent de sectaires ont peut-être raison, si n'est pas cependant l'éloignement des masses qui pose la question d'une organisation prolétarienne révolutionnaire, or la question de ses répercussions, de son influence, etc., est absolument celle de la révolution. Cela signifie que c'est dans des époques où, que ce soit principalement à cause des conditions extérieures du capital, ou que ce soit à cause de la confusion et du manque de clarté des travailleurs, le pouls de la révolution ralentit, que c'est au moment où la croyance en la révolution est en train de mourir, que le parti prolétarien de combat, le pilier de l'idée de la révolution, diminuera en nombre. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'il cesse d'être. S'il cesse d'exister, la révolution est morte. Le KAPD n'est pas le seul soutien et la seule expression des travailleurs qui sont pleinement décidés et qui restent fermes malgré toute la confusion, mais il est en même temps l'expression de la volonté révolutionnaire du prolétariat dans son ensemble. C'est là quelque chose de très fondamental. Il est le soutien du peu de révolutionnaire qui demeure encore présent dans chacun. Tant qu'il y aura encore de la volonté révolutionnaire chez tous les ouvriers, le KAPD existera. Gardien et support de cette idée. Et au moment où les travailleurs seront entraînés par le cours de l'évolution économique dans la lutte active – nous avons des indices pour cela –, et donc quand cette période recommencera, comme étant la première possibilité qui existera pour cela, chez l'ensemble des ouvriers, à ce moment-là, l'influence du KAP grandira comme aux jours du putsch de Kapp et les ouvriers, qui aujourd'hui n'y pensent plus, seront forcés d'y penser le fusil dans le dos. C'est en tant que gardien de cette idée et de cette volonté révolutionnaires que le KAP est là et c'est dans le même sens qu'il se doit aussi de bâtir une nouvelle Internationale, laquelle n'est pas à comprendre au sens de cette ancienne Internationale, à savoir que nous disons que nous ouvrons maintenant un bureau et que nous organisons la révolution mondiale. Si en ce moment l'on se déclare avec cette idée-là, nous commettrons les mêmes fautes. Mais un regroupement international de tous les groupes, même s'ils sont petits, qui sont les soutiens de la volonté et de la connaissance révolutionnaire, doit d'autant plus se souder justement parce qu'elle est petite.

Vous voyez que la tâche du KAP dans la situation actuelle n'est pas facile. Mais je crois que cette question est elle aussi tout autant erronée. La question de l'existence d'un parti révolutionnaire ne peut naturellement pas se poser ; que sa tâche soit facile ou difficile, elle lui est dictée, tracée par les travailleurs révolutionnaires eux-mêmes, ceux qui vivent en lui en tant que soutien de la révolution. Tant qu'il y aura des ouvriers qui continueront à se battre pour l'idée de la révolution et pour la réalisation de la révolution, le chemin du KAPD sera parfaitement stable et clairement tracé, et c'est sur cette base qu'il y aura pour nous, dans toute notre ligne politique, absolument aucune modification du fait de la situation que j'ai décrite. Tout cela doit être expliqué et trouve sa concrétisation dans la ligne d'ensemble de notre parti qui a été exprimée dans ce que je disais en conclusion. Si nous restons clairs et conscients sur le fait que nous devons être, sans sentimentalité et sans flagorneries, les soutiens de la révolution, alors nous continuerons notre chemin, nous continuerons aussi à agir parmi les travailleurs, nous gagnerons en influence dans les masses afin de continuer à conduire les choses dans notre sens quand, étant donné la situation économique, la question de l'action, la question de la conquête internationale du pouvoir, redeviendra actuelle.

## Discussion

**Cam. Barbasch<sup>27</sup> :**

Camarades !

L'exposé du camarade Seemann était bien plus une description programmatique de la ligne du KAPD que l'analyse véritable de la situation politique. Celle-ci ne devrait être précisément expliquée que par le caractère particulier de la crise mondiale actuelle et par les moyens qui sont appliqués par les États capitalistes pour la surmonter. Pour cela, il aurait été nécessaire d'avoir tout le matériel relatif aux événements qui sont survenus entre les capitalistes et les travailleurs. Pour cela, il aurait été nécessaire de développer, à partir de la situation politique de l'Allemagne, ce qui imprime la marque de son empreinte sur la situation politique. Cela n'a pas été

---

<sup>27</sup> L'avocat Ludwig Barbasch (28/08/1892 – 12/07/1962) était connu sous les pseudonymes de *Brandis* et de *Fedor Günther*. C'était un militant de premier rang. En 1918-1919, durant la révolution, il fut ministre d'État USPD sans portefeuille dans le gouvernement des conseils du Mecklembourg. Condamné à mort après la défaite de la révolution, il fut ensuite amnistié. Membre du KAPD de 1921 à 1933, mais dans la clandestinité afin de continuer à exercer son activité d'avocat. Arrêté par les nazis et mis en isolement dans le camp de concentration du Brandebourg de mars à septembre 1933, il fut ensuite libéré à la demande de l'ancien chancelier Heinrich Brüning (1885-1970), et on l'autorisa à émigrer en 1934 en Palestine. Il quitta Tel-Aviv pour rentrer en Allemagne en 1958 et il devint un avocat d'affaires à Wiesbaden. [Voir : Helge bei der Wieden, *Die mecklenburgische Regierungen und Minister 1918-1952* (Les gouvernements et les ministres du Mecklenburg 1918-1952) Cologne-Vienne : Böhlau-Verlag, 1977, p. 40 et BHdE 1999].

évoqué le moins du monde. Par exemple, l'accord de Wiesbaden<sup>28</sup>. D'un côté, nous avons, comme le camarade Jansen l'a décrit, l'incroyable crise mondiale qui trouve sa manifestation la plus aiguë dans les pays qui sont le plus fortement en développement et, en face d'eux, des pays qui ont réellement perdu leur appareil de production pendant la guerre et qui ont maintenant à créer un rééquilibrage dans la suprématie productive et entre les États fortement développés du point de vue capitaliste.

L'appareil de production allemand doit être remis en état, et il faut sortir de la crise allemande, l'une des crises les plus importantes du capital mondial. Tout est fait pour aider l'Allemagne à obtenir le plein emploi dans des conditions qui sont tout à fait incroyables. Nous redevenons le créancier d'un État vis-à-vis duquel nous sommes le plus endettés, et un État qui, en tant qu'entité politique, est significativement plus endetté que nous, profite de notre crédit. Nous pouvons donner du crédit parce que nous espérons aboutir à une compensation.

Nous avons déjà dit, lorsque Rathenau a accepté la responsabilité de la politique de reconstruction allemande, que cela signifierait une politique de reconstruction du capitalisme. Il ne saurait être question de quelque chose de sain. Et nous devons saboter de la manière la plus agressive cette politique de reconstruction, car elle repose sur le fait que l'on abaissera la consommation du prolétariat jusqu'au plus bas niveau pour faire de nouveau de l'Allemagne, grâce à d'énormes exportations, un facteur mondial.

Quand le camarade SEEMANN a exposé que l'État est devenu l'organe du capital du fait du déplacement des forces économiques à la suite de la guerre, cette remarque n'est pas marxiste. L'État a toujours exercé cette fonction. Ce sont seulement les couches dominantes qui se sont déplacées. L'État, en tant que facteur régulateur, fait partie du début du développement du capitalisme. L'idée d'un travail nécessaire en faveur de l'État n'a peut-être existé que dans les cerveaux d'idéologues petits-bourgeois. La période où la volonté capitaliste s'impose de la façon plus puissante à l'État persiste. Précédemment, il y avait peut-être encore d'autres facteurs déterminants. Mais aujourd'hui l'État est l'expression du capital sous sa forme la plus dure. Nous devons maintenant en Allemagne, selon la volonté du capital, en arriver à un accroissement de la production. La période qui est à la base de la diminution de la production est surmontée avec la signature de l'ultimatum de Londres.

Ce qui a été exposé avec justesse est tout à fait clair, et nous ne devons nous bercer d'aucune illusion sur le fait qu'aujourd'hui nous sommes, par suite de la guerre, dans une situation et une nécessité tout à fait différentes pour combattre, et que les bases de la lutte sont différentes. Nous devons nous adapter aux méthodes de lutte du capital et créer des ensembles internationaux. Ces ensembles internationaux sont parallèles aux ensembles

---

<sup>28</sup> L'accord de Wiesbaden de 1921 était un accord franco-allemand dans le cadre des négociations sur le montant des réparations dues par l'Allemagne. Cet accord fut négocié entre les deux ministres de la reconstruction Walther Rathenau et Louis Loucheur durant l'été de 1921 à Wiesbaden et il fut signé les 6 et 8 octobre. Cet accord prévoyait pendant un laps de temps de quatre ans des livraisons en nature pour une valeur d'environ sept milliards de marks-or.

d'organisations ouvrières. Cela doit être exploité jusqu'à l'extrême par le prolétariat international.

Nous devons suivre le plus exactement possible cette ligne politique. Le fait que nous soyons réellement victorieux dans ce combat dépend de vous.

**Cam. Arndt** (Jan Appel) :

Camarades, nous savons que le capital s'est regroupé avant la guerre en alliances d'États. La guerre a décidé de la prédominance de l'un de ces groupes. Le vaincu porte son propre fardeau et il doit aussi porter celui du vainqueur. Nous devons en tirer les conclusions sur le lieu où se situent les foyers de la révolution mondiale. Ce n'est pas parce que la guerre a tranché que l'influence du capital cesse. Pour que le capital influe, il faut qu'il fasse rentrer du profit. À l'époque de l'après-guerre, le capital avait d'abord pour tâche de prélever des droits sur la force de travail des prolétaires de tous les pays. Les pays vainqueurs aspiraient à imposer ces charges aux pays vaincus. Pour ces derniers, s'y ajoutaient leurs propres charges. C'est ainsi qu'il en résulta d'énormes charges intérieures et extérieures. Il faut que cela rentre, et pour que cela rentre le prolétariat doit travailler plus et durement, et recevoir moins pour vivre. Mais de ce fait le cycle de l'économie capitaliste est interrompu en un point puisque l'économie capitaliste était et est aussi aujourd'hui réglée pour tirer du profit de la circulation des marchandises. Mais si les masses prolétariennes de tous les pays, et celles des pays vaincus en premier lieu, reçoivent moins, pour les consommer, des biens qu'elles ont créés, le capital ne peut plus écouler les produits de cette façon-là. Et donc le cycle est interrompu en un point, d'où les fermetures d'entreprises et les chiffres gigantesques du chômage.

C'est ainsi que nous constatons la faillite de l'économie capitaliste à grande échelle. Si le capital international veut faire valoir ses exigences de tribut, la situation des travailleurs sera difficile et misérable. Il en résulte en même temps l'effondrement de l'économie et la révolte des masses. Et c'est ce qui est le plus dangereux pour la classe dominante, maintenant, en ce moment. Pour imposer ce qu'elle veut faire valoir, elle doit renforcer son pouvoir politique, non seulement militairement, mais également spirituellement, etc. Si le capital, isolé, était encore en train de se combattre, il ne pourrait pas venir à bout de cette résistance, et c'est pourquoi il doit s'associer. Telle est la période dans laquelle nous vivons maintenant. Nous savons ce qu'il en résulte pour nous : à savoir opposer une résistance à ce que la classe dominante veut faire valoir. Et c'est ainsi qu'il faut traiter la question du programme de reconstruction en Allemagne.

Mais même ainsi il n'y a encore pas d'issue pour le capital mondial. Il cherche et il doit chercher cette issue. En effet, les personnalités dirigeantes des groupes capitalistes connaissent la doctrine marxiste, ils l'étudient peut-être mieux que certains prolétaires et ils savent qu'ils doivent arriver à un équilibre ; d'autre part, ils y apportent inconsciemment leurs conditions. Cette issue ne peut être qu'une grande issue, à tel point que la classe

dominante, avec son économie maîtrisée, reçoit une mission, à l'échelle mondiale, qu'elle doit saisir, et une de ces missions est donnée par la capitalisation de la Russie et de la Sibérie. Nous savons que ce pays n'est pas défriché du point de vue capitaliste et que là-bas il y a d'énormes possibilités de le faire. C'est là-bas qu'est la mission du capital mondial si, du point de vue capitaliste, celui-ci doit avoir une raison d'être. Tant que la Révolution russe luttait contre le capitalisme, il était clair et net qu'il était inapproprié de trouver une issue pour le capital mondial dans cette direction. Les choses ont maintenant changé. La Russie a chez elle du capitalisme privé et elle l'introduit maintenant de plus en plus ; la Russie offre maintenant au capital mondial la possibilité, soutenue par l'intervention du VKP et de la III<sup>e</sup> Internationale, de pénétrer chez elle. C'est l'issue du capital mondial.

Et maintenant, nous devons nous demander dans quelles circonstances, avec quels moyens, est-il possible pour le capital d'accomplir cela, et cela nous donne la clé et la certitude que la révolution mondiale est malgré tout en marche, mais cela nous donne aussi des éclaircissements sur l'endroit où il faut appliquer le levier, et il en résulte les tâches et la tactique du KAP. Si la Russie doit être capitalisée, il faut y englober d'énormes valeurs. Mais le capital ne fait pas de cadeaux. Et donc la capitalisation fonctionne pour l'instant de manière à ce que le capital fonde une société sœur, laquelle devra être rentable plus tard. Si ce travail doit être effectué, et l'on s'y attelle résolument, cela ne peut se faire que par le travail forcé du prolétariat international. Ce travail forcé affectera le plus durement tout d'abord le prolétariat allemand, premièrement, parce qu'il est le plus proche, deuxièmement, parce que les charges évoquées sont là et, troisièmement, parce que l'industrie allemande ne peut absolument pas réagir autrement. Les travailleurs allemands et l'industrie allemande seront les pionniers, et cette capitalisation ne peut avoir lieu que dans les conditions les plus misérables pour le prolétariat. Si nous voyons cela, nous savons où nous devons placer le levier. Le prolétariat ne peut pas tolérer cela, ou alors c'est qu'il est tombé bien bas. L'on procède à des mesures d'asservissement des ouvriers et l'on voit fleurir partout les mots d'ordre du VKPD : aide à la Russie soviétique, etc. Le prolétariat doit être prêt à travailler dans les conditions les plus misérables. Mais nous savons que lorsque la pression a duré un certain temps, une révolte doit éclater. Comparons avec les mots d'ordre de la guerre : on est parti en guerre, on a souffert de la faim, on a trimé, on s'est fait descendre, jusqu'à ce que l'on en soit arrivé à la conclusion : tout cela ne servait à rien.

Nous voyons clairement les moyens et les méthodes, et nous voyons aussi la voie, c'est-à-dire comment nous devons nous organiser et nous regrouper pour arriver au but dans la révolution qui doit se produire étant donné le chemin que le capital mondial emprunte.

**Cam. Jansen<sup>29</sup> :**

---

<sup>29</sup> Un membre de la direction du KAPN (Amsterdam ou La Haye)..

Je voudrais encore ajouter que les importations en Russie sont beaucoup plus importantes que ce que l'on pense généralement. Cela résulte des statistiques. Les chiffres montrent que le KAP a complètement raison. Les délégués du KAP ont attiré l'attention du Congrès sur le danger de la réintroduction du capitalisme. Il y a quelques mois, les importations en Russie s'élevaient à quelque 100.000 livres et maintenant, déjà en juin, entre 6 et 7 millions de livres, et cela augmente énormément. Ce ne sont pas seulement des vivres qui sont importés, mais aussi des machines dans une large mesure.

Chez nous, sept gros bateaux à vapeur sont partis au cours d'une semaine d'un tout petit port en direction de Petrograd. C'est avec un tel vapeur que le camarade JUNG est aussi allé à Pétersbourg. Il m'a donné par écrit la tâche de vous saluer tous cordialement.

### **Cam. Seemann (Bernhard Reichenbach)**

*(discours de clôture) :*

Camarades, je crois que le camarade BRANDIS [Ludwig Barbasch] n'a pas compris la conception d'un congrès communiste que j'indique comme étant nécessaire. Je pars du principe que nous avons la tâche d'examiner le rapport entre le capital et les travailleurs. Mais il est moins important d'examiner les détails, d'expliquer les regroupements particuliers du capital, les différentes tentatives de reconstruction de l'économie. Je veux, puisque le sujet a été abordé, attirer l'attention sur une seule chose. Pour montrer ce que signifient ces choses politiques qui se passent. Je veux le faire en citant ici une phrase importante de l'économiste bourgeois Keynes : si l'on contraint maintenant l'Allemagne à payer un montant excessif d'indemnités, l'on a alors besoin de développer les branches exportatrices citées dans une mesure extrêmement large. Mais l'Allemagne ne peut réaliser cette augmentation des exportations que si elle met les marchandises sur le marché à des prix inférieurs à ceux des autres pays. Cela pourrait se réaliser, dans une mesure qui ne serait pas pensable sans la contrainte du paiement des réparations, pour partie par le fait que le coût de la vie de la classe ouvrière allemande est abaissé à un niveau inférieur sans que cela diminue en même temps la productivité dans la même proportion, et pour partie également grâce à l'octroi d'aides d'État directes ou indirectes pour les industries exportatrices allemandes qui ne peuvent naturellement être accordées qu'aux dépens de la communauté.

Nous avons là la combinaison qui s'est accomplie, peu importe qu'il s'agisse du capital des vainqueurs ou des vaincus. La nécessité d'extorquer des bénéfices de l'Allemagne veut dire la nécessité de forcer l'Allemagne à



produire aux dépens des travailleurs, donc de vendre moins cher que sur son propre marché et de contraindre de plus en plus le capital à organiser des conférences, des négociations. Comment surmontons-nous cette nouvelle difficulté, et que faisons-nous maintenant ? L'inexécutable du traité de paix de Versailles conduit à des complications pour les signataires de la paix. Mais l'imbrication des intérêts du capital, l'imbrication qui se manifeste ici, toutes ces choses constituent l'assurance que les événements politiques, qui remplissent sans cesse les grandes colonnes de nos journaux, ne sont pas si essentiels de notre point de vue, du point de vue de la lutte de classe. L'important est le fait que le capital ne peut pas se comporter autrement qu'en brutalisant le prolétariat. Peu importe les résultats que peut bien avoir une conférence ayant une négociation pour objet, ce fait n'en sera pas affecté.

Je voudrais dire encore quelque chose sur la situation en Allemagne. Nous savons qu'il y a un nombre important de personnes qui disent que toutes ces choses sont bonnes et que l'Allemagne a la chance colossale d'avoir une devise faible. Les exportations sont à nouveau florissantes et de ce fait, pour l'essentiel, l'industrie allemande est bien en voie de guérison. Ce n'est pas vrai. Nous avons vu que même les possibilités favorables des exportations sont annulées par des difficultés qui se préparent dans d'autres pays, lesquels en conséquence feront barrage, et cela s'exprime très clairement dans un rapport sur la situation du marché allemand du fer qui est due à la chute du cours du mark allemand. Voici ce qui y est dit :

« La tension actuelle sur le mark n'est qu'un phénomène temporaire. Il s'agit d'une conjoncture trompeuse. En tout cas, il n'y a de besoin fondamentalement pressant ni sur le marché mondial, ni dans l'industrie allemande de transformation qui continue son travail. Malheureusement, le mauvais niveau du mark est la cause que l'étranger (Hollande, Angleterre et Amérique du Sud) se présente comme un acheteur plus puissant et qu'aussi à l'intérieur du pays des achats par crainte de pénurie soient passés par des consommateurs et des négociants au-delà de leurs besoins et de leur capacité de production. ».

Et voilà. Le cours a chuté. Dans un premier temps, les exportations sont florissantes. Puis on a recours à des achats de précaution. Mais il s'agit tout à fait clairement d'un semblant de reprise.

Ce n'est pas le niveau-plancher de la devise qui est la base de la reprise, mais le fait que la devise glisse et chute. Lorsqu'une devise est à un niveau très bas, qu'il n'y a pas d'état d'incertitude sur elle, dès qu'un cours est fixé, au même moment le pouvoir d'achat de la monnaie concernée est équilibré à l'étranger et dans le pays. C'est dans le fait que, dans le pays, les valeurs ne baissent pas vite, au cours de la chute, tandis qu'elles baissent rapidement sur les bourses étrangères, que résident les causes de la supériorité du capital allemand par rapport au capital mondial. Mais lorsqu'il baisse constamment, cela change les choses. Vous voyez donc que toutes ces affaires prospères sont manifestement des affaires spéculatives et cela en

démontre parfaitement le caractère malsain. Voici ce qui vaut pour les ouvriers en Allemagne et pour la question de savoir où on en est sur l'ensemble du front : l'industrie s'est concentrée autour des grands propriétaires d'entreprises de produits non manufacturés et elle englobe la partie des ouvriers qui est mieux payée que la moyenne et qui se trouve par un contraste frappant dans une situation sociale différente du reste du prolétariat. Le fait est que non seulement l'on essaie en Allemagne de sauver encore une fois le capital au parlement et dans les syndicats, mais qu'il y a quelque chose de typique dans le phénomène des conseils d'entreprise où apparemment une énorme puissance et une énorme influence des travailleurs sont en gestation. Et nous assistons en vérité à la phase où, dans la récupération des conseils d'entreprise par l'État capitaliste, l'employé de cet État qui en est responsable – nous voyons ici comment une idée juste en soi est reprise au plus vite par le capital et transformée en organisations – aura en main celles qui seront utiles au capital lui-même.

Je veux encore attirer l'attention sur une chose, à savoir sur les compléments apportés par ARNDT [Appel] sur le problème de la Russie comme soupape au besoin international de ventes. En effet, il n'est pas vrai que, par exemple, la poussée du capital et la consolidation de la Russie et de la Chine aient un rapport entre elles et qu'elles doivent provoquer une mise en valeur importante des richesses minières des pays. Cela signifierait abondance de production et richesses. Or, quand le capital américain va par exemple à Bakou, et en Oural pour y piocher de l'argent, etc., il faudrait faire intervenir que le profit y est extraordinairement risqué, à savoir du fait de l'encombrement du marché qui n'est pas mis en relation avec un pouvoir d'achat croissant. La réalité est que le capital américain met la main sur les puits de pétrole pour ne pas les exploiter, afin de garantir son monopole et de relever ainsi les prix. Ce n'est pas là une hypothèse. Le capital des trusts américain a agi exactement de la même façon au Mexique où la Standard Oil Company s'est emparée des puits pour les exploiter à son profit. Le capital n'a rien contre le fait que la Russie redevienne un pays exportateur de produits agricoles, mais pas un pays d'exportation de minerais, de pétrole et d'autres riches minières, qui transformeraient pour le coup la Russie en un État réellement puissant. Qu'est-ce que cela signifie ? Il s'accomplit là le même processus qu'en Allemagne. Une partie du prolétariat industriel en Amérique touchera des revenus réguliers, c'est-à-dire cette partie des ouvriers qui est employée dans des entreprises qui fournissent des machines agricoles, etc., tandis que l'autre partie, celle qui ne travaille pas dans ces trusts, sera jetée à la rue. Nous voyons là-bas aussi le divorce des couches d'ouvriers que nous avons déjà connu en Allemagne. Il y aura là-bas aussi des travailleurs qui ne subiront pas le processus de paupérisation, mais ce sera aux dépens de l'ensemble du reste des ouvriers.

En conclusion, je voudrais encore attirer l'attention sur une chose. Quand vous reviendrez dans vos entreprises, je voudrais que vous montriez que le front de classe doit y être remis debout selon les nouvelles lois internes qui ont été déterminées par le capital sur la base des rapports économiques. Car c'est là que réside la profondeur de l'idée de développement, la nécessité de la lutte antiparlementaire. Vous devrez montrer que les questions relatives

aux syndicats et au parlementarisme ne sont plus des questions d'utilité, mais des questions portant sur la seule façon possible de constituer un front de lutte prolétarien qui corresponde aux nouveaux rapports capitalistes.

## Point 2 : Rapport de notre délégation au III<sup>e</sup> Congrès mondial

**Cam. Schwab**<sup>30</sup> :

Je veux tout d'abord donner un bref compte rendu sur la façon dont la délégation s'est comportée et sur le déroulement du congrès. Le reste sera complété par le camarade ARNDT (Appel).

Je commence en jetant un coup d'œil sur les antécédents de l'envoi d'une délégation. Je remonte au II<sup>e</sup> Congrès mondial. La délégation au II<sup>e</sup> Congrès mondial n'y a pas participé ; après son ouverture, les deux camarades MERGES et RÜHLE ont quitté le Congrès. S'est ensuite ajoutée à cela la position particulière de RÜHLE qui a conduit à la discussion sur la question de l'organisation unitaire et du parti. Si RÜHLE a agi à cette époque-là comme il a agi et s'il est revenu avec une attitude objectivement antibolchevique, nous ne voulons plus en parler aujourd'hui. Ce sont là des choses qui sont pour nous réglées. Je rappelle cela uniquement parce que je voudrais dire que RÜHLE aurait eu raison dans beaucoup de choses de ce qu'il disait à

---

<sup>30</sup> Alexander Schwab (pseudonyme : *Sachs, Albert Sigrist*). Fils d'un chef d'orchestre, il étudia la philosophie, la littérature et la linguistique allemandes, les langues anciennes, l'économie politique et la sociologie, et il fut actif chez les Libres étudiants. Après avoir passé avec succès son doctorat, il enseigna à la Communauté scolaire libre de Wickersdorf et il fut l'une des têtes dirigeantes de la Jeunesse libre-allemande. Tout d'abord engagé volontaire dans la guerre en 1914, Schwab fut réformé en raison d'une maladie pulmonaire, il se maria avec Hildegard Felisch, devint peu à peu un opposant à la guerre et rejoignit l'USPD en 1917 et la Ligue Spartacus en 1918. En tant que membre de l'Opposition berlinoise dans le KPD, il compta en 1920 parmi les membres fondateurs du KAPD, dans le Comité directeur duquel il figura par intermittence, et il représenta ce parti en 1921 lors du III<sup>e</sup> Congrès du Komintern à Moscou. Après l'exclusion du KAPD de son ami intime Karl Schröder, il le quitta lui aussi en 1922 et il se retira jusqu'à la fin des années 20 de la politique immédiate. Dans les années suivantes, il travailla comme journaliste et il s'occupa avant tout de questions économiques et d'architecture, en particulier dans la revue du Deutsches Werkbund *Die Form*. À partir de 1928, Schwab ne participa que de manière irrégulière, puis plus fréquemment, aux discussions de la Sozialwissenschaftlichen Vereinigung et plus tard des Rote Kämpfer communistes des conseils, et il était professionnellement depuis 1929 chef du service de presse de l'Office du Reich pour le placement de la main d'œuvre et l'assurance-chômage. Après la prise du pouvoir d'Hitler, Schwab fut licencié et mis en détention préventive durant une demi-année. Après sa relâche et la mort de sa femme, il fonda en 1934, avec Franz Jung, un service économique de correspondance et il réorganisa le travail illégal du mouvement de résistance des Rote Kämpfer dont il prit la direction. C'est dans le cadre de l'arrestation de la direction de l'organisation par la Gestapo en 1936 que Schwab fut condamné à huit ans de prison, en tant que principal responsable, lors du procès en haute trahison qui s'est tenu devant le tribunal du peuple contre les Rote Kämpfer en novembre 1937. Au cours des années suivantes, il fut détenu et torturé dans les prisons Brandenburg et de Sonnenburg ainsi que dans le camp de concentration de Börgermoor. Schwab mourut en 1943 dans la prison de Zwickau (selon les indications officielles) d'une pneumonie. [Diethart Kerbs : "Alexander Schwab (1887-1943). Architekturtheoriker, politischer Pädagoge, Rätekommunist, Schriftsteller und Widerstandskämpfer" (Alexander Schwab. Théoricien d'architecture, pédagogue politique, communiste des conseils, écrivain et combattant de la résistance), in *IWK*, Berlin 2005, n° 4, p. 487-495].

cette époque-là s'il les avait dites aujourd'hui. Mais que, à cette époque-là, il n'avait pas raison parce qu'il disait cela à cette époque-là. La vérité de demain n'est pas toujours la vérité d'aujourd'hui et inversement, mais une vérité de demain et d'après-demain peut être très souvent une contre-vérité.

Le parti n'a pas partagé le point de vue de l'isolement de l'individu, de son détachement de la conscience de masse, mais il a avancé d'un pas clair, simple, lent et pourtant toujours suffisamment rapide, pas avec lequel il devait avancer. Il s'en est tenu à sa première décision, à savoir que le parti adhérerait en tant que parti sympathisant. Il a accepté la réponse de confirmation correspondante de l'Exécutif et, pendant un certain temps, il a fait partie de l'IC en tant qu'organisation sympathisante sans avoir l'obligation des fameuses 21 conditions, et si l'on veut parler de manière tout à fait formelle, il en fait encore partie aujourd'hui. Si l'on veut parler de manière strictement juridique.

Je voudrais encore une fois esquisser, même brièvement, les conditions dans lesquelles cette politique a été menée. La véritable condition était que la IIIe Internationale, dirigée à l'époque comme aujourd'hui par le PCR, n'était pas à l'époque encore décidée, pas encore claire sur ce qu'elle est aujourd'hui, parce qu'à l'époque le PCR et l'Union soviétique n'avaient pas de leur côté encore décidé, pas encore pris explicitement position, du moins à nos yeux, du moins pour les travailleurs qui étaient de notre côté. À cette époque-là, nous avons vu la guerre russo-polonaise. Nous avons vécu le fait que la position traîtresse de la Centrale allemande du KPD dans le putsch de Kapp avait été approuvée de manière formelle par Moscou. Nous avons finalement vécu le fait que les combats de Mars (de cette année) avaient été grosso modo approuvés officiellement par Moscou dans toutes leurs formes en raison du verdict bien connu : « Vous avez agi correctement ». L'on a pu alors dire jusqu'au III<sup>e</sup> Congrès que, malgré toutes les menaces provenant des tendances opportunistes, et même en dépit de toute la prédominance de ces tendances, les forces révolutionnaires étaient à l'œuvre à l'intérieur de la III<sup>e</sup> Internationale et à l'intérieur du gouvernement soviétique, que, certes, il n'existait pas de possibilité pour que, lors de ce Congrès, l'on aboutisse à une décision dans un sens clairement révolutionnaire, mais peut-être cependant de possibilité que l'on aboutisse à un équilibre des forces qui pouvaient encore mener, au cours d'une évolution ultérieure, à un réaménagement interne de la III<sup>e</sup> Internationale. La délégation ne se faisait aucune sorte d'illusions au sujet des résolutions auxquelles le Congrès pourrait parvenir.

C'est ainsi que nous nous sommes rendus sans illusions à Moscou, mais avec la ferme volonté d'y faire entendre aux délégués et, grâce aux délégués, au prolétariat international, nos positions aussi clairement et nettement qu'il nous serait d'une façon ou d'une autre possible. En effet, nous avons dû et avons pu constater que notre voix ne pouvait pas être perçue aussi distinctement par le prolétariat révolutionnaire si nous nous exprimons à partir d'ici plutôt que de Moscou. Le camarade ARNDT [Appel] vous parlera de que nous avons fait à cet égard.

Le Congrès lui-même a ensuite montré qu'une décision tout à fait claire, explicite et, comme j'en suis convaincu, aussi irréversible qu'impossible à redresser, a eu lieu relativement à la ligne prise, une ligne sous la direction du PCR et de ses représentants officiels au Congrès russe. Et lorsqu'on parle ici de direction par les Russes, c'est encore vraiment trop peu dire. Si l'on essaie de se faire ici une idée sur la situation du Parti russe, l'on pense toujours à l'expression de contradictions et au fait que, avec toutes les différences d'opinions, de véritables forces se font face pour chercher un équilibre ou une véritable décision. Mais l'on n'a pu absolument rien remarquer de cela au cours du Congrès. Ce qui s'est passé là-bas en guise de discussions, ce n'étaient, dans les séances publiques de même que dans les séances du Comité Exécutif et que dans les séances des commissions, que des simulacres de luttes avec ceux qui étaient dans l'opposition parce qu'ils s'étaient enfoncés sur un point chez eux dans cette politique, dans leurs partis, et qu'ils avaient fait quelque chose qui n'était plus approuvé maintenant par la Russie. Ces simulacres de luttes devaient être menés par les délégués concernés parce qu'on ne pouvait pas faire aussi aisément à Moscou quelque chose de contraire à ce que l'on faisait chez soi. Cette discussion n'était qu'un simulacre de lutte afin de sauver la face.

Parallèlement aux séances publiques, il y avait en effet des séances confidentielles auxquelles nous n'avons pas eu le plaisir ou l'honneur douteux de participer.

Dans les séances portant sur la théorie de l'offensive, il s'est passé quelque chose de grave parce que, à l'intérieur du Parti russe et à l'intérieur du Comité Exécutif, il y a eu aussi des camarades qui s'étaient quelque peu enfoncés et qui ont défendu leur position avec ténacité et ont essayé de voir juste. Mais cela ne les a pas aidés. L'autorité du Comité Central du PCR, et en dernière instance l'autorité de Lénine, s'est imposée et les a évincés de leurs positions. Ceci n'est là que brièvement le tableau général d'un Congrès que l'on ne peut donc absolument pas imaginer avec précision, mais qu'il faut avoir vu pour savoir combien les discussions étaient sérieuses pour tout arranger dans la direction qui était souhaitée par Lénine, etc.

Les questions française et tchécoslovaque ont été en particulier traitées dans les séances du Comité Exécutif, lequel a été élargi à un certain nombre de délégués de tous les partis. Et là la ligne que le Congrès devait suivre s'est manifestée de manière tout à fait claire. Dans la question française, de sérieuses accusations ont été soulevées par un représentant de la Jeunesse française et par un représentant du Parti luxembourgeois. C'est Loriot<sup>31</sup> qui

---

<sup>31</sup> Fernand Loriot (1897-1932), SFIO et syndicaliste CGT des instituteurs, s'opposa en 1915 à la participation de son parti à l'Union sacrée. L'un des porte-parole des "zimmerwaldiens" lors du congrès qui se tient en décembre, il participe à la fondation du Comité pour la reprise des relations internationales (CRRI), organisation pacifiste. Bien qu'interné à Paris à la prison de la Santé, il participe à la création en décembre 1920 de la SFIC, futur Parti communiste français, lors du congrès de Tours. Loriot est membre du premier comité directeur, où il a le poste de secrétaire international. Il ne prend ses fonctions qu'après son acquittement, en mars 1921. Quelques mois plus tard, il démissionne pour protester contre la non-réélection de Boris Souvarine au comité directeur. En 1922, il critique l'évolution du parti dans *Un an après Tours*. Il se désengage, mais, à partir de décembre 1924, il critique violemment la «bolchévisation» et la bureaucratie dans le parti, qu'il quitte

répondit, mais d'une manière extrêmement faiblarde. L'accusation portait sur le fait que ce Parti n'était pas un parti communiste, que sa politique n'était en aucun cas communiste, qu'il avait complètement échoué et de la manière la plus honteuse lorsque, lors de l'occupation d'une entreprise par des ouvriers luxembourgeois, on a envoyé l'armée française, qu'il avait échoué de la façon la plus grave lors de la convocation de la classe 19 pour obtenir par la force les réparations allemandes. Autrefois, les camarades français venaient en masse au bureau du Parti et ils demandaient si l'on devait répondre à l'ordre d'incorporation, et la jeunesse française organisait des manifestations pour s'y opposer. Trotski et Zinoviev ont reconnu que le Parti français n'était pas encore un parti communiste et que *L'Humanité* n'était pas encore une presse communiste. Mais les accusateurs ont été combattus et bafoués par des moyens démagogiques. Les Luxembourgeois seraient naturellement devenus des nationalistes et la jeunesse française penserait volontiers que la révolution serait faite avec la classe 19 et non pas avec la classe ouvrière.

Ensuite, on s'occupa de la question tchèque : le parti tchèque provenait de la social-démocratie, il s'était rebaptisé communiste et il demandait son admission dans la IIIe Internationale. Nous nous sommes permis la plaisanterie de demander que ce parti soit d'abord soumis à une période de probation. Elle était envisagée en relation avec le nombre d'habitants, à peu près le quadruple de celui des membres du Parti Communiste Allemand. Nous avons dit qu'un tel parti avait bien évidemment des devoirs et qu'il ne pouvait évidemment pas s'en tenir au stade de la propagande, mais qu'il devait passer à l'action en certaines occasions. Et qu'il y avait eu de telles occasions, mais qu'il les avait laissés passer (grève des mineurs), et qu'il n'avait pas le droit de les laisser passer à l'avenir. En attendant, l'on ne pouvait pas l'admettre encore avec tous les droits dans la IIIe Internationale. Cette requête était bien la chose la plus accommodante que l'on pouvait proposer. Elle fut évidemment rejetée. Le Parti fut admis et salué amicalement comme un parti frère fort et puissant. Telle fut l'introduction du Congrès.

Le temps de parole lors du Congrès a été fixé à dix minutes et des commissions ont été constituées. Nous avons demandé à être les plus importants co-rapporteurs. Nous avons été renvoyés aux commissions qui désignaient les orateurs. Mais nous n'avons effectivement siégé que dans trois commissions. La commission sur la question syndicale n'a siégé que deux fois jusqu'à la conclusion du Congrès sans être parvenue à des thèses. Les seules commissions à avoir réellement siégé sont celle qui devait préparer l'exposé de Trotski, et la commission relative à la situation intérieure de la Russie qui devait s'occuper des syndicalistes révolutionnaires de gauche emprisonnés. Un véritable débat sur ce que nous ressentons comme étant problématique dans la politique russe n'a pas eu lieu. La commission sur la tactique n'a siégé qu'une seule fois. C'est à côté de ces séances officielles que se prolongeaient les discussions internes sur la tactique de l'offensive de Mars. L'appréciation de l'action de Mars était

---

définitivement en 1926. Il participe alors à l'opposition communiste et à la rédaction du journal *La Révolution prolétarienne*.

réellement le problème. Pour nous, le résultat était à vrai dire prévu ainsi que celui de notre entretien avec Lénine. Lénine a défendu l'opinion que la brochure de Levi était certes inadmissible, mais que la partie politique était cependant parfaitement juste. Lorsque nous avons entendu cela, nous avons deviné quel serait dans l'ensemble le sort de l'appréciation de l'action de Mars. Le symbole extérieur de ce sort a été que le défenseur sincère de cette action, Bela Kun, eut une petite syncope due à une contrariété. L'on a vigoureusement assuré que l'on voulait analyser, discuter et apprécier, tout à fait ouvertement, tout à fait honnêtement et tout à fait rigoureusement, cette importante action de Mars. L'on n'a pas fait appel à l'un de nos représentants lors des discussions. L'on est resté entre soi, et ce n'est qu'ensuite que l'on est arrivé avec le résultat final. Je passe sur le détail du contenu de l'exposé de Zinoviev (*Rapport du Comité Exécutif*) et je constate seulement que la ligne du II<sup>e</sup> Congrès a été, d'après les déclarations de Zinoviev, officiellement mise à exécution par le Comité Exécutif, et que n'ont été mentionnées comme questions litigieuses que les cas de Levi, de Serrati et de Smeral. Naturellement, le cas Levi<sup>32</sup> n'est pas réellement terminé avec le rapport, mais, politiquement parlant, avec le résultat de l'action de Mars. En effet, le fait que son exclusion en tant que personne ait été entérinée n'est bien sûr qu'une conséquence nécessaire de la provocation de Levi qu'il s'est permis de faire, que la conséquence du caractère indiscipliné de sa brochure. Le sort politique du cas Levi est scellé par le fait que l'on a mis en garde contre la répétition d'expériences semblables à celles de Mars, qu'un traité de paix solennel et formel a été conclu avec l'opposition au sein du VKPD, avec Clara Zetkin, Neumann<sup>33</sup>, Malzahn<sup>34</sup>, c'est-à-dire avec des gens qui

---

<sup>32</sup> Paul Levi refusa la "stratégie de l'offensive" qui trouva cependant une majorité dans la direction du VKPD en février 1921, majorité soutenue par les représentants du Komintern (Bel Kun, Bettelheim). Il démissionna de la présidence du VKPD à la fin février. Dans son opuscule *Unser Weg. Wider den Putschismus* [Notre Voie. Contre le putschisme], il critiquait publiquement la tactique putschiste du KPD lors de l'insurrection de Mars en 1921. Ayant persisté dans cette critique adressée à la direction allemande et à la direction internationale des communistes, il fut exclu du KPD à l'instigation de la majorité de la direction du Komintern autour de Zinoviev.

<sup>33</sup> Heinz Neumann (1902-1937), délégué de la minorité du KPD au III<sup>e</sup> Congrès du Komintern. Partisan de Paul Levi, puis de Ruth Fischer. Après le soulèvement de Hambourg en octobre 1923, il s'enfuit à Vienne en 1924 et il en fut expulsé en 1925 vers l'Union soviétique, où il remplaça Ivan Katz comme représentant du KPD auprès du Komintern. À partir de Moscou, Neumann joua jusqu'en 1927 un rôle important dans le processus désigné sous le nom de "bolchevisation" ainsi que dans le remplacement de Ruth Fischer et d'Arkadi Maslov à la présidence du Parti, remplacement qui plaça le KPD sous le contrôle de Staline et le plaça lui-même dans le CC du Parti. De juillet à décembre 1927, il représenta le Komintern en Chine. Avec le communiste géorgien Lominadzé, il organisa l'insurrection de Canton le 11 décembre 1927 au cours de laquelle environ 25 000 communistes trouvèrent la mort. Rédacteur en chef du *Rote Fahne*, "théoricien" de la lutte contre le "social-fascisme", élu au Reichstag en 1930, Neumann développa à partir de 1931 des différends avec Staline et Thälmann parce que ceux-ci sous-estimaient le danger d'une prise du pouvoir par le NSDAP. Après les discussions fractionnelles qui s'ensuivirent, il fut démis de ses fonctions en octobre 1932. Après 1933, vivant illégalement en Suisse, il fut expulsé en 1935 vers l'Union soviétique. Pendant la Grande Terreur, il fut arrêté le 27 avril 1937 par le NKVD, condamné à mort le 26 novembre 1937 par une commission militaire et fusillé le jour même. Margarete Buber-Neumann (1901-1989) fut la compagne de Heinz Neumann à partir de l'été 1929. Elle fut également arrêtée après la disparition de ce dernier et livrée en 1940 par les services soviétiques à l'Allemagne national-socialiste.

<sup>34</sup> Heinrich Malzahn (1884-1957). Membre du SPD et du Syndicat des Métallistes Allemands (DMV) en 1906, il adhéra à l'USPD en 1917 et il appartint au Cercle des Revolutionäre Obleute de Berlin. Après la Révolution de Novembre, Malzahn fut élu délégué au Congrès des Conseils du Reich en décembre 1918 et il fit partie jusqu'en août 1919 du Conseil Exécutif des conseils des ouvriers et des soldats, puis il dirigea la Centrale des conseils



considéraient la politique de Levi comme juste, et aussi par le fait que Lénine soit intervenu avec une sévérité et une agressivité extrêmes contre toutes les persécutions d'opportunistes dans le parti.

Voici brièvement pour ce qui concerne le rapport de Zinoviev. Il précédait l'exposé de Trotski sur la situation économique mondiale, un exposé de plus de trois heures, qui est sous-tendu par une hypothèse erronée sur deux points. L'on s'était placé sur le même terrain que Friedrich Adler et Longuet en reprenant leur questionnement, à savoir celui de savoir s'il y avait ou non une reconstruction du capital. Ce questionnement que Trotski a fait sien sans problèmes est donc vraiment le langage de l'opposition dans l'Internationale II  $\frac{1}{2}$ , sur son terrain, de son point de vue. Deuxièmement, dans toutes ses explications, Trotski, comme Varga<sup>35</sup>, a soulevé le point concernant le niveau de la production des économies prises séparément, lequel a été raugmenté ou bien diminué à la suite de la guerre. Il se laisse donc guider par la question de la productivité des économies particulières.

Mais c'est là une façon de formuler une question qui n'appartient pas vraiment à un marxiste, ou bien alors seulement comme une question destinée à du matériel préparatoire. Il est certain que l'on doit aussi savoir cela, mais ce n'est pas le point de vue décisif à partir duquel nous devons considérer les choses. En effet, la question de savoir si la productivité d'une économie nationale s'est relevée est une question qui se fonde sur une économie séparée, comme si elle était une unité à part qui ne s'appuie pas sur les contradictions entre le capital et le travail, sur la lutte des classes et son existence internationale, mais qui fait comme si l'économie nationale existait comme un tout indépendant et comme si le prolétariat avait un intérêt à la voir se relever. Et donc il en est de même du questionnement sur l'État qui planerait sur tout comme un tout unitaire. Trotski n'a pas vu le fait décisif de l'entente internationale du capital, il n'a pas vu qu'aujourd'hui le capital a pour tâche, à l'échelle internationale, d'opprimer en premier lieu les travailleurs à l'échelle internationale afin de sauvegarder son existence en tant que pouvoir. Il n'a pas vu cela jusqu'à un degré tel qu'il a eu l'audace de prévoir la prochaine guerre mondiale, en en donnant avec aplomb le calendrier (citation du discours de Trotski dans lequel celui-ci prédit la prochaine guerre en 1924 entre l'Angleterre et l'Amérique)<sup>36</sup>.

Lorsque nous lui avons objecté que le capital international s'entendait et devait s'entendre tant qu'il n'aurait pas complètement réprimé les travailleurs à l'échelle internationale, quand nous lui avons dit que, dans un

---

d'entreprises de Berlin. En 1920, Malzahn fut élu au Reichstag pour la circonscription électorale de Berlin. En octobre 1920, il faisait partie de l'aile gauche de l'USPD qui fusionna avec le KPD pour donner le VKPD dans lequel il travailla à la section des syndicats. En tant que partisan de Paul Levi, il critiqua au printemps de 1921 la politique putschiste du VKPD et il put exposer le point de vue de la minorité du KPD – à la demande de Lénine – la même année lors du IIIe Congrès du Komintern. Début janvier 1922, il fut exclu du KPD et adhéra à la Kommunistische Arbeitsgemeinschaft (KAG) autour de Paul Levi et d'Ernst Däumig ; à la fin de l'année, il revint au KPD. [Hermann Weber & Andreas Herbst : *Deutsche Kommunisten : biographisches Handbuch 1918 bis 1945* (Les communistes allemands : Manuel biographique 1918-1945), Berlin, Dietz, 2004].

<sup>35</sup> Eugen Varga économiste officiel du Komintern.

<sup>36</sup> *Protokoll des III. Kongresses der Kommunistischen Internationale (Moskau, 22. Juni bis 12. Juli 1921)*, Verlag der Kommunistischen Internationale, Carl Hoym Nachfolger. Louis Cahnbley, Hamburg 11, 1921, p. 86.

premier temps, la Russie était là comme la grande soupape de sécurité pour la tension interne des forces, et lorsque nous avons dit que la politique russe avait pour objectif d'ouvrir cette soupape de sécurité pour les tensions internes de la chaudière à vapeur capitaliste, il nous a été dit qu'il n'y avait pas de soupape de sécurité, ce à quoi l'on ne peut que répondre que le fait que la Russie n'ait pas de moyens de transport est une soupape de sécurité parce que cela permet au capital d'y investir à crédit.

Dans la commission qui étudiait à fond les thèses de Trotski, nous avons trouvé avec notre critique la compréhension de beaucoup, et même du VKPD. Mais les propositions d'amendement ont été tellement présentées et retirées, re-rédigées et rejetées, qu'à la fin il n'est resté que des détails tout à fait insignifiants qu'il accepta, parce qu'il voyait bien qu'ils ne contredisaient pas la tendance d'ensemble de ses analyses. Et je crois aujourd'hui que l'analyse a été dictée par une certaine cohérence conformément à laquelle ce qui sortirait de cette commission devait correspondre à la politique de la Russie soviétique.

Dans le rapport de Zinoviev, la question du KAPD avait été aussi naturellement traitée. Je veux ici entamer ce chapitre. On nous a d'abord dit : votre question sera tranchée à la fin du Congrès. Puis il y eut l'attaque soudaine, à savoir que notre affaire devait être décidée à la suite du rapport de l'Exécutif, soit au début du Congrès. L'on voulait nous donner à ce sujet un temps de parole d'une demi-heure. Nous avons été assez modestes pour ne demander qu'une heure et nous voulions nous limiter au cours de cette heure à exposer la relation entre la KAP et la III<sup>e</sup> Internationale, et la façon dont nous pensions poursuivre cette relation. Au cours de cette heure, nous ne voulions en aucun cas traiter à fond toutes les questions litigieuses concrètes et nous n'étions absolument pas non plus en état de le faire. Mais d'autre part, l'on voulait nous donner une demi-heure pour clarifier notre relation avec la III<sup>e</sup> Internationale et l'on voulait ensuite faire trancher. À la suite de quoi nous avons déclaré que nous ne participerons pas à une telle comédie. Pendant les explications de Radek sur notre affaire, nous avons quitté la salle. Cela ne nous a pas empêché d'entendre les explications de Radek et d'avoir appris ensuite la décision qui était préparée par l'Exécutif. L'Exécutif avait eu une séance et, alors que nous avons été au courant de toutes les autres séances et que nous y avons participé, nous n'avons pas été invités à la séance ou à la réunion non officielle dans laquelle la résolution avait été préparée. Cette résolution a été approuvée : c'était l'ultimatum bien connu ; l'on laissait ainsi tomber la guillotine sur nos têtes, le Congrès avait fait son choix et nous pouvions maintenant dire dans les autres débats ce que nous voulions, le Congrès n'était absolument pas susceptible de décider autre chose à notre sujet. Dans ce débat, nous avons fait une déclaration qui protestait contre le fait que l'on nous mettait dans le même sac que les mencheviks. Cette déclaration a été faite presque au début du Congrès, en un moment où aucune décision formelle n'avait été encore prononcée, en un moment où il s'agissait encore pour nous, comme en général pendant tout le Congrès, de convaincre au préalable les délégués, chez lesquels l'on pouvait constater une volonté révolutionnaire sincère et des positions hésitantes, que notre Parti n'était pas contre-révolutionnaire

comme les Russes le prétendaient. Quand l'ultimatum a été posé, nous avons déposé une requête dont ARNDT parlera plus loin.

J'en viens à l'exposé de Radek sur la tactique. Sur son contenu, il n'y a absolument rien, vraiment trois fois rien à dire, et si j'essaie de m'en souvenir aujourd'hui sans consulter le procès-verbal, je dois dire que je ne sais plus à son sujet quelque chose de concret. Alors que j'ai encore en mémoire tout ce qui est de concret pour les autres exposés. Radek a louvoyé pour passer de la ligne de l'Action de Mars à la ligne qui était maintenant souhaitée. Il a effectué cette marche sur des œufs à sa manière habile bien connue. Le VKPD a dû d'abord faire encore un pas plus loin que Radek et les délégués ont dû défendre aussi leur position. Lorsque Clara Zetkin avait défendu la ligne de Lévi, qu'ensuite Lénine s'était manifesté souverainement et qu'il avait pesté contre ce qui avait une odeur d'opportunisme et qu'il avait donné raison à Clara, la ligne s'est dégagée clairement. C'est alors que l'on en arriva peu à peu, malgré certaines réticences de plus d'un membre du KPD, à un traité de paix solennel entre les deux tendances. Naturellement, il y avait, concernant les thèses, encore beaucoup de choses à peaufiner en coulisses. Les thèses de Bela Kun, etc., étaient beaucoup trop révolutionnaires et elles avaient suscité la peur du Congrès. Les thèses ont été ensuite adoptées et publiées<sup>37</sup>. Notre délégation a fait de nouveau une déclaration relative aux thèses sur la tactique qui est publiée dans la *KAZ*.

Je veux brièvement ajouter que la soi-disant opposition, qui était formée par le VKPD et une série de délégués polonais et hongrois, avait été très étonnée que nous n'ayons pas soutenu ses tentatives d'opposition. Mais nous nous sommes à dessein dès le départ tenus absolument à distance de ce genre de besogne. Nous l'avons soutenue çà et là sur un point, lors de la discussion sur la situation économique mondiale, parce qu'il s'agissait d'une analyse purement économique. Mais là où il s'agissait de la ligne tactique, nous ne pouvions pas soutenir la démarche d'un tel simulacre d'opposition.

Dans le dernier paragraphe des Thèses, l'on mentionne à deux reprises la préparation pour la victoire du prolétariat. Je voudrais encore dire quelque chose là-dessus : c'était l'un des mots-clés principaux avec lesquels les Russes manœuvraient. Trotski, Lénine, Radek, disaient sans cesse que nous devons préparer la victoire, que l'on ne peut pas se jeter la tête la première contre un mur. Nous voyons que la victoire n'est pas encore là. Nous devons la préparer par un travail ardu et sérieux. Ils opposent ce mot-clé à ceux qui déclarent que c'est de la démagogie. Nous avons suffisamment longtemps entendu ce discours de la préparation de la révolution. Dans la *Freiheit*, et dans tous les organes, dans lesquels Hilferding<sup>38</sup>, Adler, Longuet<sup>39</sup>, Serrati<sup>40</sup>,

---

<sup>37</sup> La catastrophique Action de Mars 1921, en Allemagne centrale, avait été menée par le KPD, à l'instigation du Komintern et sous la haute direction de Béla Kun. Au congrès du Komintern, en juin de la même année, Lénine tourna cependant en dérision ce qu'il appela en français « les *kunneries* de Béla Kun ».

<sup>38</sup> Rudolf Hilferding (1877-1941), SPD, auteur du livre fameux *Le capital financier* (1910) devint ministre des finances de gouvernements social-démocrates en 1923, puis en 1928-1929. Capturé, avec Rudolf Breitscheid, à Arles en février 1941 par la police de Vichy il est livré à la Gestapo et interné à la prison de la Santé, où il semble s'être suicidé dans sa cellule le 10 février 1941.

<sup>39</sup> Jean Longuet (1876-1938) était l'un des cinq fils de Charles Longuet et de Jenny Marx, la fille aînée de Karl Marx. Durant la Première Guerre mondiale, il dirigea la soi-disant "tendance de la minorité" dans la SFIO qui

etc., préparent la révolution. D'un autre côté, nous avons toujours su que la révolution a besoin d'une préparation, mais non pas d'une préparation uniquement dans les bureaux des rédactions, dans les cercles étroits, mais d'une préparation de luttes de toutes sortes, et ceci différencie notre position d'avec celle des opportunistes moscovites : nous voulons préparer la victoire de la révolution et nous croyons pouvoir la préparer seulement avec les combats de la révolution, tandis que l'on s'imagine à Moscou, ou bien que l'on affecte de s'imaginer que la victoire pourrait être préparée en ne combattant pas, en recrutant des masses sans les faire devenir des communistes, en allant au Parlement, en travaillant dans les syndicats, en collaborant même en vérité à la reconstruction du capitalisme.

Puis vint le débat spécial sur le PC de Russie. Je ne veux rien dire du tout là-dessus. L'on pourra mieux en parler dans le point sur les perspectives de la Révolution russe. Ensuite, vint un rapport sur la question syndicale que nous traiterons mieux dans le rapport sur les unions.

Je termine en exposant encore brièvement ce qui se produisit à la fin du Congrès. Le Congrès traîna tout d'abord énormément en longueur et ensuite, à la fin, on cravacha. Ce ne sont pas des choses fortuites, car les Russes savent fort bien ce qu'ils font lorsqu'ils repoussent une séance aujourd'hui et qu'ils la fixent tout à fait soudainement le surlendemain. Concentration intellectuelle et psychique élaborée par des paysans astucieux.

En conclusion, nous avons dit que nous aimerions alors faire une déclaration sur le résultat d'ensemble du Congrès, que nous aimerions bien dire ce que nous pensons du Congrès dans son ensemble. Nous avons rédigé une déclaration et nous voulions la lire devant le Congrès. Mais cela n'a pas eu lieu. Imaginez que nous étions là, nous les quatre petits hommes, et que, à la fin, sept cents télégrammes de salutations furent lus, qu'ensuite l'orchestre défila et que tard dans la nuit les flashes crépitèrent, que l'on faisait des photos, que l'on tenait des discours de remerciements et de conclusion, etc. Et donc il ne nous resta rien d'autre à faire que de donner cette déclaration pour le procès-verbal. Le jour d'après, il y eut une séance du Comité Exécutif, nous y sommes allés et nous avons demandé qu'elle soit au moins lue au cours de la séance. On nous accorda cela. Et là nous avons lu notre déclaration et je peux dire qu'elle fut accueillie par un silence de mort, et c'est avec gêne que j'ai vu des visages embarrassés.

*(Schwab lit la déclaration parue dans le n° 219 de la KAZ)*

« La délégation du KAPD a soumis les résultats du Congrès à un nouvel examen, aussi bien en ce qui concerne la position de la résolution du Congrès

---

adopta une position pacifiste, mais qui continua à voter les crédits de guerre. Lors du Congrès de Tours (25-30 décembre 1920), il appartint au courant centriste de la social-démocratie française (SFIO) et il refusa d'adhérer au Komintern.

<sup>40</sup> Le socialiste italien Giacinto Menotti Serrati (1874-1926) opta pour une solidarité avec l'Union soviétique, mais sans souscrire aux 21 conditions du Komintern. Il resta dans le parti socialiste après la scission de Livourne de janvier 1921 qui donnait naissance au Parti communiste d'Italie.

qui exige sous forme d'ultimatum la fusion du KAPD et du VKPD, qu'en ce qui concerne la relation vis-à-vis de la III<sup>e</sup> Internationale. C'est en pleine conscience de la gravité de sa responsabilité que la délégation est unanime pour arriver aux conclusions suivantes :

Le combat tactique contre le KAPD à l'occasion de ce Congrès s'est déroulé dès le début sous la forme d'une lutte contre un adversaire politique dont les arguments ne sont pas à apprécier de manière objective, dont l'existence en tant qu'élément politique est à éliminer sous prétexte de discipline. C'est ainsi que :

- 1) Les participants au Congrès ont reçu, du fait d'articles déformants dans la presse russe, dans la *Kommunistische Internationale* et dans le journal du Congrès<sup>41</sup>, une caricature du KAPD, tandis que nos explications objectives et nos rectifications n'ont pas été publiées ;
- 2) Une limitation de notre liberté d'expression a été mise en œuvre par la direction du Congrès. L'intention bien réfléchie de cette tactique est devenue particulièrement claire dans la décision de nous accorder, dans notre affaire personnelle, c'est-à-dire la question du KAPD, ni rapport, ni co-rapport, mais uniquement une demi-heure de temps de parole. C'est la raison pour laquelle – pour ne pas devenir des complices involontaires de cette comédie – nous avons été forcés de renoncer à la parole ;
- 3) Une prétendue résolution du Comité Exécutif fut communiquée comme base de l'ultimatum qui nous était adressé, bien que le Comité Exécutif n'ait traité cette question dans aucune séance, que nous n'ayons pas entendu parler de cela, et encore moins qu'une résolution aurait pu être prise ;
- 4) Cette question qui se trouva pendant plusieurs semaines placée logiquement, en tant que point autonome, à l'une des dernières places de l'ordre du jour, non seulement fut discutée sans prise de contact préalable avec nous en relation avec le rapport du Comité Exécutif qui était relégué au second plan, mais elle fut réglée par une résolution. Cet objectif de préjuger de l'opinion du Congrès avant qu'il ne s'expose, dans le débat des questions de principe, au danger d'apprendre à connaître nos conceptions, fut ainsi atteint. ».

Ce comportement formel tient de la manière la plus profonde à la tendance politique en fonction de laquelle la III<sup>e</sup> Internationale s'est développée sous l'influence déterminante des camarades russes. Le déroulement du Congrès l'a démontré : la ligne politique de Paul Levi a triomphé lors du Congrès, la reconnaissance extérieure de l'action de Mars s'est révélée être à cette époque-là la liberté de la révolution ; le Parti tchécoslovaque a été admis comme section de plein droit, sans aucune garantie réelle, sur la base de promesses vides, afin de ménager craintivement son chef opportuniste Smeral. On a négocié amplement et avec empressement avec le Parti socialiste d'Italie qui à ce moment-là avait conclu un accord avec les fascistes. L'on s'est cramponné à la participation de principe aux parlements bourgeois malgré les tristes expériences que l'on en avait fait en Allemagne, en Autriche, en France, etc., malgré les caricatures de parlementarisme prétendument révolutionnaire que l'on a vécues. En confortant la politique

---

<sup>41</sup> Moscou (en français).

funeste du travailleur dans les anciens syndicats, l'on s'est incliné en vérité, en dépit de toutes les belles phrases, devant Amsterdam et l'on a apporté son soutien à la duperie du parlementarisme économique. De même, le Congrès a accepté sans opposition l'idée ridicule de la révolutionnarisation des coopératives de consommateurs. Tout ceci caractérise la continuation de la voie déjà prise lors du II<sup>e</sup> Congrès et qui est une aberration : de la révolution au réformisme, du domaine de la lutte à la tactique de la diplomatie, de la négociation et du camouflage illusoire des contraires.

La protestation contre l'adoption des Thèses sur la tactique, que nous avons fait inscrire au procès-verbal, reçoit sa validation au travers de ces exemples.

Ce sont là les conditions au vu desquelles l'on doit apprécier les résolutions exigeant notre fusion avec le VKPD pour reconnaître que, pour le KAPD, elles sont inacceptables. Cette fusion signifierait la soumission par discipline à un parti en décomposition et dans lequel le réformisme prédomine sous l'influence du Congrès. Le bâillonnement par l'appareil d'une organisation qui nous est hostile (presse, finances, clique des chefs) priverait de base réelle tout espoir d'avoir une influence salutaire sur un tel parti. C'est à partir de ces faits que l'attitude de la délégation – même sans mandat exprès du Parti – a découlé de soi :

« Elle rejette à l'unanimité l'ultimatum de la fusion avec le VKPD. Bien que nous ayons pleine procuration, nous ne déclarons pas la sortie du KAPD de la III<sup>e</sup> Internationale. Ce sont nos adhérents qui en décideront. Ils donneront leur réponse à la demande inacceptable d'emprunter la voie du réformisme, de l'opportunisme. Le prolétariat entendra cette réponse.

Notre décision a été prise en pleine connaissance de sa portée. Nous sommes clairement conscients de notre responsabilité à l'égard des travailleurs révolutionnaires allemands, à l'égard de la Russie soviétique, à l'égard de la révolution mondiale. La révolution ne se laisse pas lier par des résolutions de congrès. Elle vit, elle va son chemin. Nous allons avec elle, nous allons notre chemin à son service.

La délégation du KAPD ».

Là-dessus, l'Exécutif a pris la décision que nous aurions encore un délai de deux mois pour que le Parti puisse se décider, que l'Exécutif enverra au Congrès du Parti un rapport de la délégation au III<sup>e</sup> Congrès mondial et que nos délégués sont encore habilités d'assister aux séances de l'Exécutif avec voix consultative. Pour le reste, elle a affirmé que notre déclaration insultait les faits et qu'elle constituait une déclaration de guerre à la III<sup>e</sup> Internationale. Cette dernière affirmation est en effet exacte. Quant à la première, elle n'en a pas apporté la preuve.

### **Cam. Arndt (Jan Appel)<sup>42</sup> :**

---

<sup>42</sup> Jan Appel (pseudonymes : *Max Hempel*, *Jan Arndt*, *Jan Voss*), ouvrier de chantier naval, marin, docker. Vivant à Hambourg, Appel adhéra au SPD en 1908. Pendant la Première Guerre mondiale, il fit partie des Radicaux de gauche hambourgeois autour de Fritz Wolffheim et d'Heinrich Laufenberg. À cette époque-là, il participa à

(en complément du rapport de Moscou) :

Camarades,

Je dois seulement encore vous informer et donner un bref complément sur ce que le camarade SCHWAB a déjà esquissé à propos de nos conceptions et de ce que nous avons à faire. Nous avons vu, à partir des séances du Congrès, dans quelle direction la ligne allait, et nous ne nous sommes fait aucune illusion sur le fait de rassembler une opposition dans ce Congrès. Avant ce Congrès, nous avons eu des discussions préparatoires avec différentes délégations comme celles de Bulgarie, du Mexique, d'Espagne, de Hollande, des IWW, etc. Nous avons pu constater auprès de ces groupes que nous avions des points de contact avec eux, que nous allions dans la plupart des cas presque d'un même pas en matière théorique, sauf qu'ils n'étaient pas formés et clairs. À l'exception des Bulgares de gauche et du groupe de Glasgow<sup>43</sup>, qui n'avaient pas eux non plus de droit de vote, avec lesquels nous avons fait alliance. Avec tous les autres groupes d'opposition, nous

---

l'organisation de grèves, en particulier à celle de la grève des ouvriers de l'armement à Hambourg. Au cours de la Révolution de Novembre, il fut en 1918 président des "revolutionären Obleute" (Délégués révolutionnaires de base) à Hambourg. En octobre 1919, il se solidarisa avec l'appel des exclus du KPD et il rejoignit peu après le KAPD. Il y représenta la *Tendance berlinoise* qui prônait des opinions fortement centralisatrices. À partir d'avril 1920, il fut un membre dirigeant du KAPD. Avec Franz Jung, il constitua une délégation qui partit pour Moscou pour y négocier l'admission dans le Komintern et le programme du Parti. Avec l'aide d'Hermann Knüfken et Willi Klahre, il fut possible de détourner le vapeur *Senator Schröder* vers Mourmansk. À Moscou, il parvint à négocier avec Lénine, Boukharine et le CEIC, l'admission du KAPD dans le Komintern. En réalité, ces négociations échouèrent. Après son retour, Appel fut politiquement actif sous le nom de Jan Arndt en Allemagne centrale, et aussi lors des combats de Mars également en Allemagne centrale. En 1921, sous le nom de Max Hempel, il fut en tant que représentant du KAPD délégué au III<sup>e</sup> Congrès mondial du Komintern. En 1923, il fut condamné à deux ans et un mois de prison à cause d'agressions et de cas de piraterie pour des raisons politiques. Durant sa détention Appel se consacra intensivement à l'étude du marxisme. Après sa libération en 1925, il se rendit en 1926 aux Pays-Bas. Il y travailla comme docker et il eut une activité politique entre autres dans le *Gruppe Internationaler Kommunisten* et dans le KAP néerlandais qu'il dirigea pendant longtemps avec Henk Canne Meijer. Il participa à la rédaction du texte collectif paru en 1930 : *Grundprinzipien kommunistischer Produktion und Verteilung* (Principes fondamentaux de la production et de la distribution communistes). Après une demande d'extradition de la part de l'Allemagne, Appel passa à la clandestinité en 1933. Durant la Deuxième Guerre mondiale, il fit partie de l'organisation *Communistenbond Spartacus*. Après 1945, il fut le directeur de publication de "Spartacus", un petit hebdomadaire communiste des conseils. Après la guerre, son existence étant tout d'abord toujours non enregistrée, elle fut légalisée en 1948, mais toute activité politique lui fut en même temps interdite. Il demeura malgré tout en contact avec ses camarades du *Communistenbond Spartacus*.

<sup>43</sup> Le Groupe Anarchiste de Glasgow, formé par Guy Aldred (1886-1963) en 1912, qui participa aux campagnes anti-guerre et anti-conscription de 1914-1918. Il devint le Groupe Communiste de Glasgow en 1921, puis rejoignit le Parti Communiste de Grande-Bretagne après sa formation en 1921. Guy Aldred, l'activiste du groupe, était un anarcho-communiste. Il résumait sa perception de l'affinité entre le bolchevisme et l'antiparlementarisme anarchiste en écrivant : « Personne ne peut être réellement et vraiment anarchiste sans devenir bolchevik... Personne ne peut être réellement et vraiment bolchevik sans se placer audacieusement et fermement sur la plate-forme anarchiste. » (*Spur*, janvier-février 1920, cité par Mark Shipway : *Anti-Parliamentary Communism: The movement for workers councils in Britain 1917-1945* (Communisme antiparlementaire : Le mouvement pour les conseils ouvriers en Grande-Bretagne 1917-1945), Macmillan, Londres, 1988). En 1921, Guy Aldred constitua la Fédération Communiste Antiparlementaire (APCF), un groupe dissident du Parti Communiste de Grande-Bretagne. Le journal édité par l'organisation était *The Communist*.

n'avons eu que des points de contact, comme avec les Hollandais de gauche représentés par la camarade Roland-Holst<sup>44</sup>. Nous nous sommes ensuite mis à établir des fondements et à transformer ces délégations en une opposition sur la base des points communs de contact. Ces efforts ont échoué car ces groupes ont reconnu qu'ils n'en avaient pas la force ou bien qu'ils dépendaient de cette III<sup>e</sup> Internationale. Nous avons ensuite essayé de créer les fondements d'une opposition sur des questions spécifiques : d'abord sur celle du parlementarisme, puis sur celle des syndicats, et ensuite sur celle de l'organisation de la III<sup>e</sup> Internationale, de la tutelle. Nous n'y avons pas réussi. Lorsque nous avons vu ces choses de manière claire, nous ne pouvions rien nous dire d'autre que : nous sommes seuls, nous ne pouvons pas parvenir à des compromis, nous devons nous attendre à ce que nous ne puissions pas vraiment nous exprimer. C'était à prévoir et nous devons nous y préparer. Nous avons choisi notre tactique en fonction de cela. Nous devons profiter du rassemblement des délégués des pays du monde entier pour lancer notre appel. Nous nous sommes mis d'accord pour rédiger des Thèses sur les questions importantes, pour en faire des copies en allemand, en anglais, en français, malheureusement sans l'aide officielle des Russes. Nous avons essayé de les diffuser auprès des délégués qui y trouvaient un intérêt. C'est le travail technique préliminaire en vue du Congrès ; les camarades pourront constater que les Thèses correspondent à la ligne du Parti.

Il n'est pas nécessaire d'exposer l'attaque dans tous ses détails. Une description en est parue dans notre *KAZ*. Comme cet ultimatum devait être en effet soumis au vote, il nous fallait de notre côté faire une contre-proposition. Nous n'avons pas le droit de laisser la possibilité à l'ensemble du Congrès de déclarer que nous n'appartenions plus à la III<sup>e</sup> Internationale. Nous avons pour mission de nous rendre au Congrès et d'expliquer notre point de vue, mais nous n'avons pas pour mission de quitter la III<sup>e</sup> Internationale. Nous devons demander à rester dans la III<sup>e</sup> Internationale aux conditions antérieures.

Nous savons ce qu'il en a résulté : qu'il n'était pas encore nécessaire de forcer le Congrès à prendre une décision directe. Soit il est vraiment possible, même d'un point de vue international, qu'une autre organisation puisse faire partie de la III<sup>e</sup> Internationale comme sympathisante, soit il est possible que les Bulgares de gauche puissent être acceptés comme membres tout en conservant leur programme. La même chose vaut pour le groupe de Glasgow. Il était nécessaire de les obliger à constater que quelque chose de ce genre ne pourrait plus faire partie de la III<sup>e</sup> Internationale. Et donc il ne peut plus y avoir aujourd'hui de parti sympathisant dans la III<sup>e</sup> Internationale.

---

<sup>44</sup> Henriette Roland-Holst (1859-1952), théoricienne hollandaise de la grève de masse. Dès août 1914, elle s'opposa à la guerre, avec Herman Gorter et Anton Pannekoek, mais surtout par convictions pacifistes. En novembre 1918, on la trouva à la tête de manifestations révolutionnaires à Amsterdam. En 1921, elle resta dans le PC officiel dirigé par David Wijnkoop et refusa de rejoindre le communisme de gauche et le KAPN. En novembre 1927, elle quitta le Parti communiste et s'engagea dans une forme de « socialisme religieux ».



Et maintenant, camarades, je veux encore tout à fait brièvement vous indiquer un résultat final du Congrès. Le camarade SCHWAB a montré que nous y avons défendu notre ligne, que nous y avons présenté notre déclaration finale, et que nous avons eu à prendre une décision. Si nous n'avons pas réussi à constituer une opposition directe, nous sommes quand même parvenus à montrer, en particulier dans les commissions, qu'il existe vraiment dans le monde une organisation, ou plutôt une tendance dans le monde, qui n'avait pas laissé tomber la révolution. C'était absolument nécessaire. Les choses évoluent dans tous les pays. Il y avait là-bas des représentants de tous les pays qui suivaient ce raisonnement. Nous devons travailler pour que les forces qui s'engouffraient là-bas ne finissent absolument pas en eau de boudin.

De cette façon-là, nous avons effectué un grand travail préparatoire en vue du regroupement des combattants révolutionnaires. Différents combattants honnêtes se sont rapprochés de nous et ont pesté à propos de l'esprit du Congrès, et nous avons déjà noué un lien avec ces gens-là. C'est ce qui s'est passé durant tout le Congrès jusqu'à la fin. Nous avons dû laisser notre adresse à certains. Le cri de la révolution ouest-européenne, de la révolution prolétarienne moderne, a retenti de par le monde entier. Et, camarades, voici les conclusions : nous n'avons pas le droit de le laisser retomber. Nous devons lancer à nouveau notre cri, montrer que nous voulons travailler de manière internationale et essayer de rassembler ceux qui aspirent à un point de ralliement. Nous avons déjà eu des discussions avec certains groupes. Et nous pouvons donc voir que nous avons clairement envisagé durant le Congrès ce que sera notre chemin prochainement. Le prolétariat doit être organisé de manière internationale. Nous devons poursuivre notre chemin, et l'on peut en dire ce que l'on veut, nous devons créer l'Internationale ouvrière communiste.

*Fin de la première journée de débats.*

*Suite du rapport complémentaire d'ARNDT le deuxième jour.*

## **Deuxième jour**

**Cam. Arndt** (*Suite de son discours de la veille*) :

Camarades ! C'est parce que le temps pressait trop hier que nous n'avons pas pu exposer tout à fait clairement les points les plus importants dans le rapport. Le camarade Schwab a déclaré qu'un point particulier de l'ordre du jour devra régler la question concernant la politique d'État russe, c'est-à-dire le rapport sur l'exposé de Lénine à propos de la politique du PCR. Mais dans le rapport, nous devons aussi ajouter la chose la plus importante de ce Congrès, à savoir que le PCR a fait confirmer par la III<sup>e</sup> Internationale le fait que sa tactique actuelle était correcte, et que donc la III<sup>e</sup> Internationale

s'engage à propos de la tactique du PCR telle que celle-ci se présente aujourd'hui. L'arrêt de la tactique et de la ligne qui ont été fixées par les 21 points et les résolutions du II<sup>e</sup> Congrès de la III<sup>e</sup> Internationale résulte des discours de Trotski, de Zinoviev, de Radek, etc. Et ceux-ci ont maintenant abouti, à savoir qu'ils ont atteint un nouveau point : la fixation de la politique et de la tactique du PCR. Si nous considérons ce point, nous avons la preuve concluante que cette ligne du III<sup>e</sup> Congrès est opportuniste et qu'elle doit finir dans le marais, et deuxièmement nous avons aussi la preuve que maintenant la III<sup>e</sup> Internationale ne s'est pas engagée sur une tactique communiste. La tactique du PCR en tant que pouvoir d'État consiste dans le fait qu'elle fait des compromis afin de conserver le pouvoir politique, des compromis de telle sorte et d'une si grande ampleur que l'on ne peut plus parler de communisme. En tant que Parti communiste, afin de pouvoir conserver le pouvoir politique, il introduit le capitalisme, et même de façon consciente, et il déclare que ce serait la tactique d'une Internationale révolutionnaire, d'un parti révolutionnaire-communiste, s'il arrivait au pouvoir, de pouvoir faire des compromis. Nous disons que ce ne sont là que de belles phrases des bolcheviks. Ils émettent cette doctrine pour le monde entier et les gens du VKPD essaient d'en faire autant.

Il est clair que, sur la base de toute notre ligne, cela est à rejeter. Nous devons nous occuper de ce point parce que la question n'est plus celle du parlement ou du syndicat, mais celle d'un nouveau problème, à savoir : quand nous avons le pouvoir politique, pouvons-nous alors changer de principes ? Nous devons nous occuper de cela afin de donner une réponse. Il est important de constater qu'il existe maintenant une nouvelle ligne qui est extérieure à celle du II<sup>e</sup> Congrès, et de constater aussi cette définition de la tactique du PCR, que celui-ci applique maintenant en tant que parti et guide de la III<sup>e</sup> Internationale. C'est la chose la plus importante et la chose nouvelle avec laquelle ils vont de par le monde, et nous devons intervenir sur ce point dans la discussion.

\* \* \* \* \*

Il n'y a pas de demandes de prise de parole sur ce point. L'on en vient au vote sur l'attitude des délégués. À l'appel nominatif des régions économiques, il résulte que l'attitude de la délégation du KAPD à Moscou est validée à l'unanimité.

La sous-région (*Unterbezirk*) d'Oberlausitz<sup>45</sup> fait la déclaration suivante :

« Nous avons reçu du camarade LEWINSOHN<sup>46</sup> de Dresde deux articles que nous considérons comme absolument inacceptables parce que c'est un point de vue purement digne du KPD qui y est défendu.

---

<sup>45</sup> Zittau, Reichenau, Görlitz, Bautzen.

Nous avons déclaré aux camarades de Dresde qu'une approbation dans cette affaire ne va pas dans notre sens.

Après que les camarades de Dresde en ont tiré les conséquences et que le camarade Lewinsohn a été exclu du KAPD avec ses partisans (en tout 9 personnes), ce dernier eut l'audace de déclarer que le KAPD de Saxe orientale est passé au KPD – car l'entrefilet correspondant ne peut provenir d'aucune autre source.

Nous, en tant que sous-région d'Oberlausitz, protestons résolument contre une telle impudence et déclarons par la présente que le dénommé Lewinsohn n'a demandé l'agrément de la région ni pour sa signature pour les collectes en faveur de la Russie soviétique, ni pour ses autres déclarations, étant donné que la sous-région locale n'avait été interrogée dans aucune de ces affaires.

Si L. (Lewinsohn) veut déclarer autre chose, nous ne pourrions pas nous empêcher de le traiter d'infâme menteur, et nous félicitons le KPD de sa toute nouvelle conquête.

sous-région d'Oberlausitz du KAPD ».

Là-dessus, la Commission de vérification des mandats rend son rapport :

« Il y a 21 régions économiques avec 41.473 membres qui sont représentés par 46 délégués. Trois régions, comptant environ 4.000 membres, ne sont pas représentées. L'ensemble des mandats sont déclarés valables. ».

Puis est lue la résolution suivante de protestation de la KAJ :

« Les délégués de la KAJ protestent de la manière la plus énergique contre la façon avec laquelle elle a été traitée lors des conférences préparatoires au Congrès du Parti et ils exhortent tous les membres honnêtes du Parti à toujours respecter le vieux principe selon lequel, dans la révolution prolétarienne, il n'y a pas de différences entre les jeunes et les vieux. Au

---

<sup>46</sup> L'un des trois frères Lewinsohn : Erich Lewinsohn (1892-1970 ?), né à Dresde, jardinier [Ministère de l'Intérieur, n° 11075 (partie 1), Dresde], et opposant à la tendance antiautoritaire de Rühle. Avec ses frères Willy (né en 1890) et Felix (1897-1942) – et en particulier avec son frère le plus jeune – il a été un membre dirigeant des "Linksradikale" [Radicaux de gauche] à Dresde. Luttant contre la guerre et saluant la Révolution russe, il fut condamné à huit ans de prison. Quand la révolution éclata, Erich L. fut nommé le 16 novembre 1918 – avec Heinrich Heynemann et Marie Griesbach (1896-1984) – membre du Conseil des ouvriers et des soldats du Grand-Dresde, présidé par Rühle. Rédacteur en chef, avec Rühle et Heynemann, du journal *Der Kommunist*, l'organe des IKD, il adhéra au KAPD. Avec ses deux frères, Erich L. combattit vigoureusement l'antibolchevisme d'Otto Rühle dans le KAZ n° 146 de novembre 1920 : "La propagande antibolchevique de Rühle". Il quitta bientôt le KAPD – avec ses frères et ses partisans à Dresde (8-10 personnes) – probablement au début de 1921 pour rejoindre le KPD. [Voir : Klockner, 1986, pp. 51-52 ; et son propre témoignage sur la période prérévolutionnaire à Dresde : Haussuchungen bei "Mutter Auguste", in : *Unter der Fahne der Revolution. Die Dresdner Arbeiter im Kampf gegen den 1. Weltkrieg. Die Novemberrévolution und die Gründung der KPD in Dresden (1914-1919)* (Sous le drapeau de la révolution. Les travailleurs de Dresde en lutte contre la Première Guerre mondiale et la fondation du KPD à Dresde (1914-1919)), dans la Collection de l'histoire du mouvement ouvrier de Dresde, cahier 5, Musée de l'histoire du mouvement ouvrier de Dresde, 1959].

contraire. Solidement ancrée dans l'unité, la jeunesse est un facteur égal en droits dans le mouvement ouvrier communiste.

La délégation de la KAJ

BRAUNWALD<sup>47</sup>

REIMANN<sup>48</sup> ».

---

<sup>47</sup> Pseudonyme ? Aucune donnée disponible.

<sup>48</sup> Karl Reimann (1900-1973), alias WILLI SETZKORN, Magdebourg, faisait partie de la Bande de Karl Plättner qui procédait à des « récupérations » d'argent en attaquant des banques ou des officines capitalistes. Arrêté en décembre 1921, il est condamné le 30 Novembre 1923 à cinq ans de forteresse. Il fut grâcié en mars 1926. Membre du Secours rouge, il fut arrêté en 1934 et condamné à deux ans et demi de forteresse. En 1946 il adhère au SED et a des fonctions syndicales dans l'appareil du régime stalinien. Il est mort le 20. Juli 1973 à Erfurt des suites d'un accident de la circulation.

## Point 2 : L'évolution et les perspectives de la Révolution russe

**Cam. Goldstein**<sup>49</sup> :

Camarades, on soulève maintenant contre nous le reproche de l'antibolchevisme de Moscou, et pas seulement de Moscou. Le camarade GORTER a déjà dit hier ce qu'il y avait à dire sur notre antibolchevisme, sur notre prétendu antibolchevisme. L'on pourrait peut-être se poser aussi la question ainsi : qui sont encore aujourd'hui les bolcheviks, où est encore aujourd'hui le bolchevisme, ce qui se passe aujourd'hui en Russie a-t-il encore à voir quelque chose avec le bolchevisme qui a fait son apparition dans le monde en Octobre 1917 et qui a rencontré l'approbation triomphante de la classe ouvrière révolutionnaire, le bolchevisme n'existe-t-il pas peut-être seulement encore là où les idées du KAPD et ceux que l'on dénomme communistes de gauche sont représentés dans le monde ?

Lorsque l'on parle de la Révolution russe, de son évolution historique, l'on devrait évidemment retourner à ses débuts qui remontent bien avant l'année 1917, qui remontent encore avant les années 1904 et 1905, et l'on devrait donc s'occuper de tout ce que Rosa Luxemburg a traité dans sa brochure : *Grève de masse, parti et syndicat*. Ce serait une gageure de fournir

---

<sup>49</sup> Arthur Goldstein (1887-1943), docteur en droit et journaliste ; né à Lepine (Silésie), il est assassiné à Auschwitz en 1943. Goldstein adhéra au SPD en 1914 où il se situa dans l'aile gauche. En 1917 il rejoignit l'USPD et plus tard le Spartakusbund, puis il fut l'un des membres fondateurs du KPD. Il y fut réputé pour ses positions antiparlementaires et en 1920 il fut co-fondateur du KAPD ; il représenta celui-ci pendant un court laps de temps auprès du Comité Exécutif du Komintern et il fut responsable, avec Karl Schröder, Jan Appel et Adolf Dethmann, de l'organe du Parti : le *Kommunistische Arbeiter-Zeitung* [KAZ]. Sous le pseudonyme de "Stahl", il fut l'un des signataires du projet de programme du KAPD. Goldstein fut, avec Schröder, Pfemfert et Dethmann, un adversaire énergique de la *Tendance de Hambourg* et de ses représentants au sein du KAPD, Heinrich Laufenberg et Fritz Wolffheim qui défendaient un communisme national. Lors du II<sup>e</sup> Congrès du KAPD, du 1<sup>er</sup> au 4 août 1920, Goldstein obtint la séparation d'avec la *Tendance de Hambourg*. Le Komintern admit le KAPD en novembre 1920, mais il en sortit en septembre 1921. Goldstein fut exclu, en même temps que Karl Schröder, du KAPD en 1922 en tant que membre dirigeant de la *Tendance d'Essen*. Il prit contact avec Paul Levi, il collabora à sa revue *Unser Weg*, puis il revint en 1923 au SPD afin d'y "recruter". À partir de 1928, il transforma à Berlin, avec Karl Schröder, la "Sozialwissenschaftliche Vereinigung" (SWV) fondée par Levi en 1924 en une organisation communiste des conseils qui constitua le noyau des "Roten Kämpfer" fondés en 1931/32, organisation dans laquelle Goldstein fit office de spécialiste pour les questions économiques. En même temps, il publiait dans des journaux sociaux-démocrates comme le *Vorwärts* et il entretenait des contacts avec l'Opposition de gauche trotskiste. En 1933, lors de la prise du pouvoir par le NSDAP, Goldstein s'enfuit à Paris ; après une tentative infructueuse pour reconstruire une direction à l'étranger du mouvement de résistance des Roten Kämpfer, il adhéra à l'organisation trotskiste : "Internationale Kommunisten Deutschlands" (IKD), dont il fut membre de la direction en exil jusqu'en juin 1934. Il rompit avec le trotskisme à cause de sa tactique de l'entrisme dans la social-démocratie. Arthur Goldstein fut déporté le 23 juin 1943 dans un transport de masse de 1018 juifs de Drancy (banlieue de Paris) à Auschwitz. Là, immédiatement après son arrivée le 25 juin 1943, il fut sélectionné avec 517 autres juifs et mis à mort par la SS dans les chambres à gaz. (Voir : Peter Bernes, *Trotskisten gegen Hitler*, ISP, Cologne, 2007, p. 199 ; <http://www.yadvashem.org/>).

aujourd'hui un résumé de toute l'histoire de la Révolution russe. Nous devons naturellement nous limiter à l'évolution de la Révolution russe après l'année 1917. Nous devons effectuer cette délimitation parce que, autrement, il nous faudrait parler aujourd'hui sur ce sujet toute la journée durant.

La Révolution russe est un ensemble, un ensemble qui recèle en lui une foule de problèmes, un ensemble si énorme que l'on peut dire qu'il y a des choses dans la Révolution russe que l'on ne peut pas comprendre avec la seule raison raisonnante. Si l'on veut être juste avec la Russie, l'on doit saisir la totalité, saisir les forces motrices spirituelles intérieures, l'âme du peuple russe, pour parvenir à un jugement équitable sur la Russie et sur la Révolution russe. Il n'est pas inintéressant de recourir aujourd'hui à des appréciations critiques qui ont eu lieu lors du déclenchement de la Révolution de la part de révolutionnaires allemands, et même de révolutionnaires allemands qui ont toujours un nom dans toute l'Internationale et qui possèdent pour ainsi dire une certaine autorité marxiste. Je ne mentionnerai que le nom de Franz Mehring. Vous savez que Franz Mehring, pendant la guerre, et aussi encore dans l'année 1917 et les suivantes, a mené une polémique dans le *Leipziger Volkszeitung*, et je voudrais citer ici seulement un passage de son célèbre article qui parut en décembre 1917 avec le titre caractéristique : *Tragique ou déraison*. Il disait en conclusion :

« Nous ne devons pas perdre de vue ces aspects lorsque – par connaissance insuffisante de la situation – nous jugeons les actes des bolcheviks qui nous paraissent erronés, intempestifs et même funestes, et qui sont peut-être tout cela. Il est possible que leur victoire ne signifie que le sommet d'une tragédie. Ce qui est sûr, c'est que leurs combats révolutionnaires ne finiront pas comme une blague de philistins. ».

Et maintenant je voudrais placer également en tête de mon exposé les paroles d'une révolutionnaire allemande, que l'on a considérée tout à fait généralement dans le monde entier comme une révolutionnaire et comme une marxiste révolutionnaire et qui le sera toujours, c'est-à-dire Rosa Luxemburg :

« La Révolution russe a pour première tâche l'abolition de l'absolutisme et l'instauration d'un État légal moderne au régime parlementaire bourgeois. Dans la forme, c'est la même tâche que s'étaient donnée pour but la révolution de mars 1848 en Allemagne et la Grande Révolution française de la fin du XVIIIe siècle. Mais ces révolutions, qui présentent des analogies formelles avec la révolution actuelle, ont eu lieu dans des conditions et dans un climat historique entièrement différents de celui de la Russie actuelle. La différence essentielle est que, entre ces révolutions bourgeoises d'Occident et la révolution bourgeoise actuelle en Orient, s'est déroulé tout le cycle du développement capitaliste. Le capitalisme n'a pas touché seulement des pays d'Europe occidentale, mais également la Russie absolutiste. La grande industrie avec toutes ses séquelles : la division moderne des classes et les contrastes sociaux accusés, la vie des grandes villes et le prolétariat moderne,

est devenue pour la Russie le mode de production dominant, c'est-à-dire décisif pour l'évolution sociale. Or il en est résulté une situation historique étrange et pleine de contradictions : la révolution bourgeoise est d'abord accomplie, quant à ses objectifs formels, par un prolétariat moderne, à la conscience de classe développée, dans un milieu international placé sous le signe de la décadence bourgeoise. »<sup>50</sup>.

Camarades, si nous constatons aujourd'hui la même chose que ce qui s'est littéralement déroulé, l'on dit alors que nous étions des antibolcheviks. Si nous déclarons que la Révolution russe revêt au fond un caractère bourgeois, l'on prétend alors que ce serait de l'antibolchevisme. Nous devons donc examiner si le jugement de Rosa Luxemburg est ou non vraiment fondé pour ce qui concerne l'évolution actuelle de la Révolution russe pour en tirer les conséquences correspondantes. On nous a reproché que nous étions des marxistes dogmatiques (*très juste*) parce que nous affirmons qu'il n'y a pas de brusques sauts dans l'évolution historique, mais que, dans les grandes lignes, toute l'histoire se déroule à peu près sur trois époques, que toute l'histoire jusqu'à présent ne connaît que trois époques : le féodalisme, le système économique capitaliste et le communisme. L'on a de nouveau crié ici « très juste », mais je voudrais demander si nous avons jamais dit que dans la Révolution russe ou qu'en Russie il fallait développer tout d'abord le capitalisme (*manifestation à haute voix : évidemment*) pour pouvoir réaliser ensuite le communisme. Ce que nous avons dit, c'est qu'il aurait vraisemblablement été possible d'effectuer ce saut de l'histoire en Russie à une certaine condition, c'est-à-dire si en Allemagne, et si en Europe occidentale, le prolétariat venait à l'aide des Russes en temps voulu. Et en cela nous nous trouvons d'accord avec ce que Marx et Engels ont eux aussi dit à propos de la révolution russe il y a de 40 à 50 ans de cela.

L'aide de la classe ouvrière allemande et ouest-européenne ne s'est pas produite. C'est maintenant un fait. Ce que l'on en pense est pour le moment sans intérêt. Mais le fait demeure et il en résulte la circonstance que la Russie est contrainte aujourd'hui de mener la politique qu'elle mène maintenant. Elle ne peut pas effectuer le saut du féodalisme directement au communisme, mais la production russe et les rapports de classe obligent aujourd'hui les chefs du Parti russe à faire des concessions au capitalisme dans le pays et au capitalisme de l'Europe de l'Ouest. Comment les rapports de production et de classe en Russie se présentent-ils ? Tout le monde sait que, avant la guerre, l'on ne pouvait pas parler en Russie d'un capitalisme tel qu'il existe chez nous, qu'il n'y en avait que les premiers signes, que le capitalisme avait été apporté là-bas par des capitalistes étrangers à la manière pour ainsi dire d'une culture sous serre, et que la Russie, vue dans son ensemble, était encore complètement enfoncée dans le féodalisme. Tout le monde sait qu'environ les neuf dixièmes de la population de la Russie sont des paysans, que la classe ouvrière représente une minuscule composante de cette population énorme de 120 à 125 millions d'habitants, qu'il y a aujourd'hui environ 7 millions de prolétaires en Russie. Il découle de cette répartition le fait que ne sont pas présentes toutes les conditions

---

<sup>50</sup> *Grève de masse, parti et syndicats.*

préalables qu'il devrait y avoir si le communisme doit exister, à savoir que la grande industrie doit être développée, que la grande entreprise doit exister, que les transports doivent être accrus, et que naturellement il doit y avoir un prolétariat industriel qui entre en ligne de compte comme support du communisme.

Lorsque la Révolution russe a vaincu en octobre 17, les contradictions entre la paysannerie et le prolétariat russes ne se manifestèrent pas provisoirement, du moins pas dans la mesure où c'est évidemment le cas aujourd'hui. Elles ne se manifestèrent pas parce que les deux classes, la paysannerie aussi bien que le prolétariat, avaient un ennemi commun : la vieille noblesse féodale qui essayait, à partir de l'étranger, de rétablir son ancien régime. Au cours des guerres révolutionnaires contre Koltchak, Denikine, Wrangel, il se forma naturellement, de cette manière, un front uni entre la paysannerie et la classe ouvrière. Ce front uni fut brisé dès l'instant où la guerre arriva à son terme ; à l'instant où l'ennemi extérieur de la Russie soviétique n'était plus une menace, les contradictions entre la paysannerie et le prolétariat apparurent au grand jour, de manière de plus en plus aiguë et claire. Le caractère de la Révolution russe se manifesta toutefois nettement au début de son existence, déjà à l'époque où le gouvernement soviétique, immédiatement après la chute du gouvernement Kerenski, donna aux paysans sous forme de propriété privée la terre que l'on avait arrachée aux grands propriétaires terriens. À cet instant-là, les paysans furent transformés en propriétaires privés du sol et, à l'époque déjà, cette révolution, étant donné la tendance prise, se caractérisait pour le moins comme une révolution paysanne-démocratique, tandis que pendant ce temps le prolétariat accomplissait sa propre révolution dans les villes en entrant en possession des grandes entreprises et en s'attaquant à leur socialisation. C'est ainsi que, depuis le début, la Révolution russe fut marquée par son caractère double. Il y avait une révolution prolétarienne, pour autant qu'elle se cantonne aux centres industriels, et grosso modo autour des deux villes les plus importantes et du bassin du Donetz, et en même temps une révolution démocratique-paysanne à la campagne.

Le gouvernement soviétique a dû compter avec ces deux faits, et je le répète, il ne pouvait apparaître révolutionnaire qu'aussi longtemps que cette contradiction aiguë entre paysans et prolétariat ne se manifestait pas aussi crûment. Sa politique étrangère était alors révolutionnaire. La conclusion de cette politique trouva son expression dans la paix de Riga qui mit fin à la guerre russo-polonaise<sup>51</sup>. L'offensive de l'Armée rouge sur Varsovie fut la dernière tentative de la Russie soviétique pour mener une grande politique révolutionnaire à l'échelle internationale. L'offensive sur Varsovie au mois d'août 1920 signifiait à cette époque-là l'offensive de la révolution contre l'Europe occidentale capitaliste, et je crois être relativement bien informé pour savoir que cette offensive dans le corridor polonais n'était pas dictée par des considérations militaires, mais que, à ma connaissance, les spécialistes militaires ont précisément déconseillé cette offensive. L'offensive

---

<sup>51</sup> Le 18 mars 1921, la Pologne et la Russie bolchevique signent le traité de Riga (Lettonie), qui met fin à une guerre inaugurée deux ans plus tôt, consécutive de la Grande Guerre. La Pologne de Pilsudski met fin à la «*ligne Curzon*» et reporte loin vers l'Est la frontière orientale du pays.



dans le corridor polonais s'est produite principalement pour des raisons politiques, pour adresser le dernier grand appel à la solidarité de la classe ouvrière allemande. Les prolétaires allemands n'ont pas compris l'appel de la Révolution russe à cause de la trahison justement des deux partis qui sont réunis aujourd'hui dans le VKPD. À partir de ce moment-là, l'on peut voir clairement quelle a été la direction prise par le cours de la politique de l'État russe. Je ne veux pas dire par là par exemple qu'auparavant il y avait déjà une ligne cohérente dans la politique russe, mais que, à partir de ce moment-là, l'on a pu reconnaître nettement que, désormais, la prise en compte de la révolution allemande par les révolutionnaires du PCR avait disparu pour un temps prévisible.

C'est après la paix russo-polonaise et après la guerre contre Wrangel que débuta en Russie une politique qui fait des concessions aux paysans russes, qui en outre fait des concessions aux capitalistes en Russie, et qui mène avant tout une grande politique de concessions à l'égard du capital étranger. À partir de ce moment-là, les contradictions entre la classe ouvrière et la paysannerie sont apparues de plus en plus vives. Les anciens conseils ouvriers ou conseils d'entreprise ont été dépouillés de leur fonction. On a placé des spécialistes ou des membres du Parti à la tête des usines. L'influence des ouvriers est consciemment neutralisée. On engage des négociations avec les capitalistes étrangers. La Russie entame sa politique d'accords commerciaux avec l'Occident capitaliste. Il n'est pas vrai que les prolétaires russes aient participé sans problèmes à cette politique, car, au contraire, ils ont mené depuis le premier jour l'opposition la plus véhémement contre cet opportunisme. Ils se sont opposés tout d'abord en particulier à ce que les entreprises soient à nouveau soumises à l'influence et à la direction du milieu capitaliste. Mais en même temps ils ont élevé la protestation la plus virulente contre le fait de nouer des relations commerciales avec l'étranger capitaliste et ils ont en outre protesté contre le fait que l'on ait fait des concessions aux paysans, lesquelles sont maintenant devenues un fait en raison de l'introduction de l'impôt en nature. L'introduction de l'impôt en nature ne signifie rien d'autre, et Lénine a développé cela de manière tout à fait claire, que l'introduction du libre commerce et, selon les propres paroles de Lénine, l'introduction du libre commerce ne signifie rien d'autre que le développement du capitalisme. Il explique lui-même tout à fait explicitement, sans dissimulation, que la Russie doit passer par le stade du capitalisme si elle veut réaliser le communisme. Les travailleurs russes se sont opposés à cette politique, et la contradiction entre le prolétariat russe et le gouvernement soviétique s'est exprimée de manière tout à fait aiguë lors du traitement de la question syndicale russe. Je peux parler ici d'après ma propre expérience puisque j'ai moi-même vécu aussi cette évolution en Russie. Je peux constater qu'au moins neuf dixièmes des ouvriers qui étaient organisés dans les syndicats russes se sont opposés énergiquement à cette politique, telle qu'elle a été formulée par Lénine et Trotski dans la question syndicale russe.

Trois courants principaux se sont clairement manifestés lors du traitement de la question syndicale russe. Il y avait la tendance de Chliapnikov<sup>52</sup> qui avait pour programme d'attribuer toute la direction de la production aux syndicats eux-mêmes. La conception de Trotski était en contradiction catégorique avec cette première tendance : pour Trotski, les entreprises et pour ainsi dire l'ensemble de l'industrie devaient être militarisées et seul le PCR devait prendre en main d'en haut la direction et l'administration de la production. Et Lénine, qui voulait trouver un équilibre entre ces deux positions extrêmes, se situait au milieu. Il est caractéristique que ce soit la tendance Chliapnikov qui ait obtenu la majorité écrasante des syndicats russes. Ses thèses ont été acceptées par l'écrasante majorité. Et il s'est passé alors ce qui n'est pas surprenant en Russie. La volonté des membres des syndicats russes, et donc pour ainsi dire de la classe ouvrière russe, n'a pas été reflétée, mais, bien que les thèses de Lénine et de Trotski n'aient pu représenter qu'un nombre infime de voix, ce sont les thèses de Lénine qui sont devenues l'idée directrice sur la question syndicale.

Les contradictions entre le prolétariat et le gouvernement soviétique ont sauté aux yeux encore plus fortement lors de l'éclatement de l'agitation relative aux denrées alimentaires à Moscou et à Pétersbourg, au cours desquelles le gouvernement soviétique prit des mesures très sévères qui ne sont pas différentes de celles que prendrait un État capitaliste, et je voudrais dire que l'insurrection de Cronstadt doit être elle aussi interprétée comme un symptôme de la contradiction entre le prolétariat et le gouvernement soviétique. L'histoire de l'insurrection de Cronstadt n'est pas encore close aujourd'hui et nous ne voulons pas prononcer aujourd'hui encore un jugement définitif sur elle. Mais ce qui est certain, c'est que, lors de l'insurrection de Cronstadt, non seulement le capital étranger fut un facteur, mais qu'également de grandes fractions du prolétariat russe se trouvaient intérieurement du côté des insurgés de Cronstadt.

Et donc, quand nous considérons les contradictions, d'une part entre les prolétaires russes et la paysannerie russe, et d'autre part entre le prolétariat russe et le gouvernement soviétique, l'on doit se poser cette question : est-il possible pour le PC en Russie d'aplanir à la longue ces deux contradictions sous une forme quelconque ? Le PCR montre aussi aujourd'hui déjà un caractère double. Il le manifeste premièrement par le fait qu'il est le parti de gouvernement en Russie qui doit incarner les intérêts de la Russie en tant qu'État, mais aussi qu'il doit et veut en même temps défendre les intérêts de la lutte de classe internationale. Et deuxièmement, il manifeste un caractère double dans le fait qu'il doit défendre les intérêts de la classe ouvrière russe et aussi en même temps les intérêts de la paysannerie russe. Et quand

---

<sup>52</sup> Aleksandar Gavrilovitch Chliapnikov (1885-1937), ouvrier métallurgiste bolchevik. Président du syndicat des métallos en juillet 1917, il le rallie aux positions bolcheviques. Il participa en 1920 à la création de l'Opposition ouvrière, avec notamment Kisselev (président du syndicat des mineurs) et Alexandra Kollontaï. Il prône l'affermissement de la démocratie ouvrière en Russie par un accroissement du pouvoir des syndicats face à la totale emprise du Parti et combat Lénine au X<sup>e</sup> Congrès du PCR en mars 1921. Ouvrier lui-même, il railla Lénine qui déplore la quasi-disparition de la classe ouvrière pendant la guerre civile : « *Eh bien, camarade Lénine, je vous félicite d'exercer le pouvoir au nom d'une classe qui n'existe pas !* ». Il qualifie même le gouvernement léniniste d'« anti-classe ouvrière ». Chliapnikov est exclu du Parti en 1933, emprisonné en 1935 – comme Ante Ciliga - à l'« isolateur politique » de Verkhne-uralsk puis exécuté le 2 septembre 1937.

Lénine déclare lui-même, et que le gouvernement soviétique en tant que tel doit déclarer officiellement, que le pays est obligé d'entrer dans la phase préparatoire du capitalisme, qu'il ne reste absolument aucun autre moyen pour reconstruire l'économie soviétique que celui qu'il met actuellement en œuvre de toutes ses forces afin que le capitalisme se déploie en Russie, lorsqu'il en est ainsi, l'on doit se demander : jusqu'où la Révolution russe doit-elle tomber en suivant naturellement son cours ? Nous avons vécu tout récemment jusqu'où tombe la Révolution russe. Nous avons vu cela avec la fameuse action humanitaire pour la Russie, ce qui signifie faire des concessions au capital. Il est très intéressant et significatif de constater que, lors de la Conférence de Paris, et donc lors des assises du Conseil suprême à Paris, la question de la campagne humanitaire en faveur de la Russie ait été traitée avec une telle évidence, et que, d'un air étonné, l'on n'en revienne pas et que l'on se demande : comment est-il donc possible que ce même capital de l'Entente que la Russie soviétique a considéré pendant des années comme son plus grand ennemi et qui a levé sans cesse contre elle des armées blanches, traite maintenant la question de l'action humanitaire pour la Russie comme une évidence, comme s'il s'agissait d'un État capitaliste qu'il faut aider ? Si nous regardons le procès-verbal du rapport d'activité qui fournit des éclaircissements sur les fonctions du Comité d'aide institué, nous comprenons alors quand même le fait que le capital ouest-européen ne peut rien avoir contre cela, mais que tout au contraire il doit y prendre la plus grande part. Dans ce procès-verbal, ce qui est avant tout remarquable, c'est le fait que le Comité d'aide se compose de personnes qui appartiennent principalement à la bourgeoisie, aux milieux capitalistes, des ministres de Kerenski, d'anciens députés à la Douma, etc., et que les communistes y prennent une place infime. Encore plus intéressant est le fait que les pleins pouvoirs aient été octroyés avec une étendue telle que l'on doit dire que ce Comité d'aide est autonome en Russie. Il peut aménager des voies de communication, déployer toute la propagande qu'il veut, il peut toujours se compléter à nouveau par cooptation, il n'est subordonné à personne, il peut donc prendre des mesures qui lui semblent nécessaires pour accomplir son action d'aide. Il peut faire de la propagande dans la presse, il peut ouvrir de lui-même de nouvelles succursales également en Russie, etc. Cela ne signifie au fond rien d'autre que le fait que la Russie est en réalité livrée au capital ouest-européen afin d'être exploitée par le capital.

Les choses en sont là aujourd'hui. Quand Boukharine a dit dans un article que les Russes doivent faire des concessions économiques pour ne pas devoir en faire de politiques, cela est, et je ne voudrais pas utiliser une expression trop agressive, pour le moins en contradiction avec tout le marxisme, en tout cas avec celui que nous avons compris jusqu'à présent. En effet, selon notre conception, si nous voulons rester fidèles au marxisme, toute politique résulte pourtant en premier lieu de la base économique, des faits économiques fondamentaux. Si donc l'on doit en venir maintenant au développement du capitalisme en Russie, il en résultera naturellement aussi des conséquences pour toute la politique que la Russie mènera à l'avenir.

Il n'en découle cependant pas que l'on devrait compter maintenant inéluctablement sur un écroulement du système actuel de gouvernement.

L'on pourrait peut-être en arriver à la conclusion que, si des rapports capitalistes se développent à l'heure actuelle en Russie, la conséquence imminente serait que le gouvernement soviétique serait alors par exemple liquidé, qu'une Assemblée nationale serait convoquée, etc. Je ne suis pas de cet avis, je ne crois pas que ces conséquences politiques doivent être tirées, mais je crois que c'est justement le seul système de gouvernement qui mettra en œuvre cette politique, et que l'étranger a le plus grand intérêt à ce qu'il n'y ait pas maintenant de tels changements politiques parce que, effectivement, tout autre forme d'État relève de l'impossible dans un avenir proche. L'étranger capitaliste sait très bien ce que veut dire de provoquer un tel chambardement. Cela signifierait que les contradictions qui se sont manifestées entre le prolétariat et la paysannerie russes seraient vraisemblablement surmontées à cause de l'ennemi commun qui apparaîtrait ensuite de manière bien visible.

Mais une autre conséquence apparaîtra vraisemblablement : il s'agit de la possibilité ou de la probabilité que le PCR aille au-devant d'une scission. Nous savons très bien, ou nous croyons savoir, que, à l'intérieur du PCR, l'opposition à la politique actuelle a fortement progressé. Nous savons très bien avec quels mots d'ordre lutte celle qui s'appelle l'Opposition ouvrière. Nous connaissons ses objectifs et nous savons qu'elle est en contradiction directe avec le gouvernement soviétique dans toutes les questions fondamentales de la politique et de la tactique, et nous pouvons dire que l'Opposition ouvrière russe défend en effet les intérêts de classe de l'ensemble du prolétariat. Mais lorsqu'un parti, tel que le PCR, doit défendre en même temps les intérêts de classe du prolétariat et les intérêts de la petite bourgeoisie et de la paysannerie russes, il apparaît nécessairement un point où ces contradictions se heurtent vivement les unes aux autres, où un équilibre n'existe plus. Si l'on n'en est pas encore arrivé à cette scission, cela tient à la discipline vraiment exemplaire des communistes russes dont on souhaiterait qu'elle existe également chez nous. (*Exclamations*). Je ne pense pas ici à, je ne parle pas ici de, la discipline telle qu'on a l'habitude de la comprendre, et qui équivaut à l'obéissance aveugle, mais je pense à la discipline qui signifie la soumission aux décisions du Parti dont les membres savent qu'elles sont si justes qu'elles correspondent à leur bien, et que de se soumettre à elles en découle tout à fait de soi. Je parle maintenant de la discipline russe en général. Cette discipline, cette insertion volontaire dans le bien de la collectivité, était jusqu'à présent l'une des raisons pour lesquelles on n'en est pas arrivé à la scission. La raison décisive était naturellement que l'on craignait qu'une scission du Parti russe soit aussi la fin du gouvernement soviétique et de tout le système prévalant jusqu'ici. Aussi longtemps que le gouvernement soviétique a mené formellement une politique qui correspondait encore aussi aux intérêts du prolétariat, une politique dont les prolétaires russes espéraient qu'elle n'aurait que provisoirement ce caractère, ils ont évidemment évité tout ce qui pouvait aboutir à une scission du Parti russe. Mais au moment où il sera devenu clair pour eux que cette politique a un caractère irrévocable, qu'elle doit nécessairement être dirigée contre les intérêts de classe du prolétariat, à ce moment-là la probabilité qu'il y ait une scission augmentera. Aujourd'hui, il est toujours non fondé d'échafauder maintenant des prophéties sur ce qui

arrivera et sur ce qui doit arriver, mais il nous faut envisager les probabilités. Si nous nous opposons aujourd'hui à la politique du gouvernement soviétique, nous le faisons précisément dans l'intérêt de classe du prolétariat russe.

Notre position vis-à-vis de la politique russe, laquelle nous paraît irrévocable, ne doit cependant jamais nous empêcher de reconnaître l'énorme importance de la Révolution russe en soi. Je crois que la Révolution russe, et c'est bien ce qu'a aussi dit ici le camarade GORTER, est le seul grand événement de l'époque contemporaine à côté de ce que Karl Marx a accompli en matière de théorie. La Révolution russe a montré au prolétariat mondial le chemin qui doit être emprunté si le socialisme doit être réalisé. La Révolution russe a par l'action réglé son compte à ce révisionnisme ou à ce réformisme qui colportait avant-guerre, et qui colporte aussi maintenant à nouveau, l'idée que le socialisme ne pourra être réalisé que par son lent développement dans le capitalisme. La Révolution russe a en outre donné cette grande leçon qui consiste dans le fait que c'est une absurdité de vouloir réaliser le socialisme sur une base démocratique, mais que la condition préalable à la réalisation du socialisme doit être évidemment la prise du pouvoir par le prolétariat tout seul, la dictature prolétarienne qui s'exercera en se séparant d'avec toutes les autres classes.

L'autre grande leçon de la Révolution russe consiste de plus dans le fait que l'État bourgeois qui est conquis par le prolétariat ne peut pas continuer à exister dans sa forme actuelle, mais qu'il doit être détruit de fond en comble et que le prolétariat a le devoir d'instaurer son propre État prolétarien, un État qui corresponde à ses propres intérêts de classe.

Nous n'oublierons jamais ces leçons que la Révolution russe nous a données, et nous n'aurons jamais le droit de les oublier. Et c'est justement maintenant où la Russie glisse vers un terrain capitaliste qu'émerge naturellement chez les masses laborieuses de l'Europe occidentale l'idée qu'il n'y aurait absolument rien à faire avec le communisme, que ce serait une utopie, qu'il ne peut pas être réalisé parce que la Russie offre soi-disant le meilleur exemple de cela. Et c'est précisément maintenant à plus forte raison que nous avons le devoir d'attirer l'attention sur le fait que c'est justement l'exemple russe qui est le meilleur argument en faveur du communisme. C'est précisément maintenant que nous devons montrer clairement et catégoriquement au prolétariat allemand et au prolétariat du monde en général les choses telles qu'elles sont en Russie, nous devons leur dire tout à fait clairement la vérité afin que des idéologies de ce genre ne remontent pas alors à la surface. L'expression sans ménagement de la vérité a toujours été la meilleure chose dans la révolution. Exprimer tout à fait clairement comment sont les choses, et ensuite en tirer nos conclusions. C'est ainsi que nous poursuivrons au mieux sur le chemin de la révolution.

## Point 4 : La III<sup>e</sup> Internationale et la nécessité de créer une Internationale Communiste Ouvrière (KAI)

**Cam. Dethmann**<sup>53</sup> :

Camarades ! Le point que je veux soulever est le suivant : la III<sup>e</sup> Internationale et la nécessité de la création d'une Internationale Communiste Ouvrière. Le Comité principal de gestion m'a demandé de faire mon exposé dans un sens historique, c'est-à-dire de ne pas trop aborder les choses qui concernent la III<sup>e</sup> Internationale et son évolution au cours de cette dernière période, et ceci en vérité parce que ces choses ont été discutées à fond au cours des dernières semaines et des derniers mois dans le Parti, dans la revue *Proletarier*, dans le *KAZ*, etc., et qu'elles sont la plupart du temps bien connues, mais de décrire de manière générale l'évolution de l'Internationale prolétarienne à tous ses stades et dans toutes ses formes, ou du moins d'en extraire les moments principaux.

L'idée de l'Internationale prolétarienne a été exprimée, pour la première fois dans la forme précise qui est aujourd'hui en vigueur, dans le *Manifeste communiste* lequel est né à l'époque de la Révolution française de 1848 et à l'époque des débuts de la révolution bourgeoise allemande qui a été la conséquence la précédente. Le *Manifeste communiste* se termine par la phrase : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* », et il a des

---

<sup>53</sup> Adolf Dethmann (1896-1979) né à Heikendorf (Kiel) ; ingénieur. En mars 1919, il publie *Spartakus*, l'organe du KPD pour la province de Schleswig-Holstein dans le premier numéro duquel il écrit : « Travailleurs ! Réfléchissez-y bien ; croyez-vous réellement que ce théâtre national [L'Assemblée Nationale] peut vous apporter le socialisme et vous libérer du joug du capitalisme et que cela se fera ? Y a-t-il quelqu'un parmi vous pour y croire vraiment ? ». Exclu du KPD(S) après le Congrès d'Heidelberg. L'un des fondateurs du KAPD. Docteur en sciences sociales le 17 décembre 1920 – titre de la thèse : *Der Rätegedanke als Staatstheorie und seine Keime in den Schriften von Karl Marx und Friedrich Engels* [L'idée des conseils en tant que théorie de l'État et ses germes dans les écrits de Karl Marx et de Friedrich Engels]. Au début de 1921, il est chargé de la "section scientifique" du KAPD à Kiel. Il retourna, en toute discrétion, dans le KPD vers 1925, d'après le KAPD (*KAZ* n° 46, juin 1925 : « Was der "Vulkan" zu Tage fördert » [Qu'est-ce que le "Volcan" met au jour ?]). Il travailla à partir d'avril 1929 au siège de Junkers. Il devint directeur général de Junkers et Cie en décembre 1931 après qu'Hugo Junkers a laissé partir les directeurs précédents. Il était très proche d'Hugo Junkers qui, apparemment, refusait toute orientation militaire pour son affaire, mais qui eut des relations commerciales avec les autorités russes à partir de 1922. Après que les nazis eurent gagné les élections de mars 1933, Dethmann fut arrêté par la Gestapo, car soupçonné d'avoir une "politique communiste" dans l'entreprise, mais il fut libéré deux mois plus tard avec interdiction de retourner chez Junkers. Il réussit à trouver un travail dans une bibliothèque scientifique. Après 1945, il revint au KPD dans la zone occidentale (Schleswig-Holstein). Dénoncé comme "titiste", il fut exclu du Parti aux alentours de 1948. En 1951 il adhéra à l'*Unabhängige Arbeitspartei* [Parti Indépendant des Travailleurs], un groupe trotskiste-titiste éphémère des années 50. Libraire à Hambourg, Dethmann fit campagne en 1954 pour faire interdire légalement la vente de *Mein Kampf* dans les librairies pour les jeunes de moins de 18 ans. [Voir : Detlef 2001 ; *Der Spiegel* n° 42, 10 novembre 1954].

antécédents qui sont peut-être connus de certains d'entre vous. Lorsque cette idée a été exprimée, il y avait déjà à sa base de solides organisations, lesquelles étaient toutefois plus des associations d'individus que de masses prolétariennes. C'est à partir de la "Ligue des justes", qui était née dans les années 30 du siècle précédent, que s'est développée en Allemagne, en particulier avec la collaboration de Marx et d'Engels, la "Ligue des communistes", une association internationale d'individus qui habitaient dans les villes les plus différentes de l'Europe et des États-Unis d'Amérique. Cette association, qui était la première forme d'un regroupement international de prolétaires, était si petite que le nombre de ses membres était limité pour les villes à un chiffre allant de 3 à 10 personnes. Le nombre de membres ne devait pas dépasser le chiffre de 10. C'était là une mesure de précaution contre les opérations policières et les agissements d'espionnage du gouvernement monarchiste d'alors. Cette Ligue dans son ensemble avait absolument le caractère de l'illégalité. Sa forme d'organisation était malgré tout déjà très avancée. Elle était bâtie sur des groupes locaux, puis sur des cercles, des cercles supérieurs, des pays ; sa tête se trouvait dans un Comité central dont le siège changeait, et, en fin de compte, venait le congrès : l'on avait déjà à cette époque-là un congrès international qui s'était réuni à plusieurs reprises. Ce sont là les premières origines de l'Internationale prolétarienne. La Ligue était pour l'essentiel la proclamation du communisme, pas davantage. Derrière elle, il n'y avait pas d'action, parce que celle-ci n'était pas encore historiquement possible. Et pourtant cette proclamation était précisément la mise en évidence théorique de la ligne de la révolution prolétarienne, et avant toutes choses de la tactique du prolétariat en vue de la conquête du pouvoir politique, c'est-à-dire une action sans pareille. Non seulement parce que, dans le *Manifeste communiste* lui-même, il était indiqué que la libération du prolétariat ne pourra se faire que par le renversement de la bourgeoisie et par l'organisation du prolétariat en classe dominante, en État prolétarien, et parce que ces grandes idées étaient exprimées, car elles avaient été déjà largement développées par Marx et Engels, mais parce que, dans une adresse à cette Ligue qu'il rédigèrent, l'idée des conseils ouvriers avait été avancée pour la première fois dans l'histoire (c'est là un fait réel).

Marx et Engels devaient montrer le chemin aux prolétaires sur la base des rapports concrets donnés. Leur proposition pour la tactique prolétarienne était que le prolétariat devait faire alliance avec la bourgeoisie contre les classes réactionnaires jusqu'à ce que la classe bourgeoise parvienne au pouvoir. Mais durant le combat entre la noblesse féodale, la classe dominante, et la bourgeoisie, qui n'était pas encore la classe dominante, le prolétariat devait développer ses propres formes, ses propres organisations, ainsi que prévoir très clairement son chemin et aussi le suivre.

C'était là pour l'essentiel le contenu et le résultat de cette première organisation d'une Internationale prolétarienne.

Après les révolutions qui avaient eu lieu autour des années 50, il s'était installé, comme tout le monde le sait, une stagnation de tous les mouvements politiques. L'idée relative à notre question ne refit surface qu'au début des années 60 et ce dans une forme et une extension tout à fait

différentes. L'origine de la I<sup>o</sup> Internationale ou, comme elle s'appelait à cette époque-là, l'Association Internationale des Travailleurs (AIT), est caractéristique de toute son évolution ultérieure et de son terme final. Historiquement cette Internationale se concrétisa du fait que les ouvriers anglais, les trade-unions anglais, se sentirent menacés par la concurrence étrangère, et c'est pourquoi ils se tournèrent vers les ouvriers français par le moyen d'une adresse et ils les invitèrent à une réunion internationale afin de mettre fin à cette concurrence déloyale. Le point de départ véritable de l'Association Internationale des Travailleurs ne fut donc absolument pas prolétarien-révolutionnaire au sens actuel, mais en fait seulement la volonté de la classe ouvrière d'un pays de continuer à pouvoir vendre sa force de travail. Cette réunion entre les délégués anglais et français, mais auxquels une série de délégués d'autres pays se joignirent, eut lieu en 1864 au St. Martins hall de Londres, et c'est là que l'Association Internationale des Travailleurs fut créée.

Il s'agit maintenant d'examiner ce que cette Association Internationale des Travailleurs se posait alors pour tâche historique, quelle organisation, quelle tactique, quels principes, etc., elle se devait de choisir. Marx et Engels, qui furent immédiatement au premier plan dans cette organisation, se virent contraints, s'ils désiraient déjà mettre somme toute sur pied un mouvement ouvrier, de renoncer du point de vue théorique au programme avec lequel ils avaient constitué la "Ligue des communistes" et de placer cette Internationale sur une tout autre base théorique, du fait de laquelle, selon les dires d'Engels, on ne pouvait fermer la porte ni aux trade-unions anglais d'une part, ni d'autre part aux syndicalistes italiens, français et espagnols, ainsi qu'aux lassaliens allemands. Et il en fut en effet ainsi : cette Association Internationale des Travailleurs n'a jamais eu en réalité un programme unitaire tout à fait solide, une ligne tout à fait uniforme pour tous les pays. Elle ne pouvait pas avoir cela étant donné que le développement des rapports économiques n'avait pas atteint partout les mêmes proportions.

Étaient représentées dans la I<sup>re</sup> Internationale des organisations qui constituaient tout ce que le mouvement ouvrier a produit comme programmes et activité de parti. C'était un mélange de tous les courants, depuis les terroristes et les anarchistes jusqu'aux mouvements syndicaux réformistes. Étaient avant tout représentés les syndicats anglais, les trade-unions, et ceux-ci ont toujours eu la prédominance. Il y avait en outre, venant de France, pays qui n'a pas eu à l'époque de véritable social-démocratie telle qu'elle s'est développée en Allemagne, deux tendances : l'une, dirigée par Blanqui, un putschisme révolutionnaire qui n'avait pas à proprement parler de programme communiste prolétarien ; et de l'autre côté, les proudhoniens français qui s'imaginaient que la révolution prolétarienne se ferait par l'établissement de banques d'échange avec le soutien de l'État, et même encore partiellement de l'État monarchique, ainsi que par des aides financières, etc., et donc à peu près ce que les syndicalistes veulent instaurer aujourd'hui avec leurs colonies, avec leurs coopératives, etc. Était représenté, venant d'Italie, le parti de Mazzini qui n'avait pas de programme socialiste, mais qui était un parti républicain, et qui ultérieurement, quand



on s'attaqua à l'État bourgeois, se dressa contre l'Internationale. Aucune véritable organisation issue d'Allemagne n'y était encore représentée, du moins aucun des mouvements sociaux-démocrates qui commençaient à grandir justement à cette époque-là. Les lassaliens qui, en théorie, n'étaient pas opposés aux principes de l'Internationale, durent, sous la pression de Marx, abandonner la relation avec l'Internationale quand ils déclarèrent qu'ils y étaient très favorables en principe, mais qu'ils ne pouvaient pas y adhérer parce qu'ils se retrouveraient alors en conflit avec les lois. L'on peut conclure de cette composition que cette Internationale était incapable de mener des actions unitaires. Mais qu'elle ait été nécessaire ressort du fait que le mouvement ouvrier devait somme toute dans un premier temps se mettre en marche, qu'il devait somme toute dans un premier temps être mis sur pied, un mouvement qui naturellement n'est pas survenu de lui-même sans difficultés, mais qui a dû ici aussi être modelé par une organisation et entraîné sur la voie juste.

Les questions principales de cette Internationale ainsi que ses tâches furent, conformément à sa nature, conformément à son centre de gravité, celles qui prédominaient dans les trade-unions. Ce fut la question de la réforme électorale anglaise qui fut particulièrement mise en avant par ce mouvement qui était caractéristique de l'Angleterre, ainsi que la question de la loi des 10 heures en Angleterre, et, à part cela, encore des questions de type syndical qui tournaient autour de l'interrogation relative à la manière dont la classe ouvrière devait se mettre en place sur le terrain de la société capitaliste.

Cette I<sup>re</sup> Internationale a connu énormément de difficultés, de très nombreux conflits revenaient sans cesse à tous les congrès, et c'est toujours le point de vue unioniste des syndicats anglais qui l'emportait. Il était impossible de pousser cette Internationale sur la voie prolétarienne révolutionnaire parce qu'elle comportait, dans toute sa composition et dans toute sa prépondérance, des mouvements qui étaient de type syndical, et qui par conséquent n'avaient pas pour tâche de détruire l'État capitaliste. À cela s'ajouta le fait que, après quelques années, Bakounine se manifesta dans le mouvement italien, et qu'il essaya là-bas, avec les syndicalistes latins, d'entraîner l'Internationale sur un terrain tout à fait précis, à savoir l'alliance avec la "Ligue internationale de la paix et de la liberté", une ligue bourgeoise qui existait à cette époque-là et qui représente peut-être la première approche, les débuts de la "Société des Nations" capitaliste. Cette alliance fut évidemment repoussée. En conséquence, Bakounine organisa une "Alliance de la démocratie socialiste" à l'intérieur de l'Internationale, c'est-à-dire une Internationale à l'intérieur de l'Internationale. Ce fut l'une des causes de son effondrement. Mais la véritable cause fut la Commune de Paris. Cet événement, qui est le plus grand événement dans le mouvement prolétarien à côté de la Révolution russe, ne pouvait pas ne pas affecter l'Internationale. Lorsque la Commune de Paris s'effondra, on vit alors parfaitement combien au fond la I<sup>re</sup> Internationale était faible. Les syndicats anglais désapprouvèrent la Commune de Paris de la même façon que le parti italien. Marx et Engels défendirent l'instauration de la Commune de Paris après sa chute. Et c'est ainsi que la Ire Internationale se divisa sur cette question litigieuse.

Telles furent globalement l'évolution et la fin de la Ire Internationale. La véritable cause souterraine, c'est-à-dire économique, de cet effondrement résidait naturellement dans le développement du capital mondial en général. Le capitalisme à cette époque-là en était encore à son stade initial dans la plupart des pays. Il devait d'abord, surtout en Allemagne et en Italie, évoluer vers l'unité nationale et entraîner avec lui le mouvement ouvrier avant de pénétrer dans le stade supérieur du capitalisme international. Il devait encore en finir avec l'affrontement avec le féodalisme, dont les derniers vestiges en Allemagne pouvaient être à présent éliminés.

Au moment où le capitalisme prit cette voie dans tous les pays, c'est-à-dire où il fusionna en une unité nationale, le mouvement ouvrier accompagna cette démarche. C'est donc à ce moment-là que se constituèrent partout les partis sociaux-démocrates nationaux qui devaient former en tout lieu la base de la II<sup>e</sup> Internationale.

Cette II<sup>e</sup> Internationale naquit beaucoup plus tard. Il se passa en effet 18 années. C'est en 1889 que des partis et des syndicats se réunirent pour s'associer de nouveau dans le cadre international. La II<sup>e</sup> Internationale prenait bien la succession historique de la I<sup>re</sup>. Mais, du fait de sa composition, elle était quelque chose de complètement différent. La question essentielle de la II<sup>e</sup> Internationale était elle aussi de nature syndicale, ce qui s'exprimait avant toutes choses dans le fait que toutes les controverses lors des congrès avaient trait aux mesures de protection des ouvriers, et politiquement dans le fait que la II<sup>e</sup> Internationale inscrivait la démocratie bourgeoise dans son programme. La II<sup>e</sup> Internationale formulait deux grandes revendications : la journée de 8 heures et la paix mondiale. Le premier point avait été depuis longtemps un objet de lutte du mouvement ouvrier et c'est là aussi que se manifestait à nouveau la prépondérance de l'Angleterre. L'Angleterre était la métropole du capitalisme et son prolétariat occupait naturellement par voie de conséquence une certaine position privilégiée, un certain développement supérieur à celui des autres pays. Mais la social-démocratie allemande, qui s'était développée avec le capitalisme allemand, se mit de plus en plus à prendre le pas sur les Anglais dans l'Internationale. Il n'y avait pas de différends à propos de la question de la journée de huit heures. Mais il y en avait sur la question de la paix mondiale, une revendication pacifiste que la II<sup>1/2</sup> Internationale fit sienne ultérieurement. Là surgissaient des courants qui réclamaient, surtout en Hollande, que l'on soit tenu en cas de guerre éventuel de proclamer et d'organiser la grève générale, et même aussi en même temps la grève de l'incorporation dans l'armée. Ce courant ne pouvait pas s'imposer. Au contraire. Bebel put se permettre de le qualifier de naïf. L'idéologie elle aussi se combinait même désormais avec le développement de la bourgeoisie nationale allemande, de sorte que non seulement Bebel voulait que l'on prenne les armes, mais aussi que l'on a pu en arriver à cette journée du 4 août qui a été la plus grande infamie du mouvement ouvrier. Cette II<sup>e</sup> Internationale ne pouvait plus être utile au prolétariat au moment où la révolution prolétarienne devenait d'actualité.

À ce moment-là, les principes, aussi bien que la forme d'organisation et la tactique, de la II<sup>e</sup> Internationale devinrent caducs. La II<sup>e</sup> Internationale

devint traîtresse au prolétariat le jour du 4 août. Les raisons en résident dans les rapports économiques, dans l'évolution des partis nationaux, de la classe ouvrière nationale avec sa bourgeoisie nationale. C'est là que se réalisa l'alliance du mouvement ouvrier réformiste avec la bourgeoisie capitaliste sur une base commune : la démocratie bourgeoise.

La II<sup>e</sup> Internationale a adopté une certaine tactique, la tactique du parlementarisme réformiste et la tactique des luttes syndicales sur le terrain du capitalisme. Au moment où la révolution prolétarienne commença à lever la tête, ces armes de la lutte des classes prolétarienne devenaient nécessairement émoussées et inutiles. La III<sup>e</sup> Internationale qui entra en scène à un moment où la II<sup>e</sup> Internationale était plus ou moins brisée, commença d'abord avec un assaut contre la société capitaliste. Le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux conseils ! » et les moyens de lutte qui furent proclamés par elle dans sa première lettre d'invitation étaient des moyens de lutte révolutionnaires qui allaient jusqu'à l'insurrection de masse révolutionnaire du prolétariat. Il n'était nullement question de parlementarisme ni de syndicats dans la première lettre de convocation au I<sup>er</sup> Congrès de la III<sup>e</sup> Internationale. Au contraire, la III<sup>e</sup> Internationale était la politique étrangère de la Russie soviétique, c'est-à-dire que la Russie soviétique se fixait comme tâche principale et comme but principal non pas la mise en œuvre de la Révolution russe, de la révolution nationale russe, comme c'est le cas aujourd'hui, mais la mise en œuvre de la révolution mondiale. Cela est démontré par tous les soutiens qu'elle a accordés au mouvement ouvrier allemand lors des journées de Janvier 1919 et encore quelques mois plus tard. À cette époque-là et aussi maintenant nous voyons encore une fois les rapports qui existent entre la politique du PCR et celle de la III<sup>e</sup> Internationale. Tant que les bolcheviks poursuivirent une politique révolutionnaire prolétarienne, c'est-à-dire la politique absolument révolutionnaire prolétarienne, la politique de la III<sup>e</sup> Internationale fut elle aussi révolutionnaire. Mais dès que les bolcheviks empruntèrent l'autre voie, c'en fut terminé. Ensuite, ce fut la position de plus en plus réformiste de la III<sup>e</sup> Internationale qui démarra. Ce furent les moments où la paysannerie put lentement et de plus en plus imposer sa volonté en Russie.

Tout ceci débuta avec la dissolution des Comités des pauvres de la campagne qui avaient pour tâche de transformer immédiatement la propriété foncière en propriété collective socialiste.

Je ne vais pas décrire ici encore une fois toute l'évolution de la III<sup>e</sup> Internationale. Ce serait une perte de temps superflue et vous la connaissez, de même que vous êtes au courant de ses relations avec la politique de l'État russe et des conséquences qui en résultèrent pour la III<sup>e</sup> Internationale. Entre-temps, le mouvement du KAPD s'est développé en Allemagne. Sa véritable date de naissance ne fut pas par exemple la Révolution de Novembre, mais les insurrections de Janvier à Berlin, et donc les tout premiers débuts de la révolution prolétarienne, laquelle devait être précédée par le renversement de la dictature capitaliste. Le KAPD fut le premier au monde à créer les nouvelles formes de tactique et d'organisation. Cela était également dû à certaines causes souterraines historiques. Alors que, dans la I<sup>re</sup> Internationale, et également dans la II<sup>e</sup>, le pays qui était le plus avancé du

point de vue capitaliste avait l'avantage, dans la révolution prolétarienne, le pays et la classe ouvrière qui étaient de loin les plus avancés du point de vue capitaliste avaient naturellement la préséance. Avec la défaite dans la guerre mondiale, la crise mortelle du capitalisme allemand était entamée, c'est-à-dire que le capital allemand avait cessé d'être une puissance à côté des groupes capitalistes des autres pays. C'est à ce moment-là qu'apparurent aussi les courants révolutionnaires prolétariens qui, grâce à l'exploitation de cette crise mortelle, devaient donner leur empreinte à l'État prolétarien. Le capitalisme allemand affrontait le prolétariat allemand et le capitalisme étranger. C'étaient ses deux ennemis, et la ligne selon laquelle ce sera le capitalisme étranger qui commencera à vaincre, ou du moins à faire d'abord reculer, la révolution prolétarienne qui le visait, se manifestait maintenant de plus en plus. La III<sup>e</sup> Internationale était liée à la date de naissance de la Russie soviétique. Tandis que la Commune de Paris signifiait la fin de la I<sup>o</sup> Internationale, la Russie soviétique était au contraire le début de la III<sup>e</sup> Internationale, de sorte que de même que la Ire Internationale périt avec le Commune de Paris, la III<sup>e</sup> Internationale périra elle aussi nécessairement avec le naufrage de la Russie soviétique. Mais ce naufrage n'aura pas lieu de telle sorte que le gouvernement soviétique s'effondrera de la même façon que la Commune de Paris, c'est-à-dire dans un combat héroïque contre le capital, mais il s'agira d'un naufrage rampant qui se traînera d'étape en étape. Le gouvernement restera le même, mais il sera le contraire de ce que la révolution prolétarienne requiert. C'est pourquoi le naufrage de la III<sup>e</sup> Internationale ne se fera pas d'un seul coup, mais il sera rampant. Vous avez vu que la III<sup>e</sup> Internationale s'est placée sur le terrain de la société capitaliste et qu'elle s'est également placée, après l'assassinat d'Erzberger, sur le terrain de la république capitaliste. La section allemande a toujours été généralement l'une des plus avancées dans la III<sup>e</sup> Internationale, et les autres partis communistes étaient encore bien loin en arrière. Vous avez appris par la lettre de nos camarades bulgares comment les *tesniki*<sup>54</sup> bulgares se comportaient lorsqu'ils défendaient au parlement un roi meilleur marché. Ce qui se passe en France, où les conseils municipaux communistes tiennent des discours auprès des monuments pour les prisonniers de guerre, etc., est également connu de tous. La ligne opportuniste consiste à défendre la position selon laquelle l'économie capitaliste doit maintenant être reconstruite. Le *Rote Fahne* se situe déjà sur le terrain selon lequel il faut mettre la force de travail qui convient à la place qui convient, et Heckert déclare au congrès de Halle<sup>55</sup> que le capitalisme devrait être reconstruit, etc.

Après que le VKPD a eu fait économiquement ce pas, le pas politique devait nécessairement suivre. À l'heure actuelle, cette section de la III<sup>e</sup> Internationale s'est placée ouvertement sur le terrain de la démocratie bourgeoise. Le *Rote Fahne* a écrit il y a quelques jours que les trois partis

---

<sup>54</sup> Les *tesniki* bulgares (les Étroits), comme les *tribunistes* hollandais, constituaient une petite minorité révolutionnaire dans les partis socialistes d'avant-guerre. Leur scission eut lieu en 1903. Ici, il s'agit des communistes qui sont sur la même ligne que les bolcheviks.

<sup>55</sup> Congrès d'unification de Halle (4 au 7 décembre 1921) entre l'aile gauche de l'USPD et le KPD. Paul Levi (1883-1930) et Ernst F. Däumig (1866-1922) furent choisis comme co-présidents du nouveau parti (VKPD).

ouvriers avaient toujours considéré comme étant de leur devoir de protéger la constitution et que c'était le gouvernement qui ne protégeait pas cette constitution. Le pas politique doit nécessairement suivre, de sorte que nous n'avons pas maintenant à mener une lutte contre la III<sup>e</sup> Internationale pour ce qui concerne la tactique de la révolution prolétarienne, mais pour ce qui concerne le principe, pour ce qui concerne la question suivante : république ou État des conseils, État bourgeois ou prolétarien. Jusqu'à présent, le programme de la III<sup>e</sup> Internationale était dans son principe un programme révolutionnaire prolétarien, c'est-à-dire que c'était l'édification de l'État des conseils prolétarien. Il en est devenu autrement maintenant. La III<sup>e</sup> Internationale est devenue à l'heure actuelle une Internationale social-démocrate. La raison pour laquelle toute tentative de révolutionnarisation de la III<sup>e</sup> Internationale est en ce moment sans espoir réside justement dans le fait que son principe a changé. Nous devons prendre cela aussi en considération dans notre lutte contre la III<sup>e</sup> Internationale. Il nous faut ramener à présent notre lutte à la formule que notre combat présentait déjà en 1918 : État des conseils prolétarien ou démocratie bourgeoise. Nous devons traiter et combattre une social-démocratie également en tant que social-démocratie.

Telle est très succinctement la caractéristique de cette III<sup>e</sup> Internationale.

Nous faisons partie de la III<sup>e</sup> Internationale en tant que membre sympathisant précisément parce que nous ne sympathisons pas avec la tactique, mais avec le principe qu'elle formulait. Et depuis que ce principe a été abandonné, nous ne pouvons même plus sympathiser avec la III<sup>e</sup> Internationale.

Les relations entre la politique du moment de la III<sup>e</sup> Internationale et celle du gouvernement soviétique sont elles aussi connues de tout le monde.

La III<sup>e</sup> Internationale est perdue pour la révolution prolétarienne mondiale, et toute tentative de révolutionnarisation, sous quelque forme que ce soit, est inutile. Le KAPD est à l'heure actuelle en plein milieu de cette situation, c'est-à-dire dans une situation mondiale où le capitalisme considère que son devoir principal est de se procurer un instrument de lutte international pour reconstruire le capitalisme et pour juguler de manière internationale le prolétariat mondial. En ce moment, le prolétariat ne dispose pas d'une Internationale ouvrière révolutionnaire correspondante. Nous sommes d'avis que, sur la base de cette réalité, la conséquence doit être tirée, c'est-à-dire que là où il n'y a pas d'Internationale révolutionnaire prolétarienne, il faut en créer une nouvelle. Cette Internationale viendra et elle doit venir, peu importe que nous la refusions ; car, dans ce cas, elle sera créée par d'autres. Elle est tout simplement une nécessité historique qui va naître et qui va vivre. L'Internationale Communiste Ouvrière, ainsi que notre nouvelle Internationale s'appellera peut-être, sera quelque chose de tout à fait nouveau. Toutes les Internationales antérieures ont été aussi bien en paroles qu'en actes l'expression de la lutte syndicale-parlementaire réformiste de la classe ouvrière. L'Internationale Communiste Ouvrière devra s'affirmer, en tant qu'expression véritable de la révolution prolétarienne, dans sa forme

d'organisation aussi bien que dans sa tactique, de la même manière révolutionnaire prolétarienne véritable.

Même si l'on est d'avis que cette Internationale doit être créée par principe, une question essentielle se pose : doit-elle être créée immédiatement en ce moment, doit-on s'attaquer tout de suite à sa fondation, ou bien cette fondation doit-elle être repoussée ? Camarades, vous avez sous les yeux, pour ces deux opinions différentes, des thèses qui sont élaborées par une commission, dont la constitution avait été décidée par le Comité Central du KAPD lors de sa dernière conférence, avec des représentants du district économique de Grand-Berlin, et d'autres thèses que le district économique du Grand-Berlin a proposées et qui divergent des précédentes. Ces deux thèses ne présentent aucune sorte de différence dans leur partie théorique, mais seulement dans leur formulation. La différence à proprement parler réside dans le dernier point, à savoir dans la question de principe suivante : cette Internationale doit-elle être créée maintenant, ou bien doit-on encore attendre ? Nous vous proposons comme premier pas vers la création de l'Internationale communiste de constituer un Bureau d'Information et d'Organisation, qui doit être extérieur au KAPD. Il est dit dans les premières thèses :

« Comme mesure à mettre en œuvre directement et immédiatement, il faut créer un Bureau d'Information et d'Organisation avec la tâche suivante :

« Séparation d'avec la III<sup>e</sup> Internationale, c'est-à-dire d'avec ses sections, de tous les éléments et groupes qui se trouvent dans l'opposition dans la III<sup>e</sup> Internationale, et leur regroupement sur la base des principes ci-dessus esquissés. ».

Cette tâche est à exécuter dans un premier temps sous la forme suivante :

1. Après des organisations indépendantes par une liaison organisationnelle.
2. Après des groupes par une liaison avec des représentants de ces groupes. Les groupes nationaux s'engagent à assurer une liaison nationale entre eux et à mettre en place un Bureau national de liaison avec le Bureau d'Organisation international.
3. Par des liaisons avec les personnes isolées dans les pays dans lesquels il ne s'est pas encore constitué de groupes.
4. Par l'expédition de lettres et de matériel de propagande aux journaux, aux revues et aux organisations.
5. Par la publication d'une revue en trois langues pour traiter des questions de l'Internationale prolétarienne.

Le Bureau d'Organisation doit en outre faire suivre les appels ou les publications des groupes et des organisations associés aux organisations et aux groupes associés.

Étant donné que la constitution d'une organisation plus solide doit être laissée à un développement ultérieur, et compte tenu des faibles moyens disponibles, les liaisons devront se limiter à une communication écrite et à l'échange de matériels imprimés. Ce n'est que dans les cas urgents qu'une liaison personnelle sera possible.

Afin de créer une assise commune pour l'édification ultérieure et une base solide, tous les groupes associés sont priés d'envoyer jusqu'à une date à déterminer les propositions relative à ce problème et les programmes au Bureau d'Organisation.

Le Bureau d'Organisation International s'engage à les transmettre à tous les groupes. Tous les groupes et organisations associés s'engagent de leur côté, selon leurs possibilités, à publier dans leurs organes les propositions et les directives qui leur seront envoyées.

La discussion du matériel ainsi communiqué à tous, les décisions prises à ce propos, créeront le support pour une conférence internationale qui aura lieu plus tard et dans laquelle l'on pourra parvenir à une plate-forme commune élaborée depuis le bas. Comme première base provisoire pour les travaux du Bureau d'Organisation, ce seront les thèses que KAPD a présentées lors du IIIe Congrès de la IIIe Internationale qui doivent s'appliquer.

Tous les groupes, organisations et personnes, qui sont associés au Bureau d'Organisation, déclarent réunir les moyens financiers nécessaires grâce à des dons volontaires selon les forces disponibles. Le KAPD s'engage de son côté à mettre en place le Bureau d'Organisation, à subvenir aux forces de travail nécessaires, à maintenir le Bureau séparé du KAPD et à établir le compte exact des dons matériels et des écrits parvenus.

Tandis que les camarades berlinois affirment :

« Sur la base de la reconnaissance de la nécessité d'une Internationale ouvrière, le Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne considère comme étant de son devoir de prendre, avec le concours des groupes étrangers qui se situent sur le terrain de ces thèses, toutes les mesures nécessaires à la mise en place de ces organisations.

« Pour cela, il est nécessaire en premier lieu que tous les éléments et les groupes, qui forment l'opposition révolutionnaire dans la III<sup>e</sup> Internationale, se séparent de la III<sup>e</sup> Internationale, c'est-à-dire de ses sections, et se regroupent sur la base des principes ci-dessus esquissés.

« Le KAPD se charge d'être l'intermédiaire dans l'échange intellectuel à l'intérieur de ces groupes.

« Il est conscient qu'il soutient ainsi le prolétariat révolutionnaire qui se situe sur le terrain de ces directives. ».

Nous sommes d'avis qu'une Internationale doit avoir un Bureau international. Si l'on crée dès à présent une Internationale Communiste Ouvrière, l'on doit assurer aussi une certaine indépendance à cette Internationale, sinon ce n'est pas une Internationale. Nous sommes d'avis que, après l'Internationale moscovite, l'on ne peut pas faire une Internationale "berlinoise". J'ai choisi cette expression à dessein parce que le

danger existe que, si un parti reçoit de prime abord, en tant que parti national, la direction (non seulement intellectuelle, mais aussi organisationnelle) de l'Internationale, cela signifie que ce parti détient le commandement de cette Internationale, c'est-à-dire la prépondérance dans cette Internationale. Nous devrions éviter cela. Nous devons apprendre à penser de manière internationale, car le principe fondamental que l'Internationale place en tête, c'est la révolution mondiale, la promotion du prolétariat mondial en tant qu'une grande classe mondiale dans son ensemble. Cela a toujours été le principe de l'Internationale. Mais nous devons chercher aussi à réaliser ce principe. Supposez que nous transmettions les pleins pouvoirs que le KAP aurait à n'importe quel autre groupe. Je crois que même les camarades berlinois ne seraient pas d'accord avec cela. En effet, une organisation internationale exige une composition internationale et des droits internationaux pour toutes les organisations associées, et ce non seulement d'un point de vue juridique, mais aussi d'un point de vue organisationnel. Il faut traiter de cette question dans le grand cadre de la situation du monde. Le différend réside dans le fait de savoir s'il faut créer l'Internationale dès aujourd'hui ou non. C'est dans ce sens que j'invite à poursuivre la discussion. C'est avant toutes choses le devoir de ce Bureau international de se constituer dorénavant en centre international de la nouvelle Internationale Communiste Ouvrière.

Et maintenant, quelques mots sur les autres questions qui doivent également être discutées ici et sur lesquelles il nous faut parvenir à une décision, à savoir l'aspect que cette Internationale Communiste Ouvrière prendra. Nous avons parlé à de nombreuses reprises du rassemblement de l'opposition dans la IIIe Internationale. Quelle est cette opposition ? C'est aussi un mélange de véritables organisations et nous croyons que l'on ne peut pas rassembler ces organisations dans notre Internationale Communiste Ouvrière. Elle se compose du KAP en Allemagne, des organisations syndicalistes dans les pays latins, des IWW, de groupes qui, comme en Hollande, en Serbie et en Bulgarie, adoptent notre point de vue, ou bien de groupes qui se rapprochent de notre point de vue. Si l'on voulait regrouper toute cette opposition dans une nouvelle Internationale Communiste Ouvrière, cela signifierait que l'on devrait naturellement faire des concessions aux organisations syndicalistes et aux IWW. Si l'on fusionne avec ces organisations, l'on doit fusionner sur une base commune. Ce serait une erreur. Cela voudrait dire que l'on devrait déjà donner à ces organisations le poids correspondant à leur force numérique et que donc l'on devrait renoncer à la véritable tâche, la véritable tâche historique de l'Internationale Communiste Ouvrière. Nous ne pouvons pas confier à l'Internationale Communiste Ouvrière de plus grandes tâches que celles qu'elle a réellement. Mais l'on peut facilement se mettre d'accord sur le fait que nous devons avoir maintenant des organisations également dans tous les pays, et que, si ces organisations ne sont pas du type KAP, l'on pourrait accepter d'autres organisations qui se rapprochent de ce point de vue. Cela signifie que là il faut passer des compromis.

L'Internationale Communiste Ouvrière doit diriger la révolution prolétarienne mondiale, et cela dans son dernier stade décisif, celui qui précède la



conquête du pouvoir politique. Les syndicalistes latins et les IWW ne sont pas des organisations du type KAP. Nous avons des principes caractéristiques qui nous distinguent d'eux. Avant tout sur les questions de la lutte politique, sur les questions du pouvoir politique et sur les questions organisationnelles. Mais ce qui nous différencie d'eux, de même que des organisations social-démocrates, c'est la grande question qui est en fait la question de la révolution prolétarienne. La question : république ou État des conseils. Ces organisations ne pensent pas combattre pour l'État des conseils prolétarien avec les armes et avec les mêmes moyens que nous, et si nous fusionnons avec ces organisations dans une Internationale, nous devons faire des compromis avec elles sur ce point-là.

Nous n'avons désormais pas le droit faire de l'Internationale Communiste Ouvrière un mariage de raison comme ce fut le cas avec la I<sup>re</sup>, car cela reviendrait à rassembler autant que possible de nombreuses organisations, de mouvements ouvriers de bric et de broc, peu importe qu'ils soient vraiment l'expression de la révolution prolétarienne ou non, mais nous disons que nous ne pouvons rassembler dans l'Internationale Communiste Ouvrière que des organisations qui soient réellement d'accord en très grande partie (à quelques détails près) avec le KAPD sur les principes essentiels, sur la tactique et sur la forme d'organisation, de sorte que l'on puisse donner à la KAI le même visage international que celui que le KAPD a au niveau national.

Je voudrais dire brièvement quelques mots sur la question de savoir comment la KAI va vraisemblablement se développer. Nous allons probablement nous agrandir et nouer des contacts dans un premier temps du côté des pays qui se situent dans la même phase de développement que l'Allemagne, et donc pour lesquels la crise mortelle du capitalisme est réellement entamée. Et les symptômes de cela se sont manifestés lors du III<sup>e</sup> Congrès, à savoir que c'est précisément dans les pays qui ont partagé le sort de l'Allemagne dans la guerre mondiale que sont survenus des mouvements similaires à ceux de chez nous. Comment se fait-il que nos délégués à Moscou aient particulièrement discuté avec les représentations des pays suivants : l'Autriche, la Bulgarie, et d'autre part le Luxembourg, la Hollande, l'Espagne, le Mexique et l'Argentine ? Ce sont des pays qui, d'une manière ou d'une autre, étaient liés et sont encore liés à la politique de l'ancien État bourgeois allemand. En Angleterre et en France, nous n'avons pas l'assurance que des organisations du type KAP puissent s'y développer rapidement comme en Bulgarie, etc.

Nous ne devons pas nous laisser mystifier par l'idée que nous ne deviendrons pas immédiatement une grande Internationale. Toute organisation commence petite.

Et passons maintenant à la question de l'organisation de la KAI. L'on peut choisir comme forme d'organisation celle que la II<sup>e</sup> avait ou bien celle que la III<sup>e</sup> avait. L'on peut donc choisir le centralisme national ou le pur centralisme international, en réalité l'absolutisme. Je crois que nous ne devrions choisir ni l'un ni l'autre. En effet, nous avons dépassé le stade du centralisme national, comme l'a fait le capital mondial. C'est là la forme

d'organisation de la IIe Internationale que nous devons dépasser. Mais qu'en est-il de la forme d'organisation de la IIIe Internationale qui place au premier plan l'exigence de la discipline comme la chose essentielle ? Elle semble être un centralisme international, une véritable Internationale qui est dirigée par une volonté unitaire et qui est aussi organisée internationalement. En réalité, la IIIe Internationale est gouvernée par l'absolutisme de l'Exécutif. Celui qui ose dire ne serait-ce qu'un mot au Comité exécutif, est mal vu par le Bureau restreint et il doit se taire. Toute opposition doit se taire.

Comment donc peut-on aménager l'organisation de la KAI ? Il faut choisir ici une forme intermédiaire. Dans la IIe Internationale, les partis avaient tous une relation étroite avec leur État national, et ils prenaient part alors à son mouvement pour s'associer internationalement. La IIe Internationale créa la forme d'organisation nationale. La guerre mondiale commença par l'éclatement, et la IIe Internationale suivit cette démarche. Dans le traité de paix de Versailles, c'est l'entente internationale des États nationaux qui a été instaurée. Nous devons nous aussi suivre cette démarche. Naturellement, pas du côté du capital, mais dans un sens révolutionnaire. Si nous pouvons passer outre la forme nationale d'organisation des partis dans l'Internationale Communiste Ouvrière, nous ne pouvons pas encore créer le centralisme international, mais nous devons rassembler déjà au niveau international les pays qui sont liés économiquement, qui partagent économiquement le même sort, dans un organisme unitaire par-delà les partis nationaux. La détermination des pays qu'il faut unir entre eux résultera de l'analyse de la situation économique et politique mondiale. Je pense que l'on peut unir entre eux des pays différents et que l'on peut les doter d'un organisme unitaire international, que c'est ainsi que l'on édifiera en réalité, du bas vers le haut, l'Internationale Communiste Ouvrière, et donc une Internationale des conseils, et que l'on pourra ainsi déléguer à cette Centrale internationale intermédiaire la tâche ultérieure de se transformer en instance centrale qu'il faudra alors créer.

Tel est globalement le tableau que nous nous faisons de l'Internationale Communiste Ouvrière. Si l'on veut créer l'Internationale Communiste Ouvrière, l'on doit la créer sur la base de la situation économique de classe actuelle du prolétariat du monde. Et si l'on veut la créer, l'on doit faire les premiers pas pour cela. Ces premiers pas sont à considérer au sens international, car ils doivent donner à l'Internationale le visage qu'elle se doit d'avoir ; et la première mesure à prendre consiste à instaurer ce Bureau international d'Information et d'Organisation qui aura pour tâches celles qui sont énumérées dans les thèses.

Voici pour l'essentiel ce que nous avons à dire concernant cette question de la IIIe Internationale et de la nécessité de la création d'une Internationale Communiste Ouvrière. Je crois que nous devons entamer ce travail, en particulier le KAPD qui se situe au premier plan dans la révolution prolétarienne mondiale, et que l'on doit s'adresser à tous les prolétaires révolutionnaires, avec le soutien ou la participation des partis frères étrangers, en leur criant : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous dans l'Internationale Communiste Ouvrière !* ».

## (Discussion)

**Cam. Kohn**<sup>56</sup> (Hambourg) :

Camarades ! Nous avons réfuté, pour trois raisons concrètes, ce que nous appelons le marxisme dogmatique et schématique, parce que justement tout notre questionnement en dépend. Le rapporteur a bien sûr répété ici aussi que les peuples et les pays doivent encore parcourir des époques déterminées. C'est une sottise parce que, comme Rosa Luxemburg l'a parfaitement exposé, les différents pays qui passent du féodalisme au capitalisme y passent tous dans des conditions différentes. Dire autre chose est tout simplement une sottise et n'est jamais au grand jamais du marxisme, mais cela signifie que les conditions concrètes ne sont pas prises en considération alors que font toujours partie de ces conditions concrètes, d'une part les conditions internationales, avec l'évolution de l'ensemble de l'économie mondiale, et d'autre part les conditions historiques de chaque pays. Pourquoi avons-nous soutenu la Russie jusqu'à maintenant si cela avait été une aberration de penser que la révolution prolétarienne ait été possible en Russie ? Et pourtant nous avons eu raison parce que je suis justement d'avis qu'une Russie capitaliste est impossible. Exactement aussi impossible qu'une reconstruction capitaliste de l'Europe occidentale. Ce n'est que dans le cas où l'Angleterre réussirait à introduire en Russie une agriculture petite-bourgeoise qu'une reconstruction capitaliste de la Russie serait possible. De même que la Révolution russe n'était pas possible de la part de n'importe quel prolétariat, mais seulement si elle était assumée par un prolétariat issu d'une grande industrie qui se développait de manière florissante, la révolution prolétarienne est renforcée aussi par toute machine agricole qui est livrée à la Russie par l'Europe occidentale. Une reconstruction de la Russie dans un sens capitaliste signifie au moins d'y faire entrer la révolution latente. Nous ne croyons pas plus à la reconstruction après la guerre mondiale qu'au fait qu'une reconstruction capitaliste soit possible en Russie. La révolution prolétarienne est liée à cette reconstruction. Si nous renforçons tout ce qui mène la révolution prolétarienne à la victoire, nous ne pouvons pas arriver à cette position unilatérale. L'on doit toujours dire que la retraite des bolcheviks n'a été nécessaire qu'à cause de l'absence de révolution ouest-européenne.

---

<sup>56</sup> Paul Kohn (1896– ?), alias PINKUS, Hambourg, matelot, vice-président de la l'Organisation socialiste de la jeunesse (Freie Jugendorganisation) à Hambourg, qui devait publier le journal *Proletarier-Jugend* à partir de 1916 [Voir : Volker Ullrich, *Die Hamburger Arbeiterbewegung vom Vorabend des Ersten Weltkrieges bis zur Revolution 1918/19* (Le mouvement ouvrier hambourgeois de la veille de la Première Guerre mondiale à la Révolution de 1918/19 (Hambourg : 1976, vol. 1 & 2)]. "National-bolchevik", il quitta le Parti, mais il revint rapidement, dès septembre 1920, dans la section de Hambourg. 1931-1933, membre de la KAU (Volker Ullrich, *Die Hamburger Arbeiterbewegung vom Vorabend des Ersten Weltkrieges bis zur Revolution 1918/19*, Hamburg, 1976, vol. 1 & 2; Protokolle der KAPD Kongresse (1920 u. 1921): <http://aaap.be/Pages/KAPD-Congresses.html>].

## Cam. Wülfrath<sup>57</sup> :

La Révolution russe a relancé tout un tas de problèmes. Il existe de nouvelles idées dont nous devons nous occuper encore ultérieurement pendant toute une série d'années. Lorsque, au cours de la guerre mondiale, la Russie a tenté dans une éruption tempétueuse d'aider l'idée du communisme à percer, et que cela s'est fait grâce au prolétariat russe qui, avec l'aide des paysans russes, a conquis la machine de l'État, et lorsqu'elle s'est mise à créer les bases d'une communauté communiste, la pensée suivante a pu émerger : sera-t-il possible que, dans cette Russie, dont le développement économique est en retard d'un demi-siècle par rapport à l'Europe centrale et où il y a un énorme fossé avec elle, de sauter ce fossé par le seul moyen de la force du prolétariat et des paysans russes ? Et nous devons traiter ce problème : sera-t-il possible, dans l'évolution actuelle, de sauter n'importe quelle phase ? Je pars ici du point de vue selon lequel le marxisme n'est pas un dogme, mais une méthode pour appréhender l'histoire. Considérons donc la question de ce point de vue : « Est-il possible de sauter une époque historique ? ». Tout à fait schématiquement : féodalisme, capitalisme, communisme : l'évolution historique ne s'accomplira-telle pas toujours ainsi ? En gros, cette évolution devra-telle s'imposer ? Une époque donnée ne peut pas être sautée, mais est-il possible que peut-être, dans des zones délimitées ou peut-être dans des zones économiques plus importantes, un saut partiel ou plus grand de certaines étapes d'évolution, d'une phase d'évolution, puisse se produire ? Il ne fait aucun doute qu'en Afrique du Nord, au Japon, les rapports ont pris forme de telle manière qu'il a existé des organisations agraires-communistes, mais pas de féodalisme. Le capitalisme a cherché à sauter par-dessus le féodalisme aux Indes et au Japon. La Russie était-elle un État féodal pur ou non ? Était-elle déjà entraînée par le développement de l'Europe de l'Ouest et du Centre dans le tourbillon du capitalisme ? Bien sûr qu'elle y a été entraînée. En particulier, les zones abandonnées aujourd'hui en tant qu'États marginaux ont un haut développement économique. Mais il est clair évidemment qu'ils ne sont pas au niveau du capitalisme de l'Europe de l'Ouest et du Centre. Si la Russie est le premier pays où l'on a fait en pratique pour la première fois la tentative d'établir une société communiste, n'était-ce historiquement qu'un début manqué ou bien n'était-ce que l'engagement historique des camarades qui se trouvent là-bas à la tête du pays ?

Marx et Engels ont dit en 1888 dans la préface au *Manifeste communiste* qu'il était possible de greffer le communisme sur la vieille économie de la Russie à condition que le prolétariat emporte la victoire en Europe

---

<sup>57</sup> August Wülfrath (1888-1976), ouvrier métallurgiste de Berlin, membre du Geschäftsführender Hauptschuss (GHA) [Comité principal de gestion] du KAPD. Il écrivit après 1926 dans le périodique du KAPD *Proletarier* sous le pseudonyme de Friedrich Oswald. Il resta membre du KAPD jusqu'en 1945. La même année il adhère au KPD puis au SED après 1946. Il dirigea la bibliothèque municipale de Potsdam (1950-62) ; il mourut à Berlin-Est en 1976.

occidentale. (*Manifestations à haute voix : il s'est rétracté en 1894*). Il a beau s'être rétracté en 1894, cela n'en demeure pas moins.

Il est tout à fait évident que, au moment de la progression de la révolution mondiale, la Russie se différencie cependant de l'Europe du Centre et de l'Ouest. Si l'on avait dit que l'on ne peut pas sauter une époque, et si l'on ne disait rien d'autre, il n'y aurait rien à objecter à une telle mise en œuvre. Mais si l'on dit qu'il est historiquement impossible, au moment de la victoire de la révolution mondiale, de passer immédiatement au communisme en Russie, je dois contester cela. Il a été affirmé que les premières mesures pratiques de la République soviétique ont été purement pacifistes.

Si ces exigences étaient purement bourgeoises et si ce caractère a été reconnu, il aurait été nécessaire de dire que les mesures prises par la Russie correspondent à une révolution bourgeoise. Et "nous" disons maintenant que nous ne nous situons pas du point de vue selon lequel, en Russie, une révolution prolétarienne accompagne la révolution bourgeoise, mais selon lequel la révolution en Russie est une révolution bourgeoise qui, comme les Révolutions française et allemande, est traversée par des effets secondaires et des tendances prolétariens, même si elle est assumée dans l'ensemble par la classe prolétarienne. Si ceci était également vrai en Russie, nous n'aurions pas le droit de faire des reproches à nos camarades russes puisqu'ils ont mis en pratique ce que Marx et Engels recommandaient à la classe ouvrière, à savoir que la révolution bourgeoise en Russie ne serait rien de plus que le signal de la révolution prolétarienne en Russie. C'est pourquoi nous avons considéré comme juste que les bolcheviks prennent le gouvernement.

La révolution n'a pas eu lieu en Europe occidentale, et elle a échoué à cause de la trahison des partis politiques et de l'attitude erronée de la IIIe Internationale. S'il y a eu d'abord une révolution bourgeoise en Russie, le gouvernement soviétique ne peut pas mener strictement parlant une autre politique que celle que les rapports économiques nécessitent, et nous n'aurions pas le droit de reprocher au gouvernement russe de mener une politique capitaliste, car tout autre devrait mener bon gré mal gré cette politique-là en raison de la réalité des rapports économiques.

Le seul reproche que l'on peut faire est que cela ne peut pas être la tâche d'un gouvernement communiste, d'un gouvernement ouvrier, de protéger cette politique. Et même si le camarade Schwab expose dans son rapport que le fait de posséder l'Armée rouge et l'Organisation secrète constitue encore un élément en faveur de la Révolution, il est nécessaire que l'on fasse ressortir les contradictions.

Et en effet, nous disons que, du fait que les partis sociaux-démocrates et les syndicats soutiennent le gouvernement allemand qui représente la véritable réaction, ils déconcertent les prolétaires qui prennent conscience. Nous faisons le reproche au gouvernement soviétique de protéger de même par son maintien une politique qui ne peut pas être la politique du prolétariat.

Si maintenant l'on exigeait le retrait d'un tel gouvernement, cela ne voudrait-il pas dire que l'on laisserait tomber l'idée de la révolution ? Cela signifierait-il que l'on ne pense plus à une poursuite de la révolution pour un temps prévisible ? Néanmoins avons le point de vue selon lequel le gouvernement

soviétique doit se démettre en ce moment parce que, autrement, l'idéologie erronée qui s'est incrustée dans les têtes de l'Europe centrale et occidentale continuera de se propager. C'est la raison pour laquelle nous demandons que le gouvernement soviétique se retire du pouvoir d'État. Le fait qu'en Russie une politique purement bourgeoise n'est pas non plus possible découle de l'existence d'une opposition ouvrière qui se manifeste de plus en plus vigoureusement. Cela veut dire que la Russie ne se trouve pas seulement dans l'époque du capitalisme et qu'elle instruit le prolétariat. Dès le moment où la bourgeoisie entre en scène en tant que classe historiquement dominante, le prolétariat a reçu la réplique dans les coulisses. De notre point de vue prolétarien, il est évident que nous soutenons cette opposition par tous les moyens, que nous la rassemblons parce qu'elle est la seule à défendre l'idée prolétarienne et qu'elle constitue la garantie sûre pour la poursuite de la révolution mondiale.

Lorsque l'on parle de la discipline russe, l'on parle de quelque chose qui est spécifique à l'Europe orientale. Si l'on fait abstraction de l'obéissance aveugle, il reste encore beaucoup trop de discipline. C'est justement là que réside un énorme problème dans la révolution mondiale, à savoir que, pour la première fois, émerge la contradiction entre les chefs et ceux qui sont dirigés. Si l'on parle de discipline en Russie et si l'on veut l'appliquer de but en blanc à l'Europe occidentale, nous devons désapprouver cette initiative.

Camarades, la contradiction entre la paysannerie, la politique bourgeoise et l'opposition ouvrière s'exprime de manière sans cesse plus forte dans le fait que le gouvernement soviétique a été forcé de plus en plus de mener une politique de concessions. Après l'énorme effondrement, il fallait partir des rapports économiques qui étaient donnés. Cela ne signifie en aucun cas qu'une société communiste n'a nul besoin du chaos pour émerger. Ces tentatives de reconstruction qui se font jour à l'heure actuelle en Russie de la part du capital mondial ne permettront pas de surmonter la crise du capitalisme. Elles feront de cette crise mortelle une crise rampante, une crise plus dangereuse. Cette capitalisation de la Russie ne signifie en aucun cas que le capitalisme peut aspirer sang et moelle de la Russie. Cela échouera en raison du fait que non seulement l'on ne remédiera pas au caractère double de la marchandise, aux difficultés de l'accumulation, par l'exploitation, mais que les difficultés apparaîtront à la première occasion. La Russie peut-elle par hasard être secourue par l'action d'aide humanitaire ? Cette action humanitaire n'est rien d'autre qu'une goutte d'eau dans la mer. Elle est, de par ses répercussions spirituelles, un crime vis-à-vis de la Russie directement et du prolétariat mondial indirectement. Elle doit être non seulement désapprouvée du point de vue prolétarien, mais aussi rejetée et combattue. Qu'en est-il maintenant de la question du changement d'État politique ? J'ai déclaré tout à fait sans ambiguïté que, après avoir pesé le pour et le contre, même si l'on voulait admettre que le gouvernement pourrait aider indirectement la révolution mondiale par un soutien matériel, que l'on devrait malgré tout demander qu'il se retire.

Camarades, voilà pour ce qu'il en est de l'évolution et des perspectives de la politique d'État russe et de son positionnement. Il en résulte tout à fait clairement que nous devons combattre résolument la politique d'État russe,

et si le mot “antibolchevisme” a été prononcé ici et repris par le camarade Jansen d’après une information partielle, je dis que cela doit signifier que nous sommes d’avis de rejeter la politique d’État de la Russie, mais en ne descendant pas dans les bas-fonds de la ligue antibolchevique. Car le danger existe que l’on nous place de la sorte dans un certain voisinage avec elle. Nous sommes d’avis qu’une telle politique doit être menée, avec tous les moyens mis à sa disposition, dans la forme la plus vigoureuse, mais de manière objective et sans descendre dans les bas-fonds de la ligue antibolchevique.

L’on n’a pas du tout reproché au Parti de mener une politique antibolchevique. L’on n’a reproché, ni par écrit ni oralement, au *KAZ* ou à ses rédacteurs de faire de la propagande antibolchevique.

Évidemment, nous nous engageons à soutenir la Russie lorsque la Russie soviétique mène une politique prolétarienne. C'est ce que dit aussi à peu près la résolution du Comité Central. Mais il y a réellement une contradiction, à savoir que, si la Russie doit nécessairement mener une politique bourgeoise, le moment où cette politique bourgeoise cessera n’arrivera jamais. Cela voudrait dire que ce passage de la révolution bourgeoise à la révolution prolétarienne n’est pas quelque chose qui serait déterminé par le calendrier ou qui s’agencerait comme des boîtes, mais qu’il y a des passages qui sont reliés entre eux par mille fils et que, que ce soit avec l’un ou l’autre, le facteur bourgeois ou respectivement prolétarien ne se manifesterait au même moment.

Nous avons vu notre position vis-à-vis de la III<sup>e</sup> Internationale d’après les motions de l’Organisation de Berlin. Il est clair que l’histoire est la meilleure maîtresse d’apprentissage. L’on ne peut s’attaquer à la question d’une nouvelle Internationale que si l’on esquisse brièvement le cheminement historique de cette entité.

La Ire Internationale a eu la tâche d’être un mât, un fanal, grâce auquel les prolétaires qui s’éveillaient dans les différents pays ont pu s’orienter. Elle a été dans une certaine mesure un Sinaï. Il est évident que la Ire Internationale a revêtu aussi à un certain degré des traits spécifiquement anglais, et de même qu’il est sûr que, peut-être, pour parler concrètement, la I<sup>o</sup> Internationale s’est effondrée à cause des intrigues bakouniniennes ou bien en raison de la chute de la Commune de Paris, de même les véritables causes de l’effondrement de la Ire Internationale sont plus profondes et elles résident dans le fait que la Ire Internationale, en tant que préfiguration de l’organisation de l’ensemble du prolétariat mondial au moment où le prolétariat se constituait nationalement, dans ce même moment où cette formation se mettait en place à un degré plus fort, a vu son cadre exploser. Le cadre politique mondial de la I<sup>o</sup> Internationale de l’ensemble du prolétariat mondial, qui n’était pas encore en réalité le prolétariat mondial, devait évidemment être historiquement dépassé au moment où ce développement prenait des formes plus vigoureuses. Et donc l’effondrement est beaucoup moins dû aux intrigues bakouniniennes et à la chute de la Commune de Paris.

La I<sup>re</sup> Internationale a été le phare théorique. La II<sup>e</sup> n'a voulu être rien d'autre que l'organisme affecté à favoriser les organisations nationales dans leur travail d'identification de leurs tâches nationales. Toute son organisation a été réglée en conséquence. Ses décisions ne pouvaient pas avoir de caractère contraignant pour toute l'Internationale. Au moment même où le processus évolutif du regroupement national trouvait son épilogue, cette forme de la II<sup>e</sup> Internationale devait naturellement être dépassée à un certain degré. La II<sup>e</sup> Internationale comportait son germe mortel dès sa naissance. Le fait qu'elle se soit effondrée de manière si lamentable et si ignominieuse au moment où il s'agissait d'aider le communisme à devenir une idée de chair et d'os, réside naturellement dans sa superstructure intellectuelle. De même qu'il est vrai que la II<sup>e</sup> Internationale n'aurait pas été à même en fin de compte de se maintenir dans cette forme, de même il est vrai que nous devons parler d'une trahison des collectifs qui étaient à sa tête. Mais elle a quand même laissé au prolétariat un énorme arsenal d'idées, de problèmes, et quelque chose d'historiquement inouï au point de vue international. Si la II<sup>e</sup> Internationale a été une arme de la critique, elle a laissé à sa fin au prolétariat la critique des armes.

C'est ainsi que la III<sup>e</sup> Internationale devait avoir ensuite une toute autre mission. Sa mission n'était pas la théorie, n'était le regroupement organisationnel, mais celle de guider les masses sur la voie historique, de mener le combat final ; sa mission était en fait de mener le prolétariat à la victoire. La III<sup>e</sup> Internationale était née en Russie, et de même que, depuis la défaite de la Commune, le centre de gravité s'était déplacé en Allemagne pour ce qui concerne la II<sup>e</sup> Internationale et qu'il a été influencé par l'Allemagne, de même aussi que la I<sup>o</sup> avait été influencée par les Anglais, il est clair que la III<sup>e</sup> Internationale elle aussi ne pouvait pas nier sa paternité. En tant qu'enfant russe, elle devait avoir intrinsèquement des traits russes. Cette liaison étroite entre les dirigeants de la République soviétique russe et les dirigeants de la III<sup>e</sup> Internationale a encore conduit à la situation où remontait sans cesse à la surface la tentative de subordonner la politique de la III<sup>e</sup> Internationale, dont la mission propre était de poursuivre la révolution prolétarienne, à la politique de l'État russe. Nous avons effectué à cette époque la première tentative de défaire l'union personnelle afin de dégager la voie pour la mission de l'Internationale. Malgré tout, il existe, à mon avis, entre l'ancien combat et notre position actuelle un grand saut, si ce n'est une contradiction. Nous n'avons pas le droit de méconnaître que les tendances d'une telle politique dans l'Internationale et la tendance à la subordination n'existent pas que depuis le III<sup>e</sup> Congrès.

L'on s'en était déjà rendu compte avant le II<sup>e</sup> Congrès. La lutte pour notre admission en tant que parti sympathisant a été menée au moment où il n'y avait déjà aucun doute sur le fait que ces tendances dans la III<sup>e</sup> Internationale et cette politique du Parti russe existaient réellement. Et donc, de notre point de vue purement prolétarien, nous aurions en fait dû dire : non. La III<sup>e</sup> Internationale ne peut pas être et ne sera pas la promotrice de la révolution mondiale ; en faire partie comme membre sympathisant est, de notre point de vue, une contradiction. Ou bien aurions-nous été réellement dans l'illusion que notre lutte contribuerait à placer la III<sup>e</sup> Internationale sur



un autre terrain ? Maintenant, l'on dira en guise d'excuse : notre apparition là-bas a montré au monde entier ce qu'est l'esprit du KAPD. Et là je dis : cela est en contradiction avec toutes les explications que nos délégués nous ont fournies sur la façon dont ils ont eu voix au chapitre. Ces plaintes existaient déjà au moins depuis l'admission du Parti en tant que membre sympathisant. Cette excuse, selon laquelle nous avons l'occasion de parler au prolétariat mondial sur une tribune mondiale, est fondée de manière très légère. Nous pouvons sans aucun doute concéder qu'il existe entre la position lors du IIe Congrès et notre position actuelle un grand saut et une certaine inconséquence (*Interpellation : arguments de Rühle !*). Nous prenons nos arguments là où nous les trouvons, même chez notre ennemi mortel, et cela n'a aucune importance qu'ils viennent du bon Dieu ou du Diable. Il y a donc une inconséquence dans ce saut.

Nous devons dire qu'aujourd'hui naturellement personne n'est plus d'avis que la IIIe Internationale entre en ligne de compte en tant que promotrice de la révolution mondiale. Mais je ne veux cependant pas avancer cette prophétie historique hypothétique du déclin de la IIIe Internationale. C'est seulement le caractère originel de l'Internationale qui se décompose. Le capitalisme a intérêt à ce que la IIIe Internationale se maintienne, ce même capitalisme qui a intérêt à ce que la Russie soviétique se maintienne. La IIe Internationale est pour le capitalisme une chemise en haillons qu'il ne met pas. De même qu'en Allemagne le capitalisme se sert des syndicats et de la social-démocratie pour mettre en œuvre sa politique, de même la IIIe Internationale est favorisée et entretenue par le capital mondial dans son intérêt, de sorte que la révolution mondiale soit entravée. De notre point de vue, la IIIe Internationale n'est plus la promotrice de la révolution mondiale, mais le capital a intérêt à ce que la IIIe Internationale soit préservée avec sa tradition, etc. Cela nous conforte dans notre idée que nous devons envisager d'ériger une nouvelle Internationale.

Les différends portent seulement sur la façon dont la mise sur pied de cette Internationale se passera. C'est un processus historique qui ne se déroule pas en dehors de la volonté et en dehors de l'action du prolétariat. Mais il ne s'accomplit pas non plus seulement sur la base de la volonté. La nouvelle Internationale ne naîtra pas si seule la volonté existe et si les conditions objectives n'existent pas. Et en effet, les bases objectives existent-elles ? Les conditions objectives ne sont pas seulement fondées sur ce que l'on appelle les rapports économiques, mais elles exigent aussi, à côté de ces choses, un certain développement de la conscience de soi, une certaine condition spirituelle. Nous qui, personnellement, avons une volonté très forte, nous devons cependant nous demander si l'autre partie des conditions matérielles est disponible, et nous disons qu'elle n'est pas encore disponible pour l'instant. L'on nous informera sur les organisations sœurs existantes. Souvenons-nous du rapport de la délégation. Il y a été dit que l'Opposition se sentait si forte qu'elle venait nous rejoindre nuitamment à deux heures du matin pour ne pas être vue. L'on voit bien par-là la force de l'Opposition. À partir de là, vous pouvez vous faire une image de l'Opposition réelle qui était représentée lors du Congrès. (*Interruption : lors du Congrès, mais pas dans le monde*). Nous parlons provisoirement de l'Opposition lors du Congrès. (En

Russie même, il existe une énorme Opposition, mais elle n'a pas la possibilité de se rassembler). L'Opposition a eu voix au chapitre dans notre journal. (*Interruption : notre journal n'est pas Russie*). On vient de me faire savoir que notre journal n'est pas en Russie. L'Opposition des différents partis a été très faible au Congrès, elle ne se sentait pas intellectuellement assez forte pour opposer son action déclarée à la résistance de ses délégués. Nous ne pouvons absolument pas compter sur cette Opposition. Nous ne devons nous faire aucune illusion sur le fait que les éléments de gauche qui ont été représentés là-bas entrent en ligne de compte pour nous.

Qu'en est-il maintenant de l'Opposition russe ? Il règne en Russie une discipline stricte. La participation à la nouvelle Internationale de la part de cette Opposition a au moins pour condition la séparation organisationnelle de l'Opposition ouvrière russe. Cela signifierait que le Parti russe des bolcheviks se brise, que le gouvernement russe s'effondre. Étant donné la discipline qui règne là-bas, cela est impossible. Nous ne pouvons pas compter là-dessus. Nous ne méconnaissons pas notre tâche qui est d'encourager cette Opposition. Et maintenant, passons à l'Opposition que existe ailleurs dans le monde. Nous saluons avec joie le fait que nous ayons déjà aujourd'hui dans nos rangs un représentant du KAP de Hollande qui s'est formé récemment, et le fait que les camarades de Hollande aient décidé de la séparation organisationnelle. Mais nous voulons cependant constater ici aussi que ce Parti nouvellement constitué n'est cependant qu'une minorité minuscule par rapport au reste du monde entier et que l'on ne peut guère aller de l'avant avec l'Opposition et les groupes syndicalistes en Espagne. Un syndicaliste reste un syndicaliste, et un mouvement syndicaliste reste un mouvement syndicaliste, même s'il est espagnol. Que reste-t-il donc ? Les camarades bulgares de gauche ! Leur force ? Environ 2.000 membres. Du point de vue organisationnel, ce sont là les premières bases de la nouvelle Internationale dans le monde entier, bases que l'on peut vraiment évoquer en tant qu'organisation semblable au KAP. Maintenant, je ne suis pas d'avis que la fondation serait d'une importance si décisive que cela empêcherait d'envisager la fondation de l'Internationale Ouvrière. Cela peut, dans certaines circonstances, être la tâche et le devoir, même si toutes les conditions ne sont pas réunies, de s'attaquer à la fondation. Mais je nie la nécessité de cela en ce moment. Si un Bureau d'organisation doit être fondé, qui au juste, pour parler pratiquement, entrera en ligne de compte ? Comme représentant de ce Bureau d'organisation ? (*Interpellation : c'est une question de personne*). Tout à fait juste. Mais les personnes sont les exécutants qui font l'histoire dans le monde, c'est-à-dire que si un Bureau d'organisation est mis sur pied, doivent en faire partie les représentants des partis existants qui sont d'accord sur la fondation d'une Internationale Communiste Ouvrière. C'est le KAPD qui est en cause au premier chef et cette union personnelle à nouveau entre les personnes du KAP et leur prépondérance auront nécessairement pour conséquence que, à ce moment-là, il y ait le danger que la politique du KAPD devienne la politique de l'Internationale Communiste Ouvrière. Notre proposition va donc dans le sens de ne pas constituer et composer le Bureau aujourd'hui, mais que le KAP se charge de l'établissement des échanges intellectuels.

(Citation extraite des Thèses de Berlin) :

« Sur la base de la reconnaissance de la nécessité d'une Internationale Ouvrière, le Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne considère comme étant de son devoir, en association avec les groupes étrangers qui se situent sur le terrain de ces thèses, de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de la réalisation de cette organisation. Pour ce faire, il est indispensable en premier lieu que tous les éléments et les groupes qui sont en opposition révolutionnaire à la IIIe Internationale se séparent d'elle et de ses sections et qu'ils se réunissent sur la base des principes esquissés plus haut.

« Le KAPD se charge de l'établissement des échanges intellectuels à l'intérieur de ces groupes.

« Il est ce faisant conscient du soutien actif du prolétariat qui se situe sur le terrain de ces lignes directrices. »

### **Cam. Maer<sup>58</sup> [Henk Canne-Meijer] (Hollande) :**

Chers camarades, je n'étais pas du tout préparé à traiter la question : devons-nous fonder une nouvelle Internationale ?, mais puisque la question a été mise à l'ordre du jour par notre Parti en Allemagne, le KAPD, il est nécessaire que je dise quelques mots en tant que représentant de la Hollande, parce que l'affaire est si extraordinairement importante pour l'avenir de la révolution allemande et l'avenir de la révolution mondiale. Ma première remarque est la suivante : il me semble que les exposés que j'ai entendus sur la nécessité, ou plutôt sur la non-nécessité de la fondation d'une nouvelle internationale communiste ne semblent pas si importants.

Je veux attirer l'attention sur le fait que, pour moi ainsi que pour les autres camarades hollandais, il y a des raisons bien plus importantes qui expliquent pourquoi il est nécessaire que nous créions une nouvelle Internationale, et ce point de vue est celui que, étant donné la politique internationale telle qu'elle est menée maintenant par le Comité Exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale, nous sommes obligés de lui opposer une autre politique. À l'appui de mon opinion, je voudrais faire remarquer qu'il est exposé dans l'écrit de Lénine sur les maladies infantiles du communisme de gauche que ce nous avons affirmé également dans notre pays n'est pas juste, à savoir que la lutte de la République allemande des conseils contre le traité de Versailles ne doit pas se placer au premier rang, qu'il est nécessaire de combattre cette attitude et que Lénine s'oppose tout simplement à cela. Mais,

---

<sup>58</sup> Vraisemblablement une « interprétation » phonétique du nom hollandais "Meijer", c'est-à-dire Henk Canne-Meijer (1890-1960), l'âme du Groupe communiste des conseils des Communistes internationaux (GIC) de Hollande entre 1926 et 1940. Il fit partie de ceux qui, deux mois après le Congrès du KAPD, en novembre 1921, firent paraître *De Kommunistische Arbeider*, l'organe du KAP de Hollande. En 1934-35, Canne-Meijer rédigea le texte programmatique : "Le devenir d'un nouveau mouvement ouvrier".

dans d'autres domaines également de la politique mondiale, et ce en relation avec la politique astucieuse de Lloyd George qui s'y entend excellemment pour manipuler et qui cède quelque chose aux Français afin de rester d'autant plus fermement à la manœuvre avec l'Empire anglais mondial pour la fois suivante, cette politique doit être démasquée, et cela ne peut se produire que si nous nous avons le front non seulement de fonder un Bureau, mais d'en venir résolument à fonder une Internationale qui pourra présenter toutes ces questions devant le prolétariat international. Nous avons fait l'expérience que les questions ne sont pas toujours liées dans ce Congrès avec des polémiques ou des tendances dans une certaine mesure locales, mais le prolétariat dans son ensemble doit être au courant de cette question. Lénine fait comme s'il était possible pour les travailleurs anglais de tirer certains avantages de l'opposition entre Churchill et Lloyd George, et même de tirer de cette opposition certains avantages pour le prolétariat mondial. C'est de l'opportunisme. Si nous nous limitons seulement à la fondation d'un Bureau, je demande quelle autorité aura ce Bureau quand le prolétariat devra être mis au courant d'une question ? C'est ce que nous pouvons faire maintenant si nous nous rassemblons dans une association internationale pour justifier et exprimer nos points de vue devant le prolétariat mondial sur ce que le prolétariat international aurait à faire et aussi à laisser faire. C'est dans ce sens que l'on doit agir et que la question d'une Internationale ne doit pas être considérée d'un point de vue local.

### **Cam. Henke<sup>59</sup> :**

C'est sur la base du mode de production des différents pays, qui ne peut et ne doit qu'être déterminant, que nous pouvons seulement faire en sorte qu'ait lieu un rassemblement tout à fait lâche. Considérons les pays qui sont aujourd'hui avec nous, sur le même point de vue que le KAPD. Ils sont purement agricoles. Pour nous, ce qui entre en ligne de compte, c'est une organisation petite, mais pure.

Il faudrait à nouveau caractériser le terme d'antibolchevisme. Si l'on part du raisonnement que nous avons tous, au début, considéré la Révolution russe

---

<sup>59</sup> Hugo Henke (1888-1945), forgeron qualifié. A voyagé en Italie. Henke avait quitté l'Église en 1912 et n'est devenu soldat en 1914 qu'à contrecœur. Après avoir participé à la guerre pendant quatre ans sur le front de l'ouest, il retourna à Wilhelmshaven en 1918 où il prit part à la Révolution de Novembre, faisant partie du conseil des ouvriers et des soldats. En 1919, il rejoignit, après le congrès de Heidelberg, la minorité qui fut exclue du KPD. Il adhéra au KAPD d'avril 1920 à 1923. En 1931, adhéra de nouveau au KPD et il fut bientôt l'un des activistes les plus importants du Parti dans la région de Wilhelmshaven où il dirigea la Ligue de combat contre le fascisme du KPD. En 1932, Henke fut élu au Landtag d'Oldenbourg où il mit également l'accent sur l'agitation contre le NSDAP (qui était au gouvernement du Land). Après la prise du pouvoir du NSDAP en 1933, il fut incarcéré par intermittence dans le camp de concentration de Vechta. Lors des années suivantes, politiquement inactif, Henke essaya de se mettre à son compte comme forgeron. Il fut de nouveau arrêté en août 1944 et déporté au camp de concentration de Neuengamme. De là, Henke fut forcé en avril 1945 de prendre part à la marche éprouvante en direction de la baie de Lübeck, où il mourut le 3 mai 1945 lors du bombardement du paquebot-prison *Cap Arcona* coulé par l'aviation britannique. Les 200 avions de la Royal Air Force, qui coulèrent ce jour-là une centaine de navires allemands, dont le *Cap Arcona*, touchèrent également le cargo *Thielbeck*, à bord duquel se trouvaient 2.400 prisonniers du camp nazi de Neuengamme.

comme une révolution prolétarienne, et si l'on persécute la Révolution russe, ou si l'on tente aujourd'hui de la discréditer avec des écrits et avec d'autres moyens d'une manière qui n'est pas objective, l'on peut alors supposer qu'il s'agit d'une propagande antibolchevique. Je ne veux pas m'occuper davantage de l'Internationale si elle est examinée sous deux aspects. La II<sup>e</sup> Internationale a rompu avec sa tâche historique. Elle n'est plus une Internationale ouvrière. Il n'y a rien à dire si les membres sont encore des membres cotisants, et ce qui importe, c'est quelle est la façon de penser de l'ouvrier par rapport à la II<sup>e</sup> Internationale. J'affirme que le capital n'a pas d'intérêt à maintenir la II<sup>e</sup> Internationale, mais au contraire à maintenir la III<sup>e</sup> parce que cette dernière rassemble des masses autour d'elle. Sur la base de son attitude à l'égard de la politique bourgeoise pour pouvoir se maintenir, la Russie a eu besoin de la III<sup>e</sup> Internationale. Nous devons nous rassembler autrement. La majorité des camarades se situe objectivement dans l'idéologie bourgeoise. Nous ne voulons pas d'Internationale, pas de Bureau d'information, mais l'Exécutif d'un Parti mondial. Nous ne pouvons pas fonder une Internationale si nous nous réunissons avec un ramassis de syndicalistes. Il ne nous reste donc qu'un petit groupe en Hollande et en Bulgarie. Le moment de la création d'une Internationale avec un Bureau n'est pas encore arrivé. Si l'on veut s'exprimer clairement et si l'on continue comme cela a été jusqu'à maintenant, nous avons toujours eu dans ce sens un regroupement international. Il peut être tout au plus consolidé.

### **Cam. Arndt (Appel) :**

Il y a encore trois points sur lesquels il y a des différends, bien que l'on ait tourné autour du pot jusqu'à présent à leur sujet. En effet les différends existent lorsque l'on examine les choses. Premièrement, dans notre relation avec la III<sup>e</sup> Internationale jusqu'à présent, et maintenant dans le fond de notre réflexion sur la Révolution russe en général. Ensuite, il existe encore des différends sur le fait que, dans un certain sens, nous aurions agi de manière erronée lorsque nous avons adhéré la III<sup>e</sup> Internationale en tant que Parti sympathisant. Ce sont là les arguments de RÜHLE qui, a-t-on dit, seraient justes. Ce qui s'est accompli historiquement en Russie, c'est une révolution bourgeoise et ce qu'il y a de particulier, c'est que cette révolution a été dirigée entièrement par des prolétaires.

Quand le prolétariat s'empare du pouvoir, il ne peut le faire que s'il introduit le communisme dans sa zone. Autrement, il n'a pas de pouvoir.

Les paysans en Russie étaient asservis et ils ne savaient pas qu'il pouvait en être autrement. Ils étaient un morceau de marchandise aux mains des grands propriétaires terriens. Pendant la guerre, ils ont senti qu'ils sont une force et que tout dépend d'eux. Ils se sont rendu compte qu'ils ne sont plus des moujiks mais des hommes, et cela a constitué un énorme bond que la paysannerie a effectué.

Nous devons attiser le facteur volonté et pousser à ce qu'il s'accroisse. Cela a donc été devenu une tâche historique d'accomplir la révolution bourgeoise

en Russie. Les conditions pour que le communisme se réalise sont créées par le capitalisme. La question est : avons-nous eu raison de rejoindre la IIIe Internationale ? En Russie, c'est la révolution bourgeoise qui s'est accomplie. Elle ne pouvait être assurée et mise en œuvre que par le prolétariat parce que seul le prolétariat était organisé dans les centres du pays, et parce que les paysans ne peuvent pas s'organiser. Le prolétariat ne peut ensuite s'emparer du pouvoir que s'il abroge réellement la propriété privée et la fait passer dans les mains des travailleurs. Les formes ont été par certains aspects erronées, et par certains autres justes. Celui qui nie cela est en effet antibolchevik. Nous devons combattre les mencheviks qui disent que le communisme s'effondre. C'est justement l'Opposition ouvrière en Russie qui défend la vieille politique du Parti, puisqu'elle veut faire passer les entreprises entre les mains des ouvriers. Les gens ont tiré les rapports de plus en plus en arrière. De notre point de vue, les bolcheviks n'ont pas conclu de compromis du fait du développement des paysans. Lorsque l'on effectuait des compromis, l'histoire se renversait. C'est une inversion type de politique. Précédemment, l'on avait encore la direction, l'on s'était fixé le communisme comme but. Jusqu'alors, nous devions être à leur côté. Nous n'avons pas pu nous soumettre à leurs conditions. C'est pourquoi nous avons été un membre sympathisant et nous avons pu agir chez nous de manière révolutionnaire.

En tant que communistes, nous devons lutter pour le communisme, mais jamais dans le but d'introduire le capitalisme, mais seulement avec nos propres objectifs. En Russie, c'est la révolution bourgeoise qui s'est accomplie. Il y existait la possibilité, si le prolétariat avait eu suffisamment de force pour lutter, que l'on ait pu arriver au communisme par la lutte. C'est parce que le prolétariat international échoua que vint le recul. Mais au stade où se trouvait le prolétariat russe, il devait s'emparer du pouvoir. Sinon il se serait rendu coupable d'un péché historique d'omission.

### **Cam. Scharrer<sup>60</sup> :**

---

<sup>60</sup> Adam Scharrer (1889-1948), serrurier, ouvrier de l'armement, correcteur, écrivain, chef de service. Adam Scharrer fréquenta à partir de 1895 l'école primaire dans le district de Nuremberg, et il dut à côté de cela garder les oies. Il effectua ensuite un apprentissage de serrurier et, d'après certains témoignages, il travailla comme serrurier dans de nombreuses villes d'Allemagne. À la recherche de travail, il se rendit en Autriche, en Suisse et en Italie. En 1915, il épousa Sophie Dorothea Berlin. Il essaya d'échapper à la Première Guerre mondiale qui avait éclaté entre-temps, mais il fut ensuite envoyé comme artilleur sur le front russe en janvier 1916. En attendant, il avait pris contact avec des opposants à la guerre, mais il fut déçu par l'approbation des crédits de guerre par les sociaux-démocrates. Il trouva ensuite du travail comme ouvrier de l'armement à Essen, puis à Berlin. Il adhéra vers la fin de la guerre à la Ligue Spartacus, il participa aussi à la grève des ouvriers fabriquant des munitions à Berlin, et finalement il rejoignit le KAPD dans lequel il occupa une position dirigeante. Comme beaucoup d'autres gens, Scharrer apprit à composer avec le chômage et avec des activités changeantes au cours des années de crise de la République de Weimar. Son premier récit, paru anonymement, *Weintrauben* [Les grappes de raisin] lui valut un procès en 1925 pour "haute trahison littéraire". Il devint célèbre comme "écrivain prolétarien" avec son œuvre : *Vaterlandlose Gesellen. Das erste Kriegsbuch eines Arbeiters* [Compagnons sans patrie. Le premier carnet de guerre d'un ouvrier] (Vienne/Berlin : Agis-Verlag, 1930). Son engagement politique fit que, après le 30 janvier 1933, les nationaux-socialistes lancèrent un avis de recherche contre lui, et il dut d'abord se planquer à Berlin, puis émigrer en Tchécoslovaquie au cours de la même année. Une année plus tard, il se rendit en Union soviétique sur invitation de l'Association des écrivains

Il est tout naturel que je ne présente pas les choses avec un entrain et avec des arguments tels qu'ils le sont parfois ici. Ce sont des choses que l'on ne peut pas vraiment maîtriser. Pour apporter réellement une véritable base, pour éliminer différents éléments de la discussion, il est nécessaire d'élucider tout d'abord pourquoi la discussion a pu devenir si violente. Cela a été une faute que nous nous soyons sans cesse déterminés dans ces questions à partir de facteurs émotionnels. Je me souviens de la première délégation lorsque l'on nous disait : la Russie se trouve sur le chemin ascendant du communisme. Quiconque disait quelque chose d'autre se faisait alors huer. Que s'est-il passé quand la dernière délégation est revenue ? Si l'on a toujours dit jusqu'à présent chez nous que la révolution allait d'est en ouest, ces faits fondamentaux ont été d'un seul coup effacés. C'est là qu'on en est venu au : féodalisme, capitalisme, communisme. Brusquement, on revient sur tout ce qui a eu lieu et sur tout ce qui avait été dit. Tout d'un coup, tout ce dont la seconde délégation avait rendu compte était une information erronée. Après le III<sup>e</sup> Congrès, alors que rien n'avait été révélé sur le fait que la ligne que le II<sup>e</sup> Congrès avait empruntée a été poursuivie de manière conséquente, c'est dès l'instant où le KAPD reçoit l'ultimatum que tout cela se passe ! La délégation n'a pas agi correctement, entre autres, quand, après tout ça, elle a fait la demande lors du Congrès de rester encore membre sympathisant de la III<sup>e</sup> Internationale. Ce n'est pas un reproche, mais cela doit être dit. Le danger pour le mouvement réside, concernant la fondation d'une Internationale Communiste Ouvrière, dans le fait qu'émerge une certaine concurrence qui doit être opposée à cette III<sup>e</sup> Internationale, je ne veux pas dire cela par ambition. Mais l'on doit se demander avec surprise pourquoi l'on s'est attaqué à ce problème avec un tel entrain. L'on ne doit pourtant pas s'exprimer avec un tel entrain, avec toute cette violence pour tout le possible et l'impossible qui est arrivé, et tout chercher à justifier. L'on se met une idée fixe dans la tête et l'on ne s'en défait pas.

Toutes les choses doivent avoir du temps pour mûrir. Je me souviens de la constitution du KPD. Pourquoi n'avons-nous pas formé le KAPD plus tôt ? Parce que nous avons dû laisser les choses mûrir. Avec une constitution prématurée, nous aurions eu le contraire de ce qu'est un KAP. Quelqu'un a dit un jour que l'on ne fonde pas une Internationale, mais que cette Internationale est une conséquence logique.

Et maintenant voyons un peu ce qui existe à propos d'Internationale. Il faut constater que, considéré du point de vue international, il n'existe absolument pas de KAP à l'exception de la Hollande. Il ne reste donc des autres délégations rien d'autre que nous, le KAPD, et nous voulons fonder la KAI avec cela.

---

d'URSS ; il séjourna aussi quelque temps en Ukraine, puis il revint bientôt dans les environs de Moscou où il vécut dans une colonie d'auteurs. C'est à cette époque qu'il fit la connaissance, entre autres, de l'écrivain bavarois Oskar Maria Graf. Après la fin de la guerre, Scharrer partit pour Schwerin à l'est de l'Allemagne occupée et il y trouva provisoirement un travail de chef de service dans l'administration du Mecklembourg-Poméranie ; il fonda en outre avec d'autres l'association culturelle locale dont il devint finalement le directeur de la section de littérature.

En revanche, la motion de l'Organisation berlinoise dit de manière extrêmement claire que, partout où les conditions existent pour faire la démarche pratique, nous tenterons tout pour pousser l'opposition dans tous les pays à faire scission, et si cela réussit, alors il y aura un congrès qui procèdera à la fondation de la KAI. Il faut d'abord que l'acte de séparation de la part de l'opposition soit accompli par elle-même ; ce n'est qu'alors que les groupes se réuniront dans une nouvelle Internationale, et cette nouvelle Internationale doit être créée par ces groupes internationaux et non pas par un parti. Un mot en conclusion sur l'antibolchevisme. Il en a été ainsi de tout temps que, s'il y avait une opposition n'importe où, l'on en fasse un épouvantail et que l'on parte en guerre contre elle. Nos remarques ont ainsi elles aussi été complètement déformées et on les a montées en épingle.

Avant que je conclue, encore une chose sur la dernière séance du Comité Central. Cette conférence a certes adopté une résolution dans laquelle le discours portait sur le rassemblement de l'opposition. Mais tirer de cela la fondation d'une Internationale est resté à l'appréciation de certains membres du Comité directeur principal (GHA).

### **Cam. Pech<sup>61</sup> :**

(Le sténogramme manque)

### **Cam. Bergs<sup>62</sup> :**

Le camarade hollandais Jansen a dit dans son discours de salutations que le chemin de l'opportunisme avait déjà commencé en Russie au cours de l'année 1919. Cela serait donc la naissance de l'opportunisme ou bien sa procréation. RÜHLE aurait eu raison. L'on peut formellement constater que Rühle, avec cette conception-là, a raison et que le camarade SIGRIST<sup>63</sup> n'a pas raison. (*Interpellations : alors tu n'es pas marxiste, les anarchistes auraient donc eu raison dans la Ire Internationale*). Il n'y avait pas de parti à cette époque-là. C'est un fait, et n'importe quel ouvrier qui s'est réellement intéressé à ces questions savait que, en Russie, il ne pouvait être question de communisme.

---

<sup>61</sup> Pas de données disponibles.

<sup>62</sup> Opposition de Berlin, contre la fondation de la KAI. Probablement un pseudonyme d'un militant ouvrier du quartier Prenzlauer Berg, partie du district de Pankow.

Bergs ne doit donc pas être confondu avec celui de Peter Berg (1886– ?), Essen. Né le 7 avril 1886 à Simmern (Rhénanie-Palatinat), il alla s'établir très tôt dans la Ruhr. Avant la Première Guerre mondiale, membre du SPD à Essen, puis actif dans la Ligue Spartacus. Dans le KPD, partisan de la gauche, Bergs fut co-fondateur du KAPD en avril 1920. Il devint de secrétaire d'Essen pour ce Parti et, en 1922, dirigeant de district. Lors de la scission de fait du KAPD entre les tendances de Berlin et d'Essen, il faisait partie de la direction de cette dernière, mais il resta en arrière-plan. Jusqu'en 1924, rédacteur au *Kommunistische Arbeiterzeitung* – Tendance d'Essen -, puis on perd la trace de Peter Bergs jusqu'en 1950. Il participa à cette époque-là aux très importantes discussions avec les syndicalistes de Düsseldorf pour la création d'un Comité d'action syndical. [Hermann Weber/Andreas Herbst, *Biographisches Handbuch 1918 bis 1945*, Karl-Dietz-Verlag, 2008 ; Kubina 2001, p. 377].

<sup>63</sup> Albert Sigrist, pseudonyme d'Alexander Schwab.



Un pays aussi désorganisé, et qui était corrompu, ne pouvait pas fournir le terrain d'une expérience. Si l'on a dit qu'il y avait le communisme en Russie, c'est parce que les ouvriers ont occupé les usines. Une telle preuve démontre le fait que le communisme est bigrement peu de chose. Les moyens de production appartiennent aux travailleurs. (*Manifestation : c'est le début du communisme*). Ce n'est pas du communisme. C'est une période qu'il ne faut absolument pas sauter, a-t-on dit. Si la période du capitalisme n'était pas encore là en Russie, et effectivement elle n'y existait pas dans une grande mesure, et si réellement les ouvriers avaient en mains les moyens de production, il s'agissait alors du même type de tentative que Babeuf avait entreprise, et nous disons que c'était une utopie. Si l'on dit que l'on s'est trompé, alors l'on ne doit pas se camper et essayer de démontrer ce que l'on ne peut pas démontrer. Notre programme dit que nous ne sommes pas des antiparlementaires de principe. Nous ne sommes pas fondamentalement des antiparlementaires pour la raison que nous disons que, dans les pays hautement développés, les anciennes formes de lutte sont dépassées. Il faut y exiger la lutte finale. Si nous disons cela, c'est que nous disons qu'il y a des pays qui ne peuvent pas instaurer le communisme parce qu'ils ne se trouvent pas dans un capitalisme en pleine floraison. Il existe des pays où l'ouvrier peut encore utiliser le parlementarisme comme moyen de lutte. La fondation d'un parti du type KAPD dans de tels pays est une absurdité. C'est pourquoi nous disons qu'une Internationale de combat ne peut que rassembler, que comprendre les pays qui ont à peu près le même haut degré de développement capitaliste. Quand on dit que l'on ne peut pas sauter par-dessus l'évolution, c'est une ineptie. Car justement, il règne en Inde et au Maroc un communisme primitif. On dit que la population du Maroc va s'éteindre. Si l'on veut empêcher cela, l'on doit donc faire en sorte que le féodalisme y arrive. Et si maintenant les Russes avaient adopté la motion ? Il faut s'imaginer le tableau pour voir quel air ces chefs ont parfois. Il est nécessaire qu'ils entendent cela. Le camarade ARNDT a déclaré plus loin qu'il aurait entendu à l'extérieur que des délégués qui étaient également là sont d'un avis différent. La camarade Classe m'a déclaré qu'il y a tant de choses à dire à propos de ce que l'on peut discuter lors d'un congrès illégal. Les choses étaient telles en Russie que là-bas la camarade KOLLONTAÏ<sup>64</sup> ne se gêna pas pour, et eut le culot, d'avoir une opinion différente de celle qui était cataloguée, de sorte que l'on disait d'elle en haut : c'est une menchevique. C'est ainsi que l'on procède avec ceux qui ont le toupet d'avoir une opinion différente. L'on dit qu'ils constituent une cellule. Je peux déclarer au nom des camarades berlinois que nous trouvons que cette insulte vole bas, pour la caractériser de manière plus précise. La politique que le KAPD mène aujourd'hui est une politique si frénétique que certaines personnes qui sont aujourd'hui sur le dos se retrouveront demain sur le ventre et il faut donc y

---

<sup>64</sup> Alexandra Kollontai (1872-1952). Elle fut le seul membre, en dehors de Staline, du CC du PCUS de l'année 1927 qui survécut à la Grande Terreur. Lors du X<sup>e</sup> Congrès du Parti en mars 1921, à l'appel de l'*Opposition antiparti* (Opposition ouvrière), elle mena une vive critique de la bureaucratie "soviétique". Elle fit passer à Reichenbach, l'un des 5 délégués du KAPD à Moscou, le manuscrit russe de son ouvrage : *Die Arbeiter-Opposition* [L'Opposition ouvrière] qui fut publié en 1912-22 par la KAI (avec des annotations critiques de R. Korpelanski. Édition en langue russe par la section russe de la IV<sup>e</sup> Internationale. Traduction en langue allemande par M.N., Berlin, Édition de l'Internationale Communiste Ouvrière, 1921-22).

regarder globalement de plus près. Lorsque paraissent des articles qui attirent l'attention sur le fait que les bolcheviks arrêtent même les oppositionnels, qu'ils les fourrent en prison, on explique qu'on leur reproche ce contre quoi nous nous sommes opposés. À ce sujet, l'on peut se reporter au passage dans notre motion. Nous savons que les Russes ne reculeront pas devant le fait de fusiller des camarades se situant à gauche et qui sont pourtant entrés dans la IIIe Internationale. Des camarades isolés qui ont disparu peut-être à cause des relations qu'ils ont eus ces derniers temps.

Arrivé à ce point, le gouvernement soviétique doit-il ou non démissionner ? (*Interpellation : de quoi se mêle-t-on ?*). Nous ne pouvons pas changer cela. Et pourtant ceci est exigé ici. Le rapporteur a réclamé que nous présentions cette exigence. Le camarade WÜLFRATH nous a déclaré cela. Je m'y oppose. C'est ce qu'ont dit également les camarades SCHRÖDER et DETHMANN, et c'est bien notre point de vue. Personne n'a dit jusqu'à maintenant ce qu'il adviendra si le gouvernement soviétique abdique. En tant que prolétaires, nous sommes tenus aussi d'aller au fond des choses. C'est une ineptie de dire que cela ne nous concerne pas. Il nous faut prévoir les choses. Si le gouvernement soviétique démissionne, c'est un gouvernement capitaliste qui prendra sa place, c'est un gouvernement de la Garde blanche qui viendra. Si les bolcheviks se démettent, cela est une évidence. Il est clair que de ce fait les partisans de l'Armée blanche en Europe seront renforcés. Il y aura en Russie un bain de sang tel que l'histoire n'en a jamais connu auparavant. Ils ne seront pas zigouillés par centaines de mille, mais ils seront tous butés.

### **Cam. Peter<sup>65</sup> :**

Il est impossible, dans le cadre d'une intervention de discussion, d'établir tout ce sur quoi l'on est pour et ce sur quoi l'on est contre, et ce serait également une absurdité de vouloir s'engager sur ce terrain.

KOHN a dit que la Russie ne pourrait jamais revenir au capitalisme. Je voudrais dire que le capital essaiera et essaie déjà de mettre la main sur la Russie. Ces derniers temps, après le fait que le prolétariat ouest-européen n'ait pas commencé sa révolution, qu'il ne soit pas intervenu quand les Russes se trouvaient l'an dernier devant Varsovie, la Russie a été obligée de mener une autre politique, à savoir celle qui conduit à la satisfaction des paysans. Dans ce sens, l'affaire a été elle aussi suffisamment exposée dans le *KAZ*. Le gouvernement devait faire des concessions. WÜLFRATH dit : était-ce un État féodal ou un État déjà capitaliste ? Il cite les États marginaux. L'on n'a absolument pas prétendu, jamais de la vie, que chaque pays doit passer par l'évolution historique qui va du féodalisme au capitalisme. Et là, il faut mentionner la contradiction qui doit être apparemment levée alors qu'elle

---

<sup>65</sup> Peter Berg, Essen? Ou Peter Maslowski (1893-1983), alias **PETER**, AAU Duisburg, KAPD, Verband für Freidenkerbewegung. (Kommunismus im Allgemeinen, insbes. KPD und Nebenorganisationen, Band 2, 6. Juni – 21. Oktober 1921 (BArch, R 1507/2053); Lageberichte Nr. 50, 9. August 1921 (BArch, R 1507/2013); Erhard Lucas, *Märzrevolution im Ruhrgebiet. März/April 1920*, Band 1, März Verlag, Frankfurt/Main, 1970, S. 83.)

n'existe pas. Si la révolution ouest-européenne avait commencé, le prolétariat serait venu au secours de la Russie avec l'industrie de l'Europe occidentale. C'est ce qui compte.

La requête consistant à demander au gouvernement soviétique de démissionner a déjà été jugée de manière correcte à l'encontre des camarades berlinois. BERGS dit : que se passera-t-il au moment où le gouvernement russe devra s'effacer devant la réaction ? Viendra alors le moment où les paysans russes devront à nouveau se défendre ensemble avec les ouvriers russes, de la même façon que dans les guerres contre Denikine, Koltchak et Wrangel, parce qu'on leur reprendrait la terre. Au moment où la réaction l'emporterait en Russie, les paysans devraient combattre de nouveau ensemble avec les prolétaires. Les paysans veulent la forme de gouvernement actuelle parce qu'ils sont dans la meilleure situation pour transformer la Russie en pays capitaliste.

Je voudrais maintenant en venir à la position par rapport à la IIIe Internationale. Nous n'avons pas le droit de descendre dans les bas-fonds de la ligue antibolchevique, dit WÜLFRAETH. D'accord, mais il dit en même temps que nous devons combattre malgré tout le gouvernement russe de manière concrète et vigoureuse. C'est pourtant la même chose. Si nous le combattons de manière vigoureuse et concrète, nous devons le combattre et le démasquer. Et si nous le démasquons, l'on nous reprochera alors d'être des antibolcheviks. WÜLFRAETH dit plus loin qu'il ne fait pas non plus le reproche au Parti de lutter de manière antibolchevique, et pourtant il dit qu'il y a un saut entre la politique d'hier et celle d'aujourd'hui. Il veut dire : alors intérêt de sympathisant et maintenant défection pour fonder la KAI. Or, auparavant, le gouvernement soviétique n'était pas encore ouvertement un ennemi de la classe ouvrière. Et aujourd'hui, il est ouvertement un ennemi de la classe ouvrière en Russie. Si, précédemment, le gouvernement s'en prenait à de prétendus râleurs de gauche quand il était encore révolutionnaire, l'on pouvait le comprendre. Mais si maintenant, après avoir pris directement un caractère capitaliste, il fait tirer sur des ouvriers, nous devons nous opposer à lui et nous manifester contre lui.

Si nous avons des relations d'information avec d'autres sections, comme HENKE le réclame, nous devons alors avoir aussi des lignes directrices. Et c'est notre programme. Il faut établir que nous devons être cohérents et qu'aujourd'hui nous devons opposer de manière cohérente un programme clair à la politique de trahison, en particulier de la IIIe Internationale, de ses sections, afin de montrer aux camarades qui feraient scission ou aux camarades qui se situent dans l'opposition dans la IIIe Internationale, ce qui existe.

SCHARRER dit en particulier que nous avons des travailleurs, que nous avons beaucoup de travailleurs dans tous les pays qui exigeront que l'on fonde l'Internationale ouvrière. Très juste. Mais SCHARRER doit être logique et dire que nous avons besoin aussi pour cela en Allemagne de travailleurs qui veulent avoir le KAPD, car la proportion est la même. En fin de compte, nous sommes ridiculisés par la IIIe Internationale qui nous fait passer dérisoirement pour une petite secte. Nous restons attachés au point de vue

auquel nous nous sommes résolus, à savoir que nous ne pouvons pas faire de concessions à la masse, qu'il doit exister un petit groupe comme le KAP en Allemagne et aussi comme la KAI dans le monde.

### **Cam. Happ<sup>66</sup> :**

Il n'y a absolument aucun prolétariat au monde, pas même dans les pays hautement développés, qui pourrait arriver au communisme de manière isolée, parce que la révolution prolétarienne est l'affaire internationale de la classe ouvrière. Cela est oublié ou cela n'est pas assez clairement souligné. Il est triste que les communistes aient encore à se disputer à propos de l'abc du communisme. Déjà avant la guerre, il a fallu livrer bataille contre Kautsky et d'autres précisément en relation avec ces questions-là : quel rôle les hommes jouent-ils dans l'histoire, quel est le rôle de la volonté, et que sont les faits économiques, que sont les rapports ? Est-on vraiment prêt à devoir ressortir encore ces questions simples pour faire la clarté. Il ne s'agit pas de la volonté d'avoir toujours raison, mais d'une autre attitude à cause de laquelle est déterminée toute la ligne à l'égard de la Russie et de toutes les questions qui se posent à nous. Les rapports économiques se composent, pour parler simplement, des moyens de production et des hommes vivants, et ils exercent une influence variable les uns sur les autres. Ce qui importe maintenant, ce n'est plus d'interpréter l'histoire, mais de la changer. C'est cela le sens de la nouvelle époque depuis la guerre mondiale. Le temps est venu où c'est la volonté des hommes qui passe résolument au premier plan (*il cite Gorter : Cahier 8 de la revue Proletarier*). C'est important. La conception schématique des étapes : féodalisme, capitalisme, communisme, je la qualifie de théorie sacrament coriace, je la considère comme une sorte de justification scientifique d'une politique qui est tombée à l'eau. Elle apparaît comme un voile scientifique qui est déployé sur des illusions qui ont dû être enterrées. Je me souviens du Congrès de Gotha où la question a été posée : pourquoi aller à Moscou ? Trois conceptions s'y sont affrontées. Premièrement, Pfemfert a défendu le point de vue selon lequel cette Internationale de Moscou ne nous concernait absolument en rien. La deuxième conception disait : nous devons y aller pour la révolutionner et faire de la III<sup>e</sup> Internationale un véritable instrument de lutte. Ces deux conceptions étaient fausses. L'une, qui dit que l'on doit passer sa vie dans ses pantoufles pour faire avancer la révolution, est aussi fausse que l'autre qui pense que nous aurions pu agir de manière révolutionnaire dans la III<sup>e</sup> Internationale. Je lutte de manière tout à fait déterminée contre toutes les conceptions qui pensent que le transfert du Bureau de Moscou vers une

---

<sup>66</sup> Karl (ou Carl) Happ (alias *Carl Schlicht*). Hambourg ; responsable bien connu du KAPD de 1920 à 1933. [Voir Klockner, 1984 et 1986]. Depuis le début de la création du KAP/AAU à Hambourg, il était – comme cela est mentionné dans le journal radical – rédacteur en chef du KAZ local de Hambourg. D'origine juive, il fut assassiné par les nazis. Selon l'Association des Amis de Yad Vashem aux Pays-Bas, Karl Happ (17/03/1879-02/07/1943) était né à Strelno, Mogilno, province de Posnanie [province prussienne de 1848 à 1918]. Après 1933, il trouva refuge aux Pays-Bas, mais il y fut arrêté à la suite de rafles nazies à Amsterdam ; il fut envoyé au camp d'extermination de Sobibor avec sa femme et son jeune fils de 16 ans où ils furent assassinés.

autre partie du monde aurait pu changer quelque chose au cours de la IIIe Internationale.

Nous avons un autre devoir. Rühle n'a pas eu raison, et ce n'est pas vrai, c'est même naïf de la part d'un camarade de prétendre que Rühle a eu raison à l'époque et encore aussi aujourd'hui. À propos d'avoir raison, l'on pourrait faire à ce sujet le parallèle avec les syndicalistes qui ont fulminé avant la guerre contre le parlementarisme. Nous indiquons que la politique d'État russe fait une pause pour respirer, et que la Russie est sur la meilleure voie pour mener une politique hostile à la révolution mondiale. Malgré tout, nous y sommes allés, pour la raison que, en dépit de toutes ces tendances, il a existé un certain équilibre entre le pouvoir ouvrier et les privilèges paysans, et ce tant que cet équilibre a existé, tant que l'autre question était restée ouverte ou n'avait tout d'abord pas reçu de réponse, laquelle dépendait du rythme de la révolution en Europe occidentale. C'est une question fondamentale pour laquelle nous nous disputons aujourd'hui ici. Tant que cette question n'avait pas reçu de réponse, tant qu'il a fallu compter encore sur le fait qu'en effet des virages tumultueux de la révolution pouvaient être espérés, il était juste d'y aller, exactement comme il est juste et clair qu'il faut aujourd'hui en sortir.

Mais nous polémiqons contre ce que la brochure du Comité Principal appelle des vérités de la Palice du marxisme. Il existe une ligne que nous considérons comme dangereuse, aussi claire et explicite puisse-t-elle avoir l'air. Aussi simplement l'histoire se déroule-t-elle, elle est très compliquée, et KOHN a déjà dit des vérités à ce propos avant moi. Ce que nous devons faire, c'est une seule chose. Nous devons maintenir propre le nom du Parti. Lorsque nous y sommes entrés et que nous en sommes ressortis, personne n'a le droit de dire : ils y sont entrés parce qu'ils espéraient en tirer quelque chose. Ce sont des arnaqueurs arnaqués. Non, nous ne pouvions autrefois et ne pouvons aujourd'hui rien faire d'autre pour la Russie. C'est clair et net. Nous devons le dire, bien que le VKPD tire une force vitale sans cesse renouvelée des grandes actions passées des bolcheviks. La question ne se pose pas du tout ainsi : les Russes ont-ils agi de façon erronée ? L'on doit dire : de même que les Russes ne pouvaient faire rien d'autre, ils n'ont aucune possibilité de mener une autre politique.

Les délégués berlinois s'affrontent sur différents points essentiels : BERGS, WÜLFRATH, SCHARRER. Il est nécessaire de dire une chose : aussi difficile que cela puisse être, il faut dire toute la vérité à propos de la Russie. Si l'on croit que l'on peut éviter à la révolution d'être une victime par le biais de n'importe quelle manœuvre, de la dissimulation de faits ou de l'omission d'actions, c'est un point de vue si stupide que nous devrions vraiment ne plus en parler et laisser ces soucis à d'autres, comme si l'on arrivait à la victoire de manière tout à fait indolore. Nous savons que rien n'est offert à la classe ouvrière sur le chemin semé d'embûches de la révolution, et notre tâche est seulement d'accélérer le rythme sur ce chemin. La révolution ne peut s'accomplir qu'avec la destruction de toutes les illusions qui existent encore dans le prolétariat. Devons-nous réclamer maintenant l'abolition du gouvernement soviétique ? L'on pourrait se demander aussi, exactement de la même façon, si les prolétaires ont intérêt à ce que Fritz Ebert reste ou non

président du Reich. (*Interpellation : c'est autre chose*). C'est la même chose. Il est nécessaire de trancher cette question si le gouvernement de Lénine est obligé de verser des fleuves de sang des travailleurs. Nous ne pouvons pas dire que nous demandons la démission du gouvernement soviétique exactement de la même façon que nous ne demandons pas la démission d'Ebert. Nous devons aider à faire intensifier les contradictions de classe. Il pourrait bien se faire que l'Opposition ouvrière mène campagne contre le gouvernement soviétique et que celui-ci disparaisse. Et maintenant, venons-en à l'Internationale : je ne peux absolument pas comprendre le point de vue qui voit la plus grande sagesse dans le fait de dire : attendons et buvons du thé. SCHARRER a fait tout à l'heure une interpellation en disant que s'il existe des partis communistes, nous devons alors parler de la fondation de l'Internationale Ouvrière. Ce qui me manque maintenant c'est la façon de procéder pour déterminer combien de partis doivent exister pour fonder une Internationale Ouvrière. On commence lorsqu'il y en a une douzaine, ou alors moins. L'histoire se compose des actions des hommes, lesquels doivent tout mettre en œuvre lorsqu'ils ont reconnu une nécessité afin de raccourcir le chemin de l'évolution, de faire progresser cette évolution, et il n'y a rien d'autre. Il est évident que le KAPD ne peut pas fonder son Internationale. Seuls les groupes qui existent maintenant peuvent être ceux qui interviennent en agissant et tous les arguments qu'ARNDT et le camarade hollandais ont allégués ici en faveur de l'accélération de cette affaire sont soulignés encore une fois par moi. Et c'est avec insistance que je voudrais dire que nous devons faire quelque chose. (*Interpellation : aujourd'hui c'est le congrès*). Oui, bien sûr ! Ce ne sera pas tranché ici. Mais le refus provisoire de la fondation d'une Internationale Communiste Ouvrière aujourd'hui et demain, ainsi que cette conception qui s'aligne sur les explications des Berlinoises à propos de la Russie, ce sont des choses qui doivent être sérieusement combattues. Le point de vue que GOLDSTEIN a défendu, celui d'une Internationale ouvrière ouest-européenne, est la seule chose qui soit vraiment possible. C'est le point de vue selon lequel on poursuit son chemin sans concessions et l'on essaie toujours d'obtenir ce qu'il est possible d'obtenir sur le chemin du développement de la conscience de soi du prolétariat.

Un camarade a dit : nous ne pouvons pas fonder une Internationale, car cela serait la reconnaissance du principe national. Nous ne devons pas tenir compte de ces vieilles histoires rabâchées et revenir à l'ordre du jour. Mais le syndicalisme est encore une question qui nous intéresse dans ce contexte. WÜLFRATH a dit que le syndicalisme reste le syndicalisme, même s'il s'agit d'un syndicalisme espagnol : il y a là une méconnaissance du mouvement syndicaliste en général. L'on ne peut absolument pas avoir un tel point de vue. Si nous saisissons bien les racines du mouvement syndicaliste, nous voyons pourtant qu'il est aux antipodes de la social-démocratie. Je ne conteste pas du tout le fait que la structure de certains pays soit favorable au syndicalisme. Nous devons engager toutes nos forces pour gagner à nous les travailleurs syndicalistes révolutionnaires et pour mettre fin à toutes les traditions des époques antérieures. Les travailleurs syndicalistes seront des compagnons de lutte incomparablement meilleurs que ceux qui vont du

VKPD jusqu'au SPD parce qu'ils sont des camarades de classe qui ont déjà appris d'une manière ou d'une autre à émerger de la masse.

**Cam. Eder (= Edermann = Emil Sach) :**

Je respecte toutes les convictions, qu'elles viennent de gauche ou de droite. Mais celles qui se situent au centre et qui ne savent jamais de quel côté elles doivent tomber constituent le marais. Nous devons dénoncer cela. Je dis bien dénoncer. Lorsqu'on parle ici de la Russie, du début de la Révolution jusqu'à sa fin, cela est conforme à la vérité. Qui plus est quand on doit quitter la grande ville pour aller faire de l'agitation à la campagne où il est plus difficile de lutter qu'en ville. Si les Berlinoises savaient cela, ils parleraient autrement. Si maintenant les camarades berlinois ébranlent le mouvement en spéculant ainsi, ils ne pourront pas cependant l'arrêter. Et c'est là la chose principale. Car, de même que la véritable révolution a pris fin en 1919 en Russie, étant donné que les Russes sont restés à la frontière de l'Allemagne, de même son temps a pris fin ici à Berlin. Si vous continuez à vouloir le nier ici à Berlin, l'on doit alors vraiment vous demander : où étiez-vous donc lorsque la révolution se déroulait en Allemagne centrale et en Rhénanie ? Où étiez-vous quand nous nous sommes battus au cours du putsch de Kapp ? Le camarade WÜLFRATH a exprimé l'idée que n'avons pas, dans un premier temps, compris la Révolution russe de manière tout à fait aussi précise que maintenant. Ce que devra être le devenir de l'Internationale réellement prolétarienne ne dépend pas uniquement de vous, camarades berlinois, mais de l'ensemble des camarades de l'Empire. Si nous voulons reculer, si le KAZ a maintenant peur que l'on soit défini par la presse de Stinnes comme des bandes de criminels politiques, nous devons en être fiers car ce n'est pas juste. Ce qui s'est passé en Russie, c'est-à-dire la conversion de Lénine, nous est dit clair et net par la presse bourgeoise du *Leipziger Neuesten Nachrichten*. Il a ainsi carrément mis au panier sa brochure *L'État et la révolution*.

Cela ne dépend aujourd'hui que de nous de créer ce qui doit être créé pour en arriver à la véritable Internationale Communiste Ouvrière. Nous n'avons pas le droit de reculer devant notre propre courage, mais nous devons au contraire créer une Internationale réellement prolétarienne.

**Cam. Barbasch :**

Il a déjà été établi à plusieurs reprises à partir de quelles raisons sont nées les différentes théories qui ont été produites par le Comité Principal pour justifier sa position. L'une des théories caractéristiques a été celle du caractère double de la Révolution russe, c'est-à-dire d'un côté le caractère paysan, et de l'autre le caractère prolétarien ; l'on soulignait en même temps que les neuf dixièmes des habitants de la Russie étaient des paysans et qu'un dixième était des prolétaires. Il était donc clair pour tout camarade

relativement sensé que la révolution devait avoir un caractère bourgeois étant donné la maîtrise absolue des neuf dixièmes sur le sol et le faible développement industriel. C'est pourquoi, si l'on est logique, l'on ne doit parler d'emblée que d'un seul caractère de la révolution. Nous ne pouvons comprendre tout cela qu'en tenant compte des rapports économiques globaux. Si l'on raisonne donc comme le Comité Principal, il en résulte que le caractère double de la Révolution russe n'existait absolument pas et qu'il n'y avait qu'une seule autre possibilité pour parvenir plus vite par un moyen constructif à l'objectif d'arriver au communisme. Ce n'est pas là une justification de la politique que le Comité Principal a menée. Si l'on veut être cohérent, l'on doit le concéder également. Déjà à l'époque du II<sup>e</sup> Congrès, RÜHLE disait que la politique de l'Internationale était subordonnée à la politique de la Russie soviétique, et nous avons considéré à cette époque-là que ce n'était pas encore le moment de sortir de l'Internationale parce que nous ne reconnaissons pas encore la nécessité d'un regroupement international pour nos KAP et c'est uniquement pour cette raison-là que l'on avait insisté pour que nous y restions. Nous ne voulions pas nous isoler, nous voulions avoir la possibilité de pénétrer l'Internationale et avant toute chose de nouer des relations internationales.

Comme à cette époque-là, nous demeurons seuls avec nos opinions, car ce qui a été mis en avant ici, à savoir que seules la Hollande et la Bulgarie adhèrent encore à notre Internationale, a été tout à fait clairement expliqué par le camarade GORTER ; en Hollande, le Parti a pour tâche de mettre en œuvre le travail préparatoire en vue du développement économique à venir de la Hollande vers la production industrielle et par conséquent vers l'idée du KAP. Il a justement confirmé ce sur quoi nous avons toujours insisté, à savoir qu'il faut partir des conditions économiques d'un pays et que la tactique en dépend. Il a alors été dit de manière tout à fait claire que, pour l'Internationale Communiste Ouvrière, contrairement au passé, nous ne pouvons pas corrompre notre Internationale par le fait d'accepter des organisations syndicalistes, et alors si nous recommençons à lutter avec les syndicalistes, il nous faudrait remporter ces luttes comme lors de la fondation du Parti avec les partisans de RÜHLE. Auparavant, l'on voulait admettre également les syndicalistes. Et qu'est-ce qui nous pousse à la fondation d'une Internationale ouvrière ? Schröder a dit : il faut de la force pour fonder une Internationale ouvrière. Camarades, s'il s'agit de la force de la plume, elle est déjà prouvée. Mais, à mon avis, ce qu'il faut, c'est savoir à quel moment l'on doit créer cette Internationale ouvrière. Et la question n'est pas de savoir si une Internationale doit être fondée, mais si une Internationale ouvrière peut avoir une autorité sur la base des partis qui en feraient partie. Nous déclarons qu'une Internationale est indispensable. Le seul point à débattre est le moment de la fondation. Il y faut de la volonté. Maintenant, il a été dit tout à fait justement qu'il devait exister également les conditions objectives. Il a été dit par-dessus le marché comment l'Internationale devrait être fondée, et c'est là que j'ai lancé une interpellation : « *La Bulgarie doit avoir une programme indépendant pour pouvoir rejoindre l'Internationale par ce moyen* ». Mais il a été dit : « Non, nous devons lui donner le programme international ». C'est exactement l'inverse. Les Bulgares doivent partir de leur programme pour rejoindre



l'Internationale. Et dans leur programme, il doit y avoir la base permettant de rejoindre une Internationale. Quelle est donc la concordance qui existe vraiment dans l'idée du KAP ? Le fondement de notre programme, c'est l'idée des conseils, du bas vers le haut. C'est ce fondement qui doit être retenu comme fondement international et le second fondement à retenir est l'attitude illégale.

GOLDSTEIN a clairement exprimé dans ses articles qu'il considère comme nécessaire uniquement une Internationale ouest-européenne, sur le sol de l'Europe occidentale. Et donc la formation de Centrales intermédiaires ne serait pas nécessaire, car les Partis qui existent sur des bases économiques telles qu'elles se présentent en Allemagne, ne peuvent avoir que le programme du KAP. Il a été dit que nous aurions la même base économique qu'en Argentine, etc. Cela se trouve textuellement dans la brochure (*il cite*). (*Interruption d'un contradicteur*). Je n'ai pas trop parlé.

Si JAN (Appel) a dit qu'il est absolument nécessaire que l'enfant ait un nom, alors des parents peuvent parfaitement, s'ils sont vraiment tombés amoureux, donner également un nom à l'enfant dès la procréation.

Lorsqu'on nous fait le reproche que nous menons une tactique de cellules, BERGS a déjà exposé que nous ne voulons absolument pas nous y consacrer. Nous avons des contradictions purement objectives et il n'y a aucune raison pour mener une tactique de cellules. Ce serait le cas si nous étions sur une autre position de principe que Comité Principal. Ce n'est pas le cas.

Nous ne pouvons pas non plus dire que, si nous attendons le développement de l'Internationale Communiste Ouvrière à l'intérieur du KAPD, c'est que nous aurions l'idée d'opposer une Internationale de Berlin à celle de Moscou. Si la révolution avait conduit à la prise du pouvoir politique dans un autre pays que la Russie, la direction de la III<sup>e</sup> Internationale serait revenue sans problèmes à ce pays ouest-européen. C'est ce que Lénine a dit lui aussi. Si l'évolution était allée plus vite dans d'autres pays, Berlin se serait vue retirer les leviers de commande si nous fondons l'Internationale Communiste Ouvrière aussi à Berlin, c'est-à-dire là où momentanément elle doit avoir son point d'appui.

Nous ne sommes absolument pas dans le brouillard si nous laissons effectivement le KAP mener la poursuite de la révolution mondiale. Il ne se passera pas la moindre chose d'autre qu'il se serait passé si le Bureau d'information était réellement fondé. Mais le point le plus important est que cela doit progresser toujours dans le cadre de l'évolution, sur la voie du processus historique, et non pas en être détourné par des détails et situé sur une base particulière. Nous nous y opposons. Nous avons publié une brochure et l'on en a inondé l'Allemagne<sup>67</sup> avant que le Congrès se soit exprimé.

---

<sup>67</sup> *Die Sowjetregierung und die 3. Internationale im Schlepptau der internationalen Bourgeoisie* [Le Gouvernement des Soviets et la III<sup>e</sup> Internationale à la remorque de la bourgeoisie internationale!], KAPD, Berlin, 1921, juillet 1921 (<http://www.left-dis.nl/d/schlepptau.pdf>). La brochure était écrite par Adolf Dethmann et fut probablement revue et corrigée par Herman Gorter qui la traduisit en hollandais.

## **Cam. Seeman (Bernhard Reichenbach) :**

Il semble qu'il y ait ici deux façons de voir qui prédominent. Premièrement, l'on n'aurait pas dû entrer dans la III<sup>e</sup> Internationale comme parti sympathisant, et, parallèlement, l'idée que les Russes auraient dû vraiment démissionner en tant que parti de gouvernement. L'autre façon de voir, c'est que la politique russe est aujourd'hui la bonne et il est important que notre position par rapport à l'État russe soit précisée avec exactitude. (*Il donne lecture de la motion sur notre position vis-à-vis de la Russie*).

La Russie soviétique doit être combattue avec la plus grande fermeté. Cela est trop dogmatique. Nous avons dit que la condition préalable pour l'édification du communisme en Russie était la réalisation de la révolution en Europe occidentale. Mais que s'était-il donc passé ? Le Parti Communiste Russe, au moment où il a pris le pouvoir et où il était de plus en plus évident qu'il resterait isolé, a tenté d'accomplir une tâche importante. Il est parti du point de vue qu'il lui sera impossible d'édifier le communisme. Mais comme il avait un instrument de pouvoir entre ses mains, il a voulu utiliser si possible cette possession du pouvoir en faveur de ces pays où le prolétariat industriel a la potentialité de parvenir au communisme. Il voulait essayer de mettre cet appareil de pouvoir au service de ces pays et des prolétaires qui s'y trouvaient en les soutenant matériellement. Mais malheureusement, il n'a pas mesuré à cette occasion l'effet corrupteur de l'argent qui intervient tout à fait objectivement toujours. Cela a été une tentative héroïque. Il a sacrifié son prolétariat pour la cause de la révolution, il a essayé de lancer la grande offensive contre la Pologne, de faire éclater la révolution en Europe occidentale par le biais de l'influence d'une Armée rouge victorieuse. Nous savons que le fait que seul le KAP ait compris cela est une chose terrible. Les deux tentatives ont échoué. La première tentative également parce que, en même temps, le gouvernement soviétique en Russie ne permettait pas de servir à la révolution européenne.

Venons-en au second point de notre discussion : la création d'une organisation internationale. Une interpellation du camarade BERGS, aussi juste soit-elle, est en contradiction avec les opinions de Berlin : « Nous nous disputons pour rien ». L'on a seulement besoin de reconnaître à travers la motion de Berlin que nous sommes du même avis. Il faut réfléchir sur ce que l'on s'imagine lorsque l'on veut avoir un Bureau. L'on regimbe contre le mot "Internationale" parce que les groupes qui se sont joints au KAP sont encore trop faibles. Nous ne pouvons pas dire qu'il n'y a pas d'opposition dans la III<sup>e</sup> Internationale. Il s'est naturellement produit que les opportunistes aient pris le dessus, et cela s'est aussi exprimé dans le choix des délégués envoyés à Moscou. Dans chaque délégation, il y en avait au moins un qui disait que les choses chez lui sont bien différentes, mais qu'il y a la pression du groupe parlementaire. Il est vrai que seul le KAPD, en dehors de très rares exceptions, a une attitude tout à fait claire qu'elle peut opposer réellement aux partis de la III<sup>e</sup> Internationale, vis-à-vis des courants qui y sont représentés. Nous ne devons pas attendre que les choses se soient développées, mais montrer qu'il existe ici un parti qui a compris qu'il faut

servir la révolution par la création d'une organisation prolétarienne. La seule question est de débattre comment les choses doivent se passer et si le Bureau est isolé. Il suffit de fonder un Bureau d'information. C'est un Bureau d'information en tant que tel qui doit être installé et non pas un appendice du KAPD qui doit être mis en place. Il doit être sous le contrôle le plus strict du Parti, mais il ne faut pas qu'il soit en union personnelle avec le KAPD.

### **Cam. Classe**<sup>68</sup>

Camarades, je ne serais pas intervenue dans la discussion si je n'y avais pas été obligée et si l'on n'avait pas dit que si l'on a une opinion différente l'on est une cellule du VKP. Mon activité ne justifie pas de telles insultes. Après mon retour, j'ai été très malade et je n'ai pas eu la possibilité d'avoir une discussion avec la délégation.

Les points de divergences sont vraiment des querelles byzantines. Nous nous refusons en tant que travailleurs à ce que l'on évite de travailler en profondeur, à ce que les différends antérieurs soient une préfiguration du Congrès du Parti. Tout à fait personnellement, je dis que cette Opposition n'est pas suffisante pour qu'on puisse la qualifier d'ores et déjà d'élément de puissance. Cette Opposition russe et celle qui existe dans les autres pays ne sont pas encore assez fortes pour qu'une IVe Internationale puisse s'appuyer sur elles. L'Opposition russe s'est en partie constituée parce que les institutions soviétiques sont dominées par l'élément bourgeois. Je regrette que ce Congrès ne tienne pas des assises illégales. Nous nous sommes retournés, dans la tactique que nous avons précédemment appliquée dans la lutte contre la III<sup>e</sup> Internationale, contre le fait d'avoir lutté pour l'admission comme membre sympathisant, et maintenant, puisque le III<sup>e</sup> Congrès n'est rien d'autre que le II<sup>e</sup> Congrès, nous sommes contre la III<sup>e</sup> Internationale. Toute notre attitude a toujours consisté à y rester pour y agir. Cette attitude a été jusqu'à présent celle de la délégation. L'attitude des travailleurs est encore en faveur des bolcheviks russes et des frères russes. Le prolétaire n'est pas à même de penser aussi vite, et pour lui, jusqu'à présent, la Russie est encore révolutionnaire. L'ouvrier ne peut pas s'adapter aussi vite que des intellectuels pour saisir ces choses. À cet égard, il fait toujours montre de beaucoup trop de discipline et il croit ce que les autres écrivent. Je m'en suis prise à titre privé au *KAZ* parce que je ne suis pas d'accord avec la manière dont il est rédigé.

Nous avons critiqué la manière dont il est rédigé parce que les travailleurs ne peuvent pas s'adapter du jour au lendemain au changement. Quant à l'autre

---

<sup>68</sup> Anna Classe (5.4.1882–23.1.1969), Berlin, plus tard épouse Fritz Kunze (1895- ?), KAPD, alias Sachs ou Sachse; membre du SPD depuis 1910, mouvement contre la guerre et travail clandestin dans le Spartakusbund, exclue du parti lors du congrès de Heidelberg d'octobre 1919). Avril 1920 adhère au KAPD, emprisonnée en 1922 à la forteresse de Königstein. Semble avoir milité au KAPD jusqu'en 1929. Après 1945, KPD, SED, mouvement des femmes de la RDA/DDR. Elle fut la seule femme du KAPD qui participa en tant que déléguée au III<sup>e</sup> Congrès du Komintern. Käte Friedländer et Vassili Rumanoff, Fritz Kunze, KAPD, étaient également présents au III<sup>e</sup> Congrès.

chose, à savoir si la IV<sup>e</sup> Internationale doit être déjà créée, il y a justement le fait que l'on a présenté une anticipation et une influence du Comité Principal avant que le Congrès ne se soit prononcé. Ces choses-là relèvent en premier lieu du Congrès et ne doivent pas paraître auparavant dans la presse. Ce sont là des choses que nous réglerons ici. Personne dans l'organisation berlinoise ne s'oppose au rassemblement international. Tous croient que la III<sup>e</sup> Internationale ne pourra plus être révolutionnée. Nous sommes pour le regroupement de toutes les tendances oppositionnelles. Certaines personnes se sentent personnellement touchées si nous critiquons ces choses.

### **Cam. Schwab :**

On a parlé de beaucoup de choses. De beaucoup de choses justes et de beaucoup de choses fausses. Il n'y a pas eu un seul discours dont je pourrais dire qu'il était juste dans toutes ses parties.

L'on a parlé ici de la Russie et des perspectives de la Révolution russe. C'est ainsi que, jusqu'à présent, presque tous les orateurs ont, de manière très curieuse, mélangé tout à fait allègrement la III<sup>e</sup> Internationale, le gouvernement soviétique, etc., comme si tout cela était la même chose. L'on peut dire naturellement qu'aussi bien le Parti que le gouvernement soviétique et que la III<sup>e</sup> Internationale, par l'entremise du Parti russe, sont dirigés dans les grandes lignes par le Comité Central du PCR. Cela a pour effet qu'une ligne cohérente traverse la politique de ces trois organismes. Mais l'on n'a pas le droit de les assimiler complètement de but en blanc l'un avec l'autre et de les mélanger comme cela s'est passé avec ces notions. Si nous considérons ces trois entités selon la valeur qu'elles ont pour la révolution prolétarienne, l'on doit alors dire que c'est la III<sup>e</sup> Internationale qui est la plus perdue des trois. La III<sup>e</sup> Internationale, et j'affirme cela aussi à l'encontre du délégué berlinois qui pensait qu'il y aurait peut-être cependant encore quelque chose à espérer à l'occasion d'un autre retournement du destin, est perdue pour la révolution mondiale, elle en est un facteur négatif.

Si l'on prend comme deuxième élément le gouvernement soviétique actuel, l'on doit dire que, de par sa politique commerciale, de par sa politique des traités, de par sa politique du rapprochement avec le capitalisme même en Russie soviétique, il est lui aussi devenu un facteur qui s'oppose en gros à la révolution mondiale. Mais l'importance pratique de cette question deviendra, je crois, plus claire pour nous si nous réfléchissons aux conséquences tout à fait réelles qu'il y aurait si ce gouvernement était renversé aujourd'hui, demain, par le Comité d'aide ou quelque chose de ce genre, par une scission ou une telle chose. Nous voyons alors comme conséquence immédiate que le capital international tenterait dans une grande course de se précipiter en Russie, et que peut-être, à l'occasion de cette course, il naîtrait encore une fois des conflits entre les différents groupes de capital si virulents qu'il pourrait sortir de ces conflits un nouvel élan pour l'avancée de la révolution. Mais ce n'est pas très vraisemblable. Si l'on en estime la probabilité en pourcentage, je tablerai sur dix pour cent.

Que ferait le capital en Russie après sa pénétration ? Il essaierait de monopoliser les sources de matières premières pour ou bien ne pas les exploiter, ou bien, si l'exploitation était meilleur marché en Russie, les y exploiter et arrêter d'autres sources de matières premières. Ce serait du pareil au même. Il n'y aurait en réalité de ce fait, dans les deux cas, pas de redressement de l'économie capitaliste mondiale, mais la consolidation du monopole de domination du capitalisme mondial. Ce serait plutôt assez dangereux et mauvais pour nous. Mais il y a encore davantage. Ce que le capital trouverait en Russie, ce ne serait bien sûr pas seulement du bois, de l'or, du platine, etc. Ce seraient également des hommes, et ces hommes se diviseraient presque carrément en deux groupes pour le capital international : premièrement, les communistes et ceux qui se regroupent autour d'eux, et deuxièmement, les autres, c'est-à-dire les grandes masses, de loin le plus grand nombre, principalement la paysannerie. Le premier groupe serait attaqué avec les moyens les plus vigoureux de la terreur en cas de chute du gouvernement soviétique. Peut-être non pas quelques chefs, mais la masse des communistes russes. Les autres neuf dixièmes de la population, les paysans, seraient organisés en un temps relativement court en tant que troupes du capital international contre les travailleurs européens et cela est une chose que nous n'avons pas le droit de sous-estimer. Si nous voulons donc apprécier de manière tout à fait froide et lucide la valeur du gouvernement soviétique pour la révolution mondiale et si nous voulons dire aujourd'hui que le gouvernement des conseils devrait se retirer, nous oublions facilement, je crois, cette foule de conséquences qui en résulteraient. Cela ne veut pas dire nécessairement que le gouvernement soviétique sera pour nous dans l'avenir un facteur auquel ira notre entière solidarité, mais nous devons maintenant et aussi à l'avenir soupeser soigneusement les effets de la politique et de l'existence du gouvernement soviétique et nous devons, je crois, voir ce qu'il en résulte. Si par exemple il devait se vérifier que la possibilité d'une nouvelle guerre entre la Russie et la Roumanie, et peut-être aussi en outre entre la Russie et la Pologne, se profilait à l'horizon, nous devons réfléchir sur le fait qu'une telle guerre, même si elle était menée au premier chef pour la domination de ce gouvernement soviétique, est un événement qui devrait agir comme un facteur révolutionnaire, et nous devrions prendre parti dans cette guerre comme le 20 août 1920. Un tel fait n'existe pas pour l'instant, mais celui qui existe, c'est le fait que le gouvernement soviétique s'appuie sur le capital international. L'on dit maintenant que le capital international aurait un intérêt pressant à ce que ce soit précisément ce gouvernement-là qui perdure, qui fasse entrer le capitalisme en Russie : ceci est dans un certain sens juste, en l'occurrence pour le début. Cela n'est juste qu'aussi longtemps que le capital international lui-même sera en mesure, sur cette base de départ, de se créer en Russie même, économiquement et aussi de manière politiquement légale ou illégale, des points d'appui si puissants qu'il pourra ensuite avancer d'un pas. Il se verra contraint de continuer à s'inquiéter. N'oublions pas que ce gouvernement soviétique est cependant toujours le gouvernement du Parti Communiste Russe. Ce que l'on voit et que l'on peut voir ici, à l'étranger, ce sont les effets de la politique gouvernementale des bolcheviks sur laquelle on a tant parlé aujourd'hui. Mais ce que l'on voit

moins ici et que l'on ne peut presque pas du tout apprécier, c'est le contre-effet que le Parti Communiste Russe en tant que parti a déjà préparé lui-même par la politique qu'il doit mener en tant que parti de gouvernement. En Russie, l'on peut voir tout à fait clairement que la politique d'agitation et d'organisation du PCR a en tout cas réellement provoqué, chez les ouvriers russes et certainement aussi, avec une certaine ampleur, chez les paysans, des résistances qui ne peuvent pas être sous-estimées, à l'encontre du développement capitaliste à venir. Il a été fait là-bas, malgré cette discipline russe ou avec elle, un pas en avant dans l'évolution de la conscience de classe du prolétariat russe, et cette répercussion de la politique de parti russe, du travail de parti russe, se fera jour et doit se faire jour naturellement en masse croissante au fur et à mesure que ce Parti, en tant que gouvernement, introduira des méthodes capitalistes dans le pays.

Or il a été dit que cette situation conduira nécessairement au bout d'un moment à une cassure de ce Parti, parce que, naturellement, il n'est pas possible à la longue que celui-ci mène, en tant que gouvernement, cette politique-là et, en tant que parti, une autre politique. Et je suis fermement convaincu que cette scission du PCR doit arriver et qu'elle arrivera. Mais nous ne pouvons pas savoir à l'avance quand et sous quelles manifestations extérieures cela se fera. Mais je voudrais dire que, si cette scission se produisait, alors, selon ma ferme conviction, le côté gouvernemental ne se sera pas du côté du PCR, mais du côté de l'Opposition, et qu'il n'y aura pas encore un parti, mais qu'en tout cas il en naîtra très rapidement un qui deviendra notre allié le plus puissant. L'on se représente la discipline russe comme l'obéissance aveugle d'un troupeau de moutons qui, du fait de la pression venue d'en haut, fait tout ce qui lui est ordonné. Les choses ne sont pas en réalité tout à fait celles-là. Si, dans l'ensemble, la discipline du Parti russe a pour une bonne part le caractère d'une discipline militaire, c'est premièrement le caractère de la discipline d'une armée volontaire, et deuxièmement la manifestation qui est en rapport le plus étroit avec la situation russe. La discipline d'un Parti européen ne pourrait ni ne devrait avoir le même caractère : dans le Parti Communiste allemand ou européen, dans un autre sens, elle devrait même être encore beaucoup plus stricte que là-bas, et ce parce que la révolution ne peut réellement réussir ici que sur la base du développement de la conscience de classe et de la conscience de soi des prolétaires. Si l'on souligne cette idée si vivement, c'est que l'on n'a pas le droit d'oublier à cette occasion-là l'autre chose, à savoir que ce développement de la conscience de soi doit être complété par le développement tout à fait vigoureux de l'autodiscipline. Et c'est là une chose que, nous tous, nous ne possédons pas suffisamment, il s'en faut de beaucoup, et à laquelle, nous tous, nous ne nous y entendons encore bien trop peu. Et maintenant, passons à la question des III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Internationales :

Naturellement, la III<sup>e</sup> Internationale continuera d'exister, mais elle se délabrera de l'intérieur de la même façon que le VKPD a commencé à se désintégrer de l'intérieur et à renoncer à son esprit. Elle perdra très rapidement de sa force interne d'attraction sur ses membres et vers l'extérieur. Mais elle demeure cependant une opposition avec un gros appareil, de l'argent, des journaux, etc. Cela ne fait rien. Si c'était important,

la II<sup>e</sup> Internationale serait alors encore le facteur de loin le plus puissant dans le mouvement ouvrier. Mais ce n'est décidément pas important.

Et maintenant, la question d'une Internationale Communiste Ouvrière. Je crois que nous sommes d'accord sur le fait que l'on se dirige vers un regroupement international. C'est l'un des résultats de la discussion que l'on doit retenir. On va y aller. C'est une question de rythme et l'on en a débattu. Je voudrais d'abord dire que nous, les délégués à Moscou, nous nous étions en effet imaginés que ce travail serait conçu dans un premier temps comme un travail, une chose dans laquelle l'on doit pour l'instant beaucoup faire, organiser, fouiller, creuser, voyager, écrire, parler, et que l'on n'annonce publiquement qu'ultérieurement, et je peux dire tout à fait paisiblement pour ce qui concerne ma propre personne que je considère l'annonce de cette naissance comme prématurée. Je n'ai pas pu voir non plus dans la décision du Comité Central que devait figurer une annonce de ce type. Or l'annonce a paru, il est impossible de l'annuler, et l'on peut dire qu'il serait erroné que le Parti dans son ensemble s'en écarte. Ce n'est plus possible. Ce serait tactiquement aussi malavisé et maladroit qu'on peut se l'imaginer. (*Interpellation : c'était bien sûr là le but de l'annonce*). Je ne peux pas savoir si c'était là le but de l'annonce. Ce n'est pas moi qui l'ai rédigée. Nous devrions désormais effectuer notre effort principal dans le domaine de ce travail dans cette affaire. Que l'on dise que nous commençons aujourd'hui à fonder une Internationale Communiste Ouvrière, ou bien que nous décidons de fonder un Bureau qui doit préparer cette fondation, cela est relativement indifférent. Ce sont là de toutes petites différences et je serais davantage favorable à ce que l'on décide aujourd'hui que l'on ouvre un Bureau qui doit faire avancer l'idée. Or l'on s'est aussi énervé au sujet du Bureau du côté de Berlin, car l'on est d'avis à Berlin que le Comité Principal a accompli cela à ses heures perdues le soir ou alors qu'une personne qui avait 24 heures devant elle y a été particulièrement employée. Je crois que l'on n'a pas le droit d'offrir et que l'on ne peut pas offrir cela aux camarades de l'étranger qui veulent travailler avec nous (*Interpellation : en s'adjoignant les services des camarades étrangers*), mais que l'on doit créer en effet une entité indépendante, qui travaillerait pour elle-même, sur laquelle doivent se mettre d'accord ceux qui sont ensemble sur cette voie, à savoir l'Allemagne et la Hollande, auxquelles se joindrait la Bulgarie après quelques semaines.

Il faut qu'un contrôle soit exercé non pas par les membres de Berlin, mais par l'ensemble du Parti, et les groupes qui seront avec nous exerceront eux aussi une influence ; et si le siège du Bureau est à Berlin, il serait à leur honneur que le contrôle ne soit pas exercé par les membres berlinois du KAPD qui ont déjà assez à faire. Mais certains disent que le moment n'en est pas du tout encore venu. Ils sont trop peu nombreux. Les choses ne sont pas ainsi. D'un point de vue formellement juridique, ce serait juste, mais je pense que nous voulons faire ici de la politique et rester dans le mouvement ouvrier. Nous allons assister à l'effritement interne de toutes les sections de la III<sup>e</sup> Internationale, nous devons travailler à cet effritement interne et nous pouvons y travailler si nous créons maintenant au plus vite un centre international, et c'est ainsi qu'il en résultera le fait qu'il y aura peut-être très bientôt de ci de là de solides partis. Il y aura déjà le fait de l'existence d'un

tel centre organisationnel ainsi que de l'idée, qui sera présentée aux autres, si possible du bas vers le haut, par ce centre, une idée qui exercera une influence sur les partis et qui, petit à petit, aura pour conséquence que des débats naîtront dans ces partis et que l'on voudra continuer à adapter tous ensemble le congrès mondial sous l'effet de notre action. L'on pourra ensuite trouver par ce moyen-là, dans toute une série de pays, des camarades et aussi des groupes qui se joindront à ce centre organisationnel. Mais ce sont des groupes qui seront plus forts que le Parti hollandais pour l'instant. Car ce n'est pas sans raison que ceux que l'on appelle les receveurs d'aumônes soient des gens faibles et hésitants et se situent entre leurs travailleurs et Moscou, et que ces gens-là, du fait de restes non négligeables de sentiment révolutionnaire, nous parlent et nous donnent raison dans notre critique. Et maintenant, je voudrais dire encore un mot sur la question de savoir comment l'Internationale doit être au juste composée. Nous devons prendre pour base de ce regroupement un programme absolument clair et net qui sera d'abord proposé à tous, sur lequel ils pourront ensuite influencer, mais qui devra être fidèle à un certain fondement, à savoir le fondement marxiste. Je sais que, dans les pays latins, les forces révolutionnaires sont liées au syndicalisme, un syndicalisme qui n'est pas à confondre avec le syndicalisme allemand, que ces forces sont soumises à la ligne d'une idéologie assurément antimarxiste, et que ce fait constitue l'une des grandes difficultés du développement du mouvement ouvrier révolutionnaire. Je suis aussi convaincu que nous devons à l'avenir travailler ensemble avec les syndicalistes d'Espagne, d'Italie et vraisemblablement de France, dans de nombreuses questions politiques au jour le jour, bien qu'il règne une grande confusion parmi eux. Je crois que le Comité Principal doit tout faire pour établir de telles liaisons. Mais je me suis cependant convaincu, comme je l'ai dit, et ce après de longues hésitations et réflexions, que seuls de véritables communistes doivent entrer dans une Internationale ouvrière à constituer, parce que cette idéologie antimarxiste, qui ne règne pas seulement chez les syndicalistes des pays latins, mais aussi chez les gens de l'IWW, n'empêche certes pas aujourd'hui très souvent d'agir correctement par instinct révolutionnaire, mais peut se révéler être très gênante au cours du temps pour notre mouvement. Mais nous sommes parvenus, par un échange d'idées et de pensées, à favoriser chez les syndicalistes des pays latins une nouvelle connaissance qui conduira ensuite, selon un cours progressif, à éliminer le dogmatisme des deux côtés de sorte que nous apprenions encore du mouvement syndicaliste ce que nous avons à apprendre de lui. Je suis convaincu que nous avons encore quelque chose à apprendre là-dessus et que, de l'autre côté, les syndicalistes apprendront de nous parce que le mouvement révolutionnaire ne peut vaincre qu'à l'échelle internationale.

### **Cam. Bock<sup>69</sup> :**

exprime sa stupeur sur le fait que le Congrès soit utilisé à donner uniquement l'opinion des Berlinoises et il constate des contradictions parmi

---

<sup>69</sup> Faute d'impression. Il s'agit de Christian Rock, Essen, qui devint en 1922 l'un des dirigeants de la Tendance d'Essen. En 1922, il est responsable légal de la KAZ d'Essen.



les délégués berlinois, contrairement aux délégués de l'Empire. Et pourtant, l'explication a montré qu'une ligne unitaire peut être trouvée pour en arriver à un travail positif. Le district de la Rhénanie a présenté une motion destinée à adresser un appel au prolétariat révolutionnaire mondial pour qu'il se joigne à l'Internationale Communiste Ouvrière. Nous devons donner aujourd'hui encore une réponse au prolétariat international dont les regards sont dirigés sur nous. Le prolétariat mondial attend de nous, en tant qu'avant-garde du prolétariat, une réponse. Au commencement, était l'action.

### **Cam. Mühle :**

Camarades, cela n'a aucune raison d'être de fabriquer des contradictions dans la délégation berlinoise. Une question a suscité une opinion contraire, la seule question qui n'a pas été discutée. Nous avons seulement mis en garde contre une attitude erronée vis-à-vis de la Russie soviétique, afin que l'on n'en arrive pas à des méthodes qui ne seraient pas favorables à la révolution en Allemagne. Nous avons entendu beaucoup de discours théoriques et peu de choses sont restées concernant le point essentiel.

Premièrement, une lapalissade selon laquelle la révolution prolétarienne, contrairement à la révolution bourgeoise, ne peut être instaurée que sur des bases internationales. Cela signifie que le communisme n'est possible aussi en Russie que si la révolution a déjà été faite en Europe occidentale. Notre antibolchevisme consiste dans le fait que nous combattons ce que les Russes doivent faire, la politique qu'ils adoptent en tant que Parti de gouvernement. Le camarade SIGRIST (Schwab) a démontré qu'il y avait une faute dans la politique du gouvernement soviétique. L'on s'arrête tout simplement là où on est pris. Puis on édifie une nouvelle théorie. Concernant l'Internationale, il est juste que l'on ne soit absolument pas mort dans notre relation avec la III<sup>e</sup> Internationale et que l'on ait cru à quelque chose d'autre à l'époque. Mais le III<sup>e</sup> Congrès a montré que nous ne pouvons plus en faire partie en tant que parti sympathisant. En partant de ce fait, qui a seulement résulté du III<sup>e</sup> Congrès, l'on peut s'attaquer à la refondation d'une Internationale ouvrière. Cela ne fait qu'un court laps de temps que le KAPD ne fait plus partie de la III<sup>e</sup> Internationale, et donc l'on ne peut pas fonder immédiatement une nouvelle Internationale parce que le KAPD serait effectivement le seul à y être prêt. Le KAP de Hollande ne s'appuie que sur une position théorique. Mais le camarade GORTER dit dans sa *Lettre ouverte* que le centre de gravité repose sur l'Allemagne, l'Angleterre et l'Italie. Y existe-t-il quelque chose là-bas ? (*Interpellation : en Angleterre, beaucoup de choses*).

Nous voulons créer les bases réelles. L'on prend une décision et ensuite il est facile de fonder une Internationale Communiste Ouvrière.

C'est la tâche du Parti que de faire avancer l'opposition dans tous les pays. Mais il peut se faire que l'on compromette une évolution en l'anticipant. Je voudrais rappeler l'idée de l'organisation unitaire et l'idée qu'une organisation unitaire existera. Cela a été compris de manière totalement erronée par les prolétaires. Ils ont cru qu'elle serait déjà possible aujourd'hui.

Cela pourrait aussi intervenir dans cette question. L'organisation doit être une organisation qui sert la révolution. Si vous pouvez vous souvenir de comment la IIIe Internationale est née, sans même avoir de véritable caisse de résonance, elle doit maintenant s'engager dans une politique opportuniste pour gagner les masses à elle. Je ne veux pas dire par-là que, si c'est décidé, le KAP prendra la même voie. Mais cette évolution peut parfaitement être possible. Ensuite, telle ou telle raideur dogmatique doit être encore éliminée. À cette occasion, une base de notre organisation peut être éventuellement envoyée au diable. Il ne faut pas que ce soit là un faux procès et ce serait la préfiguration d'un procès que l'on verra bien avec le temps. Nous ne pouvons ensuite nous diriger vers la fondation d'une Internationale Communiste Ouvrière que s'il existe des partis au sens du KAP.

**Cam. [Otto] Schneider**<sup>70</sup> :

Il a été dit que l'on devait sortir de la III<sup>e</sup> Internationale.

Lorsque nous sommes entrés dans la III<sup>e</sup> Internationale, il avait été décidé que nous nous en retirerions si nous devions céder quelque chose sur nos principes, et c'est ce qui est arrivé. Vous souhaitez davantage de travail pratique et pas tant de théorisation. Les masses attendent que nous effectuions un travail pratique dans l'intérêt de la révolution. (*Un contradicteur : nous avons appelé à l'activité*). Il ne suffit pas d'appeler, mais il faut agir activement. Lénine et les dirigeants russes n'ont pas échoué. Ils devaient échouer à cause de la situation, mais c'est nous qui en sommes responsables. Il n'est pas essentiel que l'on crée une nouvelle Internationale. Nous pouvons entamer la liaison avec tous les partis révolutionnaires. Il n'est pas nécessaire pour cela d'appeler à fonder une IV<sup>e</sup> Internationale. Il est évident que nous sommes en relation avec les partis qui nous sont apparentés. C'est la raison pour laquelle nous sommes contre la fondation de l'Internationale.

**Cam. Meyer**<sup>71</sup> :

Seulement quelques mots : les camarades de Berlin n'ont au fond, eux non plus, rien contre la formation d'un nouveau regroupement communiste des organisations qui sont fondamentalement séparés de Moscou, qui veulent s'en séparer, ou qui remettent cette séparation à plus tard. Ils n'ont rien

---

<sup>70</sup> Otto Schneider, demeurant Leipziger Straße 82 à Dresde, déjà délégué au congrès de février 1921 du KAPD, AAU, en 1922 AAUE (*Die Aktion*, 1921, p. 160).

<sup>71</sup> Ludwig Meyer, alias *Bergman*, qui fut délégué en 1921 aux Congrès du Komintern et du Profintern. Métallurgiste à Leipzig, il fut auparavant délégué syndical (*révolutionäre Obmann*) et USPD. Après 1922, il disparut de la vie politique. Si le nom de Meyer est juif, il pourrait s'agir de Ludwig Meyer (30/03/1861 – 13/09/1942), né à Leipzig, déporté le 19 septembre 1941 de Weimar vers le camp de Theresienstadt où il mourut. [*Terezinska Pametni Kniha/Theresienstaedter Gedenkbuch, Terezinska Iniciativa*, vol. I – II, Melantrich, Prague 1995, vol. III, Academia Verlag, Prague 2000].

contre le fait qu'un regroupement de ces organisations existe plus ou moins dans les différents pays, mais ils n'ont pas encore trouvé partout des formes solides. Mais ils disent d'un autre côté que l'on ne doit pas créer quelque chose d'artificiel. L'on ne doit pas, absolument pas, faire cela et je voudrais vous demander un peu qui, parmi les camarades qui veulent la formation immédiate, le regroupement de ces organisations, ont un intérêt à créer quelque chose d'artificiel ? L'orateur fait état du groupe Bettelheim en Autriche. Un groupe pourrait créer beaucoup plus si, en Allemagne, quelque chose avait déjà été fait en matière de rassemblement. Ce groupe grandirait immédiatement, se consoliderait et se renforcerait, s'il avait du soutien dans d'autres pays. C'est pourquoi je ne comprends pas que les Berlinoises fassent toujours marche arrière. J'aurais espéré qu'ils nous fourniraient des raisons pertinentes. Or le camarade MÜHLE n'a lui non plus rien apporté. Il est pourtant clair qu'il existe déjà certaines organisations solides. Si un regroupement international a lieu, il faut alors qu'une ligne cohérente, qu'un programme soit publié. Ce programme doit offrir la base et la garantie que cette Internationale n'accueillera pas a priori en elle des partis qui n'ont rien, ou bien franchement peu de chose, à voir avec nous. Ce programme doit constituer une ligne avec laquelle nous pourrions voir que ces partis agiront avec nous. Je dois encore dire quelque chose : le camarade de Saxe orientale a dit que l'on attend de nous du travail pratique. Je vois sur ce point un travail éminemment important et pratique si nous nous dirigeons vers la création de cette relation internationale. Si nous n'avons pas encore aujourd'hui un grand nombre d'organisations solides qui soient fondamentalement à nos côtés, l'organisation que nous créerons sera l'aiguillon pour que les groupes hésitants et les petits groupes se renforcent bientôt, aient un noyau autour duquel ils se rassembleront. Parce que nous savons que notre programme, celui du KAPD, est le bon, nous avons le devoir et la responsabilité de marcher devant. La camarade Classe a dit que nous nous indignons contre le fait que, dans le *Proletarier* et dans le *KAZ*, une anticipation de l'opinion des membres ait été utilisée. Ces deux points, qui doivent être traités, figurent à l'ordre du jour du Congrès. Si la presse n'avait pas pris position sur ces choses-là, j'aurais sacrément condamné cela.

Classe a dit en outre que les moyens employés pour la lutte contre la Russie sont allés trop loin, qu'ils ont dépassé les bornes. Lorsque le *Proletarier* a paru, nous n'étions en tout cas pas encore revenus de Moscou, et nous n'étions plus de fait membre sympathisant de la III<sup>e</sup> Internationale. Or dès l'instant où l'on ne fait plus partie d'une organisation – et nous l'avons vivement critiquée dès le premier jour –, l'on doit traiter cette organisation d'autant plus durement.

Il en est de même pour le camarade qui trouvait que la critique adressée à Trotski, etc., est trop dure. Si ces camarades se livrent à des actions erronées en relation avec la poursuite de la révolution, nous avons alors aussi le devoir de critiquer vivement leurs actions.

*L'orateur défend l'adoption de la résolution de la Rhénanie.*

**Cam. (Dethmann) :** (*discours de clôture*)

Tout d'abord, quelques remarques à propos de la Révolution russe. La nature de la Révolution russe a été caractérisée ici de manière tout à fait différente par divers délégués. Il a même été dit par un délégué que la Révolution russe, prise dans son ensemble, n'était en fait rien d'autre qu'une pure révolution bourgeoise. Cette opinion a été en partie soutenue par un délégué berlinois. Cette opinion est erronée. Ce qui a eu lieu en Russie, ce n'est pas une révolution purement bourgeoise, mais un compromis entre une révolution bourgeoise et une révolution prolétarienne ; mais, au cours de ces derniers mois, c'est le côté bourgeois de la révolution a pris le dessus.

Ce qui s'est déroulé en Russie au cours de la Révolution d'octobre 1917, c'est un déplacement du pouvoir, et en vérité un déplacement du pouvoir aussi bien en ville qu'à la campagne. En ville, c'est le prolétariat qui avait conquis le pouvoir, et à la campagne, ce sont les serfs qui, dans la phase intermédiaire entre Février et Octobre 1917, s'étaient transformés en propriétaires privés, qui avaient tiré un réel avantage de la révolution et qui avaient vu cet avantage reconnu par l'État. En ville, le prolétariat a conservé le pouvoir, il a transformé l'économie en propriété collective : c'était là la révolution prolétarienne. À la campagne, les paysans se sont emparés du pouvoir, ils ont démantelé la grande propriété foncière en parcelles, en propriété privée : c'était là la révolution bourgeoise. Mais le prolétariat russe était en tant que classe le possesseur des moyens de production et c'est cela le communisme. Quelle forme et quels avantages le prolétariat peut-il tirer de cela dans un premier temps, ceci est une autre question. Mais la nature de la révolution prolétarienne a toujours consisté en ce que le prolétariat parvienne au communisme, c'est-à-dire que le prolétariat devienne en tant que classe le propriétaire des moyens de production et c'est ce que le prolétariat russe est devenu grâce à la Révolution d'Octobre. Il est devenu le propriétaire des usines, des moyens et des véhicules de transport. À la campagne, il en a été tout autrement. Là, les paysans instaurèrent bien sûr le capitalisme en se transformant chacun en propriétaire privé. L'abolition partielle du servage qui existait auparavant n'était qu'une mesure juridique, une mesure à laquelle le tsarisme russe n'avait pas pu échapper. En réalité, le servage existait toujours. L'on avait bien donné au paysan russe la possibilité d'acquérir de la terre, mais cela avait été fait si habilement qu'on lui donnait des terres qu'il ne pouvait pas du tout exploiter tout seul.

Ce que l'on appelait la copropriété, ou bien celle à laquelle le camarade WÜLFRATH pensait, c'est-à-dire l'état agraire communiste en Afrique, se situe encore historiquement avant le féodalisme. La propriété communale russe que les paysans ont possédée présente cet aspect-là : une commune villageoise russe possède la terre en commun, mais elle est divisée d'année en année, la production appartient à chaque paysan pris séparément, et donc il ne s'agit que d'une distribution qui n'a rien à voir avec la propriété communiste. La révolution en Russie a eu tout d'abord et principalement un caractère prolétarien, et la révolution russe a eu ce caractère prolétarien,

même si ce n'est plus principalement, jusqu'au début de cette année. Au début, l'État russe a transformé, par l'intermédiaire du Parti communiste, les moyens de production russes en propriété du prolétariat russe. Cette mesure eut lieu de manière si surprenante que même l'Opposition ouvrière condamna le fait que l'on veuille mettre en œuvre la révolution prolétarienne aussi rapidement. Or, au cours du temps, ce sont les paysans russes qui ont obtenu à vrai dire la prépondérance. Naturellement, le fait que la révolution allemande ne soit pas venue, le fait que la prise de pouvoir par le prolétariat allemand n'ait pas eu lieu, est une cause, et une cause très importante. Que se serait-il produit si le prolétariat allemand avait conquis le pouvoir ? Alors se seraient fait face, d'un côté, dans les grandes villes russes, le prolétariat russe avec l'appareil de l'État entre ses mains, et directement allié avec lui, le prolétariat allemand, lui aussi avec son appareil d'État. Mais la croyance selon laquelle on peut convertir les paysans russes au communisme par la propagande ou des méthodes similaires, par les discours et les écrits, est parfaitement erronée. L'on ne peut pas transformer un propriétaire privé en un homme qui doit abolir la propriété privée. Cela fait tout simplement partie de la nature du capitalisme que l'on ne puisse pas compter un homme détenteur d'une propriété privée parmi la classe prolétarienne. Il fait partie de la classe possédante. De l'autre côté, il y aurait la paysannerie russe. Ces paysans sont des ennemis de classe du prolétariat. Une révolution prolétarienne et la volonté de faire une révolution prolétarienne ne naissent que là où il existe réellement un prolétariat, là où il existe une classe qui est exploitée de manière capitaliste. La volonté de faire la révolution prolétarienne ne naît donc en général que si les hommes sont devenus des prolétaires. Tant qu'ils ne le sont pas, ils n'acquerront jamais cette volonté de faire la révolution prolétarienne.

L'État russe, qui a été transféré de manière particulièrement rapide au cours des derniers mois entre les mains de la paysannerie, ne se trouve plus de ce fait entre les mains du prolétariat en tant que classe. L'on a également pris au prolétariat ses moyens de production économiques. Il s'ensuit réellement encore autre chose. On lui a repris maintenant des mains les entreprises et on les a remis à des capitalistes. L'on a donc non seulement introduit la propriété privée à la campagne, mais on l'a aussi entérinée dans les villes et ainsi approuvée dans toute la Russie.

SCHWAB a dit que le PCR irait à l'heure actuelle jusqu'à prendre des mesures énergiques contre lui-même. Cela n'est qu'une apparence. Ces dispositions énergiques sont prises dans l'intérêt de la paysannerie russe contre le capital étranger. C'est là une preuve qu'aujourd'hui ce sont moins les capitalistes étrangers que les paysans qui ont encore l'État entre leurs mains et qui gouvernent réellement.

L'on a alors abordé la question de savoir si les bolcheviks avaient eu raison de s'emparer du pouvoir. Et par ailleurs la question relative à ce que le gouvernement soviétique devrait faire vraiment maintenant, car nous devons évidemment pouvoir dire ici aussi ce que nous aurions fait si nous avions été à sa place. À notre avis, les bolcheviks n'ont pas eu seulement raison, mais ils ont fait leur devoir. Ils ont pris le pouvoir en espérant que le prolétariat allemand marcherait bientôt à leur côté. Mais même si cette possibilité

devait être exclue, les communistes russes auraient dû quand même se saisir du pouvoir ne serait-ce que pour libérer dans la mesure du possible le chemin à l'action et à la propagande prolétariennes révolutionnaires. Pour obtenir certains avantages en vue de la prise du pouvoir ultérieure définitive, pour pouvoir agir de manière vraiment indépendante, il est tout à fait indifférent de savoir combien de temps leur pouvoir pouvait durer. L'autre question : qu'est-ce que le gouvernement soviétique devrait faire maintenant ? Ce n'est pas seulement notre opinion, mais aussi celle de Lénine, que des conséquences politiques à l'encontre du prolétariat russe devront suivre l'introduction du capitalisme en Russie. Lénine a dit en mars lors du X<sup>e</sup> Congrès du PCR :

« Qu'est-ce que la liberté des échanges ? C'est la liberté du commerce ; or la liberté du commerce, c'est le retour du capitalisme. La liberté des échanges et la liberté du commerce, c'est l'échange des marchandises entre des petits patrons. Nous tous qui avons étudié ne serait-ce que l'a b c du marxisme, nous savons que cet échange et cette liberté du commerce entraînent inéluctablement la division des producteurs de marchandises en possesseurs de capital et en possesseurs de main-d'œuvre, la division en capitalistes et ouvriers salariés, c'est-à-dire la résurrection de l'esclavage salarié capitaliste qui ne tombe pas des nues, mais naît dans le monde entier de l'économie agricole marchande. »<sup>72</sup>

Cette conclusion déjà admise par Lénine doit conduire à la conséquence politique qui s'est déjà produite aujourd'hui, à savoir que l'État russe devient une machine d'oppression du prolétariat russe. Il aurait été peut-être bon qu'un délégué nous ait donné une petite description de la situation réelle dans les grandes villes russes. C'est déjà allé si loin que, en juillet à Moscou, les magasins ont rouvert, ainsi que des rues entières avec des épiceries fines typiques comme dans l'ouest de Berlin, ou des magasins de fourrures, etc. ; or le prolétariat russe ne peut pas s'acheter ces choses-là, alors qu'au contraire elles ne peuvent être achetées que par la bureaucratie soviétique, par les capitalistes étrangers et par les paysans. L'on a organisé les transports, ouvert des banques, et, d'autre part, baissé le niveau de vie des travailleurs. Il faut ajouter à cela les mesures prises contre les courants oppositionnels à l'intérieur et à l'extérieur du Parti russe. Ensuite, sont arrivées les répressions de véritables manifestations de la faim à Pétersbourg et à Moscou, et ceux qui quittent le Parti russe pour des raisons prolétariennes révolutionnaires sont immédiatement arrêtés.

Et maintenant les conséquences : celui qui dit que l'on devrait toujours soutenir inconditionnellement le gouvernement soviétique devrait aussi dire : le gouvernement soviétique a besoin de la reconstruction de l'économie en Europe, et donc participons à cette reconstruction ! Et donc faisons en sorte, comme le VKPD le fait, de devoir mettre la force de travail de chaque individu

---

<sup>72</sup>Lénine, RAPPORT SUR LA SUBSTITUTION DE L'IMPÔT EN NATURE AUX RÉQUISITIONS, X<sup>e</sup> Congrès du PCR, 15 mars 1921 : <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1921/03/d10c/vil19210300-06c10.htm>.

à la bonne place. C'est alors que l'on a demandé et que l'on nous a répondu : que doit faire le gouvernement soviétique ? L'opinion qui est aujourd'hui défendue est qu'il doit faire marche arrière. Il y a, crois-je, encore une autre voie. Il manque au gouvernement soviétique les machines et les moyens de production. Très bien. Si le gouvernement soviétique veut être un État prolétarien, il doit agir très exactement en tant que classe dominante comme en tant que classe opprimée, c'est-à-dire qu'il doit jeter son appareil d'État dans la balance et mener une guerre offensive contre le capital étranger. C'est cette opinion qui avait été défendue par Boukharine comme conclusion après la guerre russo-polonaise. Si le gouvernement soviétique en reste là maintenant, c'est dans tous les cas quelque chose à condamner. Car cela ne voudrait rien dire d'autre que de donner l'illusion selon laquelle le communisme est réalisé là-bas, mais qu'une bonne partie des communistes révolutionnaires est perdue pour le prolétariat. Mais quand Radek se vante du fait que l'Armée rouge est encore là, ils devraient alors la faire intervenir et non pas se la laisser prendre des mains. Ensuite, ils devraient provoquer les capitalistes étrangers à la guerre. Ce serait là donner le coup d'envoi de la révolution prolétarienne mondiale. Je crois cependant que cette possibilité n'existe plus, car le gouvernement soviétique est devenu un ennemi de classe du prolétariat.

SCHWAB a dit que l'on ne doit tout bonnement pas s'astreindre tout de suite à combattre le gouvernement soviétique. Il pourrait éclater une guerre contre la Pologne dans laquelle l'on devrait alors soutenir le gouvernement. C'est juste. Exactement comme nous avons soutenu le gouvernement contre Koltchak et Cie. Cela aussi, nous l'avons écrit. Nous ne changeons absolument pas notre tactique, en aucune façon, si nous soutenons le gouvernement soviétique dans une guerre contre la Pologne. Mais il doit aussi sortir le prolétariat révolutionnaire des prisons russes et le mettre là où il est à sa place.

Et maintenant, j'en viens aux attaques de l'organisation berlinoise. ANNA CLASSE a pensé que les prolétaires ne comprendraient pas aussi rapidement ce changement de position. Les choses avaient été un certain temps de telle sorte que le gouvernement soviétique avait eu un caractère fortement prolétarien jusqu'au début de cette année. L'on ne peut pas dire non plus que le gouvernement soviétique n'a jamais voulu la révolution mondiale. Considérez donc sa politique, par exemple encore lors de l'action de Mars, dans laquelle il avait entraîné le VKPD. Ce n'est qu'au moment où le gouvernement russe s'est décidé en faveur des paysans qu'il est passé dans le camp de la bourgeoisie. Il est possible que notre changement de position soit survenu de manière quelque peu soudaine. Mais les choses sont elles aussi survenues de manière quelque peu soudaine. Aucun d'entre nous ne s'est attendu à une évolution aussi rapide. Aucun d'entre nous n'ose s'attendre à une évolution aussi rapide, telle qu'elle adviendra à l'avenir. La question de l'opération de secours pour la Russie, à l'occasion de laquelle le VKPD a demandé au KAPD de répondre par l'affirmative sans avoir rien d'autre à dire, aurait été un crime contre la révolution mondiale. Nous aurions dû répondre une semaine plus tard : reconstruisez le capitalisme en Allemagne !

Je ne comprends pas dans quelle mesure notre position doit avoir quelque chose à voir avec de l'antibolchevisme, ou qu'elle devrait nous entraîner dans les bas-fonds de la Ligue antibolchevique. Si le bolchevisme est identique à la politique actuelle du gouvernement soviétique russe qui consiste à enfermer le prolétariat dans les prisons, c'est là qu'il faut chercher les antibolcheviks (*interpellations : nous le savions déjà autrefois ! Rühle !*) et RÜHLE n'a jamais vu cela. Il l'a peut-être senti. Mais il n'a jamais objectivement polémique contre la Russie. Et donc le gouvernement soviétique russe est devenu lui-même antibolchevik. Lisez donc l'agence de presse "antibolchevique", l'ABC<sup>73</sup>.

En ce qui concerne la question de la III<sup>e</sup> Internationale, il a été dit que notre incorporation en tant que membre sympathisant a été erronée. Or nous avons eu la possibilité de pouvoir parler au prolétariat international. C'est là la pure raison pratique. Nous présenter au Congrès mondial, nous mettre en relation avec l'Opposition, avec les Bulgares et avec d'autres délégués, fut un avantage pratique qu'autrement nous n'aurions jamais eu. C'est ainsi que nous avons pu faire connaître notre programme, notre volonté de faire la révolution prolétarienne. Nous avons fait avec la III<sup>e</sup> Internationale ce que la III<sup>e</sup> internationale prescrit à ses sections comme tactique parlementaire. Mais la grande raison politique est que nous avons un certain esprit communautaire avec la III<sup>e</sup> Internationale. J'ai déjà dit que nous partageons le principe de la III<sup>e</sup> Internationale de la destruction du pouvoir d'État capitaliste, et que nous sympathisions avec la III<sup>e</sup> Internationale en raison de ce principe. Étant donné que ce principe a été abandonné, nous ne pouvons plus sympathiser avec elle, mais étant donné que ce principe avait tout de même existé pendant toutes ces années, que nous avons partagé ce principe et que nous n'avions absolument pas perdu la face, nous avons au contraire même le devoir de sympathiser avec cette Internationale, car nous avons, en tant que parti révolutionnaire prolétarien, le devoir du regroupement international.

Croyez-vous que si le gouvernement soviétique n'avait jamais voulu la révolution mondiale, il serait venu vers nous et nous aurait pris comme parti sympathisant ? Non, il l'a fait réellement avec l'intention d'avoir une organisation qui puisse pousser le VKPD en avant. Si avions été l'ennemi de l'Internationale et elle notre ennemi comme c'est le cas aujourd'hui, nous ne serions jamais entrés dans son association. C'est parce qu'il n'en pas toujours été ainsi que nous avons fait partie de la III<sup>e</sup> Internationale et à juste titre en tant que membre sympathisant.

L'on a dit également que l'on aurait toujours parlé de tout cela d'une autre façon, que nos délégués auraient dépeint un beau tableau de la montée vers le communisme en Russie soviétique. Ceux qui sont allés là-bas ont été bouleversés par l'importance de la performance que les bolcheviks ont accomplie. Ce qu'ils ont fait est quelque chose d'extrêmement grand et en outre, à la fin de l'année passée, un certain essor a encore eu lieu. La production s'est accrue. L'agriculture fonctionne relativement bien. Les moyens de transport auraient été améliorés.

---

<sup>73</sup> Agence de presse espagnole, Madrid.



Il vous faut comprendre le discours de Lénine de cette manière-là : il tente maintenant de transformer les ouvriers de combattants révolutionnaires en esclaves salariés. L'on saisit alors sur quelle ligne le gouvernement soviétique avance.

Venons-en maintenant à la question de l'Internationale Ouvrière Communiste. Des divergences sont apparues sur cette question et en fait, avant toutes choses, deux opinions. La première, qui est soutenue en particulier par Berlin, affirme que l'on doit effectivement créer une Internationale Ouvrière Communiste, mais pas encore à l'heure actuelle. Une autre opinion, qui est défendue par d'autres districts économiques, en particulier celui de Rhénanie-Westphalie, affirme que l'on devrait parfaitement créer une KAI dès à présent. Dans la pratique, cette divergence se traduit par le fait suivant : une opinion refuse la création d'un Bureau international, tandis que l'autre la réclame. Je crois avant toutes choses qu'une raison milite pour la création immédiate du Bureau alors que l'on en a peu tenu compte ici en dépit du fait que le délégué hollandais ait attiré l'attention sur elle. Il s'agit de la situation de classe dans le monde. Le prolétariat y a besoin d'une direction communiste révolutionnaire. Cette situation de classe du prolétariat à elle seule réclame déjà que l'on remette debout quelque chose qui puisse lui montrer le chemin pour sortir de sa misère. La véritable organisation qui s'oppose à l'Internationale Ouvrière Communiste n'est pas seulement la III<sup>e</sup> Internationale ou la II<sup>e</sup>, mais aussi la Société des Nations et l'organisation internationale du capital mondial. C'est ce dernier qui est le véritable ennemi de la KAI et cet ennemi s'attaque maintenant avec force, de semaine en semaine, à créer son organisation internationale. Par rapport à une telle organisation, doit-on encore prendre du retard ? Devons-nous en faire moins que le capital ? Cette seule raison doit être déterminante.

Il y a la II<sup>e</sup> Internationale qui n'est pas seulement un oripeau du capital mais qui, selon les dires des camarades berlinois, n'a pas de partisans chez les ouvriers. Elle a au contraire de nombreux partisans, de même que la social-démocratie allemande. En théorie, elles devraient avoir rapidement crevé et avoir été jetées aux oubliettes, mais dans la pratique elles sont toujours là. C'est maintenant le congrès de notre parti ; si nous ne décidons pas aujourd'hui de la création de la KAI, il nous faudra attendre une demi-année, jusqu'au prochain congrès, pour pouvoir la valider. Les Serbes et les Bulgares ne voudront pas attendre aussi longtemps. Il a été dit par Berlin que nous voulons un regroupement de l'opposition. Mais je n'ai pas entendu dire à quoi ce regroupement devrait ressembler et, avant toutes choses, comment il devait être mis en œuvre. Quand ce regroupement doit-il s'effectuer ? Là il règne une certaine confusion (*interpellations : point 5, après que la séparation aura eu lieu*), oui, l'organisation berlinoise réclame que l'opposition révolutionnaire se sépare de sa section nationale et se constitue en groupe indépendant. Je pense qu'il n'est pas du tout juste de réclamer cela. Nous ne demandons absolument pas que tous les courants de la III<sup>e</sup> Internationale, qui considèrent partiellement notre conception comme juste, se séparent immédiatement d'elle et reprennent leur indépendance. À mon avis, toute la formulation des Berlinoises à propos de l'"organisation des

conseils” est extrêmement confuse. Je pense qu’il serait bon dans un premier temps que les petits groupes oppositionnels restent encore dans leurs partis afin d’y faire encore de la propagande en faveur de leurs conceptions. Exactement de la même façon que nous sommes restés encore un certain temps dans l’ancien parti de la Ligue Spartakus pour y agir malgré le fait que l’on pouvait également prévoir qu’une coopération pendant plus longtemps avec Levi, etc., était exclue.

Maintenant, il a été dit en outre par Berlin que nous n’aurions rien à faire avec la Hollande et la Bulgarie car ces deux pays auraient un caractère agricole. Si l’on voit les choses superficiellement, l’on peut être d’avis que ces organisations devraient faire des compromis, qu’elles ne représentent pas du tout en réalité le prolétariat industriel, et qu’elles ne sont venues ici que parce que certains camarades leur ont un peu parlé de nous. Or le camarade serbe et le camarade bulgare nous ont dit que précisément les ouvriers que les camarades serbes et bulgares représentent sont des ouvriers issus en vérité d’une industrie hautement développée, telle que celle que la Serbie et la Bulgarie ont. Ces organisations représentent exactement le même prolétariat que nous et elles ne sont absolument pas obligées d’accueillir des paysans et de passer des compromis.

Ces différentes opinions figurent dans les thèses, et il s’avèrera nécessaire de se mettre d’accord sur ces thèses. Je vous prie seulement, lors du vote, de réfléchir au pas décisif qui est effectué ici, car ceci n’est pas un simple vote comme c’est le cas lors des réunions de membres, ou par exemple comme le vôtre relatif à notre entrée dans la III<sup>e</sup> Internationale s’était déroulé. Ceci est un très grand pas que le KAP pouvait faire jusqu’à présent, mais je crois que le KAP doit faire ce pas et qu’il le fera également.

Là-dessus, l’on va passer au vote sur les motions et les directives présentes, pour ce qui concerne les points de 2 à 4.

Concernant le point 2, le compte rendu de la délégation au III<sup>e</sup> Congrès mondial, la motion suivante a été adoptée à l’unanimité :

« Le III<sup>e</sup> Congrès de la III<sup>e</sup> Internationale a prouvé que l’Internationale a poursuivi de manière résolue le chemin de l’opportunisme qu’elle avait emprunté depuis son II<sup>e</sup> Congrès. ».

La subordination de la III<sup>e</sup> Internationale à la politique d’État petite-paysanne russe est un crime à l’encontre de la révolution mondiale et par conséquent du prolétariat mondial.

La claire attitude de lutte des classes internationale du capitalisme déclinant exige une tactique et une organisation de la classe ouvrière internationale qui soit séparées de toutes les méthodes et les idéologies bourgeoises. Cette voie-là, le III<sup>e</sup> Congrès ne l’a pas empruntée. La seule chose qu’il ait faite, c’est d’essayer de faire échouer par toutes sortes de moyens le tracé de cette ligne.

« Les décisions et les principes directeurs du III<sup>e</sup> Congrès, la mise en garde de la soi-disant gauche, montrent que la III<sup>e</sup> Internationale n'est pas la promotrice active de la révolution mondiale. ».

C'est pourquoi le KAPD quitte la III<sup>e</sup> Internationale en tant que membre sympathisant.

L'attitude des délégués fut approuvée à l'unanimité.

Concernant le point 3, « L'évolution et les perspectives de la Révolution russe », la décision suivante fut prise à l'unanimité :

« Le congrès déclare que notre politique à l'égard du gouvernement soviétique est déterminée par l'attitude de celui-ci. Si le gouvernement soviétique se présente comme élément de lutte de la révolution prolétarienne, le KAPD doit le soutenir par une solidarité active. Là où il délaisse ce terrain et où il apparaît comme l'avocat de la révolution bourgeoise, il doit être combattu par le KAPD de manière aussi résolue. Le KAPD défend ainsi également les intérêts du prolétariat et il mènera la lutte en tenant compte des expériences et de la reconnaissance des énormes réalisations de la Révolution russe. ».

Concernant le point 4, « La III<sup>e</sup> Internationale et la nécessité de la création d'une Internationale Ouvrière communiste », les directives, que la Commission nommée par la session du Comité Central le 31 juillet avait rédigées, sont adoptées. Ces directives sont publiées dans le KAZ n° 224 qui est ici disponible.

De plus, la motion de la Rhénanie-Westphalie, consistant en la publication d'un appel au prolétariat mondial a été adoptée à l'unanimité. (L'appel est paru dans le n° 231 du KAZ, qui est disponible).

L'organisation berlinoise a fait, par l'intermédiaire du camarade WÜLFRATH<sup>74</sup>, la déclaration suivante :

« Un camarade a reproché au prolétariat berlinois, pour autant qu'il fasse partie du KAPD, de ne pas avoir pleinement accompli son devoir et rempli sa mission dans la révolution, en particulier au cours des derniers événements. Nous devons rejeter ce reproche de manière tout à fait résolue en mentionnant les nombreuses victimes qui languissent en prison et reposent dans les tombes, et que les ouvriers berlinois, pour autant qu'ils fassent partie du KAPD, ont fournies. ».

---

<sup>74</sup> August Wülfrath, GHA [Geschäftsführender Hauptausschuss = Comité principal de gestion, composé de 9 membres (NdT)] du KAPD.

## Troisième jour

### Point 5 : Rapport sur le Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge

#### **Cam. Meyer :**

Camarades ! Le rapport que je présente ne peut pas prétendre à l'exhaustivité ; lors de notre arrivée, les discussions sur l'ISR avaient déjà commencé. Le tableau qui s'est offert à nous n'a pas engendré pour nous la perspective selon laquelle nous aurions réussi à provoquer une résistance sérieuse à l'encontre des hommes qui mettaient en scène. Les choses étaient très bien engagées. La mise en scène marchait à proprement parler encore mieux que lors du IIIe Congrès. L'on avait fait sauter toutes les mines et travaillé merveilleusement afin que l'opposition ne soit pas trop forte et ne rencontre pas une solide résistance. Les metteurs en scène étaient d'une part les gens des cellules allemands, et d'autre part les syndicats russes en association avec les syndicats tchécoslovaques, autrichiens, et tous ceux qui sont encore aujourd'hui fortement liés du point de vue organisationnel à Amsterdam.

L'on pourrait alors revendiquer à vrai dire le fait que les syndicalistes et les Unions n'avaient rien à faire là-bas, et s'il n'avait pas fallu seulement procéder à la constitution de l'Internationale Syndicale Rouge, je serais d'accord avec ceux qui disent que nous n'avons rien à faire là-bas. Mais étant donné qu'il s'agissait d'un congrès de fondation, les Unions et les syndicalistes, de même que les IWW, devaient former un front de lutte uni contre le front homogène des ceux d'Amsterdam. Tous ceux qui mettaient en scène étaient des responsables syndicaux liés à Amsterdam. À l'exception des syndicats russes qui, à mon avis, n'étaient pas encore des syndicats à notre sens, mais qui le deviennent seulement maintenant. Nous avons dû alors nous décider à participer à toutes les séances et à toutes les discussions, d'autant plus que les délégués de l'Union n'étaient pas encore arrivés. J'ai été chargé par les camarades de participer aux discussions et aux séances.

L'appareil technique a été organisé lors des premières séances et c'est ainsi que, par exemple, l'on a procédé à la répartition des voix, etc., de sorte que, ensuite, lors de l'ouverture du véritable Congrès, toutes ces choses étaient déjà fin prêtes. Malgré mes vives protestations, en association avec les Fédérations syndicalistes française et espagnole, et les IWW, l'on a fabriqué une majorité artificielle. L'on a créé quatre classes de pays : une classe de

pays avec 16 voix, une avec 12 voix, une avec 8 voix et une avec 4 voix. Appartenaient par exemple à la première classe : la Russie, l'Allemagne, la France, l'Angleterre et les plus grands pays industriels. J'ai fait à cette occasion-là une objection et j'ai dit que ce n'était pas seulement l'importance des pays qui devait être déterminante ou encore la force numérique des organisations des pays, mais que ce qui était déterminant avant toutes choses pour le Congrès des syndicats rouges, c'était la position de l'organisation par rapport à la révolution à côté de l'importance économique des pays dans le monde. On a ri de cela et on a dit : bien sûr, l'on pourrait parfaitement tenir compte de cela, mais ce n'est pas déterminant : ce sont les masses qui sont déterminantes.

Ceci indiquait déjà l'influence de la III<sup>e</sup> Internationale sur l'Internationale Syndicale. Ceci indiquait que toutes les résolutions seraient mentalement dictées par la III<sup>e</sup> Internationale.

Lors de la répartition des voix, l'Allemagne en a reçu 16, et les organisations devaient s'entendre sur la façon dont elles se partageraient à leur tour ces voix. L'homme le plus important pour l'Allemagne, Heckert, a proposé de donner 13 voix aux gens des cellules et 3 voix à l'ensemble des Unions (AAU, FAU et syndicalistes). J'ai protesté contre cela et j'ai fait ressortir que, si l'on osait effectuer cette répartition avant que les représentants officiels ne soient arrivés, je donnerais expressément aux camarades le conseil de ne pas participer du tout aux assises. C'est alors que Malzahn s'est levé et a proposé de remettre cette répartition jusqu'à l'arrivée des camarades allemands. Lorsque ces derniers sont arrivés, l'on a réfléchi à cette affaire et l'on a proposé 5 voix aux camarades, les syndicalistes et les Unions, et 11 voix pour les autres. Après cette pondération des voix et cette répartition, le Congrès a pu se dérouler de façon adéquate. L'on avait intégré quelques oppositionnels dans le bureau, mais ils étaient toujours dans une situation où ils ne pouvaient pas faire pencher la balance. Il n'y avait pas de prime abord de solide majorité.

Nous avons d'emblée essayé de constituer un bloc avec les organisations qui ne sont pas liées de manière organisationnelle à Amsterdam. Nous avons dès le début entamé des négociations avec les IWW, les syndicalistes. Mais j'ai été profondément attristé du fait que les syndicalistes français, qui avaient 16 voix, se soient divisés en trois groupes distincts, et l'on peut même dire en 6 ou 7 groupes. L'on pourrait même dire que chacun avait sa propre opinion. Les syndicalistes espagnols, aussi surprenant que cela soit, ont complètement retourné leur veste et ont marché derrière Moscou<sup>75</sup>. Les IWW sont de braves et honnêtes camarades, mais là aussi chaque camarade avait, à partir de ses pulsions particulières, sa propre opinion. Un bon nombre sautait au plafond en entendant le mot "politique".

---

<sup>75</sup> Andrés [Andreu] Nin (1892-1937) et Joaquín Maurín (1896-1973) étaient les chefs de l'aile "communiste-syndicaliste" de la CNT à Barcelone et ils luttèrent pour l'adhésion de la CNT anarchiste à l'Internationale Communiste. Tous deux se rendirent à Moscou en 1921 afin de participer à la conférence constitutive du Profintern, laquelle coïncidait avec le III<sup>e</sup> Congrès mondial de l'IC. Maurín rentra en Espagne, mais il ne fut cependant membre du PCE qu'en 1924. Après que Nin avait cherché sans succès à regagner l'Espagne (il fut arrêté en Allemagne entre octobre 1921 et janvier 1922, et ensuite expulsé vers la Russie), il resta à Moscou et devint secrétaire du Profintern.

Lors de ces discussions, il s'avéra que presque personne ne refusait par principe une organisation politique. Cela doit être noté. Par principe, justement à l'encontre des syndicalistes allemands. Les syndicalistes français étaient membres d'un parti politique. Les syndicalistes espagnols étaient membres du Parti Communiste en voie de formation.

Rosmer<sup>76</sup>, France, et Thomas<sup>77</sup>, Angleterre, se sont exprimés sur le premier point de l'ordre du jour : « La position de l'Internationale Syndicale par rapport à la III<sup>e</sup> Internationale ». Le camarade Rosmer intervint à ce propos pour dire que les Thèses que le VKP avait présentées au III<sup>e</sup> Congrès avaient été approuvées. Nous avons pris aussitôt vivement position contre cela et j'ai participé à cette réaction. Or, dans le rapport, la partie la plus importante de mon discours a été gommée de sorte que ce que j'ai dit est aujourd'hui incompréhensible. J'ai déclaré que notre position lors du Congrès était que les choses ne pourraient être justes que si toutes nos thèses avaient été adoptées et si cette Internationale était une Internationale Communiste Ouvrière. Mais ce serait alors une caricature si cette III<sup>e</sup> Internationale, qui selon notre conviction n'est pas une Internationale Communiste, exigeait la position qui leur appartient par rapport aux deux Internationales.

Les résolutions et les motions qui ont été présentées par le Bureau ont été presque toutes approuvées.

Il y a eu une bonne collaboration avec les représentants de la FAU de Gelsenkirchen. Sur tous les points, nous travaillons en accord. Entre-temps, en Allemagne, pour autant que je sache, le KPD s'est débrouillé cependant pour s'emparer de la presse et pour reprendre une forte influence. À Halle<sup>78</sup>,

---

<sup>76</sup> Alfred Rosmer (1877-1964), de son véritable nom Alfred Griot, était né près de New York en 1877, responsable syndical, il lutta en faveur du syndicalisme autour de *La Vie Ouvrière* (organe de la CGT française). Ami de Trotski durant la Première Guerre mondiale, il fut l'un des fondateurs du Komintern, et membre du Bureau politique du Parti communiste Français (PCF) entre 1922 et 1924. Il suivit Trotski après son expulsion du PCR en 1924. La IV<sup>e</sup> Internationale fut fondée en 1938 dans sa propre maison, dans la banlieue de Paris. Historien du mouvement ouvrier (*Moscou sous Lénine*, etc.) ; éditeur avec sa femme Marguerite Bonnet de nombreux ouvrages de Trotski. Rosmer fit partie en 1960 des signataires du *Manifeste des 121* sur le droit à l'insoumission dans la Guerre d'Algérie. (Voir : <http://www.marxists.org/archive/rosmer/index.htm>).

<sup>77</sup> Tom (Thomas) Mann (1856-1941). Secrétaire du British Independent Labour Party, et leader de la grève des "dockers-tanneurs" en Grande-Bretagne qui se termina par une victoire après la réception d'un immense don de la part des syndicats australiens. Mann se rendit à Melbourne en 1903 où il effectua une série de conférences sur les "problèmes sociaux". Il agit comme un stimulus pour la formation du Victorian Socialist Party (VSP). Sous son mentorat, le VSP atteignit le nombre de 2000 membres en 1907. Mann fut invité par Broken Hill (une ville minière située à l'ouest du désert de la Nouvelle-Galle du Sud) et il gagna les syndiqués de métier à la politique du syndicalisme industriel. Ensuite, Mann perdit ses illusions sur la politique consistant à « pousser les travailleurs vers la gauche ». À son retour en Grande-Bretagne, il adopta une position pacifiste durant la guerre, mais il adhéra au British Socialist Party en 1917 qui s'était affilié au Labour Party l'année précédente. Il fut l'un des membres fondateurs du Parti communiste de Grande-Bretagne en 1920. Mann fut président du Bureau britannique de l'Internationale Syndicale Rouge (Profintern/RGI/ISR/RILU).

<sup>78</sup> Du 4 au 9 septembre 1921, peu avant le Congrès du KAPD. Il s'agit du Congrès de fusion de la FAU, du Freier Landarbeiterverband [Libre Association des Travailleurs de la Terre] et du Hand- und Kopfarbeiter Verband [Association des Travailleurs manuels et intellectuels] dans l'Union der Hand- und Kopfarbeiter à Halle (Saale). 209 délégués représentaient environ 131 000 membres, dont 170 délégués de la FAU (environ 100 000 membres), 15 délégués du Freier Landarbeiterverband (environ 25 000) et 24 délégués du Hand- und Kopfarbeiter Verband (environ 6 000). Ce qui était au centre des discussions, c'était la position de cette Union par rapport aux résolutions du I<sup>er</sup> Congrès de l'ISR (3-17 juillet 1921 à Moscou). Bien que les représentants de

les représentants à Moscou des gens de Gelsenkirchen ont été désavoués. Le camarade Bartels<sup>79</sup> a été pris entre le marteau et l'enclume en raison de l'attitude mollassonne qu'il a eue en Allemagne, contrairement à celle qu'il a eue à Moscou. Lors du Congrès, tous les points de la tactique avaient été définis à l'avance. Tous les votes ont eu lieu dans le sens des partisans d'Amsterdam. Toutefois, il y a eu lors de ce Congrès quelque chose de plus animé que lors du IIIe Congrès. Il y a eu des séances tumultueuses et des moments où il a semblé que le Congrès connaissait de très grandes divergences. Il en a été ainsi lors des derniers jours. Une délégation avait entrepris des démarches auprès de Lénine à cause des camarades détenus dans les prisons. Lénine a promis de faire valoir son influence pour faire libérer les camarades. À la fin du Congrès, les camarades étaient toujours en prison et, pour calmer les camarades qui voulaient repartir après le Congrès, Boukharine était apparu et il a annoncé qu'il n'était pas question de penser pour le moment à une libération parce que les syndicalistes et anarchistes russes étaient des types à part. Il s'est élevé aussitôt une tempête d'indignation parmi les syndicalistes, qui ont été soutenus par nous, et ils ont aussi réclamé la parole pour un orateur. Lossovski<sup>80</sup> est venu à la rescousse et a laissé libre le Congrès d'indiquer par un vote s'il voulait donner ou non la parole. Par un vote à main levée, il y a eu une majorité qui suivit mon avis, mais Lossovski a déclaré que cette proposition était refusée et la tempête s'est à nouveau déchaînée car toutes les organisations syndicalistes ont déclaré par l'intermédiaire d'un syndicaliste espagnol que, si les syndicalistes n'obtenaient pas la parole maintenant, tous les accords issus du Congrès seraient tenus pour eux comme nuls et non avenue.

---

premier plan n'aient pas démordu de leur point de vue syndicaliste de destruction des syndicats existants, le Congrès se prononça dans sa majorité en faveur des résolutions du I<sup>er</sup> Congrès de l'ISR à Moscou.

<sup>79</sup> Arthur Bartels, USPD, puis FAU, rédacteur du *Ruhrwarte* [L'Observatoire de la Ruhr] – quotidien de l'USPD pour la Ruhr septentrionale, Gelsenkirchen-Buer – fut délégué de la FAUD (Gelsenkirchen) au I<sup>er</sup> Congrès du Profintern (Internationale Syndicale Rouge) dont les séances avaient commencé le 3 juillet 1921. Il avait écrit en 1920 un texte contre les syndicats et pour l'organisation d'Unions : *En avant la relève ! Des syndicats vers l'Union ! Une clarification des objectifs du mouvement unioniste allemand*, Freie Arbeiter-Union, Gelsenkirchen, 1920 [Voir : Erhard Lucas, *Märzrevolution in Ruhrgebiet. März-April 1920* (La Révolution de Mars dans la Ruhr. Mars-avril 1920), vol. 1, März Verlag, 1970, Francfort-sur-le-Main]. Le 12 juillet 1921, au début du Congrès du Profintern, Bartels lut une déclaration de désapprobation à l'égard de la "tactique des cellules" dans les syndicats réformistes, tactique qui représentait une condamnation à mort de l'activité révolutionnaire et des "syndicats révolutionnaires" : « Une menace pour leur indépendance et un obstacle dans la réalisation de leurs principes révolutionnaires » [Bulletin du Premier congrès international des syndicats révolutionnaires, n° 14, juillet 1921, Moscou, p. 14, cité par Bruno Groppo dans son étude : *Sindacati e comunismo. La formazione della politica sindacale dell'Internazionale comunista, 1919-1921*, Padoue, Liviana, 1991, p. 179].

<sup>80</sup> Solomon Abramovitch Lossovski (1878-1952) fut secrétaire général de l'Internationale Syndicale Rouge (Profintern) de 1921 à 1937. Après sa dissolution, il fut de 1937 à 1939 directeur des Éditions d'État Goslitisdat, et de 1939 à 1946, commissaire du peuple suppléant aux relations extérieures de l'URSS. En outre, Lossovski fut membre de 1937 à 1949 du CC du PCUS. Il fut de plus délégué au II<sup>e</sup> (1920) jusqu'à et y compris le VII<sup>e</sup> Congrès du Komintern, et aussi membre du CEIC. Entre 1941 et 1948, il fut secrétaire du Comité Juif Antifasciste qui fut fondé afin, de gagner les juifs de l'Ouest au soutien de l'Union soviétique dans la Deuxième Guerre mondiale. Lorsque, après la fondation d'Israël en 1948, une vague de persécutions antisémites survint en URSS dirigée contre les soi-disant « cosmopolites sans racines », ce fut la chute de Lossovski. Il fut arrêté en janvier 1949 et fusillé le 12 août 1952, quelques mois avant la mort de Staline.

Naturellement, le VKPD, sous le commandement de Leichenmüller<sup>81</sup>, s'était prononcé pour que les syndicalistes n'obtiennent pas la parole. Il y a eu alors un autre vote, nominativement par pays, et de nouveau le VKPD s'est prononcé contre. Cette fois-ci, il en a résulté une faible majorité pour donner la parole. Il est clair pour moi que ce l'on a fait à Moscou ne sera pas un œuvre de longue haleine. La dictature de la IIIe Internationale ouvrira très bientôt les yeux aux camarades qui ont maintenant rejoint l'Internationale Syndicale Rouge. Les camarades espagnols et français qui ont maintenant adhéré à l'Internationale Syndicale Rouge reconnaîtront très bientôt que, dans l'ISR, il ne restera aucune marge de manœuvre pour leur façon de voir. En effet, la dictature de la IIIe Internationale sur l'ISR s'exerce dans toutes les questions et cela apparaîtra naturellement très bientôt beaucoup plus vivement au grand jour lors des luttes à venir et du fait de l'évolution que suit la Russie.

L'organisation de l'ISR s'accomplit sur exactement le même terrain que celui de la Centrale d'Amsterdam. Elle est seulement un peu plus stricte du haut vers le bas. La Centrale rouge a plus de pouvoir entre les mains que celle d'Amsterdam.

Enfin, il a été adressé un ultimatum à l'AAU : accepter toutes résolutions d'ici deux mois ou bien rester à l'extérieur de l'ISR. L'on ne s'attendait pas à ce que des camarades des Unions adhèrent à une organisation internationale dont le précepte est que les Unions allemandes sont des formations contre-révolutionnaires. Dans la commission de rédaction, Nautkuss<sup>82</sup> et Bartels ont exigé que cette phrase soit supprimée, mais comme cela leur a été refusé, ils ont quitté cette commission de rédaction. J'attire votre attention sur la contradiction consistant à admettre des organisations contre-révolutionnaires sur lesquelles Lossovski a dit : « *Oui, nous exigeons bien sûr votre dissolution. Oui, je ne veux entendre que cela* ».

Notre déclaration finale, que nous avons déposée, n'a pas été lue. Mais, après cette déclaration, l'on a retiré des principes un passage qui disait que nous étions contre-révolutionnaires. Après que les statuts ont été adoptés par le Congrès avec le passage en question, la Centrale n'avait plus évidemment le droit de faire cela, et quand Lossovski m'a dit après le Congrès et avant mon départ que le passage avait été supprimé, je lui ai déclaré qu'après un tel agissement nous n'avions absolument aucune raison d'adhérer à l'ISR.

Et maintenant, l'Union de Gelsenkirchen a décidé à Halle d'adhérer à l'ISR. Ma conviction est que l'AAU ne peut pas être membre de l'ISR, parce que cette dernière n'est fondamentalement rien d'autre qu'une pâle imitation de l'Internationale d'Amsterdam.

---

<sup>81</sup> Sobriquet *Leichenmüller*: Richard Müller (1880-1943), USPD, puis KPD jusqu'en 1924, affublé de ce sobriquet dépréciatif (Richard le cadavre) par ses adversaires.

<sup>82</sup> Nautkuss ou bien Dantkuss ? Brunswick, AAU.



### **Cam. Classe**<sup>83</sup> (*à titre de complément*) :

Voilà que j'ai écouté le rapport : il a présenté les choses tout à fait objectivement. Le Congrès syndical était composé tout à fait différemment du Congrès mondial pour la bonne raison qu'il y avait des ouvriers. Nous avons eu l'impression que les délégués avaient été mis en minorité par les syndicats russes avec leurs 6 millions de membres. Les délégués n'ont pas été tout à fait clairs à propos des unionistes allemands. Ils les ont tous mis dans le même panier : syndicalistes, FAU, AAU, etc. Les délégués au Congrès n'ont pas été non plus clairs à propos de ce qu'il devait advenir des groupes qui seraient exclus des syndicats. Heckert<sup>84</sup> a fait la proposition de fonder dans l'Empire une fédération syndicale dans laquelle tous les exclus devraient être acceptés. Un ouvrier de Leipzig a déclaré que, avec ce seul nom, l'on ne pouvait absolument pas se jeter à l'eau chez nous. Il a proposé que tous les exclus intègrent les Unions. Grande indignation à ce propos. Les délégués ont déclaré qu'il faisait de la propagande pour le KAP. Il serait encore plus sot qu'eux. Le lendemain cependant, Heckert a déclaré qu'il ne fallait pas penser qu'il était maintenant devenu un propagandiste du KAP. Mais à présent, après qu'il avait parlé avec Lénine et que Lénine avait appuyé la proposition de l'ouvrier de Leipzig, il intervenait en faveur de la proposition de Leipzig.

---

<sup>83</sup> Anna Classe était l'unique femme représentant officiellement le KAPD et le l'AAUD à Moscou en juillet-août 1921.

<sup>84</sup> Fritz Heckert (1884-1936), né à Chemnitz, l'un des dirigeants du KPD et de l'ISR. Il fut, avec Thälmann, au début des années 30, la cheville ouvrière de la politique stalinienne en Allemagne.

## Point 6 : KAPD et AAU, le Cartel des Unions en Allemagne, l'Internationale des Unions

**Cam. Börner<sup>85</sup> :**

Camarades, je crois qu'il n'y a vraiment fondamentalement plus rien à dire pour ce qui concerne la première section de l'exposé. Nous connaissons l'ancienne ligne de l'AAU, son rapport avec le KAP. Nous savons que l'AAU avait eu, d'une part, beaucoup à souffrir en raison de toutes les paroles correspondant à tous les moyens de lutte éthiques qui ont été lancées dans les discussions ; nous savons que l'absence de maîtrise a joué un rôle dans la discussion. Nous savons que l'Union a souffert lors de ces affrontements. Nous savons aussi de plus que le KAP et ses membres qui sont organisés dans l'AAU ont dû se faire très souvent rebattre les oreilles avec ces choses-là. Nous savons que ces discussions ont pris pendant longtemps une très grande place dans le mouvement et il a été donc compréhensible que, lors de la dernière Conférence, la claire distinction ait été finalement établie d'avec l'idéologie petite-bourgeoise diffusée autour de RÜHLE, etc., par des gens qui, comme ceux de Hambourg, déformaient jusqu'au grotesque par exemple la notion de lutte des classes. Ce fut pour l'AAU le jour de la renaissance. Sauf que cela n'a pas encore cessé aujourd'hui. L'on doit encore aujourd'hui se faire accrocher sans cesse et partout par ces scories. Nous espérons que nous réussirons de plus en plus à nous imposer ici aussi.

Je dirai donc que, si nous examinons à présent la question de savoir ce qu'il se passera à l'avenir, nous devons penser à ce sujet aux deux motions qui en effet se contredisent dans leur tendance. Wilhelmshaven a proposé la motion suivante :

« Du fait des différentes positions à l'intérieur de l'AAU, le libre choix est laissé aux membres du KAPD de décider s'ils veulent ou non faire partie de l'AAU. ».

Cela, c'est la fonction des résolutions du Congrès de Gotha. Cela ne peut pas sérieusement être la base de la discussion.

En revanche, il y a la motion beaucoup plus large d'Essen :

« En outre, l'assemblée des membres est d'avis qu'il faut prendre fait et cause pour une Internationale des Unions. Parti et Unions sont inséparables et par conséquent le mieux est de les rassembler dans une Internationale ouvrière. ».

---

<sup>85</sup> Heinrich Börner, AAUD, Brême (Wasserkante), et aussi Exécutif national des conseils d'entreprise. Voir : *Die Aktion*, cahier 27/28, 9 juillet 1921 : "Die IV. Reichskonferenz der AAU", p. 398. 44 délégués vinrent à Berlin à cette conférence le 12 juin 1921.

Le Parti et les Unions sont inséparables. Je ne suis pas à cet égard précisément la personne qui est à même de procéder maintenant à de longues considérations théoriques du genre intellectuel, etc. Mais je dois dire une chose : le rapport entre le KAP et l'Union doit demeurer exempt d'expressions comme « un tout étroitement lié » ou bien « marcher séparés et frapper unis ». Il est clair que les deux organisations ont un grand objectif, mais elles ont à l'époque actuelle à résoudre des tâches tout à fait différentes, et c'est pourquoi une organisation, aussi bien l'une que l'autre, doit s'appuyer sur l'autre, l'aider, la pousser en avant, la critiquer, et c'est dans cette mesure que leur collaboration pourra être un élément qui favorisera l'avancée de la révolution. Il faut respecter l'ancienne ligne fixée lors du dernier congrès de l'Union ouvrière. Si, il y a quelque temps, l'on a jugé, à quelques exceptions près, autrement qu'aujourd'hui la cartellisation en Allemagne, cela a tenu au fait que la relation entre la FAU de Gelsenkirchen, le Kopf- und Handarbeiterverband et le Freie Landarbeiterverband ne s'était pas encore précisée dans la forme qu'elle a aujourd'hui. Les organisations à tendance antisyndicale qui se sont transformées de plus en plus au cours de l'évolution en syndicats, envisagent de constituer un cartel qui était orienté dans sa tendance contre les syndicats. Nous avons aussi discuté de cette idée de cartellisation. C'est alors que s'est exprimé dans l'ensemble l'avis qu'un cartel des Unions en Allemagne devrait être la condition préalable d'une Internationale de toutes les organisations décidées à détruire les syndicats.

Or les choses ont pris quelque peu de retard. Nous devons essayer de tenir compte de cette nouvelle situation. Il est peut-être tout à fait opportun que je vous fasse part de quelques informations sur le Congrès de la Freie Arbeiter-Union de Gelsenkirchen, du Congrès de fusion de la FAU avec le Kopf- und Handarbeiterverband et le Freie Landarbeiterverband. Nous savons que, jusqu'à une époque tout à fait certaine, la Freie Bergarbeiter-Union de Gelsenkirchen [Union des mineurs] était une succursale du VKP, c'est-à-dire une Union qui, tout bien considéré, n'a vraiment absolument pas de raison d'être. Elle s'était constituée pour des raisons purement défensives par ceux qui avaient quitté les syndicats par exaspération ou en avaient été exclus. Cela apparut clairement lors du Congrès de la FAU. Aucun des orateurs et des intervenants de ce Congrès n'a su dire pour quelle raison l'Union avait été fondée. Tous les orateurs et les intervenants se plaçaient sur le même terrain, à savoir que l'Union était un produit des mesures violentes de la bureaucratie des syndicats, et qu'elle était par conséquent une réaction de défense passive. Le temps était donc venu pour que les camarades dirigeants de la FAU se libèrent de l'idée « d'intervenir dans les syndicats ». Ils ont renoncé à suivre ce mot d'ordre du VKPD. Il était venu le temps où ils ont dit que c'était une aberration de croire à la révolutionnarisation des syndicats. Nous devons détruire les syndicats. Nous ne pouvons pas le faire en restant dans l'expectative. Nous ne pouvons le faire qu'en émettant ce mot d'ordre : « Destruction des syndicats. Et donc : sortie des syndicats ».

Cela a soulevé à l'époque un tourbillon de poussière colossal et cela nous a donné le motif de croire de plus en plus que l'on pouvait attendre quelque

chose de fructueux du fait de faire alliance avec la FAU. Cela nous a remplis de pas mal d'optimisme. Mais nous avons dû constater que la VKPD a ses succursales non seulement dans les syndicats, mais aussi dans la FAU Gelsenkirchen, et que ces cellules ont si bien exercé leur merveilleuse activité que le résultat de leur activité a été le Congrès se déroulant actuellement à Halle. Lors de l'avant-dernier congrès, l'opposition n'avait pas pris une position aussi claire et aussi influente que lors du dernier Congrès.

C'est ainsi que s'est expliqué le retournement de la délégation à Moscou. L'on a cherché un compromis avec le mot d'ordre : « Nous nous soumettrons à Moscou, mais en protestant ». La délégation avait fait lors du Congrès un rapport qui ne différait en rien de celui que nous avons reçu de nos camarades. Mais l'on devait toujours entendre "Moscou" dans les implications. « Nous voulons nous unir, nous ne voulons pas nous séparer ». Le résultat est naturellement ce qui devait devenir nécessaire. La plongée de l'ensemble des résolutions du Congrès au niveau d'un syndicat de cellules. On s'est déclaré d'accord avec les négociations salariales et l'on n'a pas pensé que cette décision représente un pas en direction de la communauté de travail.

Tout cela m'a montré tout à fait clairement qu'il ne peut absolument pas être question d'un cartel avec une telle organisation. Cela voulait dire pactiser avec le diable.

L'opposition lors du Congrès de Halle n'était pas du côté du VKP, mais l'opposition qui s'était formée contre les éléments de colmatage, environ 50 personnes, est absolument mûre pour l'idée de lutte de classe que nous diffusons. Elle est pour nos idées et nous devons en conclure : nous n'avons pas du tout besoin de reculer par exemple devant la discussion de la question : cartel ou non. La question reste ouverte. Nous pouvons et nous devons dire sans cesse et tranquillement à l'Union Libre de Gelsenkirchen : vous êtes sur la mauvaise voie, vous avez abandonné votre mot d'ordre et vous avez de ce fait renoncé à votre élément vital, à vote sang. Vous n'êtes ni un syndicat, ni une Union. Vous n'avez pas compris clairement l'idée, vous avez abandonné l'idée de la lutte de classe en raison du fait que vous vous êtes encore soumis aux ordres de Moscou.

Le moment de la lutte de classe se présente ainsi (c'est une situation qui se profile) : aujourd'hui, partout dans toute l'Allemagne, mais aussi au niveau international, il se produit une fuite des masses hors des syndicats contre-révolutionnaires. Et c'est à ce moment-là où n'importe qui pense que les syndicats sont passés d'environ neuf millions à seulement six millions d'adhérents, qu'une Union Ouvrière libre, celle de Gelsenkirchen, abandonne son mot d'ordre d'accueil, elle y renonce, elle se met les mains dans les poches et elle préfère que ceux qui ont quitté les syndicats ou qui en ont été exclus s'étiolent. C'est un crime et nous devons engager toute notre activité de propagande pour nous y opposer. Nous n'avons pas le droit de faiblir, et nous devons au contraire entamer une propagande renforcée afin de gagner à nous tous les éléments lucides, et ils ne sont pas peu. Ces camarades nous attendent. Ils nous ont dit personnellement que l'AAU doit en fin de compte en finir avec son attitude d'expectative passive. Je voudrais indiquer la voie

précisément aux camarades de la Rhénanie et de la Westphalie car, à l'avenir, il n'y a plus que la lutte claire et sans ménagements contre une FAU-Gelsenkirchen qui est devenue aujourd'hui un syndicat. La question de la cartellisation semble être de ce fait repoussée. Le domaine sur lequel cette question se fonde. Il ne faut pas en conclure que l'Internationale des Unions soit devenue une question qui ne se pose plus. Nous pouvons très bien prêter une certaine attention à cette question. Elle est aussi importante que la question de l'Internationale ouvrière que nous avons traitée hier.

Ce qui avant ne se laissait encore qu'effleurer en relation avec la cartellisation en Allemagne, ce serait peut-être le rapport avec les combattants syndicalistes honnêtes, car il y en a aussi qui ne se laissent pas uniquement conduire par des facteurs purement éthiques ; nous avons des combattants de lutte valables parmi eux, comme par exemple dans la fédération de la navigation. Mais quant à la question de ceux que l'on dénomme les confusionnistes, nous pouvons passer tranquillement à l'ordre du jour car nous savons que toutes ces organisations sont déjà aujourd'hui en voie de désintégration. Où que l'on regarde, l'on observe une mort rapide et une perte sèche des membres, au Nord, en Saxe orientale, en Allemagne centrale.

Concernant la question de l'Internationale des Unions, je voudrais avancer une idée et dire la chose suivante : une Internationale Syndicale Rouge devrait rassembler le prolétariat révolutionnaire, elle devrait procurer des défenses et des armes d'attaque. Elle aurait par conséquent vocation à préparer le prolétariat du monde à la lutte pour l'élimination et la destruction du capital, contrairement à l'Internationale de Moscou qui s'appuie seulement là-dessus et opère seulement avec ce cri : nous c'est Moscou, eux c'est Amsterdam. Ce sont des organisations dont l'évolution vers la trahison de la classe ouvrière se manifeste de manière de plus en plus évidente, mais qui possèdent une grande influence au sein du mouvement ouvrier. L'idéologie de ceux d'Amsterdam, c'est aussi que la force traditionnelle de la classe ouvrière est celle de la masse inapte au combat qui n'est pas en mesure de recourir à l'action et d'en tirer parti. Gorter a dit de manière tout à fait pertinente que le prolétariat n'a pas pu vaincre parce qu'il n'a jamais eu des organisations de combat. Si, d'une part, ceux d'Amsterdam triomphent et si, d'autre part, une Internationale, qui leur opposait un contrepois, était constituée, mais que cette Internationale n'avait pas rompu avec les méthodes de lutte erronées, ce n'est naturellement pas ce qui peut satisfaire les travailleurs. Les Russes essaient de rassembler le prolétariat du monde sous le drapeau de Moscou, mais ils n'ont pratiquement aucune idée de ce qui est nécessaire au prolétariat international dans la lutte de classe de l'Europe occidentale. Ils se laissent la plupart du temps guider par le rassemblement de masses sous la bannière de Moscou, mais ils ne pensent pas aux nécessités de la lutte de classe. Les pays les plus importants, l'Allemagne par exemple, la Tchécoslovaquie, l'Autriche, ne sont représentés dans l'Internationale Syndicale Rouge que par leurs cellules, et maintenant depuis peu par une soi-disant cellule secondaire, par la FAU Gelsenkirchen. Ces cellules sont littéralement dans le flou, ce ne sont pas des structures permanentes, ce sont des organisations

qui ne pourront pas trouver un quelconque sentiment d'appartenance, même organisationnel, avec l'ISR et qui sont absolument incapables d'être à même de faire quoi que ce soit pour le mouvement ouvrier international. Je voudrais dire que, depuis le III<sup>e</sup> Congrès, l'on s'est borné uniquement à effectuer la préparation de la révolution en convenant que l'Internationale Syndicale Rouge devrait se soumettre à la III<sup>e</sup> Internationale. Et cela n'a encore une fois rien de positif pour la lutte de classe et pour la révolution. Qu'a-t-on fait là-bas avec les organisations syndicalistes ? L'on doit distinguer les syndicalistes allemands des syndicalistes des pays latins. Les syndicalistes des pays latins sont de bons et honnêtes combattants de classe qui ont encore en partie des programmes traditionnels, mais qui se convertissent de plus en plus à l'idée que la neutralité politique est une absurdité. Ces syndicalistes latins ont été absolument désorientés par le Congrès rouge. C'est uniquement en tant que personnes que les délégués des syndicalistes italiens et espagnols <sup>86</sup> se sont soumis là-bas aux résolutions de l'ISR. Ils ont formellement déclaré qu'ils s'y soumettaient sous réserve de l'assentiment de leurs membres. Or les Espagnols ont désavoué leur délégation. Le spectacle du Congrès de Lille nous a démontré que la façon avec laquelle Moscou décide n'est pas la bonne. Ceux d'Amsterdam y ont gagné de nouveau et cela n'est que la conséquence de la conception erronée de la tactique de l'ISR.

Qu'a fait le Congrès rouge à l'égard des Unions ? Nous avons entendu ce matin un rapport dont la tendance de fond est tout à fait claire et explicite. L'on a traité les Unions d'Unionettes, on les a traitées en gros avec dédain, car on voulait les évincer.

Nous voyons partout dans la question de l'ISR<sup>87</sup>, nous voyons un absolu cafouillage.

Nous savons que l'ISR ne signifie aucun plus pour la révolution mondiale. Cette Internationale Rouge, qui n'a jamais été en mesure d'accorder aux esclaves des mines anglais ne serait-ce qu'une aide financière lors de leur grève, n'est véritablement qu'une pâle imitation de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam. Les Russes devraient apprendre de l'expérience d'autres pays. J'ai l'impression que le travail et la conception tactique du camarade Lossovski sont à peu près équivalents à l'ouvrage d'un éléphant dans un magasin de porcelaine.

Il a absolument voulu faire du forcing, et peut-être a-t-il dû y être obligé, bien qu'il se soit rendu compte que c'était erroné, car il lui fallait fabriquer artificiellement une majorité. Avec les seules cellules, il aurait nécessairement été mis en minorité. Son travail nous prouve que les Russes n'envisagent pas d'apprendre et ne veulent pas apprendre des expériences

---

<sup>86</sup> L'USI (Unione Sindacale Italiana) et la CNT (Confederación Nacional del Trabajo) d'Espagne.

<sup>87</sup> Voir : Goldbeck (Dagmar) : *Veröffentlichungen der Roten Gewerkschaftsinternationale in Deutschland 1920-1933* [Publications de l'Internationale Syndicale Rouge en Allemagne 1920-1933], Bd. 3, Berlin (Est) 1987 ; Tosstorf (Reiner) : *Die Rote Gewerkschaftsinternationale 1920-1937*, Paderborn, Schöningh 2004 ; et Heinz (Stefan) *Moskaus Söldner ? Der Einheitsverband der Metallarbeiter Berlins : Entwicklung und Scheitern einer kommunistischen Gewerkschaft*, [Mercenaires de Moscou ? Le groupement unitaire des métallos de Berlin : évolution et échec d'un syndicat communiste], VSA-Verlag, Hambourg 2010.

d'autres pays parce que les intérêts internationaux doivent être subordonnés aux intérêts de la politique d'État russe.

L'on peut dire que les deux courants à l'intérieur de l'ISR, celui des syndicalistes latins et celui des autres organisations ne sont que des demi-vérités. Et cela aurait été la tâche de l'ISR de faire une vérité globale avec ces deux demi-vérités. L'on a fait de ces deux demi-vérités une absolue contrevérité.

Mais l'unité qui aurait dû être créée en toutes circonstances avec l'Espagne, l'Angleterre, l'Italie, les IWW, les shop-stewards, existe déjà, sauf que Moscou ne s'est pas engagé avec elle. Cette ligne unitaire consiste dans le fait que ces pays hautement développés, l'Europe occidentale, les États-Unis, doivent venir eux-mêmes à bout de leur situation objective et la réorganiser. L'ISR n'a pas résolu son problème parce que le développement de la conscience de soi ne lui convient pas et ne peut pas lui convenir, et c'est cette raison-là qui explique aussi que le Congrès de Moscou soit nécessairement devenu le fiasco qu'il est devenu.

À certains égards, les syndicalistes des pays latins ont pu être de meilleurs marxistes que les communistes officiels, si l'on pense que Marx a dit que l'émancipation de la classe ouvrière ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Si l'on reconsidère cela, alors une ligne fondamentale commune sera trouvée pour toutes les organisations qui sont des organisations visant à détruire les syndicats. Je suis d'avis que les syndicalistes se sont peut-être détournés jusqu'à présent de la politique sur la base de leur vieux programme traditionnel et poussiéreux, et aussi par dégoût et détestation des politiciens corrompus avec lesquels ils ont affaire. Or ils ont très bien compris au cours des luttes en Amérique, en Angleterre, en Italie, que ces luttes sont politiques. Ils comprendront cela encore davantage s'ils ont des relations, des relations internationales qu'ils n'ont pas aujourd'hui. À partir de là, je crois pouvoir affirmer que les connaissances des syndicalistes latins grandissent de plus en plus. Et nous pouvons fonder là-dessus l'espoir que nous sommes capables de nous rassembler internationalement. Et nous pouvons bien sûr, et à vrai dire à bon droit, opposer nos expériences de lutte aux vues des syndicalistes latins. Et ces expériences convaincront bien mieux que tous les bricolages théoriques les camarades syndicalistes de la nécessité d'abandonner la neutralité politique.

Et maintenant, il n'y a rien de positif à caractériser ces organisations, comme je viens d'essayer de le faire, sous la forme de thèses concrètes, etc. Je voudrais vous demander de parler de ces questions en tenant compte de leurs répercussions et de discuter aujourd'hui à fond de tout ce que j'ai évoqué. La chose principale est la suivante : y a-t-il oui ou non la nécessité d'un regroupement international ? Et je dis : la nécessité du regroupement international de tous les éléments qui sont opposés aux tendances de ceux d'Amsterdam, etc., existe exactement comme la nécessité de la création d'une Internationale Ouvrière.

Cette organisation ne pouvait-elle pas être peut-être accueillie dans l'Internationale Ouvrière ? Je voudrais vous demander de laisser tomber désormais cette idée. Il est nécessaire que les deux organisations procèdent

à deux rassemblements internationaux, mais séparés l'un de l'autre. Évidemment ils auront des relations entre eux, exactement comme par exemple la relation qui existe en Allemagne entre l'AAU et le KAP. Mais nous ne pouvons pas incorporer tous ces éléments dans l'Internationale Ouvrière car, sur la base de leur position dans l'Internationale, ils essaieraient d'affaiblir la clarté à laquelle nous nous sommes résolus sur les moyens de lutte, la tactique, etc. ; et par conséquent nous devons exclure désormais cette idée, car sinon nous aurons ensuite au niveau international cette même discussion que nous avons eu au niveau national.

## Discussion

### **Cam. Thiessen (Johannes Graudenz)<sup>88</sup> :**

À propos de l'Internationale Syndicale Rouge, je suis chargé par la délégation berlinoise de déclarer que nous sommes d'accord avec la délégation envoyée à Moscou.

À propos de la motion de Wilhelmshaven, je voudrais vous mettre en garde non seulement contre l'adoption de celle-ci, mais contre toute tendance que cette motion dissimule. Il s'avère que les organisations, les Unions, dans lesquelles le Parti Communiste Ouvrier n'a pas mis le pied se sont

---

<sup>88</sup> Johannes Graudenz (12/11/1884-22/12/1942), né à Danzig. Pseudonymes : *Thyssen, Thissen, Thiessen, Tüssen*. En désaccord avec sa famille, il partit pour l'Angleterre à l'âge de 17 ans. Puis, il revint en Allemagne et apprit d'autres langues. En 1915/16, il travailla pour la première fois comme journaliste et il prit la direction du bureau de Berlin de l'*United Press*. En avril 1920, il dirige le Bureau d'information des opposants au putsch de Kapp et il fait partie en 1920/21 de la Centrale du KAPD. En 1922, il partit pour le Bureau de Moscou de l'*United Press*, pour lequel il fut son correspondant jusqu'en 1924. Entre autres, Graudenz fut le premier à annoncer la mort de Lénine en Amérique. En 1924, il organisa une excursion en bateau sur la Volga au cours de laquelle il voyagea avec d'autres journalistes à travers les territoires de l'Union soviétique dans lesquels régnaient la famine et la misère. Étant donné que ce témoin du misérable état du pays déplut à l'Union soviétique, il en fut expulsé. En 1928, il lança avec Franz Jung la fondation de l'agence de photos berlinoise Dephot. De 1928 à 1932, il eut un emploi stable au *New York Times*. En décembre 1931, il participa en tant que membre de l'AAU de Berlin (*Thy.*) à la Conférence constitutive de la KAU. À partir de 1932, John Graudenz représenta des firmes de construction mécanique en Irlande. Continuer de travailler en Irlande fut compliqué à cause de divergences politiques – il était trop moderne dans son mode de vie pour les catholiques irlandais. C'est pourquoi John Graudenz retourna avec sa famille à Berlin en 1934/35. Au cours de cette même année, Graudenz intervint dans la branche de l'aviation en tant que représentant de commerce pour la firme "Grau-Bremsen". C'est ainsi qu'il put revenir à Berlin avec sa famille. Après 1933, il eut des contacts avec différents groupes de résistance. Ses contacts avec Jung et les Rote Kämpfer [Combattants rouges] se maintinrent. C'est grâce aux contacts de Franz Jung qu'il fit la connaissance au printemps 1939 de Harro et de Libertas Schulze-Boysen. Graudenz participa aux activités de résistance de la "Rote Kapelle" [Orchestre rouge] berlinoise à laquelle il procura un appareil de reproduction. John Graudenz fut arrêté le 12 septembre 1942 et condamné à mort le 19 décembre 1942 par le Tribunal de guerre du Reich. Sans que le jugement ne devienne exécutoire selon les lois nazies, il fut pendu le 22 décembre 1942 sur ordre d'Hitler dans la prison de Berlin-Plötzensee. [Diethart Kerbs : *Lebenslinien. Deutsche Biographien aus dem 20. Jahrhundert* (Lignes de vie. Biographies allemandes du XX<sup>e</sup> siècle), Klartext-Verlag, Essen, 2007 ; *Protokoll der Verneinungs-Konferenz der AAUD und AAUE (10. Reichskonferenz der AAUD), 24-31 Dezember 1931 zu Berlin* (Procès-verbal de la Conférence d'unification de l'AAUD et de l'AAUE (X<sup>e</sup> Conférence nationale de l'AAUD), 24-31 décembre 1931 à Berlin), pages 39 à 42].



transformés en marais, et que le syndicalisme ainsi que la doctrine de RÜHLE gagnent en influence, alors que, là où le petit KAPD a occupé ses fonctions dans l'Union, elle restera proprement et clairement sur le terrain de la lutte de classe. La délégation berlinoise est du même avis que le Congrès de Gotha, à savoir que tout membre du Parti doit être membre de l'Union et qu'il doit y travailler. La Freie Bergarbeiter-Union a été versatile en tant qu'organisation révolutionnaire. Aujourd'hui tout porte à croire que la Freie Arbeiter-Union peut être considérée comme réformiste et, si nous formions un cartel avec elle, nous aurions pu aussi bien rejoindre l'Internationale Syndicale Rouge. Mais, pour l'instant, la chose n'est pas encore mûre. Concernant l'Association des ouvriers agricoles (Landarbeiter-Verband), ce serait avec joie que nous saluerions le fait que les ouvriers agricoles appréhendent l'idée de l'Union. Les ouvriers agricoles ont effectué une plus grande transformation que les ouvriers industriels.

Même si les divers syndicalistes ont pris part aux combats en Allemagne centrale, nous ne pouvons pas travailler avec eux étant donné qu'ils ont fait preuve d'un pacifisme démocratique de cureton sur la Schlossplatz<sup>89</sup>. De même, les syndicalistes espagnols ne sont pas marxistes et par conséquent il ne sera pas indiqué de créer une base générale d'organisation avec eux. Nous ne voudrions pas écarter d'un revers de main la création d'un front général de lutte. Mais pour l'instant, le terrain n'est pas encore préparé pour constituer une cartellisation. Il faut souligner encore une fois que nos délégués à Moscou ont agi tout fait correctement. Ceux qui préconisent la tactique de cellules sont les ennemis les plus dangereux de ceux qui s'opposent aux syndicats. Une petite Union active aura plus d'influence sur l'attitude favorable à la lutte de classe du prolétariat. Dans une Union, il faut travailler beaucoup plus. Les orateurs du KAPD ne font pas à cet égard leur tâche et leur devoir. Nous avons trouvé dans le Reich une bonne caisse de résonance parce que la trahison des syndicats saute trop aux yeux. Mais si nous restons en petits groupes, nous n'arriverons à rien, nous devons aller dans les entreprises.

### **Cam. Letsch**<sup>90</sup> (Hand- und Kopfarbeiter-Union)

---

<sup>89</sup> Place du Château à Berlin-Centre, rebaptisée Karl-Marx Platz au temps de la RDA.

<sup>90</sup> Paul Letsch (1893-1954). Typographe, a étudié pendant quelques semestres l'économie politique à l'Université libre de Francfort-sur-le-Main. Membre du SPD de 1910 à 1914. Letsch fut soldat de 1915 à 1918, membre de l'USPD en 1917, et du KPD en 1920. En 1918, il était membre du conseil des ouvriers et des soldats de Königsberg, puis président, et en 1919 le dernier dirigeant de la Division populaire de la marine à Berlin. Il participa activement à la fondation de l'Union der Hand- und Kopfarbeiter, il en fut le président par intermittence. Jusqu'en 1923, il fut secrétaire du Bureau pour l'Europe centrale du Komintern et collaborateur du département des coopératives. En 1925/26, Letsch fut collaborateur de la représentation commerciale soviétique et en 1927/28 secrétaire en titre du KPD-BL Berlin-Brandebourg et par intermittence chargé du CC en Silésie. Il s'occupa ensuite activement de l'organisation de la distribution centrale de la littérature. Après 1933, il devint commerçant et fut à nouveau arrêté. Amené le 1<sup>er</sup> septembre 1939 dans le camp de concentration de Sachsenhausen, il en est libéré en 1940, et intégré à la Wehrmacht de 1943 à 1945. De 1946 à 1947, premier maire de Berlin-Centre ; et de 1947 à 1948, collaborateur du Secrétariat central du SED-PV. De décembre 1948 à mars 1949, chef de l'administration centrale et postes et télécommunications de la DWK. En mars 1949, Letsch succéda à Karl Hans Bergman à la direction de la Deutsche Filmverlag et il devint en 1949 gérant aux éditions "Die Wirtschaft", poste qu'on lui retira en octobre 1950 à la suite de vives critiques de la

Il faut constater que nous ne pouvons pas parler d'un cartel d'Unions étant donné que nous ne possédons encore à l'heure actuelle que deux Unions. Vous savez en partie que, à Halle, dans un congrès commun, nous avons regroupé les Unions existantes en une organisation unitaire. Il en existe encore d'autres : l'Allgemeine Arbeiter Union et l'Union des travailleurs manuels et intellectuels. Y a-t-il une base commune pour ces Unions ? Après que le camarade BÖRNER a carrément jeté le gant, nous commençons à en douter. Qu'est-il donc arrivé ? L'on dit que nous avons abandonné le terrain de la lutte des classes, que nous avons désavoué nos délégués de Moscou. Cela ne nous est pas du tout venu à l'esprit. Et ce ne nous est pas non plus venu à l'esprit de désavouer nos délégués. Nous l'avons expliqué à Iéna et à Halle.

La situation était simple puisque nous avons envoyé nos camarades, qui étaient à Moscou en tant que délégués, avec un mandat impératif et que nous avons lutté aussi à Moscou pour que, dans le mot d'ordre de l'ISR, il soit prévu une modification pour la situation en Allemagne.

Après le retour de nos délégués, la situation a changé et, à mon avis, c'est une faute sincère et virile que l'on a faite de reconnaître que ce sont des voies erronées que nous avons suivies et de se changer pour chevaucher un vieux cheval de bataille. Nous avons dit clair et net que, en tant que combattant de classe, nous n'avons pas le droit de mener sous n'importe quelle forme une politique séparatiste ou d'abstinance. Nous n'avons pas le droit, sur la base de n'importe quelle théorie qui planerait dans nos têtes, de nous décider en fonction d'expériences qui auront lieu. Nous ne savons pas s'il est juste ou erroné de les prendre aujourd'hui. La décision se prendra en fonction des expériences qui auront lieu. Nous n'avons pas le droit de dire que nous nous situons hors du cadre parce que l'idée : vous êtes tous des traîtres, plane dans notre tête. Si, en Allemagne, la papauté était un peu plus faible et la compréhension des autres un peu plus grande, nous n'aurions pas besoin de nous casser la tête mutuellement dans 26 Unions, 36 partis et 52 syndicats. Je ne suis pas nationaliste, je ne l'ai jamais été, mais je vous dis ceci : lorsque nous parlons de la victoire de la révolution prolétarienne internationale, nous devons déjà nous occuper de créer la base de la victoire et la possibilité de cette victoire seulement et uniquement à l'intérieur de nos sacrés poteaux noirs, rouges et or. Si les choses continuent comme jusqu'à présent, il n'est pas surprenant que vous ayez l'idée de rappeler le gouvernement soviétique. Ce que la Russie fait, camarades, vous prend à la poitrine et dit : *mea culpa, mea maxima culpa*, c'est ma faute, c'est ma très grande faute.

C'est ainsi que nous avons repris la question et, à partir de cette base-là, vous pouvez supposer que nous aurions désavoué notre propre délégation. Non, s'il n'y a pas d'autre solution, nous avons le devoir de faire en sorte qu'il en aille autrement dans le mouvement ouvrier allemand. Nous entrons dans l'arène et nous frappons à droite et à gauche jusqu'à ce que le but soit

atteint, c'est-à-dire finalement que le mouvement ouvrier soit rassemblé en un bloc et donc que l'unité se soit créée dans le mouvement ouvrier.

Il a résulté de cette claire reconnaissance – il n'y avait pas de partisans de la tactique des cellules quand cette résolution décisive relative à la position par rapport à l'Internationale de Moscou est venue au vote – que 168 délégués ont voté pour la résolution et 41 contre.

Et de quoi les 41 ont-ils l'air ? Nous étions tout d'abord persuadés que les 41 étaient clairs comme le cristal. Or ces 41 hommes étaient les cellules qui ont déclaré le lendemain : nous avons voté contre la résolution parce qu'elle ne nous dit pas assez clairement et nettement, et sans restriction : nous nous plaçons sur le terrain de l'Internationale Syndicale. Et maintenant nous avons vu ce qui se passe. Le travail systématique des cellules avait conduit à un résultat négatif lorsque les cellules ont voulu atteindre ce que nous avons tenté. Nous avons déclaré tout à fait clair et net comment les choses étaient en Allemagne. Si nous faisons abstraction des syndicats libres, les autres organisations sont atomisées. Vous êtes là avec vos Unions. Puis viennent les syndicalistes, et ensuite les Sozialistische Industrie-Organisationen de Brunswick, et d'autres petites organisations syndicalistes dans l'Empire allemand. Tout cela parle plus ou moins de révolution prolétarienne. Mais, plus ou moins, cela ne fait rien ou ne travaille pas pour faire avancer la révolution, mais pour la faire reculer ou pour l'arrêter. En revanche, nous estimons les organisations libres non seulement comme étant une structure organisationnelle, mais nous disons qu'elles constituent un organisme si solide et si strictement articulé intérieurement qu'il possède une sacrée ressemblance avec le royaume de 1914. Et il ne sera pas possible de renverser ce bloc de granite avec cinquante partis différents.

Qu'en est-il résulté ?

Que la situation avait changé, que d'autres voies devaient être empruntées, que nous avons dit tout d'abord que nous devons rassembler tout ce qui se situe à gauche des syndicats libres en une grande Union unitaire et solidaire. Nous devons d'autre part essayer de refiler un peu plus de travail que jusqu'à présent aux partisans de la tactique des cellules et aux camarades des fractions. À Halle, j'ai déclaré textuellement : notre tâche sera d'être dans les fractions des cellules munis d'un fouet et de leur montrer ce qu'ils doivent faire. Il ne se peut pas qu'une organisation de 8 000 membres papillonne autour d'une autre de 25 000 membres, une autre de 2 000 membres et encore une autre de 100 000 membres, mais nous devons nous mettre au travail pour escalader ce grand bloc.

Nous nous rendons bien compte que le VKP souffre de toutes sortes de faiblesses. Mais nous avons regardé le Congrès de Iéna<sup>91</sup> de manière un peu

---

<sup>91</sup> 22-24 août 1921 : Congrès du KPD à Iéna. Le Congrès se place sur le terrain des résolutions du III<sup>e</sup> Congrès mondial, il accepte les critiques faites aux combats de Mars, il prend d'importantes décisions en vue du déploiement du travail de masse du Parti parmi les travailleurs – entre autres parmi ceux qui ont un travail -, et il poursuit ainsi la politique de la "Lettre ouverte" (7 janvier). La Centrale est chargée de s'engager pour l'établissement d'un front uni. "Les lignes directrices pour l'organisation du travail communiste dans les syndicats" (adoptées avec une voix contre) obligeaient tous les membres à travailler activement dans les syndicats. Il y est déclaré que la propagande en faveur de la sortie de syndicats est incompatible avec les

différente et nous nous sommes dit : s'il a été possible, grâce à l'expulsion de Geyer<sup>92</sup>, de Düwell<sup>93</sup>, etc., que les résolutions aient pu être adoptées à l'unanimité et que l'on ait procédé de manière si unie contre l'opposition, cela nous démontre que le Parti a gagné intérieurement en solidité. L'on ne sait pas pour combien de temps, mais pour l'instant elle est là.

Et nous nous sommes alors demandé : même si cela ne dure qu'un an, devons-nous avoir la formule de la révolutionnarisation seulement à la bouche, devons-nous laisser notre activité, qui est fondée sur la lutte des classes, devenir seulement une formule ? Non, nous ne le voulons pas. Bon, si la situation est celle-ci, alors plaçons-nous sur le terrain qui existe et nous disons, bien, nous sommes avec vous. Mais méfiez-vous. La paix est conclue, mais, comme on l'a déclaré à Moscou, le KAP est le stimulateur du VKPD.

À l'avenir, le travail de la fraction dans les syndicats se déroulera quelque peu différemment de jusqu'à présent. Nous allons faire en sorte que les fractions puissent travailler. Il en est résulté le contraire de ce que vous voulez ici. Parce que nous avons dit que c'est la solidarité internationale, qu'il s'agit pour nous du sort de la Russie par-delà nos idées, par-delà nos points de vue, par-delà nos têtes, nous nous sommes placés sur le terrain des résolutions et nous combattons avec vous.

Et il en découle notre position par rapport à vous. Si vous rendez vrai ce que BÖRNER a dit, vous nous annoncez la lutte avec nous. Nous ne craignons pas la lutte, mais j'y vois clair à ce sujet : le résultat et l'effet final ne pourront pas être mis en doute pour un sou parce qu'il ne peut y avoir à présent rien d'autre pour nous que de regrouper toutes nos forces, de souder les travailleurs allemands ensemble en un bloc, afin de les arracher et de les sauver de l'illusion que c'est seulement le bonze, le mauvais et le mouton, qui est la bonne personne.

### **Cam. Vogenbeck**<sup>94</sup> (FAU de Gelsenkirchen)

---

résolutions du Parti et il y est stipulé qu'elle entraînait l'exclusion du Parti. La formation de cellules d'entreprise n'est cependant pas prévue. La base demeure encore le groupe local. Le Congrès décide à l'unanimité de supprimer le mot "uni" dans son nom et de s'appeler "Parti Communiste d'Allemagne (Section de l'Internationale Communiste)".

<sup>92</sup> Curt Geyer (1891-1967). USPD, VKPD, puis KAG avec Paul Levi, et de nouveau SPD. Il est l'auteur du livre : *Der Radikalismus in der deutschen Arbeiterbewegung. Ein soziologischer Versuch* [Le radicalisme dans le mouvement ouvrier allemand. Un essai sociologique], (Thüringer Verlagsanstalt, Léna 1923) qui polémiquait contre le radicalisme de gauche.

<sup>93</sup> Bernard Düwell (1891-1942 ?). USPD. En décembre 1918, Düwell participa au 1<sup>o</sup> Congrès des conseils. Il fut élu pour l'USPD en 1919 à l'Assemblée nationale de Weimar et en 1920-24 au Reichstag. À l'intérieur de l'USPD, il faisait partie de l'aile gauche qui fusionna avec le KPD en 1920. Düwell quitta le KPD après quelques mois à la suite de sa critique de l'Action de mars, puis il fit partie de la Kommunistische Arbeitsgemeinschaft (KAG) autour de Paul Levi, avec lequel il rejoignit à nouveau l'USPD au printemps 1922 et, avec l'immense majorité de ce dernier, le SPD à l'automne 1922. Il est peut-être mort à Sumatra au cours de l'occupation japonaise.

<sup>94</sup> Hermann Vogenbeck, Essen, FAUD, ensuite Union der Hand- und Kopfarbeiter (UdHuK). Voir : Jochen Weichold : "Die Union der Hand- und Kopfarbeiter Deutschlands (Räteorganisation)" [L'Union des Travailleurs manuels et intellectuels d'Allemagne (organisation des conseils)] – un chapitre presque oublié dans l'histoire du mouvement ouvrier allemand – dans *Jahrbuch für Forschungen zur Geschichte der Arbeiterbewegung*, cahier I, 2005.

Il a été dit ici que la Fau est née parce que toute la politique des chefs dans les anciens syndicats nous y a poussés. Ce n'est pas correct. La FAU est née dans les grandes luttes de la Ruhr. À l'époque, la situation était que chacun croyait que la révolution était sur le pas de la porte. Les mineurs ont été forcés de travailler huit heures au fond de la mine. Les syndicats ont refusé de lancer la grève pour leurs revendications. Le personnel s'est mis en grève et il a mis sur pied une nouvelle commission par-dessus la tête des syndicats. Nous avons lutté cinq semaines, et pendant cinq semaines on nous a laissé tomber. On a alors demandé la création d'un front uni. Jusqu'à Halle<sup>95</sup>, nous avons lutté sincèrement et honnêtement pour lui.

Soyons honnêtes. Nous avons émis le mot d'ordre : "sortez des syndicats !" sous une forme agressive. La direction avait quitté le Parti. Nous croyions que les masses s'aligneraient derrière ce mot d'ordre, et nous avons dû constater que ce mot d'ordre s'était littéralement perdu dans les sables. Et l'on a continué à rester dans les vieux syndicats. L'on pourrait se disputer sur la tactique : conquête ou destruction. Je vous le dis ouvertement : ce que vous avez fait et adopté à votre Congrès ne contribue certainement pas à nous rapprocher de nos objectifs si vous jetez le gant à Moscou. N'aurait-il pas été mieux que vous soyez restés à Moscou en tant qu'opposition ?

*(forte désapprobation)*

Et vous vous seriez occupés là-bas de ce que vous souhaitez provoquer. Au lieu de cela, vous essayer de fonder une autre Internationale Ouvrière. Vous voyez que le capital commence à se consolider de plus en plus. C'est à ce moment-là que vous abandonnez dans une certaine mesure le chemin actuel de la révolution et que vous croyez que le prolétariat dans son ensemble serait mieux servi par la formation d'une nouvelle Internationale Ouvrière. C'est faux. Et pourtant vous avez persévéré ! Qui vous donne l'assurance que, si vous avez une nouvelle Internationale Ouvrière, vous arriverez à la conclusion que les chefs seront les bons ? Et puis ensuite viendra peut-être une V<sup>o</sup> Internationale. Pendant tout ce temps, le capital dans son ensemble se prépare à nous étrangler. Nous vous le disons ouvertement et sincèrement : la grande masse du prolétariat combattant ne se situe pas sur le terrain où l'Union serait son salut. Nous en avons fait la tentative durant trois années. Maintenant, après que l'ensemble du prolétariat a parlé à Moscou, nous devons honnêtement nous situer sur ce terrain. Nous sommes

---

<sup>95</sup> Du 4 au 9 septembre 1921, peu avant le Congrès du KAPD. Il s'agit du Congrès de fusion de la FAU, du Freie Landarbeiterverband [Libre Association des Travailleurs de la Terre] et du Hand- und Kopfarbeiter Verband [Association des Travailleurs manuels et intellectuels] dans l'Union der Hand- und Kopfarbeiter à Halle (Saale). 209 délégués représentaient environ 131 000 membres, dont 170 délégués de la FAU (environ 100 000 membres), 15 délégués du Freie Landarbeiterverband (environ 25 000) et 24 délégués du Hand- und Kopfarbeiter Verband (environ 6 000). Ce qui était au centre des discussions, c'était la position de cette Union par rapport aux résolutions du 1er Congrès de l'ISR (3-17 juillet 1921 à Moscou). Bien que les représentants de premier plan n'aient pas démordu de leur point de vue syndicaliste de destruction des syndicats existants, le Congrès se prononça dans sa majorité en faveur des résolutions du 1er Congrès de l'ISR à Moscou.

hélas amèrement désolés que vous, dont je n'ai jamais douté de la volonté sincère, vous commettiez la folie de nous abandonner avec la création d'une nouvelle Internationale Ouvrière.

Votre spéculation sur l'opposition échouera comme Letsch l'a déjà exposé. C'est une toute petite fraction que vous croyez pouvoir gagner à vous alors qu'elle se situe sur le terrain du syndicalisme. Vous reconnaîtrez que vous travaillez non pas pour nous, mais contre nous, non pas pour la révolution, mais contre la révolution.

### **Cam. Werner<sup>96</sup> :**

Je crois qu'il s'agit aujourd'hui pour nous moins de donner des formes fondamentales ou de prendre des décisions concernant les points 5 et 6. Ce sera plutôt la tâche d'une Conférence nationale de l'Union de s'occuper de cela. Nous devons tirer de nos relations avec l'Union les conséquences qui en résultent, c'est-à-dire établir notre attitude tactique par rapport à l'Union. Nous disons au représentant de la Freie Arbeiter-Union : nous ne voyons pas le front uni du prolétariat dans la cartellisation des Unions, mais dans la cartellisation des prolétaires en tant que classe dans la lutte elle-même. Notre combat a montré, que quand vous vous cartellisez pour venir au combat, nous nous trouvons déjà dans ce combat.

Si nous ne nous donnions aucun espoir d'arriver à quelque chose à Moscou et si pourtant nous avons envoyé nos représentants au Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge, c'est que nous avons déjà dégagé les points de vue par lesquels nous nous sommes fait guider. Nous savions que cela nous donnerait l'occasion de parler avec les représentants des autres pays et que nous pourrions présenter nos revendications concrètes au prolétariat international.

Peut-être vivrons-nous un temps où la Freie Arbeiter-Union se convaincra quelle doit rejoindre l'Internationale d'Amsterdam. C'est là la conséquence naturelle de la manière dont les Unions sont nées. Dans les combats de la Ruhr, c'est l'Union des Mineurs qui est née en premier. C'est la Ligue Spartacus qui a donné autrefois le mot d'ordre : "sortez des syndicats !", et elle a dû donner ce mot d'ordre parce que les prolétaires en sortaient d'eux-mêmes.

C'est dans la nature de la Freie Arbeiter-Union de n'avoir rien changé aux revendications concrètes des syndicats. Cette Union est une pâle imitation des syndicats car elle n'a pas reconnu les nécessités de la lutte de classe. Elle est une organisation de soutien. Là où le Parti Communiste Ouvrier est, l'Union grandit. Là où le Parti Communiste Ouvrier n'est pas, ce sont les membres syndicalistes de la Freie Bergarbeiter-Union qui arrivent. Il a été dit que les Russes ne pouvaient pas agir autrement et que nous portons la

---

<sup>96</sup> Werner, groupe local de Francfort-sur-le-Main. Il suivit la Tendance d'Essen en 1922. Il fut donc, comme Karl Schröder, Arthur Goldstein, Emil Sach, « exclu du Parti à l'unanimité pour comportement préjudiciable au Parti » (*Die Aktion*, cahier 19/20, 14 mai 1922, "Extrait d'un unique numéro (le 18) du KAZ", p. 286).

responsabilité de ce qui est arrivé en Russie. Nous nous refusons à dire cela. Le KAPD a démontré qu'il a lutté. Où était la Freie Arbeiter-Union, pourquoi n'a-t-elle pas lutté ? Le KAPD a lutté.

*(interpellation par les gens de Gelsenkirchen)*

Nous n'avons pas parlé du KAPD, mais des travailleurs allemands.

Nous parlons du KAPD. Nous donnerons au moment du combat des chefs au prolétariat. Nous ne voyons pas notre salut dans une fusion artificielle. L'on s'y retrouvera avec des compromis. Cela entraverait tout travail productif. Il est nécessaire que nous soyons bien clairs sur les tâches de l'Allgemeine Arbeiter-Union.

### **Cam. Helbig<sup>97</sup> :**

Il s'agit de la question de la cartellisation des différentes Unions qui ont comme point de vue la destruction des syndicats et qui ont fait de celle-ci leur mission. Quand un représentant de la tendance de Gelsenkirchen s'est exprimé, nous voudrions dire que le nom de celle-ci n'est que du vent. Peu importe le nom, car il est clair que ce que nous avons désigné jusqu'à présent comme une Union libre a perdu complètement le caractère d'une Union et qu'elle est devenue purement syndicale. Les travailleurs révolutionnaires doivent s'imposer de détruire aussi bien cette Union libre que les syndicats. Il se trouve que seule l'AAU mènera ce combat. Il s'agit d'un cartel d'Unions qui a pour mot d'ordre la destruction des syndicats. Les dangers qui menacent la révolution doivent être clairement exposés. Nous pouvons faire une chose, c'est de nous adresser aux ouvriers des Unions libres qui se sont résolus à lutter contre les syndicats et qui ne peuvent pas être d'accord avec la décision relative aux syndicats lors de la Conférence. C'est pourquoi nous devons attirer ces camarades à nous et conclure avec eux une communauté de lutte destinée à détruire la Freie Arbeiter Union, à détruire toute tactique syndicale. Le Parti Communiste Ouvrier s'est fixé un objectif : la propagande de l'organisation d'entreprise. C'est une évidence qu'il ne peut pas mener seul ce combat, sans les masses. Or les masses sont dans l'entreprise. C'est pourquoi le Parti Communiste Ouvrier voit bien son devoir de propagande dans les entreprises, dans le regroupement des organisations d'entreprise. Il a des contacts au plan international et la décision d'hier de la création d'une Internationale Ouvrière est la conséquence de sa propagande au plan international. L'Internationale Communiste Ouvrière doit se fixer pour objectif : l'Internationale des Unions.

Le mouvement syndical, et pas seulement sa bureaucratie, est ces derniers temps presque l'unique soutien de l'ordre social capitaliste. Tous les autres

---

<sup>97</sup> Kurt Helbig, AAU et KAPD, Düsseldorf. Rédacteur et éditeur responsable de la KAZ. Le 29 mai 1925, il fut traîné devant un tribunal «pour incitation à la haute trahison».

soutiens ne sont plus tout à fait fiables. C'est avec tous les moyens légaux que l'on essaie de mettre le mouvement syndical au service du capital. Le système des conseils d'entreprise fait partie de cela. Les conseils d'entreprise étaient destinés par les ouvriers à être un moyen aux mains des ouvriers contre le capital, mais le capital s'est débrouillé pour détourner cette arme contre les ouvriers. Dans le journal de la mine, le propriétaire de la mine a exprimé l'idée qu'il serait injuste pour les entrepreneurs de combattre les conseils d'entreprise étant donné que beaucoup de querelles sont évitées du fait de l'intervention habile des syndicats. Un article sur le droit de cogestion des ouvriers dit :

« Rien ne bouge, partout les conseils d'entreprise font tout ce qu'il faut pour cela car ils sont nécessairement corrompus par les avantages qu'ils reçoivent des patrons dans les entreprises ! Cela n'est que trop confirmé par ces paroles d'un grand industriel de premier plan : "Il est certain que les conseils d'entreprise, du fait de leurs tâches croissantes, s'éloignent de plus en plus du véritable processus de travail des entreprises, mais cette perte que nous subissons du fait que nous devons payer le salaire malgré tout, est largement compensée par l'activité bénéfique qu'exerce le conseil d'entreprise dans l'entreprise" ».

Ce qui est dit clair et net ici, à savoir le danger pour les ouvriers qui réside dans la loi sur les conseils d'entreprise, n'est pas dit par quelqu'un de l'AAU ou du KAP, mais par un entrepreneur qui indique comment il faut s'y prendre avec les conseils d'entreprise en vue de la reconstruction du capital. Celui qui participe aux élections pour les conseils d'entreprise participe à cette reconstruction.

Il ne peut absolument pas être question de la cartellisation en Allemagne de l'AAU avec une Union ouvrière. Mais il n'est pas exclu que, devant la puissance sans cesse grandissante du mouvement syndical, il faille mettre en œuvre tous les moyens, à savoir que l'on a rien à objecter à une alliance en certains lieux avec les syndicalistes contre les syndicats, contre une trahison manifeste du travail à l'occasion d'un mouvement d'augmentation des salaires, alliance qui se traduirait pas l'émission en commun d'un tract qui s'opposerait aux abus de pouvoir des syndicats. Mais il ne s'agit pas de constituer un cartel parce que l'AAU est la seule organisation qui a adopté comme ligne la destruction des syndicats. La conséquence en est que nous resterons seuls. Nous savons que ce front uni doit faire des concessions dans toutes les directions et que ce front uni est la pire des choses. Nous ne nous considérons pas pour cela comme des papes, mais plutôt comme des quidams en rébellion. Le système de l'instigation dans le VKP est à considérer comme une chose connue de tous. S'il avait jamais dû s'agir de l'instigation dans le KAPD, cela n'aurait été que pour faire avancer la révolution et jamais pour l'entraver. Et justement le VKP est ce qu'il y a de plus grandiose en matière d'instigation là où il s'est agi d'avantages personnels et d'entrave à la révolution. Il est important pour les tenants de la tactique des cellules d'avoir une organisation en vertu de laquelle ils peuvent ériger leur pouvoir de parti. Ces cellules sont déjà utilisées pour



renforcer la bureaucratie syndicale. Ce sont justement les cellules qui, comme nous l'avons dit, cautionneront les décisions des syndicats. Lorsque les cellules deviennent désagréables, on choisit quelques meneurs et on les flanque tout simplement dehors. Et ensuite il ne reste rien d'autre qu'à fonder qu'une ligue syndicale fidèle à l'Empire. Cela ne peut pas mener ailleurs, et nous ne nous rendrons jamais sur ce terrain glissant. Nous nous considérons pour ainsi dire comme des chevaliers du Graal pour la révolution prolétarienne. Nous devons faire tout ce que nous pouvons pour faire grandir l'Union. La grande Union sera aussi en mesure de réaliser le système des conseils. Et si de grandes difficultés s'opposent au combat de l'AAU, l'orateur de la Freie Arbeiter Union devra s'avancer et il devra dire que c'est sa faute.

### **Cam. Sanderhoff<sup>98</sup> :**

À la question de savoir si une cartellisation est possible, je réponds négativement. Une cartellisation en Allemagne avec ces organisations est impossible et, si l'on lit le programme, l'on ne peut absolument pas discuter plus longtemps de cette question.

*(il cite les Objectifs et tâches de la FAU :)*

« L'organisation se situe sans restriction sur le terrain de la lutte de classe et elle refuse toute communauté de travail avec les entrepreneurs (!). Elle a pour but de relever, à l'intérieur de l'ordre social capitaliste, la situation sociale et économique de ses membres et de prendre soin de leur formation et éducation intellectuelles. Son objectif final est l'élimination de l'économie de profit du capitalisme privé et l'instauration de l'économie sociale-communiste communautaire et de besoins. ».

*(deux paragraphes plus loin, il est dit :)*

« Lutte pour de meilleures conditions de salaire et de travail à l'intérieur de l'économie capitaliste, même s'il est nécessaire et indispensable à un moment de la lutte d'en arriver à la conclusion de conventions collectives les plus favorables possibles (participation aux négociations salariales).

« Lutte pour le plein droit de cogestion et de contrôle des travailleurs concernant les embauches et les licenciements, de même que dans l'ensemble du processus de travail et de production. ».

Et ainsi de suite...

---

<sup>98</sup> Karl Sanderhoff, Berlin-Wilhelmsruh; KAP/AAU, 1931-1933 : KAU. 1950, administrateur de l'imprimerie de la police à Berlin Wilhelmsruh (Kubina, op. cit., S. 208, 274).

Après que la FAU, sur la base de son programme “révolutionnaire”, condamne en principe et de toutes les façons tout travail réformiste et toute participation aux organismes légaux instaurés à l’intérieur de l’ordre social capitaliste, le dernier paragraphe dit la chose suivante :

« Cependant, afin d’atteindre son objectif final, l’organisation participe au cours de la lutte à ces organismes légaux (conseils d’entreprise légaux, etc.). Elle participe également, durant cette même période et si les membres considèrent cela comme nécessaire, grâce à des collègues qui sont dans les relations de travail, aux négociations salariales (conclusion de conventions collectives). ».

Quand BÖRNER dit maintenant que nous devrions tenir compte de la tendance oppositionnelle à l’intérieur de la Freie Arbeiter Union, je dis qu’il ne faut tenir compte de cette tendance oppositionnelle que dans notre conception de la lutte à l’intérieur des entreprises. En cas de cartellisation en Allemagne, l’on ne pourrait pas mener dans les entreprises un combat clair et homogène avec l’autre organisation cartellisée, mais les contradictions ne feraient que s’estomper. Cela ne serait pas utile au développement de la lutte de classe et ce serait ainsi rendre un mauvais service à la révolution.

C’est pourquoi nous devons nous en tenir à notre programme. Je vous propose d’adopter la résolution de l’organisation berlinoise. Je voudrais dire aux camarades de Wilhelmshaven qu’ils ne sont pas des camarades du KAP car sinon, dans le KAP, ils auraient fait en sorte que tous les camarades fassent partie de l’AAU, et dans la mesure où l’on n’a pas tenu compte de cela, il faut là aussi tracer une ligne de démarcation. Ces camarades doivent être exclus du KAP.

### **Cam. Rosam<sup>99</sup> :**

Le tableau de la situation a été déplacé à cause de la discussion à propos de ceux de Gelsenkirchen. Mais ces choses doivent être évoquées encore une fois, même si ce sont des choses avec lesquelles nous devrions ne plus avoir à nous occuper vraiment.

J’ai rarement entendu des exposés aussi superficiels que ceux des camarades de la tendance de Gelsenkirchen. Mais je ne veux pas céder à la facilité.

---

<sup>99</sup> Max Rosam (1888-1943), intellectuel d’origine juive, né à Lissa/Lesno (Pologne), résidant à Stettin (Poméranie); 1920-1922 responsable du KAPD, rédacteur de la KAZ; février 1922, avec Karl Schröder, Emil Sach et Arthur Goldstein, exclu du KAPD de Berlin; 1943 : assassiné par les nazis au camp d’extermination de Belzec/Belżec (*Die Aktion*, 1921, S. 302, 525-526; KAZ Nr. 18 u. 19, 1922; Yadvahem, Shoah Victims’ Names Database: <https://yvng.yadvashem.org/index.html>).

La politique des syndicats, qui est aujourd'hui le point central de la politique mondiale globale (car le capital repose sur le soutien des syndicats), a aujourd'hui à peu près les caractères suivants : alors que, avant la guerre et pendant la guerre, l'État capitaliste a militarisé les masses de la population dans des armées – chaque individu n'était que quelqu'un à la disposition de l'armée jusqu'à 45 ans -, avec le démantèlement de la politique de guerre, avec la politique de reconstruction, est survenue une phase dans laquelle le capital devait trouver une nouvelle forme de militarisation. Il a utilisé les syndicats dans ce but. Ceux-ci ont grandi rapidement même s'ils déclinent un peu maintenant. Ils ont été ces institutions dans lesquelles le capital a militarisé les masses du prolétariat pour la nouvelle guerre contre la crise mondiale que le capital doit mener avec sa puissance économique. Toute la politique des syndicats, dans l'intérêt des États capitalistes, consiste tout à fait logiquement en la création d'un service militaire obligatoire pour la protection de l'État. Les nouvelles lois qui sont produites, et celles qui seront encore produites, tout cet ensemble de législation sur le droit du travail a pour objectif d'engager le prolétariat, solidement encadré dans des formations militaires, encaserné dans les entreprises, à mener la guerre pour le capitalisme, contre la crise dans laquelle le capital se trouve. Le Traité de paix de Versailles, qui continuera à constituer la base de toute la politique, contient à ce sujet un document clair et explicite sur le droit du travail international qui doit régler les relations entre la Société des Nations et le Bureau International du Travail à Berne et qui évoque le type de législation qui doit être internationalisée contre les travailleurs.

Dans ce bloc militaire, dans cette grande armée de masse, il y a maintenant toute une foule d'antimilitaristes : ces antimilitaristes, ce sont les éléments révolutionnaires. Ceux-ci désorganisent le bloc soumis des soldats faisant leur service, ils désagrègent le grand bloc de granite dont LETSCH parlait ici, mais il ne serait pas possible de le démolir avec les partis politiques. Et maintenant, le capital produit une législation qui rend impossible la sédition, la mutinerie, en isolant ces éléments révolutionnaires. Quand il est dit maintenant ici par Moscou, par la tactique des cellules, par les camarades de l'Union récemment rassemblée, que l'on doit se ternir auprès des masses, et que, nous le KAP, nous sommes des papes qui nous isolons en nous fondant sur une idée théorique, cela est pure ineptie.

Le camarade VOGENBECK a dit littéralement : « *L'AAU et le KAP abandonnent le chemin actuel de la révolution* ». Ce chemin actuel de la révolution, de quoi a-t-il l'air et comment se dessine-t-il dans les têtes des tacticiens du VKP ? Pour expliciter cela, il suffit de livrer cette citation tirée du *Kommunistische Gewerkschaftler* :

« Mais cela ne peut pas être le souci le plus noble du prolétariat. Ce qui compte avant toutes choses pour le prolétariat, c'est d'assurer ses conditions d'existence et de briser sans ménagements l'influence des bandes national-allemandes de Horthy. Pour cela, il en faut davantage que des articles de journaux enflammés et des interdictions de journal. Il est nécessaire pour cela que les officiers contre-révolutionnaires soient écartés de la Sipo et de la

Reichswehr et que les disciples de l'Orgesch<sup>100</sup> soient éjectés avec un balai de fer de l'ensemble de l'appareil de l'administration dans les communes, dans les États de la fédération et dans l'Empire. Il est opportun de rappeler que l'Accord de Bielefeld entre le gouvernement et les chefs syndicaux a été conclu à l'époque avec l'alinéa 3 suivant :

« Épuration rigoureuse de toutes les administrations publiques et de toutes les administrations d'entreprise des personnalités contre-révolutionnaires, en particulier de celles qui occupent des positions de direction, et leur remplacement par des forces fiables.

« À cet égard, rien, mais absolument rien, ne s'est passé. ».

Je dois quand même dire que quelque chose s'est passé : Kahr<sup>101</sup> s'est converti au VKP, et c'est ainsi qu'il a épuré le gouvernement bavarois de lui-même.

*(il continue de citer)*

« Et sans l'actuelle disposition à l'action du prolétariat, le gouvernement n'est pas en mesure de nettoyer les écuries d'Augias. Les masses d'ouvriers et d'employés doivent monter au créneau, elles doivent se mettre en relation avec les éléments républicains dans la Sipo et la Reichswehr, ainsi que dans les services administratifs, et elles doivent désigner les contre-révolutionnaires et s'occuper de leur mise à l'écart. ».

Tel est le tableau de la politique des syndicats, d'une politique telle que Dissmann<sup>102</sup> et Walcher<sup>103</sup> mènent. Ce ne serait rien d'autre qu'un

---

<sup>100</sup> Organisation contre-révolutionnaire fondée par le Bavarois Georg Escherich après l'écrasement de la République des conseils de Bavière. Après sa dissolution en mai 1921, l'Orgesch éclata en petits groupuscules paramilitaires.

<sup>101</sup> Gustav von Kahr (1862-1934) était un juriste allemand et un monarchiste bavarois. Il exerça, du 16 mars 1920 jusqu'au 11 septembre 1921, les fonctions de ministre-président et de ministre des Affaires étrangères bavarois. Il fut avant tout connu en raison de son rôle dans la répression de putsch d'Hitler (1923). C'est la raison pour laquelle il fut assassiné le 30 mai 1934 dans le camp de concentration de Dachau.

<sup>102</sup> Robert Dissmann (1878-1926), fonctionnaire syndical et cofondateur de l'USPD, Francfort-sur-le-Main. Avec la désintégration de l'USPD en 1920, Richard Müller et ses partisans s'engagèrent dans le KPD et fondèrent à l'intérieur du Deutsche Metallarbeiterverband (DMV) une "fraction communiste" pendant que Robert Dissmann demeurait dans l'USPD-croupion. Il revint au SPD en 1922 où fut un représentant de premier plan de l'"aile gauche du Parti".

<sup>103</sup> Jakob Walcher (1887-1970) dirigea en décembre 1918, avec Wilhelm Pieck, le Congrès constitutif du Parti Communiste d'Allemagne (KPD) et il fut membre du Comité exécutif du Conseil des ouvriers et des soldats à Stuttgart. De 1919 à 1924, membre de la Centrale du KPD. En 1928, Walcher fut exclu du KPD et il fut un membre fondateur du Parti Communiste d'Opposition (KPO) et coéditeur du journal du KPO : *Gegen den Strom* [Contre le courant]. Parce qu'il soutenait une alliance avec le Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands (SAPD), il fut exclu du KPD-O avec Paul Fröhlich et Rosi Wolfstein. À l'intérieur du SAPD, il devint membre titulaire du Bureau du Parti en 1932. En 1946, il adhéra au SED. Critiquant les dysfonctionnements du "socialisme réel", il perdit son poste syndical. Le SED déclara en avril 1951 qu'il était « le pire ennemi de la classe ouvrière », l'exclut du SED et le ravalait au niveau d'un employé aux archives. Dans les années cinquante, son ami Bertold Brecht lui resta fidèle. Walcher fut "réhabilité" officiellement en 1956.

changement de personnel, et naturellement pas avec le courage de la responsabilité à l'égard d'une politique, un courage que le SPD lui a. Le SPD mène sa politique, tandis que le VKP ne mène pas de politique. Il ne fait que parler, il "rassemble les masses".

Le VKP frime avec ses nombreux partisans dans les syndicats. Les élections chez les métallos ont montré combien étaient derrière lui. Lors du Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge, le camarade Müller (*Müller le cadavre*)<sup>104</sup> s'était opposé à Bartels et avait exprimé le fait que, dans les syndicats libres, qui pouvaient compter encore aujourd'hui environ 6 millions et demi de membres, l'on pouvait estimer ceux qui étaient fidèles au VKP à 2 300 000. La façon dont se partagent les chiffres des membres en fonction des syndicats particuliers est très intéressante. À savoir :

Landarbeiter-Verband : 150.000 [ouvriers agricoles]

Bergarbeiter-Verband : 150.000 [mineurs]

Verband der Stein- und Bau-Industrie : 300.000 [ouvriers du bâtiment]

Verband der Metallindustrie : 500.000 [métallos]

Les autres ne sont manifestement plus là-dedans. C'est ainsi que l'on justifie les 2 000 000 de syndiqués communistes. Qu'en est-il en réalité ? Dans les syndiqués communistes, les voix communistes des deux élections des métallos sont indiquées comme étant de 560 000. L'on doit supposer que tous les partisans communistes dans les syndicats votent. Mais le numéro suivant a écrit qu'il y a avait eu une faute d'impression et que ce qui revenait aux communistes, ce n'étaient 560 000 voix mais seulement 56 000.

Et maintenant, pour ce qui concerne la question du front uni sur laquelle les deux camarades de Gelsenkirchen ont si fortement insisté. Je n'ai pas été tout à fait clair : pensent-ils au front uni de ceux qui ne sont pas dans les syndicats, ou bien au front uni des syndicats (c'est plutôt cette dernière option) ? Mais manifestement ils comptent toujours sur les cellules car ils veulent les inciter à travailler plus ardemment.

Nous n'avons pas à nous casser la tête sur la question de savoir si l'on doit mener la tactique des cellules dans ces syndicats, dans ces armées du travail, pour la reconstruction du capital, pour la nouvelle façon de faire la guerre, si l'on doit réprimer les armées de la Sipo et de la Reichswehr qui forment la garde de cette armée, si l'on doit constituer des cellules. Mais seulement un petit témoignage sur la manière dont les cellules travaillent et sur le travail qu'elles sont contraintes de faire :

---

<sup>104</sup> Richard Müller (1880-1943) joua un rôle important au cours de la Révolution de Novembre en tant qu'une des têtes des Revolutionäre Obleute et en tant que défenseur d'une République des conseils. Il devint le président du Conseil exécutif des conseils d'ouvriers et de soldats du Grand-Berlin. Il est connu comme le rédacteur d'une histoire du mouvement ouvrier allemand durant la guerre et la Révolution de Novembre : *Vom Kaiserreich zur Republik* [De l'Empire à la République], 2 volumes, Malik, et *Wissenschaft und Gesellschaft* [Science et société], Vienne, 1924/25. En 1918/19, Richard Müller rejeta l'Assemblée nationale et il plaida pour la pleine prise de pouvoir par les conseils d'ouvriers et de soldats. L'Assemblée nationale ne se tiendrait qu'« en passant sur son cadavre ». C'est mot malheureux est à l'origine de son ironique sobriquet : "Müller le cadavre".

« Le collègue Dohms<sup>105</sup> fait ensuite la déclaration selon laquelle il n'a aucune raison, en tant qu'ouvrier métallurgiste faisant partie du cartel syndical qui a des tendances politiques, de continuer à y participer. Cette déclaration déclenche une tempête d'indignation et, à partir de là, il se tisse une explication très répandue dans laquelle le point de vue selon lequel le cartel syndical aurait des tendances politiques a été réfuté de divers côtés. L'on exprimait le point de vue que, en raison de cette déclaration, un coin avait été enfoncé dans la collaboration du cartel jusqu'à présent paisible et préservée des tendances politiques. L'on attachait en effet de la valeur du côté communiste à expliquer que l'on avait travaillé jusqu'à maintenant dans le cartel syndical sans aucun impact politique et que personne ne pensait à briser l'unité des ouvriers sur le plan syndical et économique. ».

Camarades, ceci est une observation à propos du travail des cellules. Ce sont les cellules qui doivent révolutionner les syndicats, ce bloc de granite militaire et solidement organisé.

Venons-en maintenant à la question du programme de ceux de Gelsenkirchen :

C'est tout simplement une hésitation permanente. Il n'y a rien quant aux principes. L'on exige bien sûr aussi de nous la voie actuelle de la révolution, c'est-à-dire que l'on n'exige pas la révolution prolétarienne, mais de participer à la voie donnée de la révolution.

Pour l'AAU, il s'agit non pas de la cartellisation avec n'importe quels groupes, si l'on se rassemble, mais que l'on travaille dans les entreprises. La question est : comment doit-on travailler dans les entreprises ? Je crains que, du fait de la liaison avec les cellules, avec les directions syndicales, la nouvelle Union ne veuille pas s'exposer au danger qu'on lui demande des comptes relativement à sa propagande. C'est là naturellement un point de vue que l'AAU ne peut pas adopter.

La paupérisation croissante du prolétariat du monde en raison des considérables corvées qu'on lui impose n'apparaîtra effectivement que maintenant, maintenant que le capital, après 2 ans et demi, a trouvé les moyens de liquider la guerre. Maintenant que les répercussions se feront effectivement valoir, c'est le moment révélateur pour la politique des partisans de la tactique des cellules : le silence, le mutisme absolu des chômeurs, dont on n'a pas tenu compte jusqu'à présent dans toutes les déclarations. Mais ceux-ci ne sont pas organisés. L'on ne peut donc pas utiliser les chômeurs. Même pas pour l'action humanitaire, parce qu'ils ne peuvent pas payer. Les chômeurs n'existent plus. À Berlin, ils ont existé pendant un moment et en Thuringe quelques semaines, parce que les élections ont eu lieu à l'extérieur. Tout ceci montre que l'on ne mène pas une politique prolétarienne, mais que l'on est uniquement à la recherche d'un bétail électoral. C'est dans cette politique-là que ceux de Gelsenkirchen naviguent dans une mesure préoccupante.

\*\*\*

---

<sup>105</sup> Aucune donnée disponible.

**Cam. Schliwin**<sup>106</sup> :

Je ne parlerai que d'un seul sujet : la tactique de l'AAU. Il existe un point de divergence. L'un veut garder l'AAU petite, et l'autre veut une AAU grande. En tant que parti, nous devons rester petits et purs, et brandir l'enseigne de la révolution. Nous ne pouvons pas faire de compromis. Nous devons porter très clairement l'enseigne de la révolution vers l'avant, et nous pouvons le faire en tant que parti. En effet, nous n'avons pas d'obligation de forme comme une organisation économique vis-à-vis de la vie réelle. C'est pourquoi nous sommes différents d'une organisation économique. Or l'organisation économique qui doit défendre les intérêts économiques des travailleurs, principalement lorsqu'elle veut accueillir les masses ouvrières en elle – si elle ne veut pas le faire, les masses ouvrières ne viendront pas même si nous cherchons pourtant à les gagner à nous -, ne peut pas être aussi petite et pure qu'un parti. C'est ici que s'ouvre une fissure qui doit être surmontée. Nous devons prendre position sur les questions économiques des ouvriers et, là où l'AAU grossit, diriger aussi la lutte économique des travailleurs, même si nous devons entrer en conflit avec les entrepreneurs. Nous ne voulons pas de politique salariale, mais c'est de toute manière la conclusion à laquelle on en arrive après les luttes. C'est dans une certaine mesure un compromis que nous concluons, parce que nous devons le conclure. Quand nous réalisons comment ce sera si l'AAU doit grossir, nous devons nous dire que, tant que l'AAU est petite et propre et qu'elle demeure pure, elle exerce toujours les fonctions d'une opposition dans l'entreprise, et donc c'est ce que le parti fait aussi dans l'entreprise. Elle joue dans une certaine mesure le rôle d'un parti qui montre l'évolution future de l'histoire, les formes d'organisation de l'humanité en quelque sorte dans le communisme, et comment nous, en tant que travailleurs, nous pouvons déjà nous approprier ces formes comme base de la lutte des classes. Mais nous pouvons également faire cela en tant que parti, et nous n'avons absolument pas besoin pour cela d'une Arbeiter-Union. Mais si nous voulons être une organisation économique, une Union économique pour les ouvriers, et Gorter préconise cela dans sa brochure, nous devons grossir malgré le danger que de grandes fractions tombent dans une certaine mesure dans le réformisme, et même malgré le danger qu'elles deviennent jaunes. Ce danger existe sans aucun doute. Il nous faut le reconnaître et nous devons garder les yeux grands ouverts vis-à-vis de lui pour ne pas nous retrouver un beau jour avec d'énormes crises dans l'AAU. Car la crise, de laquelle nous venons de sortir, n'a pas été la dernière.

Quelle est maintenant l'attitude de l'AAU si la révolution se fait attendre encore quelque temps ? Si nous ne voulons pas défendre les intérêts des ouvriers, nous resterons petits, or nous voulons les masses ; les masses qui sortent des syndicats par exaspération, etc. Les syndicats ne peuvent en

---

<sup>106</sup> Aucune donnée disponible.

aucun cas les satisfaire. Mais les travailleurs qui quittent les syndicats ne viennent à nous que pour que leurs intérêts économiques soient mieux traités par nous que par les syndicats. Certes, nous attirons une partie d'entre eux parce que ce sont des humains qui pensent clairement. Mais qu'en est-il avec l'autre partie qui n'a pas le temps de pouvoir penser clairement ? Nous devons faire des concessions à ces ouvriers. L'AAU doit aussi en quelque sorte se fonder sur ce qui existe dans les autres organisations, sur la défense des intérêts économiques des ouvriers. C'est pourquoi nous ne pouvons pas dire de but en blanc : pas de compromis. L'AAU doit devenir d'une certaine manière opportuniste, si la lutte pour une meilleure existence (qui est pour le moment pour un meilleur salaire) doit être vraiment vue comme de l'opportunisme.

Notre tâche consiste à montrer aux ouvriers que, sans la suppression du capital, aucune amélioration des conditions de vie ne pourra être obtenue. (*Apostrophe : ah quand même !*). Mais les travailleurs n'apprennent pas seulement à partir des théories, mais à partir de la lutte pratique. D'où il nous faut reconnaître que l'AAU ne peut pas toujours utiliser les mêmes formulations que la KAP dans la lutte de classe.

### **Cam. Peters<sup>107</sup> :**

Je veux m'occuper du représentant de la Freie Arbeiter-Union qui croit pouvoir justifier à nouveau la tactique des cellules parce que le VKP est une structure solide. Ce parti ne peut pas conserver le mot d'ordre de sortie des syndicats parce que les masses ne réagissent pas par rapport à lui. Un long combat est ici nécessaire pour aboutir à des preuves qui démontrent que les syndicats sont contre-révolutionnaires. Il s'agit aussi de la question du cartel des Unions en Allemagne. Nous ne pouvons pas être d'accord avec cela.

Nous ne pouvons pas non plus voir dans la loi sur les conseils d'entreprise un moyen pour combattre la classe dominante. Lorsque cette loi est annoncée avec solennité par le VKP et par la Freie Arbeiter-Union, ceux-ci engagent les ouvriers à protéger la Constitution, à soutenir la classe dominante. Ceci est contre-révolutionnaire. (Il renvoie à l'éditorial de *Freiheit*, quotidien du matin du 13 septembre).

C'est là la preuve que, si les ouvriers restent encore dans les syndicats, ils font acte de trahison, qu'ils amènent les camarades qui se rebellent en prison, et que pour nous il n'y a rien d'autre à faire que d'embrigader des groupes isolés.

Étant donné que nous sommes seuls, nous savons que nous agissons correctement. Nous ne devons pas nous laisser intimider par de la sensiblerie. L'Allgemeine Arbeiter-Union devra employer ses actions pour

---

<sup>107</sup> Peter Maslowski (1893-1983), alias **PETER**, AAU Duisburg, KAPD Essen, Verband für Freidenkerbewegung? Plus probablement Peter Berg, KAPD, Essen. L'AAU d'Essen était dans une position de guerre ouverte avec la FAUD qu'elle estimait réformiste.



faire comprendre aux ouvriers qu'il ne s'agit pas de retoucher la société, mais de la renverser.

Il ne faut pas accepter la nécessité que les Unions se regroupent déjà au niveau international. Il n'y a pas encore le minimum de contacts pour cela. Dès que la *Kommunistische Arbeiter Internationale* se sera imposée, il sera possible de fonder une Internationale des Unions. Il y a une motion provenant de la région de Rhénanie-Westphalie. Je propose la motion, qui est conforme au règlement intérieur, consistant à l'ignorer dans l'ordre du jour. Il est nécessaire qu'un contenu aille aussi avec un esprit, une forme. Des organisations qui n'ont pas les mêmes principes de base que nous ne peuvent pas se joindre à nous. Nous devons créer les conditions pour que des organisations encore à fonder se regroupent en une Internationale.

Il a été fait état que la *Freie Arbeiter-Union* n'aurait pas abandonné le terrain de la lutte de classe. Nous le croyons en effet parce qu'elle n'a jamais foulé le sol de la lutte de classe. Elle entrave la révolutionnarisation du prolétariat en luttant pour les conseils d'entreprise par des moyens légaux. Ceci signifie reconnaître l'ordre social bourgeois existant. Quand les délégués de la *Freie Arbeiter-Union* déclarent aussi en conclusion que leur but final sera l'instauration de la République des conseils, ils ne se sont absolument pas préparés mentalement dans leur organisation à établir des conseils révolutionnaires. Nous devons absolument nous engager en faveur de l'*Allgemeine Arbeiter-Union*. La crise est derrière elle, elle l'a bien surmontée et elle deviendra ce dont nous avons besoin.

### **Cam. Henke :**

Du fait de notre situation singulière dans le Reich, nous avons proposé la motion suivante :

« En raison des différentes positions à l'intérieur de l'AAU, il est laissé aux membres le choix de vouloir faire partie ou non de l'AAU. ».

Nous avons beaucoup vécu avec l'AAU de Wilhelmshaven. Au début de janvier 1919, les marins ont fondé une Union, l'actuel *Seemannsbund*<sup>108</sup>. L'on avait ainsi procédé à la fondation d'une Union. Tous ceux qui voulaient y entrer étaient admis. C'est pourquoi il se constitua facilement une vive opposition à cela, et nous avons aujourd'hui encore des membres du KAPD

---

<sup>108</sup> Le *Seemannsbund* (DSB), l'Union des marins, était dirigé par Ernst Schneider, dit IKARUS (1883-1950?), Wilhelmshaven. En 1924-1925 il fut secrétaire du DSB à Bremerhaven, en 1926-1929 organisateur du groupe unioniste (AAU) des marins de Cuxhaven; il dirigea son organe *Der Wellenbrecher* (Le Brise-lames). Il fut emprisonné sous le nazisme et condamné en 1935 à 18 mois de forteresse à Fuhlsbüttel (Hamburg). Via Anvers, il émigra en 1939 en Angleterre et publia une brochure internationaliste visant toute guerre impérialiste *The Wilhelmshaven Revolt*. (Freedom-Press, London, 1943).

qui adhèrent à l'AAU avec réticence. À Wilhelmshaven, il n'y a pas de membre qui ne fasse partie de l'AAU. Récemment, la direction des associations du Parti est venue ici. Les membres du KAPD qui étaient encore dans l'AAU sont sortis avant la scission. Les camarades de Wilhelmshaven ne se sont pas soumis directement à la résolution du Congrès : « *Vous devez devenir membres de l'AAU* ». Vous nous avez laissé seulement à nous le choix de vouloir ou non le faire.

**Cam. Schaumann**<sup>109</sup> :

Camarades, le cam. Schliwin a dit que l'Union a le devoir de participer aux luttes salariales menées à l'heure actuelle par le prolétariat, que l'Union a le devoir de prendre en considération le fait que le prolétariat revendique pour un morceau de pain, pour l'élévation immédiate de ses conditions matérielles d'existence. Je dois dire que c'est ce que fait l'Union et que l'on n'a pas du tout besoin d'en parler étant donné que je n'ai jamais entendu dire que l'Union, dans une entreprise quelconque où la majorité des ouvriers a décidé de se mettre en grève, a joué le rôle de briseur de grève. En tant qu'Allgemeine Arbeiter-Union, nous avons le droit de poignarder dans le dos n'importe quelle lutte des ouvriers. Mais en faisant cela, nous nous plaçons du côté de la contre-révolution. Or la différence consiste dans le fait que, tandis que nous pratiquons la solidarité comme programme principal, nous devons en même temps mettre clairement en avant notre position idéologique à l'égard des revendications partielles dans la préparation de ces combats de la part des travailleurs. Lorsque nous considérons cela, nous trouvons en général que l'attitude des masses indifférentes à l'égard de ces questions est condamnée à tort par la plupart des hommes politiques et principalement par la plupart des théoriciens. J'en ai fait l'expérience lors des grèves, lors de mouvements salariaux, car si nous nous rapprochons des travailleurs indifférents et si nous leur demandons : que croyez-vous donc obtenir dans l'immédiat avec vos luttes partielles ? Ils répondent : nous avons besoin de plus d'argent. Quand nous leur demandons s'ils pensent pouvoir atteindre cet objectif, à savoir l'amélioration de leur situation, ils répondent alors que cela ne durera que de quatre à six semaines, car les denrées alimentaires auront alors vu leur prix augmenter davantage que ce que leur revendication avait obtenu. C'est alors que les masses disent : s'il y avait la grève générale, il pourrait en être autrement. C'est là le point où nous devons intervenir. Lorsque se pose la question de la grève générale, elles sont persuadées qu'elles devront financer cette grève générale ou bien qu'elles devront vraiment économiser. Les syndicats prêchent mois après mois qu'ils ne pourront pas financer dans une large mesure une grève générale. Les ouvriers n'ont plus ces illusions-là. Et nous devons donc veiller à trouver une autre préservation de la lutte. Pour cette préservation, il faut se procurer des denrées alimentaires et des choses indispensables. C'est alors qu'elles entrent en conflit avec les lois, avec le pouvoir armé. Cela conduira à la lutte finale. Il est de notre devoir de leur mettre en permanence

---

<sup>109</sup> Amalie Schaumann. Voir note 84.

devant les yeux la conséquence de leur propre attitude. Elles savent ce que nous disons et si elles ne le voient pas clairement, elles sentent que nous avons raison. C'est cette attitude des travailleurs que nous devons clairement souligner. Nous devons dire qu'il faut avoir cette lutte-là au préalable devant les yeux avant même de penser aux luttes salariales. Nous avons également l'attitude que le camarade SCHLIWIN a demandée. Elle est aussi revendiquée par la politique des syndicats et le VKP. Ils suivent les grandes masses ouvrières inorganisées. Ils ne les précèdent pas. Notre devoir est de marcher devant. C'est ce chemin qu'emprunte l'Allgemeine Arbeiter-Union et nous devons nous garder d'entrer par exemple dans l'amélioration des salaires, ainsi que le VKP le dit. Si j'entre dans une lutte, je dois envisager l'ultime conséquence. En tant que personne, l'ultime conséquence, c'est la perte de la vie. Mais pour la classe c'est la lutte pour l'être ou le néant. Il s'agit de mettre cette attitude en œuvre maintenant partout et de l'appliquer dans les faits.

Je veux encore constater une contradiction tout à fait énorme avec le délégué Letsch de l'Union de Gelsenkirchen. L'ADGB peut être comparé du point de vue de l'organisation à l'appareil du pouvoir de l'État monarchique d'avant 1914. Il faut que nous prenions cela en considération. Il a dit ensuite que les syndicats devaient être combattus exactement comme cet État par la révolution. Voilà une parole, une belle parole : révolution. Et maintenant, que pensent ces camarades de cette révolution qu'ils veulent mener contre les syndicats libres. Ils en pensent la même chose que le SPD a pensée de l'État monarchique en 1914. (*Interpellation : très bien !*). Quelle est l'attitude de l'Union de Gelsenkirchen. C'est l'attitude des combattants volontaires de 1914. De même que les autres ouvriers sont en grande partie contraints par la terreur des syndicats et par la terreur des entrepreneurs d'entrer dans l'organisation capitaliste, de même ils sont les organisés par force dans l'armée, et les camarades de l'Union générale de Gelsenkirchen sont les volontaires de cette armée ; et ils soutiennent cette armée dont ils disent : nous ne partageons pas vraiment votre opinion, mais nous nous soumettons à votre discipline afin de pouvoir d'autant mieux vous convertir.

Les développements des mois prochains doivent nous montrer que la ligne de l'AAU et la ligne du KAP sont absolument justes, non pas par hasard parce que nous sommes ou non des gens capables, parce que nous avons beaucoup de têtes claires et parce que nous nous y entendons pour mener une politique juste, mais parce que cette idée existe profondément dans la tête et dans le cœur des ouvriers et qu'elle s'exprimera nécessairement lors de ces combats.

### **Cam. Scharrer :**

Lors du congrès du syndicat des employés, il a été adopté une résolution selon laquelle tous les fonctionnaires des syndicats qui sont rattachés à l'Internationale d'Amsterdam s'obligent par écrit à travailler en faveur des

lignes directrices de l'Internationale d'Amsterdam et contre l'Internationale de Moscou.

Les adeptes de la tactique des cellules ont voté pour ce passage. Ils s'appuient pour cela précisément sur leur esprit de sous-officiers.

L'on doit donc dire : c'est plus que risible quand les camarades du Hand- und Kopfarbeiterverband, qui se placent d'eux-mêmes sur de tels principes moraux, nous recommandent de préserver la dignité du Congrès !

Concernant la question de la formation d'un cartel, nous devons nous fonder sur l'aspect de principe. L'on a parlé de l'opposition comme d'une illusion. Nous voulons espérer que l'autre opposition (celle qui se situe dans les partis) n'a pas exactement cet air-là. Il s'agit ici de faire passer dans les faits le système des conseils. L'Allgemeine Arbeiter-Union devra trouver dans le Parti davantage de soutien que jusqu'à présent. Nous sommes dans une certaine mesure là pour l'Allgemeine Arbeiter-Union. Nous devons demander comment les membres de l'Allgemeine Arbeiter-Union se préparent s'ils sont exclus des entreprises par la force. Il faut qu'ils s'implantent dans les entreprises. Il faut pouvoir établir un étroit contact avec le Parti, avec les chômeurs. Cette tâche pratique et la relation entre le Parti et l'Union consistent dans le fait de commencer à effectuer un travail pratique du bas vers le haut, y compris dans des conditions difficiles. Nous avons fait l'expérience que les travailleurs sont partout pour nous. Si nous les chargeons tous de s'attaquer dans tous les pays de manière pratique aux choses, et en même temps en relation avec la question extrêmement importante des chômeurs, l'Union gagnera de l'influence parmi les prolétaires pauvres et très pauvres et elle luttera ainsi contre la reconstruction économique. Les camarades doivent assumer toutes les conséquences. Le problème de la bureaucratie, c'est que ces gens soient tous payés, qu'ils ne soient pas sous le contrôle des travailleurs, qu'ils soient promus et se situent dans le camp bourgeois.

Sur ces entrefaites, le président lit la déclaration suivante des représentants de l'Union des travailleurs manuels et intellectuels qui ont quitté la conférence :

*Déclaration des représentants de l'Union des travailleurs manuels et intellectuels qui quittent la conférence :*

« Les représentants de l'Union des travailleurs manuels et intellectuels présents au Congrès du KAPD à Berlin du 11 au 13 septembre 1921 sur invitation spéciale constatent comme résultat du Congrès (jusqu'au point 6 de l'ordre du jour) :

1°) Lutte contre la III<sup>e</sup> Internationale Communiste et formation d'une nouvelle soi-disant Internationale Ouvrière.

2°) Lutte contre l'Union des travailleurs manuels et intellectuels et destruction de cette organisation.

3°) Lutte contre l'Internationale Syndicale Rouge ;

Les représentants présents de l'Union des travailleurs manuels et intellectuels voient dans la déclaration de guerre vis-à-vis de Moscou une trahison à l'égard du prolétariat mondial combattant. Au stade actuel de la révolution, dont le caractère en danger a été reconnu assurément par le Congrès, au lieu de chercher et de discuter les voies et les moyens pour la création d'un front uni, l'on frappe au visage l'ensemble du prolétariat mondial en lutte avec les décisions du Congrès et par la folie de cette idée : constitution d'une nouvelle Internationale Ouvrière. Nous sommes convaincus que toute politique séparatiste ou d'abstinance, si elle ne la fait pas régresser, arrête la révolution prolétarienne.

« l'Union des travailleurs manuels et intellectuels ne craint pas le combat qui a lui été annoncé par le Congrès du KAPD, mais ce combat sera mené avec des armes honnêtes et il saura l'emporter avec le mot d'ordre : "Front uni du prolétariat révolutionnaire contre du front uni du capital", en tant que membre et sous la bannière révolutionnaire de l'Internationale Syndicale Rouge.

« Les représentants de l'Union des travailleurs manuels et intellectuels déclarent, sur mandat de leur organisation, conformément aux résolutions adoptées à Halle, que l'Union des travailleurs manuels et intellectuels se place honnêtement et fidèlement sur le terrain des résolutions de l'Internationale Syndicale Rouge.

« Pour ces raisons, ils doivent refuser une cartellisation avec des adversaires de Moscou.

« Vogenbeck Letsch ».

Là-dessus, l'on passa au vote sur la résolution suivante relative au point 5 (Rapport du le Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge) et au point 6 (KAPD et AAU, le Cartel des Unions en Allemagne, l'Internationale des Unions).

La résolution du district économique du Grand-Berlin est adoptée avec une abstention.

*Concernant les points 5 et 6.*

*Résolution relative à la question du cartel des Unions.*

« Après que le Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge a déclaré que la l'acceptation de la tactique des cellules était une condition d'appartenance à l'Internationale Syndicale Rouge, les organisations qui se situent sur le terrain de la destruction des syndicats sont placées de nouveau devant la question de trouver une forme de rassemblement en vue d'une communauté de lutte. De toutes les organisations révolutionnaires, l'AAU a été la seule jusqu'à présent à poursuivre de manière cohérente l'objectif suivant : destruction des syndicats et refus de toutes les méthodes syndicales.

« C'est pourquoi elle a le devoir de prendre l'initiative et d'établir, pour les organisations dont les délégations à Moscou s'étaient regroupées avec l'AAU en tant qu'opposition, les conditions pour parvenir à une telle communauté de lutte. Ces conditions n'existent ni chez l'Union de Gelsenkirchen (FAU), ni chez n'importe quelle autre organisation en Allemagne, par suite de leur position de principe relative à la lutte de classe. Cependant, l'AAU se doit de créer cette condition de par son exemple et par sa mise en place méthodique depuis l'extérieur. Mais si cette condition intervient, il n'y a plus besoin d'une cartellisation, parce que le regroupement des deux Unions se fera de lui-même au cours de la lutte. »

## Point 7 : La question des chômeurs

**Cam. Arndt** (Jan Appel)<sup>110</sup> :

La question des sans-travail, qui est si grave, doit être décrite telle qu'elle se présente aujourd'hui. Avant-guerre, les sans-emplois étaient le résultat du fait qu'il y avait une surproduction dans la société capitaliste et donc que le marché ne pouvait pas absorber toutes les marchandises produites, et c'est parce que l'entrepreneur ne fabriquait que pour le profit que la production était suspendue, qu'une partie des prolétaires ne pouvait pas vendre sa force de travail en vue de la fabrication de ces produits et n'avait donc plus les moyens de pouvoir vivre. Aujourd'hui, la question des sans-emplois se pose un peu différemment. Les prolétaires ne peuvent pas vendre leur force de travail parce que la production a été diminuée, non pas parce que il y a une surproduction, mais parce que le capital réduit sa base de production. Nous nous trouvons dans une époque où l'économie capitaliste est en régression. Nous appelons cela la crise mortelle du capitalisme parce qu'il rétrécit le marché de l'économie capitaliste. L'on peut observer une caractéristique de cette crise mortelle dans le fait que les capitalistes réduisent leur base de production parce qu'ils doivent économiser, non pas sur leurs propres dépenses, mais sur celles des ouvriers, c'est-à-dire sur leurs salaires, sur des dépenses inutiles dans leur industrie. Ce sont là leurs restrictions qui sont effectuées aux dépens du prolétariat. Non seulement au profit du capital productif, mais aussi au profit des emprunts.

Du fait que naturellement des économies doivent être effectuées sur les dépenses afin de défendre cette société, le champ d'action de l'économie capitaliste pour la consommation se rétracte davantage. Nous devons voir cela afin d'en tirer des conclusions. Si, avant la guerre, pour des raisons de surproduction, des crises survenaient et le chômage s'ensuivait, la surproduction passait et il se mettait en route une production plus forte qui faisait revenir les chômeurs dans les entreprises. Cette crise qui se situe dans la régression de l'économie est durable et elle doit se terminer par un effondrement. Il s'ensuit pour nous que nous devons en déceler les résultats. Aujourd'hui, la crise est durable, et il n'y aura pas d'amélioration. Il est impossible que reviennent des époques comme celles qui avaient lieu avant la guerre après une crise économique. Nous devons maintenant nous demander : ce chômage, tel qu'il existe aujourd'hui, est-il dans l'intérêt du capital ? L'on peut répondre : non. Et c'est logique : en effet, si, en raison de ce chômage, la base de production se rétrécit de plus en plus, cela signifie le déclin de cette organisation. Le capital n'est intéressé que par certains aspects de ce chômage. Est-ce que nous, en tant que prolétaires, nous nous intéressons à ce chômage, nous pouvons dire : non. Nous nous intéressons bien sûr peut-être à certains de ses aspects. Et nous ne sommes pas

---

<sup>110</sup> Voir (en allemand) la très correcte biographie de Jan Appel sur l'encyclopédie électronique wikipedia : [https://de.wikipedia.org/wiki/Jan\\_Appel](https://de.wikipedia.org/wiki/Jan_Appel); ainsi que son autobiographie, traduite du néerlandais en anglais : <http://libcom.org/history/appel-jan-1890-1985>.

seulement intéressés. Nous devons montrer également quels effets néfastes ce chômage a pour le prolétariat. Avec l'augmentation de la masse des sans-emplois, lesquels naturellement veulent vivre, l'ordre capitaliste est menacé par le fait que les masses s'agglomèrent avec des chômeurs et qu'elles forment un foyer de soulèvement révolutionnaire. D'autre part, si ces masses ne se forment pas de la sorte, ce qui se forme c'est ce que l'on appelle la criminalité. Tout ceci pulvérise la sécurité du système existant. Il en ressort donc quelque chose de dangereux pour l'ordre capitaliste. Quelles mauvaises conséquences le chômage a-t-il pour le prolétariat ? Il nous faut reconnaître que du fait que le prolétariat est retiré des entreprises, le prolétariat est démoralisé ; nous devons reconnaître clairement qu'il y a des mauvaises conséquences pour le prolétariat. Les prolétaires sont éparpillés, la conscience de classe est sapée. La conscience de classe du prolétariat résulte principalement du fait qu'il est soudé dans les entreprises, et il se ressent ce faisant en tant que classe qui est opprimée en commun et qui est en même temps aussi consciente de son importance. Tant qu'il travaille, le prolétariat voit la source de tous ces trésors, il sait que, si nous ne sommes pas là, tout s'arrête. L'on dépend de nous. C'est à partir de cette gratification relative à sa tâche dans le système capitaliste que se soude la conscience de classe du prolétariat. Les autres conséquences néfastes sont le plus clairement, le plus visiblement, que la fraction des travailleurs qui est hors de l'entreprise doit mener une vie misérable, alors qu'une autre fraction reste encore dans l'industrie. Il en résulte une bipartition et c'est ce qui est le plus dommageable pour la lutte de classe organisée.

Un avantage pour les entrepreneurs, c'est un inconvénient pour le prolétariat. Que devons-nous faire pour combattre les conséquences néfastes du chômage ? Tout d'abord nous occuper de la bipartition entre ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas. Cela ne peut se faire qu'en fixant aux deux parties un objectif, de sorte que nous accroissions leur sentiment d'appartenance, leur conscience de classe. Nous ne pouvons les accroître qu'en indiquant clairement et nettement le but de la classe, à savoir l'ordre social communiste. Cela les unira et rapprochera les deux parties séparées. L'on doit trouver une solution organisationnelle ; la seule solution, c'est que l'on incite les chômeurs à constituer des comités d'action et que des comités d'actions soient également constitués dans les entreprises, de sorte qu'ils devront travailler ensemble de la manière la plus étroite. Si nous avons créé cette cohésion, on les ramènera vers la lutte de classe ; mais on ne peut pas en rester là, c'est-à-dire ne faire que de la propagande et attendre la révolution et le communisme, mais ces organisations doivent entrer en activité, travailler, se mettre à l'épreuve, rester en mouvement. Elles doivent lutter. Les comités d'action, avec les travailleurs possédant une conscience de classe qui se placent derrière eux, doivent lutter en permanence pour le communisme, être constamment dans la révolution. Toutes leurs actions doivent ainsi être des actions unitaires.

Pour lutter, les prolétaires aussi bien dans les entreprises qu'à l'extérieur des entreprises doivent vivre, et principalement les chômeurs. C'est la raison pour laquelle ils doivent tout d'abord lutter afin d'au moins exister. Ils doivent lutter de sorte que, par tous les moyens dont ils disposent, ils



puissent obtenir par la force ces choses de la part des capitalistes. Je fais allusion aux conséquences néfastes qui proviennent pour les capitalistes du fait que les sans-emplois s'en prennent à la propriété, car telle est la démarche de cette organisation. Ils doivent s'organiser et, en tant que masses, obtenir, là où c'est possible, des autorités publiques, des entrepreneurs, davantage pour vivre. Il importe de gagner, non pas de marchander, ou de négocier, de se satisfaire de miettes, ils doivent semer le trouble en permanence. Ils parviennent ainsi à obtenir quelque chose pour vivre et à maintenir constamment l'ordre capitaliste dans l'inquiétude. Aussitôt qu'ils pensent avoir gagné quelque chose maintenant, cela change du tout au tout. Il faut parler tout à fait clairement de l'autre aspect. Lorsqu'une grande masse est forcée de faire violence à la propriété privée à titre individuel, c'est un fait qui démoralise de plus en plus le prolétariat et qui le disperse. C'est pourquoi nous devons aussi y aller et donner à l'atteinte privée à la propriété une orientation telle que l'on organise, que l'on prenne là où il y a quelque chose. Cette organisation de chômeurs et d'ouvriers ayant une conscience de classe doit mener la lutte contre les effets néfastes du chômage lui-même, contre les conséquences du chômage en tant que pression exercée sur les salaires, car le capital en tire avantage. Ensuite, il faut aussi mener la lutte contre ces armées du travail. Ce sont là à grands traits les problèmes que la question du chômage nous pose, question que nous devons traiter, dans laquelle nous devons aller de l'avant, et il nous faut orienter toutes les actions qui la concernent vers le but, vers le communisme, car si nous avons montré tout à l'heure que le chômage est lié à l'ordre capitaliste, il en résulte que, dans cet ordre social, il ne peut pas y avoir d'amélioration, de disparition de ce mal. Il faut créer un nouvel ordre social qui ancre les sans-emplois dans le processus de production. Tout ce que nous avons à faire, c'est de combattre, d'expliquer, d'organiser pour un but. C'est ainsi que nous pouvons dire : la solution de la question du chômage n'arrivera qu'avec la révolution elle-même.

*Là-dessus, l'ordre du jour est interrompu*

Le camarade Fränkel<sup>111</sup>, conseiller juridique, fait au congrès un rapport sur les mauvais traitements infligés au camarade Max Hölz<sup>112</sup> à la prison de Münster.

---

<sup>111</sup> Viktor Fränkel (1863-1951), avocat et conseiller juridique à Berlin, KAPD, AAUD, puis AAUE, FAUD. Ami et conseiller juridique de Pfempfert, il défendit Max Hölz. Étant donné qu'il était juif, il émigra en 1934 en Suisse italienne (Lugano) où il est mort «dans la misère, oublié et apatride». [Helge Döhring, *Damit in Bayern Frühling werde ! Die syndikalistische Arbeiterbewegung in Südbayern von 1914 bis 1933* (Et ce fut le printemps en Bavière ! Le mouvement ouvrier syndicaliste en Bavière méridionale de 1914 à 1933), Verlag Edition AV, Lich 2007, pp. 224-225].

<sup>112</sup> Max Hölz (1889-1933) se politisa au cours de son service militaire effectué durant la Première Guerre mondiale. À partir de 1918, membre de l'USPD et à partir de 1919 du KPD, puis du KAPD. En tant que dirigeant ouvrier en Saxe, Hölz mit sur pied – contre la volonté de la direction du KPD – des groupes de combat armés qui furent à l'origine de nombreuses insurrections en 1920/21 dans le Vogtland, en Allemagne centrale. À cause de ces activités, le KPD l'exclut pour raison d'indiscipline. Holz adhéra alors au KAPD communiste de gauche. Il fut condamné en juin 1921 à la prison à vie. La Rote Hilfe [Secours rouge] a procuré à Hölz pour sa

*(ce rapport est peut-être suivi par un ajout détaillé au procès-verbal du congrès)*

*Là-dessus, l'ordre du jour (point 7 : la question des chômeurs) se poursuit*

---

défense le conseiller juridique James Broh (1867-1942 ?) (KAPD/AAU), l'avocat Ernst Hegewisch (1861-1963), KPD, et le conseiller juridique Victor Fränkel (AAUD), un ami de Pfemfert. Le 24 novembre 1921, Max Hölz quitta le KAPD dont il avait fait partie depuis avril 1920. À l'occasion des Lettres de prison de Max Hölz qui ont paru en 1927, fut publié un appel de nombreux intellectuels (Bertolt Brecht, Martin Buber, Otto Dix, Albert Einstein, Lion Feuchtwanger, Heinrich Mann, Thomas Mann, Arnold Zweig, etc.) en vue d'une "révision" du procès. Le 18 juillet 1928, Hölz, qui entre-temps était retourné au KPD, fut amnistié et libéré. En 1929, sur invitation de Joseph Staline, il émigra en URSS. Le soir du 15 septembre 1933, Max Hölz se noya prétendument près de Gorki dans le fleuve Oka, dans des circonstances très suspectes.

## Troisième jour

### Point 7 : La question des chômeurs

(Discussion)

#### Cam. Leo Fichtmann<sup>113</sup> :

Si nous traitons et discutons de la question des chômeurs lors de notre Congrès, c'est que nous voyons combien cette question est importante. Les chômeurs observent avec un grand intérêt ce que la KAPD fera. Nous, qui travaillons en étroit contact avec les chômeurs, nous savons mieux estimer leurs difficultés que ceux qui interviennent dans les actions humanitaires soi-disant dans un intérêt social. Ils savent que le mouvement est né de lui-même. Dans un premier temps, il y a eu des conseils de chômeurs auxquels certains de nos camarades ont appartenu. Le travail de ces conseils a consisté à se présenter avec des dossiers devant les autorités. Cela n'a servi à rien aux chômeurs. Les chômeurs réclamaient que quelque chose se passe. Nous allions d'entreprise en entreprise et nous voulions attester de la solidarité de ceux qui ont un travail. À quoi ressemblait cette solidarité ? Selon les déclarations faites du bout des lèvres, on pouvait lire : nous vous dégagerons de là à coups de barre de fer. Dans les usines, les syndicats montaient les ouvriers contre nous parce que nous prenions position non seulement pour les chômeurs, mais aussi contre les syndicats dans la question des indemnités. Les syndicats en sont arrivés aujourd'hui au niveau où l'on peut dire que ce que les jaunes faisaient auparavant, ce sont les syndicats libres qui le font aujourd'hui. Mais pas seulement cela. Les frères communistes en font encore davantage. Ils sont devenus les soutiens de ces syndicats. Dans la preuve de la Wusterhausener Strasse, l'on a même voulu nous interdire l'accès à cette preuve.

Lorsque nous avons considéré ce que nous avons à faire en tant que comités d'action des sans-emplois, nous ne devons pas aller mendier, mais exiger des moyens complets d'existence pour tous, et s'ils ne nous donnent rien, nous devons lutter pour cela. Et nous voulons parvenir à la prise en main de la production, et non pas au contrôle de la production. Car si nous avons la force pour le contrôle, nous avons alors aussi la force pour la prise en main de la production. Comme exemple lumineux en matière de preuves que nous considérons comme des activités de chômeurs, nous devons

---

<sup>113</sup> Leo Fichtmann (1873-1942), né à Elbing/Elblag, Prusse orientale/Pologne, vivant à Berlin, monteur, puis tailleur de pierres, figure de premier plan du KAPD/AAUD à Berlin, fondateur de la revue *Der Arbeitlose* [Le chômeur] en 1923, destinée aux chômeurs, il fut tué le 29/05/1942 à Sachsenhausen comme "otage juif" après la liquidation du chef SS Heydrich par la Résistance tchèque.

montrer tous ensemble notre solidarité aux autres prolétaires, nous devons montrer que le KAPD est impliqué. Il en résulte que c'est à nous de prendre la direction. Dans les preuves que les camarades du KAPD travaillent réellement, nous avons la direction à Berlin. Or il nous a toujours été reproché par l'Empire et par les soi-disant conseillers des sans-emplois que les camarades du KAPD soient eux aussi des conseillers des sans-emplois. Cela doit cesser et le Congrès doit le décider de manière claire et nette. Les camarades qui ne peuvent pas se détacher de cela ne sont justement pas de francs camarades du KAP, car ils ne font que duper les camarades qui sont francs et entraver la mise en place d'un organe. Nous présentons la motion, et vous devez décider que toutes les résolutions qui seront prises sur la question des chômeurs sont de nature impérative et doivent être mises en application dans tout l'Empire. Puisque notre Parti se compose en grande partie de chômeurs et que de plus en plus de couches de notre Parti deviennent des sans-emplois, cette demande doit être accélérée. Cela doit être la première activité du Comité de travail. Nous disons : moyens d'existence complets pour tous. Nous sommes des loups féroces, et lorsque nous avons faim, nous sautons à la gorge de celui qui a encore quelque chose ; et nous prenons là où il y a quelque chose, non pas à nos camarades de classe ou aux travailleurs, mais nous allons chercher là il y a quelque chose à prendre. Comme cela fait longtemps que l'on n'est plus payé, il est nécessaire d'aller nous servir<sup>114</sup>.

### **Cam. Schaumann**<sup>115</sup> :

Nous n'avons plus besoin de discuter à propos de la question. Je veux seulement attirer l'attention sur le fait que du 21 au 25 novembre, il doit se tenir un congrès des sans-emplois à Magdebourg. La réunion est préparée par le conseiller municipal Christ. En tout cas, les délégués qui y seront envoyés sont élus en majorité dans des assemblées publiques. Il est nécessaire que prenions rapidement position et que nous nous demandions si nous pouvons y prendre part. Je vois là-bas un camarade hocher la tête et je peux le comprendre. Je voudrais attirer l'attention sur le fait que le Congrès doit se déterminer à propos de la question : comment appliquer

---

<sup>114</sup> Justification de la politique de « récupération » chez les riches pratiquée par Leo Fichtmann et ses partisans à Berlin.

<sup>115</sup> Amalie Schaumann (1895-?), une ouvrière de Magdebourg. Amalie Schaumann fut envoyée comme propagandiste officielle dans la Ruhr en janvier 1919 par le KPD, et elle participa activement à l'insurrection de la Ruhr à Hamborn et à Dinslaken. Au début d'avril 1920, elle était très consciente que le combat sur le front militaire était perdu et elle avertit que la fin du soulèvement exigeait une retraite rapide vers les villes. Elle fut bientôt arrêtée par la police et elle risquait la peine de mort devant le tribunal militaire. Mais on ne trouva pas d'armes sur elle, seulement un poème et un portrait de Tolstoï. Devant le tribunal militaire, elle lut un poème contre l'oppression de la femme qui émut toutes les personnes présentes, parmi lesquelles des journalistes. Elle se débrouilla pour s'échapper ou bien elle fut libérée, mais en tout cas elle revint en juillet à Magdebourg. Elle adhéra à la double organisation KAPD/AAUD. Les 12-14 décembre 1920, Amalie Schaumann – “la camarade de Magdebourg” – participa, de même que la direction du KAPD [Schröder (*Zech*), Schwab, Reichenbach, Appel (*Arndt*) et Graudenz (*Thyssen*)] à la III<sup>e</sup> Conférence nationale de l'AAU qui se tint à Leipzig. (Voir : *Barrikade* n° 7, avril 2012, “Die 3. Reichskonferenz der AAUD”, pp. 34-39).

l'exigence de l'ADGB. Cela signifie que nous nous reposons sur cette exigence et que nous ne pouvons pas mener notre politique. Mais je crois que, dans l'Empire, différents camarades sont élus en vue de ce Congrès, et qu'on les réunira auparavant afin de préciser une explication de notre part. Je considère comme juste cette explication de notre prise de position relative à la question des chômeurs. Les camarades doivent s'exprimer pour donner leur opinion, pour dire ce qu'ils pensent.

### **Cam. Scharrer :**

Discuter là-dessus est pour l'instant superflu, mais notre position par rapport à la question des chômeurs est assez connue. C'est une question d'organisation. Aussi longtemps que le Parti ne réussira pas à utiliser de manière organisationnelle les forces de sorte que la conception du KAP s'implante, cela n'a pas beaucoup de sens de discuter de la question dans tous ses détails. Les chômeurs sont parfaitement accessibles à notre manière de penser. Mais il n'y a aucun mal à dire qu'il manque les arêtes nécessaires et que les forces soient replacées aux endroits correspondants. Il faut lancer un appel aux districts. Si nous reconnaissons que nous sommes évincés des entreprises, notre tâche doit consister à organiser pratiquement les chômeurs. Si la question doit devenir une question politique, cela aura nécessairement des répercussions concernant un regroupement de centres plus grands, et nous devons avoir une masse compacte qui revendique d'elle-même. Il faut aussi réunir plus d'argent. Nous à Berlin, nous faisons tout notre possible pour apporter de l'aide aux chômeurs, et d'y affecter les meilleures forces du Parti afin de pouvoir venir à bout de cette question. Il faut trouver les finances, non pas pour des forces rémunérées, mais pour les tracts, etc. C'est la tâche principale.

*Concernant le point 7 (la question des chômeurs), ont été adoptées les motions suivantes :*

#### 1. Motion de la Saxe orientale :

Le Parti reconnaît que les chômeurs ne peuvent pas être aidés par des discussions théoriques ou des débats sans fin. Il faut expliquer aux chômeurs que seuls conduisent au but le recours à ses propres moyens et le combat révolutionnaire s'appuyant sur la tactique de lutte du KAPD, laquelle est orientée vers l'élimination immédiate du mode de production capitaliste et le transfert des moyens de production aux mains des ouvriers. C'est seulement ainsi que les sans-emplois pourront être aidés définitivement. Le KAPD mettra toutes ses forces pour mener jusqu'au bout cette lutte pour les intérêts des sans-emplois et du prolétariat dans son ensemble. Nous lançons à tous l'exhortation de s'engager dans cette lutte révolutionnaire et de ne pas

se laisser endormir par les miettes qui tombent de la table des possédants. Cela ne signifierait qu'un déplacement de la misère du prolétariat.

2. Motion de la délégation des chômeurs :

Avec ceci, nous présentons la motion selon laquelle tous les camarades du KAP, s'ils font encore partie des conseils économiques<sup>116</sup>, doivent s'en retirer, sinon ils seront exclus.

---

<sup>116</sup> Conseils d'entreprise aux mains des syndicats, collaborant avec le patron de l'entreprise.

## Point 8 : La question des Jeunes

**Cam. Reimann**<sup>117</sup> :

Camarades, si nous parlons de la question de la jeunesse, je voudrais justifier le fait qu'il est d'une nécessité absolue que nous prenions rapidement position. Nous devons constater qu'il n'y a pas de différences fondamentales entre la jeunesse et le Parti. En effet, nous menons ensemble un combat contre le capital, il ne pourra pas être toléré à l'avenir que l'on crée des différends entre la jeunesse et le Parti. Il y a eu des querelles parce que la jeunesse et la vieillesse ne vont pas au même rythme. Il y aura donc toujours à nouveau des querelles entre la jeunesse et la vieillesse. Je ne peux pas parler quant au fond sur la question du mouvement de la jeunesse, mais nous reprochons seulement au Parti de faire lui-même le reproche à la jeunesse de vouloir dicter sa politique au Parti alors que nous devrions nous soumettre au Parti. Nous ne pouvons y arriver que si nous allons ensemble au combat. Le fait est que le Parti ne peut pas effectuer du travail spécifique de la jeunesse alors que la jeunesse peut sûrement mener un travail de parti. Nous avons publié des circulaires qui n'ont pas reçu de réponse du Parti ; seules des réponses individuelles sont arrivées à partir desquelles nous pouvons constater que le Parti ne mène pas de travail spécifique de la jeunesse et ne manifeste pas d'intérêt pour la jeunesse. Là où il n'y a pas de jeunesse, le Parti est mis hors-jeu dans la question de la jeunesse. Nous devons donc inviter le Parti à faire un reproche direct au Reich. Le Parti ne se rend pas compte que la jeunesse colle des affiches et peut être employée pour n'importe quel travail. Nous sommes intervenus dans une certaine mesure en tant que jeunesse dans la question de luttes économiques, dans la question des sans-emplois. Nous avons le même combat à mener que le Parti. Le rythme avance plus vite que pour le Parti ; la jeunesse est beaucoup plus vite sur le coup. Nous sommes maintenant en train de nous engager de plus en plus dans le travail illégal. Nous commençons à comprendre qu'il nous faut aborder la question non pas avec des tracts, avec des papotages d'agitation et d'organisation, mais de manière pratique. Nous pouvons en même temps reprocher au Parti le fait qu'il n'ait pas mis l'appel

---

<sup>117</sup> Karl Reimann (1900-1973). Né le 21 mai 1900 à Ilmenau ; bronzier qualifié. Depuis 1917, membre de l'USPD. En 1918, fonctionnaire de la KJD dans le district Halle-Merseburg et depuis 1919 membre du KPD. Il prit part à l'insurrection en Allemagne centrale en mars 1921, il put s'enfuir et il vécut peu de temps à Berlin sous le nom de *Willi Setzkorn*. Reimann se joignit au groupe de Plättner et il participa aux actions des bandes armées de ce dernier. Il fut arrêté en décembre 1921 et condamné par la Haute Cour à cinq années de prison qu'il purgea à Bautzen et à Cottbus. À partir de 1926, dirigeant de la Rote Hilfe de Thuringe, il mena un travail illégal après 1933, et fut arrêté en 1934 et condamné à deux ans et demi de réclusion, et transféré ensuite dans le camp de concentration de Lichtenburg puis dans celui de Buchenwald. Après sa libération, il travailla avec d'anciens détenus à Erfurt. En 1946, membre du SED et chargé du contrôle du bétail dans le district d'Erfurt-Weissensee. À partir de 1947, secrétaire de la direction pour la Thuringe du syndicat de l'agrosylviculture, puis plus tard secrétaire de la VVN de Thuringe, et en 1953 collaborateur dans le conseil du district d'Erfurt. Karl Reimann mourut en 1973 des suites d'un accident de la circulation à Erfurt.

de la jeunesse à la première page du journal. En outre, il n'a pas tenu parole, et nous devons reprocher au Parti ou aux instances le fait que l'appel n'a pas été entièrement reproduit étant donné que le journal pourrait être interdit. Le journal a quand même été interdit. Nous devons nous engager davantage dans les activités illégales. Nous ne pouvons pas faire de grandes réunions publiques. Nous devons donc faire faire des réunions par d'autres organisations et y jouer le rôle de poudre propulsive. Nous pouvons voir dans les combats de mars en Allemagne centrale le fait que la jeunesse a démontré sa capacité de lutter. Et nous devons faire encore un reproche au Parti. Le Parti croit pouvoir former n'importe quelle cellule en fondant des sections de jeunesse. Nous devons lutter avec le Parti, mais nous refusons les sections de jeunesse. Nous demandons que ces jeunes soient casés dans la KAJ pour un travail spécifique à la jeunesse. C'est ainsi qu'ils auront un district derrière eux et ensuite qu'ils pourront se révéler être un avantage pour le Parti.

*(Discussion)*

**Cam. Märker (KAJ)<sup>118</sup> :**

L'on accorde encore trop peu d'importance à la question de la jeunesse dans le Parti. Si le Parti ne reconnaît pas l'importance de la jeunesse, la jeunesse doit se faire connaître et s'attirer le respect dans le Parti. La jeunesse ne se soumettra ensuite que si elle considère cela comme nécessaire.

Je voudrais déconseiller la constitution de sections de la jeunesse dans le Parti. L'on prône la conscience de soi. Elle ne s'éduque que si la jeunesse peut s'épanouir librement. Il y a une grande différence entre la jeunesse et le Parti. Les camarades du KAPD ne doivent pas aller vers la jeunesse comme des autorités, mais comme des amis.

Une chose a été oubliée : là où il n'y a pas de jeunesse, le KAPD doit fonder des organisations de la jeunesse. Mais la jeunesse ne doit pas être traitée par le Parti comme la cinquième roue du carrosse.

Liebknecht, qui est le seul et vrai ami des jeunes, nous manque aujourd'hui. Qu'il serve d'exemple aux autres.

---

<sup>118</sup> Otto Märker, ouvrier à Essen, pendant la guerre figure majeure de la FSJ, puis KAJ, KAPD, 1922-1926 KAPD (Essener Richtung) et KAI. (Ernst Ritter, op. cit.; IISG, Amsterdam, Collectie Henk Canne Meijer, map 219-221: Protokoll des Parteitage der KAPD (Essener Richtung), 31 Oktober und Erster November 1926. (<http://aaap.be/Pages/KAPD-Congresses.html>).



### **Cam. Braunwald (KAJ) :**

Si nous évoquons encore une fois brièvement la question des sans-emplois, alors je dis : cela a été précisément la jeunesse qui s'est rassemblée autour du drapeau agissant des comités d'action. La jeunesse a marché devant résolument avec FICHTMANN. Seules les vitres nous séparent des denrées alimentaires.

La constitution de groupes locaux, et en particulier la fondation de la KAJ, n'ont pas été effectuées pour se former théoriquement, pour se former de manière communiste, ou pour être une salle de jeu. La jeunesse s'avère être un facteur qui veut lutter pour la révolution. La jeunesse ouvrière communiste l'a prouvé lors des combats de mars (1921). Nous sommes une organisation qui a intimement conscience qu'ici la lutte contre le capitalisme a commencé et que cette lutte doit aboutir à l'anéantissement du capitalisme. C'est dans ce sens que la jeunesse travaille aussi avec le Parti.

Nous adressons aux organisations sœurs étrangères qui sont représentées ici et qui ont fondé un KAP le mot d'ordre énergique de fonder là-bas aussi une jeunesse ouvrière qui sera porteuse du même esprit qu'ici et qui luttera la main dans la main avec le parti frère. À vous qui vous trouvez hors de l'Empire, nous vous adressons encore une fois cette demande : repartez, consacrez plus d'intérêt à la question de la jeunesse et épauliez vos jeunes amis. La jeunesse ouvrière communiste doit être un mouvement de la jeunesse consacré à la pratique. La jeunesse ouvrière communiste agira ainsi que Max HÖLZ a agi : contre les lois, contre l'État, contre toutes les organisations qui sont liées d'une façon ou d'une autre à la bourgeoisie, pour une Allemagne communiste.

### **Cam. Sterzing<sup>119</sup> :**

Quand l'intervenant fait ici pour ainsi dire des reproches au KAP sur le fait que beaucoup de choses auraient été négligées, c'est peut-être juste pour une partie de ces choses. Mais ce n'est pas vrai pour la plus grande partie. Il y a aussi de nombreux groupes locaux du KAP qui, sur la base de la situation particulière de leur district, ne sont absolument pas en mesure de fonder des groupes de la jeunesse. Ces derniers jours, après le Congrès de Moscou, un travail de ce type a été mené par le VKPD, de sorte que nous serons bientôt prêts à Gotha à ce qu'une jeunesse puisse y être constituée.

---

<sup>119</sup> Emil Sterzing, Gotha, membre du KAPD.

### **Cam. Anzick<sup>120</sup> :**

Le Parti est faible dans un certain nombre de districts, et en particulier en Saxe. C'est pourquoi il est du devoir de la jeunesse qui a aussi pas mal de forces dans le Parti de maintenir ces forces dans le Parti. Je voudrais dire encore au camarade Sterzing : nous nous sommes associés en tant qu'organisation de la jeunesse, parce que nous possédons bien l'esprit des gens du *Sturm und Drang*.

L'organisation de la jeunesse de Berlin avait demandé, pour des raisons importantes, que son dernier appel figure sur la première page du *KAZ*. Il n'en fut rien.

Un camarade de Berlin déclare pour la rédaction et la commission de presse du *KAZ* :

« Pour certaines raisons, il était plus pratique de ne pas faire figurer l'appel en première page. Nous acceptons le reproche des Jeunes, mais nous avons cru qu'il valait mieux avoir un organe durant le Congrès. ».

### **Cam. Paul (KAJ)<sup>121</sup> :**

Si je me suis décidé à parler, c'est uniquement pour que quelque chose de positif émane d'un jeune. Le respect des lois n'est rien d'autre, d'un point de vue historique, marxiste, que la légalité du Parti. Pour l'instant, le Parti est obligé de procéder de manière légale afin de toucher les masses. Mais il ne peut y avoir d'illégalité de notre part que si nous n'avons pas à tenir compte de la possibilité que nous soyons interdits ou non. Nous avons reconnu les signaux de l'attaque de l'époque et vous ne les avez pas encore reconnus. Pour nous, il s'agit de saisir le bon moment pour entamer la lutte, et pas seulement de saisir ce moment d'un point de vue économique.

### **Cam. Meyer :**

Je ne veux pas entrer dans de plus amples explications sur ce qu'a dit le dernier camarade des jeunes du KAPD. Nous devons essayer d'établir de justes relations entre les organisations de la jeunesse, là où elles existent, et le KAPD. Sous l'expression : « observer la juste mesure », je n'entends pas que le KAP soit le tuteur de l'organisation de la jeunesse, mais que les vieux camarades partagent leurs expériences avec la jeunesse. Ce qui manque en partie aux vieux camarades, l'initiative, l'élan, ce sont les jeunes camarades qui y suppléeront. En ce qui concerne l'appel, laissez-moi vous dire que nous

---

<sup>120</sup> Aucunes données disponibles.

<sup>121</sup> Paul Mattick, qui était à l'époque âgé de 17 ans.

nous trouvons toujours sur terre et non dans le monde que nous voulons instaurer. Il n'y a pas de reculade.

### **Cam. Happ :**

Il est intéressant que ce soit le problème de la jeunesse qui relance la question de la légalité et de l'illégalité. Il n'y a aucun paternalisme quand je dis que nous récusons tout à fait résolument au nom de la révolution la recherche d'être illégal à tout prix. (*Tout à fait juste parce que c'est lâche*). Cette recherche n'est pas du tout identique à l'esprit du KAP. Nous ne sommes pas une secte de conspirateurs qui croit que l'on fait la révolution n'importe où, rapidement et avec le cran d'une minorité audacieuse. Il est éventuellement beaucoup question de savoir ce qui est révolutionnaire : de faire la guerre dans des tanières ou de faire une guerre qui est menée publiquement. Si le camarade de la jeunesse a pensé que le fait que le Congrès soit public est déjà une preuve de l'opportunisme du Parti, alors son illégalité n'est qu'une manie. La légalité et l'illégalité ne sont absolument pas là comme des contradictions insolubles, mais comme des choses qui sont présentes en même temps. Rosa Luxemburg a dit : « la légalité et l'illégalité sont les aspects différents d'un même combat ». Le fait de penser pouvoir détacher l'illégalité du processus d'ensemble de la révolution et de croire que le KAPD se trouve sur la voie de l'opportunisme démontre une pensée purement bourgeoise. Nous devons veiller à ce que ces tendances n'envahissent pas le Parti et le menacent.

Là-dessus, la motion suivante concernant la question de la jeunesse est adoptée à l'unanimité :

« La question de la jeunesse est reconnue comme étant une des questions importantes. Partout où il existe un groupe local du KAPD, il doit y avoir un groupe de la jeunesse.

« Les représentants des districts économiques ont le devoir de faire passer très vigoureusement cette motion dans les faits. ».

## Troisième jour (suite)

### Point 9 : La question agraire

#### **Cam. Mühle :**

La question agraire est une question importante, et il nous faut être clair sur son importance. Je vais essayer, au cours de mon exposé, de vous expliquer combien elle est importante.

Nous avons déjà essayé à Gotha d'aborder ces choses-là. L'orateur Rosam a contribué à cette époque-là à en poser les éléments constitutifs essentiels. Nous avons créé une Commission agraire dans le district économique du Grand-Berlin qui doit aboutir à ce que nous puissions nous rapprocher de la solution de cette question en suivant la ligne du Parti.

À Gotha, il n'a pas été fait la clarté dans les rangs de nos camarades à propos de la question agraire. Étant donné qu'à Gotha il y avait encore des opinions qui n'étaient pas selon nous dans la ligne fondamentale du KAP, l'exposé sera en partie aussi une critique des conceptions convenues. Comme dans tous les domaines touchant le Parti, nous voulons indiquer une claire ligne unitaire pour ce qui concerne aussi la question agraire. Nous considérons également la question agraire du point de vue selon lequel elle doit contribuer quelque peu au renforcement de la révolution. La question agraire doit aussi contribuer à être quelque peu un développement de la conscience de soi pour le prolétariat.

Nous voudrions vous demander d'adopter la motion qui dit que la question agraire doit être traitée dans la ligne du KAP et en outre la motion de la Poméranie proposant l'élection d'une Commission agraire. La Commission agraire que vous devez élire traitera les thèses présentées.

Du point de vue capitaliste, l'agriculture se trouve elle aussi dans une très bonne situation. Après la guerre, l'on peut constater que le vieux processus de concentration commence à s'imposer également dans l'agriculture. Les signes d'une plus grande concentration sont fournis par le fait que les produits dont l'agriculture a besoin se trouvent entre les mains du plus grand capital industriel. Cette industrie, ce cartel de l'azote, se trouve entre les mains de Stinnes. Mais il y a encore plus. La vieille dépendance de l'agriculture par rapport à l'industrie qui existait avant la guerre doit être rétablie entre l'industrie et l'économie paysanne ; il s'agit de cette vieille relation de dépendance relative aux produits qui découle du fait que l'on donne au printemps à la production agricole un crédit qui court jusqu'à ce que la récolte soit rentrée et du fait que ce crédit doive être ensuite remboursé. Or il peut arriver très souvent que, dans un certain nombre de régions, les rendements ne correspondent à ce qui était attendu. C'est ainsi

que l'on essaie de faire dépendre de l'industrie la production économique des paysans.

Jusqu'à la guerre, nous avons une économie intensive à la campagne. Cela signifie que l'on essayait de cultiver la terre avec d'anciens moyens, et d'exploiter chaque parcelle de terre. Cela a changé en partie aujourd'hui à cause de la formation favorable des prix durant la guerre et après la guerre. On abandonne aujourd'hui l'économie intensive pour passer à l'économie extensive. Aujourd'hui, on exploite davantage les pâturages et on laisse en friche des parcelles comme à l'époque précapitaliste. Cela a pour conséquence qu'il se produit une plus grande prolétarianisation. Un autre fait qui entraîne une plus grande prolétarianisation à la campagne, c'est aussi que l'on se détourne du système du paiement partiel en nature qui a toujours existé auparavant. Il y a une bipartition dans la rémunération, d'une part en mettant à la disposition des ouvriers agricoles une partie des produits obtenus et d'autre part en donnant à l'ouvrier agricole un salaire en argent. L'on se détourne aujourd'hui de plus en plus de ce système parce que l'on obtient de bons prix satisfaisants pour ses produits agricoles. L'on essaie aujourd'hui d'amener l'ouvrier agricole dans un pur rapport salarial en argent. Cela contribue à ce qu'une relation plus dure se manifeste entre les ouvriers agricoles et les paysans.

De plus, il y a un autre fait à mentionner, à savoir que le salaire réel est aujourd'hui un peu plus bas à la campagne qu'à la ville. Cela a pour conséquence une prolétarianisation de plus en plus importante parce que l'ouvrier agricole doit payer les autres produits aussi chers que n'importe quel autre ouvrier. Et même il faut évoquer le fait que les produits que l'ouvrier agricole doit acheter à la campagne sont encore plus chers qu'en ville.

Les conditions hygiéniques à la campagne sont aussi des choses qui contribuent à l'oppression de l'ouvrier agricole. L'ouvrier agricole reconnaît qu'il est un homme opprimé.

Nous avons aussi vu que, partout dans la révolution, après que l'on a fait sauter les vieilles chaînes, le prolétariat de la campagne s'éveille et que ce mouvement a trouvé son expression dans les grandes grèves d'ouvriers agricoles que nous avons pu enregistrer.

Gorter dit dans sa brochure, dans sa *Lettre ouverte à Lénine*, qu'en Europe occidentale les ouvriers sont tout à fait seuls. Les ouvriers agricoles font naturellement partie de ces ouvriers. C'est sur cette vérité, à savoir qu'en Europe occidentale les ouvriers sont tout à fait seuls, que nous devons bâtir notre tactique. Nous avons ici un front de classe qui, de l'autre côté, se présente ainsi : grande et petite bourgeoisie plus grande et petite paysannerie contre le communisme. En face, il y a la classe ouvrière. Nous concluons de cela que nous avons compris la phrase selon laquelle, en Europe occidentale, les ouvriers sont tout à fait seuls, et si nous nous remémorons que le paysan est également un possesseur de moyens de production, alors nous reconnaissons que le paysan est du côté des ennemis des communistes.

Tout ceci n'est naturellement pas un schéma. Il y aura des régions où le communisme trouvera un bon terrain également chez les paysans. Mais il faut dire dans l'ensemble que le paysan ne sera pas du côté des communistes dans la révolution.

C'est une affaire politico-économique.

Mais il y a un autre enseignement dont il faut tenir compte. Il s'agit de la ligne géographique que nous avons en Allemagne et que nous pouvons aussi désigner en gros comme la ligne de l'Elbe, c'est-à-dire une partition de l'Allemagne entre les parties situées à l'ouest et à l'est de l'Elbe. À l'est de l'Elbe, c'est la grande propriété terrienne qui prédomine, et à l'ouest, c'est la petite propriété. Cela signifie nécessairement que la tactique de lutte dans ces deux territoires sera différente dans la révolution. Tandis que dans les régions où prédomine la grande propriété terrienne, le prolétariat de la campagne accompagnera beaucoup plus volontiers le prolétariat des villes dans la révolution et que, dans la partie orientale, le prolétariat agricole viendra à l'aide du prolétariat citadin, il nous faut enregistrer le fait que, de l'autre côté, le prolétariat des villes devra conquérir le village.

Ensuite, il y a un autre facteur qui entre en jeu lorsque l'on envisage la lutte de classe à la campagne. C'est la concentration de la contre-révolution à la campagne. Ici, en ville, elle importe peu. Nous la voyons avec la Sipo, la Reichswehr et d'autres organisations. Mais, à la campagne, on essaie d'organiser la contre-révolution de manière illégale, et, en très grande partie, elle est pensée et dirigée contre la ville. Si maintenant, de notre point de vue, on se soucie davantage du prolétariat agricole et si l'on sait par expérience pratique que le prolétariat de la campagne se montrera aussi à la hauteur dans la révolution, nous verrons alors que le prolétariat de la campagne peut, dans une situation donnée, venir au secours du prolétariat des villes. Il sera un facteur important parce que les prolétaires de la campagne savent où sont les armes et qu'ils les auront immédiatement en main pour pouvoir venir à l'aide du prolétariat des villes.

Les autres partis qui se préoccupent de la question agraire le font tout à fait selon les vieilles habitudes. Ils ne voient pas la crise du capitalisme et ils sont très souvent dominés par le fait qu'ils veulent seulement pratiquer la chasse aux voix. De notre point de vue, il est tout à fait erroné de présenter les choses autrement qu'elles sont en réalité. Pour la prise de position des partis dans lesquels les travailleurs se trouvent relativement à cette question, il importe de ne citer que le VKPD et le KAPD. Le SPD se place naturellement sur le terrain de l'évolution et il croit pouvoir parvenir au socialisme par des voies coopératives. Le KPD veut exproprier seulement les grands propriétaires fonciers, mais pas la paysannerie petite et moyenne. L'on dit à ceux-ci qu'ils ne mettront pas l'expropriation en œuvre s'ils accèdent au pouvoir. L'on va si loin que même un réformiste de droite du SPD comme David peut faire sien ce point de vue. David a dit que cela paraît surprenant que pas une seule fois la Commission agraire n'ait pas fait sienne la proposition de la socialisation du sol. (*L'orateur cite la Rote Fahne*). La manière avec laquelle le VKPD conçoit aujourd'hui les choses est donc tout à fait caractéristique puisque même le social-démocrate David peut se déclarer

d'accord avec cette forme. Ces concessions que l'on fait à la petite paysannerie lorsque l'on dit que nous la maintiendrons dans sa propriété afin qu'elle garde sa propriété y compris à l'intérieur de l'économie socialiste, sont, selon nos principes, des méthodes réformistes.

Le camarade GOLDSTEIN a exposé, lors de sa communication sur la révolution russe, que c'est une première exigence que de détruire l'État et toute l'idéologie capitaliste, et cela dépend de nous ici aussi. Et si nous prenons position là-dessus, nous ne pouvons pas consentir à des compromis. Il ne peut donc pas y avoir, relativement à l'expropriation, de différence entre les gros, moyens et petits propriétaires, et au contraire il doit être dit clairement qu'il ne peut y avoir qu'une expropriation des moyens de production. L'on ne peut pas naturellement en faire découler qu'il ne peut pas y avoir pour nous de neutralité avec les petits et moyens paysans dans la révolution. Les paysans ne sont pas des communistes. Gorter a développé cela dans son excellent article sur l'Internationale de Moscou. Mais dans sa brochure il a dit : « *Les exploitations petites ou moyennes ne seront sûrement pas expropriées* ». Nous considérons que ce point de vue est erroné. Puisque nous avons dégagé une ligne tout à fait claire, nous ne pouvons que défendre le principe pur. Et c'est celui de l'expropriation sans ménagements. Les autres partis font toujours ces concessions. Si nous sommes d'avis que « *la phase de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat exige que les mouvements bourgeois-capitalistes soient écrasés de la manière la plus sévère* »<sup>122</sup>, cela veut dire que, dans la situation actuelle où nous nous trouvons, l'on ne doit faire aucune concession à la petite paysannerie, à tel point que l'on persistera à mater ce mouvement bourgeois-capitaliste y compris pendant la dictature du prolétariat. Les paysans ne comprendront peut-être pas ces choses-là. Mais cela importe peu. Le principal, c'est que les ouvriers agricoles le comprennent.

Nous avons bien vu lors de la Révolution de Novembre qu'il n'est pas bon de passer de compromis à cet égard. Et nous nous en sommes toujours tenus au point de vue d'une lutte de classe sans compromis, et nous ne devons pas non plus promettre d'une façon ou d'une autre à autrui ce que nous ne pouvons absolument pas faire dans la révolution prolétarienne et pendant la dictature.

C'est ainsi que s'effondrent toutes ces fausses conceptions de coopératives, de neutralité, etc. L'idée de neutralité mène à l'attitude selon laquelle on ne tient pas du tout compte de ces couches dans la lutte prolétarienne. Il nous faut au contraire faire attention au fait que le paysan, si on veut ensuite lui enlever quelque chose, ne respectera pas la neutralité, mais se situera tout à fait vivement de l'autre côté, du côté de la contre-révolution.

Nous devons gagner à nous les ouvriers agricoles. Nous devons déjà enregistrer le fait que l'idée des organisations d'entreprise trouve de la compréhension parmi les ouvriers agricoles. Nous avons déjà des organisations d'entreprise dans deux grands domaines. Mais l'on ne peut pas s'imaginer la question de gagner à nous les ouvriers agricoles aussi simplement. Cela devient difficile. Le KAP est concentré dans les régions de

---

<sup>122</sup> Gorter, *Die Klassenkampf-Organisation des Proletariats*, KAPD Verlag, Berlin, janvier? 1921.

la grande industrie. Il faut essayer maintenant de créer des points d'appui dans les régions industrielles qui sont entourées par de l'agriculture, et de faire apporter par elles de l'agitation parmi les travailleurs agricoles. La Commission, qui doit être formée, doit essayer de favoriser cette agitation et de mettre à disposition du matériel pour ce faire. Il y a trois points importants dans la conquête du pouvoir politique. C'est premièrement, l'Armée rouge, deuxièmement la question de la nourriture, et troisièmement le fait d'empêcher l'apparition d'une bureaucratie. Ce sont là les piliers de la conquête du pouvoir politique.

Camarades, il y a encore une question à évoquer : si l'on met en œuvre de manière tout à fait claire et explicite l'expropriation, y compris celle des petits et moyens paysans, la question qui surgira alors est la suivante : sera-t-il possible de nourrir le prolétariat dans la dictature prolétarienne ? Nous savons que, lorsque l'on confisque quelque chose à quelqu'un, ou que l'on essaie de le faire, ou encore que ce quelqu'un sait que l'on va lui enlever prochainement ses moyens de production, il va mener des actions de sabotage. L'on peut l'empêcher de la façon suivante : il existe dans les villes environ de trois à quatre millions de prolétaires en Allemagne qui sont issus de l'agriculture et qui s'y entendent en matière agricole. La dictature du prolétariat doit essayer de ramener à la campagne ces trois à quatre millions de prolétaires. Cela ne sera pas du tout si difficile. L'on empêchera ainsi a priori un sabotage dans la production agricole. Et cela est bon encore pour une autre raison. La dictature du prolétariat ne peut se fonder qu'en s'appuyant sur les conseils. Cette compréhension des conseils est ensuite, dans une telle situation, plus grande chez les prolétaires qui ont été dans l'industrie et qui ont aussi une certaine formation politique, que chez les paysans et les ouvriers agricoles. En conséquence, l'on pourra renforcer là-bas aussi le front si l'on complète les ouvriers agricoles par des ouvriers citadins. Ces ouvriers des villes comprennent aussi davantage le procès de production du fait de leur connaissance du procès de production dans les grosses entreprises.

Il y a aussi une autre circonstance qui facilitera cela. Nous sommes conscients qu'il est important sous la dictature prolétarienne de reconnaître qu'il faut assurer l'approvisionnement alimentaire. Il faut d'autant plus réussir à le faire que la production de produits industriels, qui n'est pas absolument indispensable, doit être arrêtée. La production de charbon, d'habitations à la campagne, de machines agricoles, la fabrication d'armes, de moyens de transport et l'électrification de l'agriculture sont à peu près les productions les plus importantes. Étant donné le manque d'autres forces de travail à la campagne, l'autre prolétariat, dans la mesure où il n'est pas dans l'Armée rouge, doit être casé dans l'agriculture.

Une autre garantie pour l'alimentation est que la distribution des denrées alimentaires à la campagne sera tout à fait différente de celle qui est pratiquée aujourd'hui, c'est-à-dire qu'elle doit prendre une forme concentrée. Étant donné que, pour le prolétariat, cela va se passer exactement comme en Russie, à savoir le blocus des ports, il faut penser en tout premier lieu à l'alimentation du prolétariat. En plus, il y a encore la question du fait qu'aujourd'hui beaucoup de produits sont perdus à cause de leur mauvais



traitement ou bien qu'il arrive en différentes occasions que des champs entiers ne soient pas récoltés parce que le gros propriétaire terrien sait qu'il obtiendra un meilleur prix s'il y a moins de produits disponibles sur le marché. La suppression de la petite propriété foncière à la campagne sera aussi nécessaire parce que nous savons qu'une grande entreprise travaille de manière plus rationnelle qu'une petite entreprise.

Une autre question importante, c'est la question de la répression des saboteurs de la production et de la révolution. Le paysan ne produira peut-être pas et là aussi il nous faudra tirer à nouveau des leçons de la guerre. L'on ne pourra pas faire comme en Novembre 1918, c'est-à-dire laisser tout simplement toute la contre-révolution se balader librement. La révolution, c'est la guerre, et la guerre nous a appris que, lorsqu'on tient un adversaire, l'on doit l'éliminer en l'internant s'il ne veut pas travailler dans l'intérêt de la révolution prolétarienne. Il faut donc retirer le paysan qui fait du sabotage du procès de production. Une autre solution n'entrera peut-être pas du tout en ligne de compte.

Nous croyons que, si nous traitons la question agraire avec les points de vue qui ont été mentionnés, nous favoriserons quelque peu le développement de la conscience de soi du prolétariat, et que, de ce point de vue, la question agraire ne peut que jouer un certain rôle pour nous. J'ai indiqué tout à l'heure, relativement à la relation avec le prolétariat agricole, et avec son évolution, qu'il est parvenu à la conclusion qu'il s'est défoulé par de grandes grèves, qu'il est venu dans les villes pendant une révolution ardente et qu'il y a demandé de l'aide, que nous devons comprendre le grand rôle que le prolétariat de la campagne a joué dans la révolution.

Si nous continuons à comprendre que, à côté de l'Armée rouge, la question du pain est le problème le plus important de la révolution, nous serons alors conscients que nous devons accorder plus d'attention à la question agraire et que, en tant que KAPD, nous devons essayer de nous rapprocher du prolétariat de la campagne. En effet, la question importante dans la révolution et lors de la conquête du pouvoir politique, c'est la question qui a été la plus importante jusqu'à présent dans toutes les révolutions, et que la Révolution russe a encore repoussé maintenant, à savoir la résolution des conditions économiques du prolétariat. Si nous nous occupons de la question agraire, nous voulons le faire toujours de ce point de vue-là.

### **Cam. Rosam :**

Le Congrès se tient cette fois-ci sous le signe de la fondation de l'Internationale. La question agraire a joué le rôle de videur lors du congrès précédent. Cela semble être encore le cas ici. Cette question n'a pas encore été reconnue depuis longtemps comme suffisamment importante. Il est apparu que, précisément dans les pays d'Europe du Sud, la Bulgarie, la Yougoslavie et en partie en Tchécoslovaquie, la ligne du KAP, de l'Internationale Ouvrière prolétarienne, a déjà pris très largement une bonne tournure. Cela doit nous nous amener à nous demander immédiatement

dans quelles questions de la lutte révolutionnaire un rassemblement est possible.

Ces pays demeurent encore pour l'instant des pays agricoles. Nous devons nous demander ce que ces pays agricoles ont à voir avec la révolution allemande. La révolution se développe à partir des rapports dans lesquels le capitalisme place le prolétariat. Le capitalisme impérialiste allemand a engagé le prolétariat dans un problème qui a été décrit pendant la guerre sous le nom de "Mitteleuropa" [Europe centrale]. Ce sont précisément les pays qui ont été associés avec l'impérialisme allemand dans leur politique économique, et donc également dans leur politique étatique, qui sont ceux où le mouvement du KAPD se développe. Il s'avère maintenant que ces pays forment aussi économiquement une certaine unité avec l'Allemagne. La politique économique du capitalisme a fait en sorte d'obtenir qu'une unité économique se réalise avec ces pays. Pendant un moment, jusqu'en août de l'année passée, il a semblé que la Russie formerait une unité économique avec l'Allemagne. Mais cela a changé. Il n'y a plus là-bas de paysans se présentant comme révolutionnaires, mais des paysans petits-bourgeois. Et ceux-là n'ont aucun intérêt à vivre dans une situation d'échange économique avec une Allemagne prolétarienne, car cela favoriserait la révolution dans leur propre pays. Il y a encore le fait que, comme MÜHLE l'a exposé, pendant les premières années de la révolution, la production industrielle doit être diminuée de manière tout à fait exceptionnelle, qu'elle doit être adaptée à l'objectif de l'instauration de la dictature du prolétariat, et que l'Allemagne ne sera pas donc absolument pas en mesure de livrer ce dont le paysan russe a besoin. Et maintenant la révolution allemande commence naturellement à devenir inintéressante pour le gouvernement soviétique et elle le restera. Il apparaît alors que les pays qui s'étaient réunis dans la "Mitteleuropa" sont révolutionnés vraiment dans la même direction, et c'est pourquoi il faut envisager que l'on s'associe avec ces pays ayant une production agricole excédentaire et que l'on forme avec eux un bloc économique révolutionnaire qui sera délimité par la ligne du Rhin, du Danube et de son affluent la Dina, vers l'ouest, et par une autre ligne, vers l'est, avec le Dniepr, le Bug et le territoire de Memel. Qu'est-ce que cela veut dire que l'esprit du KAP se développe dans ces pays agricoles ? Tout simplement qu'ils sont dans la même évolution révolutionnaire. L'on parle toujours des pays de capitalisme hautement développé, alors que cela n'est pas là du tout en soi un degré d'évolution révolutionnaire, mais le degré de la paupérisation prolétarienne. (*Interpellation : cela contredit l'évolution : féodalisme, capitalisme, socialisme*). Absolument pas ! Les programmes agraires des trois partis socialistes sont d'accord sur le fait qu'ils veulent maintenir les paysans comme propriétaires privés. Le VKPD ne se distingue pas en cela du nouveau programme du SPD. C'est ce qu'a exposé en effet David en disant que nous, le SPD, nous pouvons accepter le programme agricole du VKP. La question de savoir jusqu'à quel point les paysans peuvent être expropriés est une question de pouvoir. Mais l'expropriation de toute propriété privée doit être posée comme principe. Le capital ne doit avoir aucun point d'appui légal. Le prolétariat ne peut pas tolérer sur son territoire quelqu'un qui est un possédant. Et maintenant, concernant la question de la lutte armée à la campagne. Les paysans sont en possession

d'armes et ils vont les utiliser. Or il y a deux zones en Allemagne qui doivent être traitées de manière différente relativement à la tactique de lutte. À savoir la zone où la grande propriété foncière est prédominante, qui se situe majoritairement à l'est de l'Elbe, et qui comprend une partie du Hanovre, et l'autre partie où c'est la petite propriété qui est prédominante, mais où l'industrie se concentre. C'est une condition de la révolution que le prolétariat de la campagne, c'est-à-dire le prolétariat qui est actif dans la production agricole, soit révolutionné et donc gagné à la révolution. Cela n'est pas aussi difficile que c'est apparu en 1913 et en 1914. Le prolétariat de la campagne est beaucoup plus clair dans son action révolutionnaire, comme le prolétariat des villes. Les relations entre le prolétariat citadin et le prolétariat de la production agricole doivent être seulement organisées.

### **Cam. Arndt (Jan Appel) :**

Il pourrait apparaître une erreur lorsque MÜHLE a dit que nous ne pouvons pas faire de compromis. Expropriation des petits et moyens paysans. Tout à fait logiquement, il a expliqué cela de notre point de vue. Et c'est juste. Mais quand il dit qu'il arrivera nécessairement que nous ne fassions pas de compromis, et qu'ensuite il en vient à la question suivante, à savoir ce qu'il se passera avec les paysans qui saboteraient la production, il peut alors y avoir une erreur. Les prolétaires des villes qui, selon les explications de MÜHLE, doivent venir à la campagne, ne pourraient pas pratiquer immédiatement une économie communiste, une production communiste, mais ils deviendraient eux aussi des propriétaires privés. Cela doit être expliqué afin qu'on ne claironne pas que nous ne savons pas ce qu'il y a à faire. Le principe est : pas de propriété privée, personne n'y a droit. Mais, avec cela, rien n'est encore fait. Une communauté paysanne ne peut pas travailler immédiatement de façon communiste, mettre pratiquement en œuvre immédiatement le communisme. La question agraire est une question de lutte, exactement comme la socialisation globale est une question de lutte. Nous ne devons pas nous imaginer que, lorsque le pouvoir sera entre les mains du prolétariat, le combat cessera, mais qu'au contraire il sera mené avec une violence accrue. Font partie de l'économie socialisée les domaines seigneuriaux, la grande industrie, et nous devons donc lutter contre la petite bourgeoisie, la petite industrie, la paysannerie petite et moyenne. Nous lutterons ensuite avec toutes les mesures du pouvoir politique et économique, c'est-à-dire la fourniture de tels ou tels objets qu'on leur donnera ou qu'on leur enlèvera. Nous devons traiter lors du prochain congrès la façon dont le prolétariat se chargera de cette économie, non pas de l'économie agricole, mais de l'ensemble de l'économie. Nous ne devons pas croire que, si nous mettons le travailleur citadin à la place du paysan expulsé, nous pourrions pratiquer l'économie communiste.

## **Cam. Mühle**

*(discours de clôture)*

J'ai dit que la première condition pour la conquête du pouvoir politique est la création d'une Armée rouge. Et si l'on transplante l'ouvrier de la ville à la campagne, il ne deviendra pas propriétaire, mais il travaillera pour la communauté s'il est exproprié sans ménagements et s'il ne recule pas devant le petit et moyen paysan. Seule l'expropriation sans ménagements est la condition pour que le travailleur de la ville ne devienne pas un propriétaire privé à la campagne, mais qu'il y travaille dans l'intérêt commun pour assurer l'alimentation de l'Armée rouge et du prolétariat.

Là-dessus, la motion suivante du district de Poméranie est adoptée avec une voix contre :

*Concernant le point 9 :*

« La Poméranie demande qu'une propagande facilement compréhensible soit menée d'une manière claire et résolue parmi les ouvriers agricoles afin de développer parmi eux les objectifs du KAP et de l'Union, lesquels concourent tous deux à la révolution prolétarienne. Elle considère comme nécessaire le travail préparatoire par tracts afin de faire mûrir les masses d'ouvriers agricoles en faveur des raisonnements du KAP. Elle demande en même temps l'élaboration d'une partie de programme qui établisse en pratique et en théorie la manière de faire de la propagande. Ce n'est qu'après la création de ces conditions qu'une propagande de grande envergure pour la révolution sociale à la campagne sera possible. Le district de Poméranie aidera à créer ces conditions et incite donc le Congrès à le soutenir avec des propositions théoriques et pratiques. ».

En outre, le district économique du Grand-Berlin a été chargé de constituer une commission qui doit mettre au point les thèses et les lignes directrices relatives à la question agraire.

*(Fin des séances publiques du Congrès du Parti)*

# Quatrième jour

(RÉUNION INTERNE)

## Point 10 : L'organisation

### a) Rapport de trésorerie

C'est un rapport de trésorerie imprimé qui est présenté et il a été commenté par le trésorier. Il n'y a pas eu de discussion. Un camarade de la Commission de contrôle, mandaté par la Commission de contrôle, a attesté que la gestion de la trésorerie a été réglementaire et a proposé, au nom de la Commission de contrôle, de donner quitus au trésorier. Le quitus a été accordé à l'unanimité.

### b) Statuts de l'organisation

La motion suivante du district du Nord a été adoptée à l'unanimité :

« Le Congrès décide de modifier comme suit le point 9 des statuts de l'organisation, du paragraphe 2 jusqu'à la fin :

« La direction centrale se compose d'un délégué choisi par district économique et d'un Comité de gestion de 9 personnes qui est élu immédiatement par le Congrès à la majorité des voix. La majorité du Comité de gestion n'est pas rémunérée et elle doit être composée de membres du Parti dont le champ d'action se situe si possible dans les districts économiques les plus importants.

« Le Comité principal de gestion doit se réunir au moins une fois par mois en séance plénière ; ses membres sont parfaitement égaux en droits. La direction centrale a le droit, sous réserve de l'approbation ultérieure du congrès du Parti, de révoquer ces membres et de les remplacer par d'autres. ».

### c) Questions relatives à la presse et à la littérature

Les lignes directrices suivantes, relatives à la question, ont été adoptées :

1. Une maison d'édition du KAPD sera créée pour la publication de la littérature. Ses affaires sont entre les mains du Comité principal de gestion. Tous les écrits publiés par cette maison d'édition (à l'exclusion du *Proletarier*) sont commercialisés par la librairie de l'organisation berlinoise.
2. C'est le Comité central élargi qui décide de l'édition de brochures par le KAP.

3. Le contenu et le style du *KAZ* doivent être considérés dans le cadre et sur le terrain du programme et des résolutions de congrès du KAPD.
4. Concernant des questions qui surviennent de manière inédite, c'est dans tous les cas l'avis du Comité central élargi qui est déterminant, et ce Comité doit se réunir tous les mois ou bien immédiatement dès que de nouvelles questions font leur apparition.
5. Entre-temps, le Comité principal de gestion a le droit de publier dans le *KAZ* des appels relatifs à des questions qui surviennent soudainement, et il les signe en tant que Comité principal de gestion.

d) **Compétence du Comité principal**

Les lignes directrices suivantes relatives à ce sujet ont été adoptées :

« La compétence politique des organes centraux du Parti découle du fait que le KAP est un parti des travailleurs révolutionnaires organisé centralement.

« Le Comité principal de gestion, ainsi que le Comité central, ne peuvent rendre public quelque chose au nom du Parti que s'il s'agit d'une prise de position qui se trouve dans la ligne générale du Parti et de la tactique établie.

« Dans les questions pour lesquelles ces organes considèrent un changement de la tactique suivre jusqu'à présent comme nécessaire et, pour des raisons techniques, une prise de position immédiate de leurs membres n'est pas possible, ils peuvent seulement signer avec le nom de l'organe concerné, mais pas au nom du Parti.

« Pour toute décision de ce type, il faut si possible que l'ensemble des membres de cet organe soit consulté. La prise de décision n'est recevable que si au moins les deux tiers des membres sont présents. »

e) **District : Berlin-Brandebourg**

Lors de la dernière Conférence du Comité central, la requête du district du Grand-Berlin en faveur de la formation d'un district Berlin-Brandebourg en association avec les districts existants d'Eberswalde et de Spandau-Ost-Havelland, qui avait rencontré l'approbation de la Conférence du Comité central, sous réserve de l'accord du Congrès du Parti, a été réglé de la façon suivante :

« Il est formé un district du Grand-Berlin avec l'inclusion du Brandebourg-Nord (Eberswalde), tandis que, à propos de l'appartenance organisationnelle de Spandau-Ost-Havelland, des arrangements particuliers devront être trouvés étant donné que ce district s'est prononcé contre son inclusion dans le district de Berlin-Brandebourg. ».

f) **Impression des statuts de l'organisation**

La motion de Hambourg pour faire imprimer les statuts de l'organisation dans leur nouvelle version à meilleur prix et pour les distribuer aux organisations pour une faible somme a été approuvée à l'unanimité.

g) Vereinigte revolutionäre Unterstützung-Kommission<sup>123</sup>

Un camarade<sup>124</sup> a fait un rapport sur l'activité menée jusqu'à présent et sur ce qui devrait être fait. Là-dessus : discussion. Lors du vote, les lignes directrices fixées ont été approuvées à l'unanimité.

---

<sup>123</sup> Abréviation VRUK [Commission révolutionnaire unifiée de soutien]. Fin juin 1921, Le Comité principal du KAPD décida de se retirer de la Rote Hilfe [Secours rouge]. Tandis que la Rote Hilfe – rattachée au KPD – promettait d'aider toutes les victimes de la lutte de classe, et donc aussi les réformistes, la VRUK déclarait : «soutenir seulement tous les révolutionnaires qui, selon les idées bourgeoises, se sont dévoyés dans la lutte du prolétariat révolutionnaire contre le capital par la parole, par les écrits et par les actes, pour continuer la révolution prolétarienne avec le but final de la dictature du prolétariat ». De nombreux membres du KAPD ne suivirent pas les directives et pas mal d'entre eux restèrent dans la Rote Hilfe. Malgré la rupture avec le KAPD, la Rote Hilfe continua à soutenir un certain nombre de prisonniers syndicalistes et anarchistes. (Voir : Nikolaus Brauns : *Rätekommunisten, Syndicalisten, Anarchisten und die Rote Hilfe* [Communistes des conseils, syndicalistes et anarchistes et la Rote Hilfe] : <http://www.nikolaus-brauns.de/AnarchistenunddieRoteHilfe.htm>; (et du même) *Schafft Rote Hilfe ! Geschichte und Aktivitäten der proletarischen Hilfsorganisation für politische Gefangene (1919-1938)* [Créez le Secours rouge! Histoire et activités de l'organisation prolétarienne de secours pour les prisonniers politiques (1919-1938)], Pahl-Rugenstein, Bonn, 2003.)

<sup>124</sup> Très probablement Hugo Oehlschläger, Kiel, puis Mühlheim/Ruhr. Il devint en mars 1922 l'une des chevilles ouvrières de la tendance d'Essen.

## Point 11 : Les élections

L'on procède ensuite aux différentes élections (Comité principal, VRUK, Commission de contrôle encore en suspens, Commission de contrôle pour l'ensemble du Reich).

*En conséquence, l'ordre du jour est épuisé.*



## **ANNEXES**

### **Déclaration publique adressée au KAPD Par ses membres résidant à Moscou (5 décembre 1921)**

Une lettre ouverte émanant des camarades du KAPD vivant en Russie en tant qu'émigrés et réfugiés politiques a été adressée à l'instance centrale du KAPD en vue de son Congrès ; cette lettre résume dans une résolution la position de ces camarades par rapport à la tactique du Parti suivie pendant et après le Congrès de l'Internationale Communiste.

Après que nous avons su avec certitude que cette lettre était bien arrivée entre les mains de la direction du Parti, nous devons déclarer que la direction du KAPD a sciemment induit en erreur ses camarades de Parti et qu'elle a continué à le faire étant donné qu'elle n'a jusqu'à aujourd'hui porté à la connaissance des membres ni le contenu de cette lettre, ni les explications ultérieures des camarades dirigeants des tendances d'opposition dans le KAPD.

L'on s'aperçoit, à la manière dont le *KAZ* est rédigé, que l'instance du Parti, au lieu de dire la vérité aux membres du KAPD, préfère mener ouvertement un combat contre-révolutionnaire contre le Parti Communiste russe et le gouvernement soviétique russe qui luttent dans conditions très difficiles.

Cette clique de parti, que tout travailleur révolutionnaire honnête dans le KAPD devrait envoyer balader, ment lorsqu'elle affirme que tout travailleur ou prolétaire voit d'un bon œil sa position vis-à-vis de la Russie soviétique. Elle utilise la volonté révolutionnaire honnête des travailleurs du KAPD pour une politique aventuriste dictée par l'ambition personnelle, politique qui n'a plus rien à voir avec une clarification et une identification des contradictions qui existent au sein des partis ouvriers dans la lutte de classe prolétarienne.

De la part des camarades anciennement organisés dans le KAPD.

Franz Jung.

[Tiré du *Rote Fahne* (Berlin, n° 582 (édition du soir) du 20-12-1921, p. 2)].

# **Extrait des Principes de l'Internationale Communiste Ouvrière (KAI) 1922**

*Kommunistische Arbeiter-Zeitung* (tendance d'Essen), mars 1922, n° 1

## **LA TROISIÈME INTERNATIONALE**

1. La III<sup>e</sup> Internationale est une création russe, une création du Parti communiste russe. Elle a été créée pour soutenir la Révolution russe, c'est-à-dire cette révolution en partie prolétarienne, en partie bourgeoise.

2. Du fait du caractère double de la Révolution russe, étant donné que la III<sup>e</sup> Internationale devait soutenir aussi bien la révolution prolétarienne russe que la révolution bourgeoise russe, et également du fait du caractère équivoque de son but, la III<sup>e</sup> Internationale est devenue elle aussi une organisation en partie prolétarienne, en partie bourgeoise.

3. Dans la mesure où elle a appelé à la révolution, à l'expropriation des capitalistes, elle était une organisation prolétarienne voulant abolir le capitalisme ; dans la mesure où elle a gardé le parlementarisme, les syndicats, la dictature du parti et des chefs, elle était une organisation bourgeoise, créée pour conserver et reconstruire le capitalisme. En effet, le parlementarisme, les syndicats et la dictature du parti et des chefs ne conduisent pas au communisme, mais au contraire au maintien du capitalisme.

4. La III<sup>e</sup> Internationale était donc depuis le début une organisation partiellement contre-révolutionnaire.

5. Cette organisation a en effet conduit également dans les pays européens non pas à la victoire, mais à la défaite du prolétariat.

6. Mais quand, à partir du printemps 1921, le parti bolchevik qui maintient la dictature sur la Russie est passé au capitalisme, il a obligé peu après la III<sup>e</sup> Internationale à revenir au capitalisme, et la III<sup>e</sup> Internationale est devenue de fait, à partir de l'été 1921, tout à fait capitaliste et bourgeoise. La révolution a été abandonnée, l'on n'a plus aspiré qu'à des réformes et la reconstruction du capitalisme est devenue son objectif.

7. Étant donné que le capitalisme russe doit être reconstruit, et puisque ce capitalisme ne peut pas être reconstruit sans le rétablissement et la reconstruction du capitalisme européen, la III<sup>e</sup> Internationale est obligée

d'abandonner la révolution et de revenir au réformisme, c'est-à-dire de se fixer comme but la reconstruction du capitalisme.

8. Et c'est pourquoi, pour reconstruire le capitalisme, la IIIe Internationale s'associe maintenant – de même que le Parti bolchevik russe, maintenant capitaliste, s'associe avec les gouvernements capitalistes européens et avec le capital européen pour reconstruire le capitalisme russe – avec les Internationales II et II<sub>1/2</sub> en vue de la reconstruction du capital européen.

9. Le but des Internationales II, II<sub>1/2</sub> et III, est donc le même que celui des États et des gouvernements capitalistes. Le front uni de ces trois Internationales est le front uni avec le capitalisme.

10. Alors que le capitalisme se trouve dans une crise mortelle et ne voit absolument aucune issue, le gouvernement soviétique et la IIIe Internationale s'offrent pour le sauver.

11. C'est pourquoi la IIIe Internationale, de même que le Parti bolchevik russe, est devenue une organisation tout à fait contre-révolutionnaire qui a trahi le prolétariat. Elle est à mettre sur un pied d'égalité avec les Internationales II et II<sub>1/2</sub>.

12. De la même façon que, dans tous les pays, le prolétariat est entre les mains des partis sociaux-démocrates, des partis bourgeois et réactionnaires, afin de maintenir, de reconstruire le capitalisme, de le répandre de par le monde, et de transmettre le gouvernement et le pouvoir à ces partis et à leurs chefs, de même le prolétariat est maintenant aussi un moyen entre les mains de la IIIe Internationale pour atteindre ce même objectif. Et son but n'est pas la révolution, l'émancipation du prolétariat, mais son propre pouvoir dans un État bourgeois et l'asservissement du prolétariat.

## **L'INTERNATIONALE COMMUNISTE OUVRIÈRE**

1. Plus la situation de l'ensemble du prolétariat international, au sein du capitalisme mondial qui se trouve dans une crise mortelle, exige la révolution prolétarienne mondiale comme étant la réalisation de sa tâche du jour pratique-politique, et moins l'attitude mentale et le contexte organisationnel de la classe ouvrière internationale correspondent d'autre part à cette exigence de l'histoire mondiale. L'enchaînement de la majorité écrasante du prolétariat mondial aux façons de pensée de la propriété privée bourgeoise et aux formes de la communauté de travail capitaliste-prolétarienne internationale, que favorisent toutes les organisations existantes du prolétariat, qu'elles soient séparées ou unies, place les prolétaires révolutionnaires de tous les pays devant la conséquence

historiquement inévitable de la fondation d'une nouvelle Internationale prolétarienne.

2. Cette nouvelle Internationale prolétarienne, l'Internationale Communiste Ouvrière (KAI), défend la pure lutte de classe prolétarienne-révolutionnaire, dont la tâche pratique est l'abolition de la propriété privée bourgeoise-capitaliste et sa transformation en propriété collective prolétarienne-socialiste. Au surplus, elle lutte fondamentalement pour la réalisation de la société communiste.

3. Étant donné qu'elle reconnaît le fait que les conditions objectives pour le renversement de la bourgeoisie et le pouvoir du prolétariat sont données, elle met au premier plan de toute son activité le principe du développement de la conscience de classe du prolétariat, c'est-à-dire l'encouragement de la connaissance prolétarienne relative à la nécessité historique de l'élimination immédiate du capitalisme, et par voie de conséquence l'éveil de la volonté prolétarienne d'aller vers la révolution prolétarienne.

4. C'est ce but visé qui transforme en conditions l'attitude anticapitaliste ouverte (dans la forme comme dans le contenu) et la conduite de tout son combat. Son point d'orientation suprême n'est pas l'intérêt particulier de certains groupes nationaux, mais l'intérêt commun de l'ensemble du prolétariat mondial : la révolution prolétarienne mondiale.

5. Comme premier pas sur le chemin de son but, elle aspire à la proclamation de la dictature de classe du prolétariat sous la forme de la destruction des pouvoirs d'État capitalistes et à l'instauration de pouvoirs d'État prolétariens (États des conseils). Elle refuse toutes les méthodes de lutte réformistes et elle combat avec des armes antiparlementaires et antisyndicales de la lutte de classe prolétarienne-révolutionnaire pour la création de conseils ouvriers révolutionnaires et d'organisations d'entreprise révolutionnaires (Union ouvrière).

6. Elle combat en particulier les organisations internationales existantes du prolétariat (les Internationales de Londres, Vienne et Moscou) qui, en tant qu'acolytes de la bourgeoisie dans leur tentative commune de reconstruction du capitalisme mondial, sont soucieuses d'établir un front uni de la bourgeoisie et du prolétariat contre la révolution mondiale prolétarienne, et donc qui représentent l'obstacle le plus dangereux pour l'émancipation du prolétariat.